JUILLET 1975

Rédacteur en chef : Claude Julien

Prix: 5 F

Algérie : 5,00 DA Canada : 1,25 S c. Espagne : 60 pes. Italie : 650 lires Maroc: 5,00 dir. Rny.-Vni: 32 p. 9 pisse: 3 f.8 Togisie: 500 mil

Abonnements : voir tarif page 2.

Publication mensuelle (vingt-deaxième aunée) éditée par

Le Monde

LE/IONDE diplomatique

Fondateur: Hubert Beuve-Méry

5, rue des Italiens, Paris-IXº

Directeur: Jacques Fauvet

Lire pages 7 à 15 :

ET LE POUVOIR EN AMÉRIQUE LATINE

Vouloir

Par CLAUDE JULIEN

OUT ne serait-il que foux-semblaats dans le gmnd débat sur la liberté ? Engagé à travors les frontières, il o pris uas ampleur exceptionnelle, et pourtant le voici qui semble bésiter ou bord des interrogations essentielles, olors que tout un faisceau d'événements en éclaire crument l'extrême urgeace

Parce que son élection e été contestée, Mme Gaodhi envoie en prison de nouvelles fanmées d'opposants — de droite comme de gauche pour faira bonne masure. Un équilibre tout oussi trompeur avait inspiré l'interdit jeté contre des gauchistes et des démocrates-chrétiens avant les élections an Portugal, au un journal qui fut conmeux sous la dictature est béillanné ou nom de la liberté recouvrée, où le carcas du syndicat unique est présenté comme le meilleur gomnt des libertés ouvrières. Libertés boloyées ou Chili où Salve dor Allende les respectait avont qu'elles na soient écrasées

Tablcou fart incomplet tant est longoe lo liste des violations des dreits fondamentoux sous des régimes qui, à travers de notables différences, reven-diquent un même héritoge démocratique. Un outre faux souci d'équilibre tentamit d'estomper ces ambres ea leur apposant colles qui régaent sur les pays soumis à an système se réclomont d'uns outre idéologie.

M AlS neus sommes en Occident, et si les cris qui, ò l'Est comme à l'Ouest, porviennent parfois à percer le bâillon possèdent le même accent déchirent, ils n'ant pos la même signification politique. Tous traduisent le même désespoir, et tous doivent recueillir le même écho. Mois ils ne portent tous lo même occusation : sons daute tout homme est-il coupable de tous les crimes qui frappent l'ensemble de l'hamanité, meis d'obord et surtout de ceux qui sont commis ou nom des principes dont lui-même s'efforce

Le mal seroit sans deute iocurable si le commuoiste ne se sentoit peu ou prou complice des crimes commis ou nom du merxisme, le chrétien des crimes commis ou nom de l'Evangile, le démocrate des crimes cammis ou nom de la démocratie, etc. La sagesse popoloire tradoit, en vérité, uce houte exigence morole lorsqu'elle invite chacun o balayer d'obord devant sa propre porte...

Solidaires de tous, meis responsables d'obord de ceox qui trahissent le couse que nons défendons. Depais trop longtemps des bommes battont leur coulpe sur le poitrine des eutres. Jemois ils ne parviendraet è s'ineocenter en loncont un réquisitoire contre les crimes de coux qu'ils Combottent,

C'EST pouttant cet affligeant spectacle qui nous est trop souvent effort à l'occasion du grand débat sur les libertes en France et dans le monde. Quel porti, quel système, quel camp les ligote plus étroitement que l'outre? Pelémique suicidaire, car chaque porti, chaque système, chaque comp cootribue à sa menière à cot écrasement. Ne se rejoignent-ils pas dens l'exacte epplicotion de même principe, que denonceit Mirobeau : « Enchoiner toute espece de libertés en exogeront toute espèce de dangers > ? Dangers veees de l'Est : et le chape de plamb s'abot sur en pays de l'Ouest. Dangers venus de l'Ouest : et elle s'abat sur un pays de l'Est. Et c'est toejours une chape

Veilà bien paurquoi quelque chose sonne faux dans certeins orguments qui se voudraient cenvoincaats. Et chocun ne semble percevoir ces aates

A cette comploisance partisane s'ojoute sans doute une gêne plos pre-fande. Les deux systèmes qui se partagent le moode parlent bien de liberté meis, outre qu'ils e'en donnent pos le même définition, ils l'out l'un et l'autre subordonnée à d'outres objectifs : le désir de puissance, le volonté d'expension ecocomique, la soif de consommation, les rivolités internotiencles, l'égoisme national, etc., ent mis entre parenthèses trop de libertés menacées de s'enémier avont de dispomitre, « Crols-moi, disait Voltaire, l'homme est libre du moment qu'il veut l'être. » Mais sait-il encore avec quelle farce il dait le vouloir ofin de ce pas so retreuver demoin dons des fers dont on le convaincra

POUSSÉE DE LA GAUCHE, TENTATIONS DE DROITE

Le piège italien

A contradiction de l'Italie, pays parcoura de profonds courants sociaux et politiques mais paraiysé au plan électoral, vient d'apparaître au grand jour. Les élections du 15 juin ont bouleversé la physionomie politique du pays Le parti communiste. politique du pays. Le parti communiste a conquis 2 millions de voix suppléa conquis 2 millions de voix supplémentaires, cependant que la démocratie-chrétienne en perdait 1 million. La démocratie-chrétienne, qui tombe de 38.4 % à 35 % des suffrages, se voit désormais menacée par un particommuniste qui gagne six points en pourcentage et qui, avec ses 33.7 %, talonne le parti cathollque à moins d'un point et demi d'écart.

Après trente ans d'immobilisme au cours desquels le régime démocrate-chrétien avait monopolisé le pouvoir, une grande rupture s'était produite le 12 mai 1974 avec l'échec du particathelique lors du référendum sur le divorce. Cet échec était d'autant plus important qu'il soulignait à quel point

important qu'il soulignait à quel point de larges couches sociales s'étalent détachées de la D.C. à propoe d'un problème relevant du droit civil, mais destalent de la proposition del la proposition de la proposition del la proposition de la propo dont la nature était d'ordre profonde-

ment maral et culturel.
Le bouleversement politique du 15 juin dernier est une consequence de cette rupture. La situation italienne est en quelque sorte le refiet, dans un domaine toutefois très particulier, de la crise économique du monde occiPar FERDINANDO SCIANNA *

dental, qui est également une crise profonde an plan des valeurs cultu-

relles.

La victoire des communistes et des socialistes (ces derniers ayunt, eux aussi, amèlloré leur score de 2 %). la défaite des démocrates-chrétiens, signifient que le « mai larvé » Italien, signifient que le « mai larvé » Italien, la crise économique et la « stratégie de la tension » mise en œuvre pour faire basculer le pays vers la droite ont, au contraîre, fait virer à gauche les masses laborieuses, les jeumes qui votaient pour la première fois à dixhuit ane et jusqu'à certaines couches de la classe moveme.

hult ane et jusqu'à certaines couches de la classe moyenne.

Le parti communiste devient le premier parti dans les villes les plus importantes d'Italie : Milan, Turin, Bologne, Gênes, Venise, Florence, Naples, etc., voire Rome elle-même.

Une des principales régions industrielles, la Ligurie, a été conquise par une majerité de gauche : et dans deux autres régions, les Marches et le Piémont, les partis de gauche disposent de 50 % des sièges. La moitié de l'Italie pourrait devenir « rouge » — avec l'Ombrie, la Toscane et l'Emille, qui l'Ombrie, la Toscane et l'Emilie, qui le sont déjà. De très nombreuses communes, dont certaines fort impor-tantes, vont, pour la première fdis, avoir un maire communiste.

Pouvoirs locaux et autorité centrale

E TANT administratives et locales, les L élections du 15 juin ne modifient en rien la composition du Parlement. On ne saurait toutefois douter de leur On ne saurait toutefols douter de leur portée politique. Non seulement parce que les thèmes sur lesquels s'est déroulée la bataille électorale de la têté des thèmes politiques de nature nationale, voire internationale, mais surtout parce que la clé de voûte de la structure politique italienne repose sur la décentralisation et la vie locale.

C'est là un élèment qu'il convient de ne pas négliger si l'on veut com-prendre ce qui se passe en Italie. L'importance de la décentralisation L'importance de la décentralisation dans la réalité italienne tient aussi, bien entendu, an fait que l'unité nationale du pays est de relativement fraîche date. Mais son rôle dans la situation politique actuelle a son drigine spécifique dans la structure particulière du pouvoir telle que l'a organisée en l'espace de trente ans la démocratie-chrètienne et, à travers elle. l'Etat tout entier. elle, l'Etat tout entier.

Le professeur anglais Percy Allum, qui a recemment étudié ce système avec beancoup de perspicacité, le dé-

finit comme une fédération de potentats, une série de pyramides antonomes dépourvues de veritable autorité centrale tout en étant interdépendantes. Le sociologue Pizzorno l'a décrit comme un fascisme sans Mussollni, qui exerçait précisément sur le fas-cisme un rôle unificateur.

ceme un role uniticateur.

Cette caractéristique explique l'inaptitude de la démocratie-chrétienne à
se renduveler, la généralisation de la
corruption, l'incapacité des dirigeants
à définir une politique claire, valable
pour l'ensemble du pays. Chaque
politicien en vue continue, dans les
faits, à dépendre essentiellement de sa
clientèle locale; le pouvoir central,
d'autre part, tire sa force du bloc que d'autre part, tire sa force du bloc que constituent les pouvoirs décentralisés.

Cet état de choses a engendré une considérable classe moyenne parasitaire dont le rôle fondamental a été de farmer autour de la démocratie-chrétienne une harrière politique destinée à soutenir le développement industriel capitaliste, violent et chaotique de l'après-guerre le « miracle de l'après-guerre le « miracle industriel capitaliste violent et chao-tique, de l'après-guerre, le « miracle italien » fondé sur les has salaires et sur l'exploitation intensive de l'im-mense réservoir de main-d'œuvre que constituent les régions agricoles du

L'éclatante victoire électorale du 18 avril 1948, lors de laquelle la démocratie-chrétienne avalt failli remporter la majorité absolue des

Correspondent à Paris de l'Europeo de Muan.

suffrages, et l'éviction des partis de gauche du gouvernement ont été le point de départ de la réalisatien d'un projet politique qui avait la « guerre froide » pour fond de tableau international.

La réorganisation complexe et dif-ficile des partis de la gauche euvrière et de l'unité syndicale, les grandes luttes sociales des années 60, qui ont débouché sur l'outomne « chaud » de 1969, et la transformation du contexte international ent radicalement modifié international ont radicalement modifié la situation. Il aurait fallu à l'Italie la situation. Il aurait fallu à l'Italie des réformes profondes et un renouvean que les gouvernements démocrates-chrétiens successifs, toujours égaux à eux-mêmes en dépit des changements d'hommes, s'étalent refusés à entreprendre alors que le miracle 2 des années 50 leur en avait donné la possibilité.

L'administration de l'Etat, cependant, révélait tous les dégâts provoquès par des années d'incurie, de corruption et d'incompétence, D'innombrables scandales impliquant protecteurs et protégés de la démocratie-

tecteurs et protégés de la démocratie-chrétienne ont éciaté en chaîne au cours de ces dernières années et ent régulièrement été étours par des méthodes qui rappellent celles de la

méthodes qui rappellent celles de la Mafia.

Se fiant à l'apparente immobilité de l'électorat italien, encore fortement encadré par l'Eglise, les démocrates-chrétiens se sont emparés de presque tous les leviers de commande de la société. Avec 40 % des voix, a déclaré il y a peu le président de la FIAT.

M. Agnelli, qui maintenant est aussi président de l'organisation patronnée des industriels italiens, la démocratie-chrétienne s'arroge 80 % du poovoir. Les choses commençant à devenir plus difficiles sous la pression des travailleurs, la démocratie-chrétienne accepta de collaborer avec les sociaaccepta de collaborer avec les socia-listes, ce qui suscità un grand espoir populaire.

(Lire la suite page 22.)

Dans ce numéro :

Les projets politiques de M. Rockefeller

(Pages 2 et 3.) La machine à penser

s'est-elle détraquée? (Pages 18 à 21.)

Liban: la rupture du « pacte national »

(Page 30.)

LES ECHANGES ENTRE L'U.R.S.S. ET LA FRANCE

Pour une coopération stable et à long terme

ES bonnes relations qui existent entre le France et l'Unien soviétique répon-dent eux iniérêts de nos Etsts et de nos peuples ainsi qu'é ceux de la paix mendiele. Elles tevorisent la détente internellenale, les progrès de la contience et de l'amitie entre les peuples, le liberté et l'indépendance de teus les peuples. Ces reisilens ent été définies dans des decuments aussi tendamentaux que le Protocole de 1970 sur les censulletiens et de 1971 signés per les plus hauts responsables de nes Etats. Elles ent encere été ronlercées lers de la rencentre - eu sommet = de Rambouillet, alere que l'en célébrait le cinquentenaire de l'établissement des relations diplomatiques entre l'U.R.S.S. et la République trançaise et qui confirme à neuveau la permanence de la pelitique de détenie, d'enienie el de ceopération pratiquée dès le milieu des années 60. Elles eni centribué d'une laçen décisive à restructurer les relations entre les gays de l'Est et de l'Ouest sur le principe de le conxistence pacifique des Etats à

régimes socieux différents. La politique économique extérieurs eoviétique se base eur l'idée que le déveleppement de la coepération entre les diftérents pays dans la science, le technique l'éconemie constilue une nécessité ebjective, qu'elle est conditiennée par les axigences de le révelutien scientifique et technique. Notre volonté de coopération n'est pas dictée par le laiblesse, comme

STEPAN TCHERVONENKO, ambassadeur de l'U.R.S.S. en France

iente parfois de le taire croire certaine edversaires de le détente, mals par le tei protende qu'il n'existe pas aujeurd'hul d'eutra voia que calle de la coexistence pacifique basée sur une coopéretion mutuellement evantageuse el honnèle. Possédant de riches ressources neturelles, un petential eclentifique, technique et éco nomique permettant de résoudre n'importe

quelle tâche scientifique et technique, notre pays suit une ligne constante ten-dant au déveleppement des relations commerciales mutuellement avantageuses evec tous les Etats qui le désirent Il est devenu évident, peur de nembreux

hemmes politiques eccidentsux réalistes. que le système d'éconemie socieliste pla nifiée crée une base solide pour la coopération, qu'il est une gerentie contre l'ection des différents tecteure conjono turels, qu'il permet d'édifier cette coopéretion sur des reletiens stables et é long terms, ce qui est avantageux non seulement pour l'U.R.S.S., mels eussi peur ses

M ALHEUREUSEMENT, II Isliut longtemos pour que les relatiens écenomiques de l'U.R.S.S. evec les pays eccldeniaux se développent. Pour la France. ce n'est que vers te milleu de la décennie 50 que des changements sa produi sireni, male ils ne vinrent pas d'euxmêmes. Bien entendu, ce fut surtout le reflet de l'évolution de la situatien inter-nationale. La positien oeclfique conséquente de l'U.R.S.S., des pays socialistes, des autres Etels pecifiques et de leure dirigeants e joué un rôle décisif. Le gouvernement de le République française é la tête de lequelle se trouvait le général de Gaulle, qui pratiqua une politique

réalists de renforcement de la souvereineté nationale et de la paix en Europe. apporta également une contribution incontesteble dans l'inetauratien de ces neu-

velles reletions internationales. Un accord commercial nettement différent des précédents fut conclu en 1953. Il définissait les volumes concrets et le nemenciature des livraisons mutuelles. Alors qu'en 1953 le courant d'échanges antre les deux pays ne s'élevait qu'é 200 millions de francs, en 1956 il ettelgnit 650 millions de francs.

(Live la suite page 23.)

de l'Afrique à l'Afrique, sans changer de compagnie.



Voyagez Air Algéria. 3 nouvelles escales (Bissau, Douals, Kinshasa) 14 pays desservis en Afrique. A partir d'Alger, mais aussi de Paris, Londres, Bruxelles, Francfort, Prague ou Moscou. Au rythme de vos affaires.

Air Algérie vous transporte au carrefour des nouveaux échanges.

> النفوذ أبوية لبزائرية AIR ALGERIE



HOMME DE LA RENAISSANCE

Les projets politiques de M. Rockefeller

ELSON ROCKEFELLER, « la Roc », « Rocky », comme l'appellent ess supporters, ast débordant d'enthoueiasme. Visage de grentt, menton impé-rieux, un éclair dans l'œil bleu eux eguets derrièrs les lunettes d'écallle, cet homme a d'immenses appetits. La boucha au sourire de sabre ast assez avide, assez granda pour gober le Malson Blanchs at l'Aigle amèricein. Gargantuesqua collec-tionneur de protégés, d'objets d'art, da comités, da grandes visions, affamé ds pouvoir, grand manipulataur d'hommas, despote evec sa familla et son entourage, Il e âté pendant quinza ans le gouverneur le plus autoriteire et le plus entreprensnt da l'Etel de New-York. Ses expressions lavorites : - Splendide, formidable, merveillsux ., confèrent à ses interlocuteurs l'ordre de la grandeur emàriceine, les titres de noblesse rockalaillenne. Il est l'incametion du succès et de la « destinée menifesie » des Etats-Unis.

trente-cinq ans dans toutes les branches du gouvernement, son habituda du commendement et la puissence de son clan, ce petrician a dù se soumettre, en novem-bre demier, é une enquéte Intensive du

Un Irès discret gentismen sux cheveux gris. M. Dilworth, s'est présenté devent la commission judicieire de le Chembre des représentants. Les congreseman ébahis l'ont vu déployer cinq énormes tableaux eurchargés da chiffres : les portes du trêsor da la plus puissanta famille d'Amérique s'ouvraisnt eux regerds du public, qui découvrit avec stupeur que les quatre-vingt-quaire Rockéfeller possédelent plus

Le pouvoir

et l'argent

politique

Une immense fortune personnelle est-elle un atout ou un handicap?

Par INGRID CARLANDER

mis les Pères fondateurs à une enquêta

eussi serrée. » M. Nalson Rockefeller se défendit assez

Soudeln, le capitalisme en chair et en os comparaisselt à la barre du peuple. Entre M. Neison Rockelailer et les comités du Sénat et de le Chambre, la confron-Les mandataires du peuple emàricain aurent bien du mai à cernsr l'immansità de ces biens tabuleux. M. Peter Rodino, président de le commission judiciales de la Chembre, e'exclema ; « Je n'arrive pas à salsir les complexités et les implications de votre vaste et immense fortune. « Et le eents 1 doller par minute depuis l'année 1827 l = La député Mezvinsky ettaqua : - On se mêlle énormément dans ce pays de le fortune des Rockefeller, - Un témoin alla encore plus loin : - SI yous devenaz un jour président, checune de vos décisione affectere votre empire familial : à 8 haures, les banques; à 9 haures, le pétrola ; à 10 heures, findustris des communications, atc. -

La perplexité fut portée é son comble lorsqu'il fut question da ses dons et prêts d'ergent : 86 000 doilers à M. Morhouse, secrétaire général du parti républicain de Naw-York; 625 000 dollars à M. Ronen, conseiller de la lamille, puis directeur des transports an commun at du port de New-York. Et 50 000 dollars 6 M, Henry Kissinger lorsqu'il quitte son eervice pour devantr le conseiller en politique étrengère de M. Richard

C'étett une spiendide occasion d'exposer sur le place publique les tiens subtils entre le pouvoir politiqua at l'argent. Male inexploitable dens cas circons-tences. Les membres du Congrès se métamorphosaient en juges vertueux, en tribunal sévère, gardien de la

moralité américaine sérieusement endommagée par les scandeles récents. Mals ils se trouvelent acculée : cer, que leur demandell-on ? Fallait-il entamer la procès du système politique at sociel dont ils étalent les bénéticiaires ?

Ces Inquisiteurs étalent épuisés par l'enquéte sur le Walargeta, traumetisés per l'effondrement des valeurs eméricaines. On sions publiques et de sauver l'ême de le netion en vertuauses envolées, tout en envient secrètement les essurences tanibles reçues par les Ronan, Morhouse et Kissinger... A tout cale as mélalent la haina des riches et la désir de leur reede le mélience croissante des électeurs envers les grandes corporelions. S'il falleit faire le procès des grandes sociétés, qua cholsir comme eccusa ? Un homme, Rocketeller, ou des Institutione encrymes ? Le candidet n'avait pas menqué l'occeeion de Isur taire un bon coure d'économie, leur expliquant que le pouvoir réel était eux mains das compagnies d'assurances et

des londs de retreite, pieldent que les Rockeleller n'exerçalent eucun contrôle systématique da leure investissements et en una seule semaine que sa propre famille en trois générations successives

cet emberras, cas cas de conscience et une ignorance à la fole réells et leinte des rouages de l'argent. « L'esprit du mai souttle peut-être ici, se pleignit un député, mais le n'arrive pas à le trouver l = Conclusion du président Rodino : - Nous sommes les citoyens à leire tortune. Il serait donc lliogique de prétendre que les riches seront dénormals évinces du service de ieur patris. - Et un congressmen renchê-rit : « Noua n'eurtons jamais eu de Déciaration d'Indàpendance al nous avions sou-

Un poste ou le couple ennemi

le raison pour lequelle il e accepté ce qu'il professait suparavant da tant mépriser, la - C'est un poste maudit -, nous dit l'historien Arthur Schlesinger evec un que : - Pas la moins du monda. Jai sourire ironique. « Depuis Jackson et Van Buren, tous les présidents et les vice-

(Photo David Burnett-Gamma.)

e Puis-je partager mes pommes

il rappeta le tradition philenthropique da se lemilte pour expliquer ses dona : c'étalt,

dissit-il, le seul moyen d'ettirer des gens

de valeur au service du public : il aveit

présidents ont vécu dans le métiance réclproque la plus parlalle ; c'est un coupis ennemi. Le seul rôle du numéro 2 est de tétéphoner pour s'enquérir du bulletin de santé du chel de l'Etat ; en fait, il na peut qu'attendre se mort. . - Cans la cas de Rockefeller, sjoute M. Schlesinger, Is siluetion est vralmant étrange. Noue n'avons lamais vu de personnage aussi poissant, riche, tameux et hyper-actit occuper un poste sussi specisculsirement inutila. .

Très récomment, revenent de la Nouvelle-Orlaans. «Rocky » s'entreleneit & bord da son svion avac qualques membres da la presse permi lesquels je me trouvais. A la question : - Vous ne vous sentez pas gêné dans cette situation ? ., il répli-

da l'observer pour comprendre qu'il lera tout pour la saisir. Il n'est déjé aéparé du poste suprême que par « un bettement de cœur », et c'ast

le culte de l'amitié, se devait de préserver

les hommes des tentations ; surtout, pour ful, « l'autorité politique n'est pas à vendre

dens ce pays =. Il ajouta même, avec humi-

lité et borhomie : - Vous âtes en trein

fariez comme moi en diaant ; Puls-je partager mes pommas avec vous ? -

La candidat altaignit des sommets de

euperbe inconscience : « Je ne penss pas, dit-il, svoir jamais conscienment fait quoi

que ce soit de mei. » Puis : » Je ne m'étais

pes rendu comple de l'impect de ms for-tuns eur le public. Maintanent, je com-

prends. - Cependant - Rocky - sut se mon-

trer humbla, respectueux du Congrès et

patriote anthouslaste : - Je crois proton-

dément dens ce pays et l'aime de loute

mon ama. L'Amarique s du gante. - Fasci-

nante performance de l'homme, ferveur

quasi religiouse, passion de estvir, arro-

gance, Insensibilité et Intultions, pluie

d'hyperboles, retraites tactiques auivies de

On evalt assisté à trop de battements de coulpe et d'élans de pessimisme des-tructeur en une seula année, M. Nelson

Rockefeller possédell le carrure, les qua-

illés d'intégrité et de leader qui pouvaient rassurer l'électoret et consolider la posi-

tion précaire de M. Gerald Ford, Il fut

rendait quasi légitime une situation sans précédent dans l'histoire des Elats-Unie :

su moment mêma du bicentenzire, le chel

ds l'exécutil n'evait sucun mandet du

« J'al toujours rèvé d'être président, dil-il un jour en

survolent le Maison Blanche dans un de ses « lete » privés, et cele, depuis que le suis gosse. Après tout,

quend on pense é lout ce que l'evais déjé é ma nelssance, quelle autre ambilion pouveit me satisfaire ? »

Il aurait été élu contre Kennedy, en 1960, s'il n'avait

perdu l'Investiture du parti républicain contre Richard Hixon, En 1968, Walter Lippmann le considérait comme

le seul espoit de le netion. Aux élections de 1976, Il

aure soixante-espt ans, mais il peut encore être étu président si M. Ford se retire de le course eu derniar

moment. Se demière chance, il suffit de tul parier el

de mengar des pommes, et vos emie n'en

essumé ce poste les yeux ouverts. -Un correspondant insista : - Bien des gens disent que les vice-présidents ne sont Jamais informés des questions importenies. - Alors son visage se crispa. Il dit : « Non, honnétement, je ne suls pas an concurrence... le veux coopérer. . Mele aussitot II snotiaina svec uns irritation contenue : « Ma position aet très délicere. Je n'al pes de languans réelles, . « Monsieur le vice-président, l'ai des amis démocrates qui vous considérent comme uns sorte da seuveur de le netion. - - ils sont fort généreux... Le public seure bien juger st is puis êtrs utile. Tous les problàmse du gouvernement me passionnent. J'edore is politiqua — l'alme les gens... J'àtals me un - cheval de leu - lorsque la cloche de départ e sonné, quand le prési-

dani m'e fait yanir. A soixanie-six ans te

Le Prince et les "dinosaures du capitalisme"

Comment Cerner to Prince sens is situer dans to contexte da se dynastie ? Aucuna granda tamilla américains n'e préservé plus d'harmonia st d'homogénàità. Les Rockefeller ont créé une mystique familiale unique. Leur fortune colossais est fondée aur l'empire industriei de la Standard Oli créàe par John O. Rocksteller St. vers 1870, l'homma la plus détasté des Etats-Unis à l'époque. Puis, dès le seconde génèrellon, elle e ecquie uns imaga da marqua : philanthropia, évangélisms moral, éthique pudiaine qui sublime le protit capitalista. Les Rockafaller sont-ils les oints du Seigneur, evec Dlau comme P.-D. G. da leurs entrepriaes industrialles et de teure londellons ? Ou blan, au contraire, ne porteni-ils pas la garma d'une malédiction puisque chacun de teurs

gastas, même le plus désinièressé, se transforme en bénéfices par una alchimia implacable dua sux lois aur les fondations et les legs au public ? Il est presque impossible é ces riches Amèricains de déméler isurs molivations réelles. C'set cala qui isa rend al

lle sont les prisonniers de leur Imege et de cette ellance inextricable antre leur lortune et les responsabilités morales qu'elle entraîne. Nelson a été élevé etrictement dans le respect de ces principes. L'embilion nue et crue leur est inaccessible. Il teur laut exceller sans aucune motivation matérielle, privés de l'alguillon d'une ultime falm que pouvait encore ressentir un Kennedy. C'est ainsi que, paredoxalement, le vice-présidant est un sett-mede man - qui a dû surmonier le handicap de son nom el de sa lortune... « La mystique de le femille Rockefellar

se perpétue grace à l'extraordinaire proxi-

mité physique qu'ils retrouvent dans l'en-

tous feura entente. De telle sorte que les membres de le famille àtablissent et ranlorgent leurs liens et leur mystique commune... sinsi que leurs intérêts communs tondàs sur leur lortune » (2). Tout é côté de la ruche lemillala se trouva l'Union Church, dont les vitreux, commandés à Metisse et Chagail per

ciave lamiliala da leur immensa domaine

de Pocantico-Hills (1), si par las réuniona

périodiques des deux générations de la

famille : les frères, sœur, cousins, avec

Neison et son frère Oavid, tout inspirés par leur tradition protestante, Illustrent des thêmes bibliques : les ambitions de le dynastie sont sublimées par cette vision

teur rôls au service de l'humenité et

John C. Sr. était un « baron-gangster » de l'âge d'or de l'industrie américaine eu dix-neuviàma eiècla, et, comma la queli-fielt son viell ennami Thecdore Roosevalt, un de ces « malfeiteurs de grande richesse ... Pour édifiar la fortuna la plus colossale de l'époque, que la loi anti-trust Sharman ne parvint même pas à entamer, ses méthodes àtalent implecables : espionnage, répression sanglante da l'émeute des mineurs de Ludiow, luttes téroces pour briser les concurrents; il devint l'annemi public numero 1. Puis, ca Impltoyable st piaux, es transforme an macène. A la sulte d'un avertissement prophébique de son conesil, la pasteur Getes, génie de la spéculation à Wall Street at Inventeur du - eclentitic giving - : Prenez garde i Votre tortune est une avalanche I II teut le rattraper dans se coursa et la distribuer eussi vite, sinon elle va vous engloutir, avec toute votre descendance ! - - il crée la Fondetion Rocke-feller, l'institut Rockefstlar et l'università da Chicego. Sena ce géniel pasteur, le vieux sorcier n'aureit jemais comprie le haine du public, et le nom da la famille serait objet d'anethème. L'homme d'Eglise e béni l'altence du matérialisma et de

En 1940, à l'âge de trente-deux ans, Nelson leit une entrée princière dens Washington, entouré par quatre avocate de le femilis prâts é réperer tout feux pes, preceda par l'eure de le dynastie. Décidé à voir uniquement = las hommes de pre-mier plan avec lesquels mon père m'a appris à communiquer d'embiée -. Toutes les portes e'ouvrent devant les Rockefailer - y compris celles de le Maison Blanche. nme supérieur qui fascine Nelson,

Le New Deal avail suscité la haine du grand capital contre le président. Mais ce fut lui qui fit les premières svances en nommant les républicaine les moins lanatiques é son cabinet, tele Stattinius et Forrestal, qui venzient des grandes benques. C'est ainsi qu'il offit sa chance é Neison en le nommani coordonnateur des affeires d'Amérique laline, un poste spécialement créé pour lui, car l'énorme ranch du Venezuela at la Creola Petroleum Society, fillale de le Standard Oil, Ioni de cas pays une sorte de domeine privilégié des Rockefeller.

(1) Propriété de 4000 seres près de l'Hudson River, ou nord de New-York, où chaque membre du cian possède sa maison particulière, avec teunis, piscine et dépendances. Elle est totalement protégée contre les intrusions du public.

(2) Rapport de l'Institute for Policy Studies, The Disability of Wealth, oc-



LE MONDE DIPLOMATIQUE

Devic Administratife

Directeur de le publication : JACQUES PAUVET CLAUDE JULIEN MICHELINE PAUNET

Priz de l'abconement anoget

Stranger 73 PAR AVION (Abounsment et taxes)

Réunion
Comores, Madagascar, Laos, Vietoam du Sud, Nouvelle-Catédonie, Nouvelle-Catédonie, Nouvelle-Gatédonie, Nouvelles Hébrides, Poisoesie Itançaise, République Ebmers, Salot-Pierre-et-Miqualon, Wellis et Futuns
Arable Saoudite, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Egypte, Syrie

Syrie

Eirmaoie Chine Corée, Hongkong,
Japon, Indonésie, Macso Maiaisie, Mongolte, Philippines, Singapour, Taiwao, Timor Thattande, Vietnam du Nord Australie, Nouvelle-Zélaode, Sutres pays
d'Ordania

5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09 (Cheque postal Paris p. 4207-23) Tel Redaction 770-91-29 Têt Publicité LAP 05-02 Têtes Le Monde 55-372 Perie Adr. têlêgraphtque: Jourmonde Paris

Un colloque sur l'impérialisme culturel des États-Unis

ES mécanismes d'exploitation économique et de domination politique grace auxquels les Etats-Unis assurent leur hégémonie sur le monde « libre a sont depuis longiemps repérès et con-nus. Leur dénonciation revêt toutejois un aspect souvent théorique car les jorces qu'elle met en couse sont hors de portée de chaque individu pris isolement. Plus ricentes ont été les amorces d'analyse de l'impérialisme culturel. Un impérialisme plus insidieux, car rongeant de l'intérieur tout ce qui fail les spécificités nationales pour créer les vasies marchés homogènes à la mesure des sociétés multinationales, et plus dissicle è combettre tant il repose pour une large part sur l'acceptation implicita des intéresses et se camoufle derrière les grends principes de la liberté de circulation des produits culturels et de l'internationalisme (voir le dossier publié dans le Monde diplomatique de décembre

Un colloque orgenisè par le Pront progressiste (gaullistes de gauche) les 7 et 8 juin derniers a permis de faire le point sur la défrancisation systematique et l'américantsation de secteurs aussi divers que l'édition, la presse, l'eudiovisuel, l'urbanisme, le cadre de vie, l'éducatton, la formation. De l'inondation des trois chaines de télévision

par les films eméricains à la politique d'Air France imposant eu personnel navigant du Concorde l'usage de l'englais par le blais d'un manuel d'utilisation rédigé exclusivement dans cette langus, en passant par un type d'urbanisation ou le point de rencontre obligé et unique des citadins est le « shopping-center a, c'est le livre noir d'une vertiable « destabilisation » culturelle qui a été élaboré par les différents spécialistes invités.

Dans la vie quotidienne

La présence au colloque de représentants des syndicats et des partis politiques semble indiquer que desormais pour eux le front culturel ne le cède en rien en importance aux autres, puisqu'il affecte chaque citoyen dans sa vie de tous les jours. Les interventions de M. Mauty pour la C.G.T. et de trois parlemenleires, MM. Chevenement (P.S.I. Gode toy (apparente U.D.R.) et Juouin (P.C.), cs dernier denongant le « génocide culturel » du poutoir actuel, ont posé une problématique de nature à eccélérer la prise de conscience de l'étroite imbricetton entre la résistance culturelle et le refus du protectorat économique el politique américain.

me Por vie dire

Mission en **Amérique** iatine

Se tèche était d'amorcer le développement du souscontinent, tout en préservant les intérêts et le système américains. Ses rapports avec le département d'Etat furent assez houleux: Nelson relusait de coopérer, passait par-dessus le tête des ambassadeurs. Il mit sur pied une société philanthropique, l'A.I.A., et l'i.B.E.C., société privée à but lucratif, toujours prospère, dont son tille. Endress fils Rodmen ast actuellament président. Rockefalier acquit une solide expérience en metière de contraespionnage en débusquant les agents nazis qui opéraient

En 1969, Nixon le nomma directeur de mission. Voyage qui provoque des réactions explosives ; le nom de Rockefeller agit comme un paralonnerre. Et il atilra aur lui la violence des foules : àmautes au Honduras, grève générale en Equateur, incendie de supermarchés en Argantine... aeuf en Haiti, où «Pape Doc» lui donna l'eccolede en public.

il revint de cette tournée avec un rapport où il était recommandé entre autres de créer » un nouveau type d'armée qui sera une force majeurs de changement social constructif »... Et il notait : » Pour contrecarrer l'influence d'un marxisme elmpliste, l'entrainement militairs des cadres des armées d'Amèrique letine — entraînement organisé par les Etats-Unie è Panama et eur le territoire américain - leur fara comprandre les bienfaite et les réalisations de l'American Way of Life... »

Il faudra Intensifier l'aide militaire aux mts qui protègent te libre antreprise et les investissements amé-

M. Henry Kissinger est depute vingt ane l'ami intime et la conseiller de M. Neison Rockefeller. Il e travallié au Fonde des frères Rockefeller. En 1958, avent de se lancer è l'assaut du poste de gouverneu de l'Etat de New-York, le candidat Rockefeller confie à M. Klasinger la soin de rediger le rapport final sur le politique étrangère, violemment antieoviétique. Prise de position qui fit une belle publicité au tutur gouverneur et ne fut pas étrangère à

M. Kissinger a participé aux campagnes présidentielles de Rockefeller en 1964 et 1968. - J'al foujours voté pour Rockeleller et contre Nixon. » (3). En 1968, M. Kissinger croyait que l'Amérique avait besoir d'un leader qui pouvait réaliser l'union netionale... Il pensalt que M. Rockefeller pouvait remplir ce rôle (4). M. Kissinger tut tellement bouleversé par la défaite de - Rocky - que, dit-on, il en pleura. Quand M. Richard Nixon lul offrit le poste de conseiller en politique étrangère, il en référe à son protecteur, qui l'encourages tement à eccepter, Ce dernier espérait-il se voir confier un poste dans la nouvelle edministration Nixon?

Aujourd'hui, répondent à une question sur ses rapports avec M. Klasinger, le vice-président nous e répondu : « Nos relations sont toujours très amicales et tondées eur un respect mutuel. -

Mels n'y a-t-il pas eu un refroidissement entre les deux amis? Quel poste occuperait l'actuel secrétaire d'Etat dans le cas

Un gouverneur

autoritaire

et libéral

d'une éventuaile élection de son protecteur ? D'après certaines rumeurs, M. Kla-einger deviendrait le directeur du Fonds des frères Rockefeller... M. Rockefeller n'est ni un spécialiste ni un etralège en politique Internationale, mais e-t-il eppris depuis l'époque de ses cempagnes élecforeles où il envoyalt les journalistes se documenter à le source Kissinger? En tout cas, il parle bien le françals et l'espagnol, et toute son éducation en feit un cosmopolite qui serait en même temps provincial. Obsédé per son patriotisme, il refuse d'être considèré comme isolation-niste et nous dit : « Je ne suis pas l'homme de le forteresse Amérique et du renn... Si nous ne délendons pas le liberté dans le monde, il n'y aura plus de liberté en Amérique. » Lorsqu'on lui parie de le France, il inalate sur « l'effection énorme, le respect et l'amour » qu'ti àprouve envers ce pays. - J'y al vécu, j'y al travaillé, at votre pays noue e apporté une très grande contribution du point de vue culturel, spirituel, politique et militaire. » Meie lors-

Ses rapports evec la France sont surtout culturals. Son père n'a-t-il pes aide à la restauration de Versailles, de Fontainebleeu et de la cathédrale de Chartres? Sa mère collectionna les impressionnistes français, pule les cubistes et Picasso. Matisse était un grand ami de sa mère (mals les eeuls échanges qu'il eut luimême avec l'ertiste furent àpistolaires). Jusqu'au jour où, de l'aveu même de Nelson, Matisse se fit trop cher ; - 200 000, 300 000, pula 600 000 dollars. A ce prix-là, je vends, je n'achète pes. -

qu'il rencontra de Gaulle, il mit un point

d'honneur à e'edresser à lui en angleis...

C'est sous le portrait de La Favette, comme il aime à le dire, qu'il a été pendant quinze ans gouverneur de l'Etat de New-York, marquant d'un sceau quasi royal un Etat dont to territoire est quatre fols plus grand et six fols plus riche que la Baigique.

La première campagne électorale eut lieu en 1958. On l'e eppelée la bataille des milliardaires, puisque son adversaire était Avereil Harriman, M. Rockeleller s'est alora răvălé un superbe animal politique par son ascendant sur les masses, avec un tel art pour manœuvrer les gens que personne n'e osé lui coller l'étiquette de « boss politique ». Véritable triomphe personnel pour le patri-cien qui plongeait dans les foules et les flots de Coney

Island pour chercher ses électeurs, avaiant un hot dog au passage, engloutissant les pizzas du quartier Italien, les blintzes des quartiers juits, portant allégrement le yarmulka juive, le couvre-chet des Indiens ou des Irenes-maçons.

On lui a reproché de s'attribuer des pouvoirs excessife au point qu'il se comportait en dictateur en isolant le goument du peuple, et en dépensant des fonds enormes sons en rendre compte au public pour satisfaire ses rêves de gran-deur. On l'a accusé de considérer les fonctionnaires de l'Etat comme ses barons, et de leire du parti républicain un fiet de sa familie. Jamais d'être personnellement corrompu. Et il y eut remarquablement peu

ment des minorités délavorisées, a réorgade grand bâtisseur : le grandlose et coûcats du bâtiment loi en ont été fort recon-

M. Nixon. En 1964, le convention républipolgnant les micros, s'est battu comme podium, affrontant la haine virulente de « libéral - de le côte Est. Quant à l'élection de 1968, il e telle-

ment tergiversé pour annoncer ses întentions qu'il a laissé M. Nixon consolider sa position auprès des délégués. Il n'e jameis réussi à esisir le contrôle du parti à l'échelon nationel : tout le » pouvoir Rockefeller » n'e pu servir. Finalement, le gouverneur e fait campagne pour M. Nixon, pour un homme qu'il ne respectait pas, exprimant son exaspération en privé, tout en accumolant les louanges en public. Depuis, et cale e choquè ses pertisans. Il ne l'e jameis condamné pendant le drame du Watergate et II e donné son approbation au pardon da Ford. Pour ne pes déchirer le parti et te netion, mais aussi pour railler autour de lui les voix républicaines. Cela s'explique.

mat organisées. M. Rocketeiler, tellement eor de lui à New-York, n'a pas pu se forcer à ee baitre dans les neiges du New-Hampshire ou sous le soleit de l'Oregon, à disouter pendant des heures evac les notables locaux. Arrogance et dédein, ou timidité de millionnaira hors de son habitet natural? Ou peur de perdra t'enjeu capital? Peut-êtra n'a-t-il pas le hunger-, adge d'un Kennedy, l'ultime détarmina-tion. Comme l'écrivait Scott Fitzgerald, les gens très riches se montrent mous lors-qu'on e'ettend à ce qu'ile se montrent durs. - ils appartiennent è une race diffé-

La fortune personnelle de Nelson Rockefeller na sara pas un atout majeur sur ta plan national : les temps ont changé, grâce eux nouvelles loie eur un financement plus équitable des campagnes èlectorales. Quant à le menace d'un conflit d'intérête suscité par l'empira de son clan, les libéraux les plue anti-Rockefeller sourient lorsqu'on évoque devant eux la théoria d'une conspiration de l'Establishment. Celui-cl est blan trop diffus, changeant, complexe et élusif.

En réalité, les Américains échouent dans les grandes combinaisons machiavétiques : lie e'y brieent, non par la nalvete qu'on leur prête complaisamment, mais parce que les choyens de l'ancien Nouveau Monde cont incapables de concevoir eystámetiquement une planification è long terme. Dans ce pays, la logique et le ruse implecable e'appliquant à des objectils limités dans la temps. De plus, la Grande Femille a fort peu apprécié d'être traînée à le barre des témoins per Nelson. En privé, elle exprime d'une façon vollée un certain ressentiment à son écard. parce qu'elle a été gênée par les révélatione publiques de ses activités devant le Congrès et ressenti les effets du rouleau compresseur qu'est l'immense embition personnelle de l'ancien gou-

Lorsque les meuvalses langues ou certains partisans doués d'humour e'amusent à confier que le vice-président serait prêt à déchirar foutes ses actions de le Standard Oil ou è jeter le Venezuele à le mer pour gagner l'ultime batallle pour mandet suprême, ces boutades confirment l'impression qui se dégage d'un entration evec lui : c'est un homme déterminé à erracher de haute jutte es dernière chance, et qui a un besoin vital du teu de l'ection. Il elme à leter un écran de fumée en parlant de son - age plus que mûr », meis ce fonceur invétéré, ce jeune patriarche n'oubile pas l'exemple de Golda Meir ou de de Gaulle. Si la France a choisi un leeder jeune, il n'ignore pas que l'Amérique, alle, a brusquement vieitil, qu'elle ne croit plus à con éternelle jeunesse et qu'il lui errive de ca voir sous les traits d'un Empire romain décadent (5).

(3) Dear Benry, par Daniella Hunebelle. (4) Kissinger, Marvin et Bernard Kalb, Dell Publishing Co. 1975. (5) A ca sujet, voir David Fromkin: The question of government, Scribners.

Leader d'une union

nationale?

il est trité de se voir rappeler é l'ordre par son ancien poulain, Henry Kissinger, après checuna de ses déclarations intempestives sur le situation internationale (par example, l'orsqu'il a dit que l'evance repide du pas ocenipie, insqu'il a un que l'evance (apide de communisme dans le monde sera un des erguments fondamentaux de la prochaîne campagne électorale). Mals il ealt que les Jackson et Reagen ont dit bler pis et que George Wallece e décleré que les Etats-Unis auraient dû anéantir la Vietnam à coups de bombes. Dens toutes lee régions des Étets-Unis, II n'est pas rare d'entendre les hommes la plus rompus aux affaires se lamenter : "Où esi passée notre innocence d'antan ? Quel malheur, nous sommes devenue tellement cyniques i -Il est tentant de rétorquer : » Stop Saving America i »

= Rocky », lui, n'e jameis cherché à eeuver l'ême de l'Amérique. Avec ee grandiose tol dans le mission évangélique de sa patrie, il e quelque chance de rassurer ses compatrioles dans leur désarrol.

D'eutant plus que, par sa contession publique devant le Congrès, il a déjà reçu une sorte d'investiture. Le plus intéress est peut-être ou'il y eit felt la preuve de son incorruptibilité (quel besoin d'ajouter à un capital personnel de 218 millions de dollars 7) tout en exposant sans ambages con est d'exploiter les felliblités humaines Cette meturité pourrait feire eccepter le dosa minimale de cynieme dont les Américains ont bien besoin ectuellement.

On assiste e une montée de nouveaux conserveleurs, étrange coalition entre des élitistes de l'Est comme les frères Buckley et une vague néo-populiste qui déteste le big business et rêve de démocratie locale. Selon M. Kevin Philips, le théoriclen d'un trolaiéme parti conservateur, MM. Ford et Rockefeller ignoreraient la véritable majorité conservatrice da l'Alabama, de Boston, de l'idaho ou de Chicago, estimée par lui é 62 % de l'électorat : la majorilé de Richard Nixoo. Ce n'est pas un hasard al Barry Goldwater et d'entres poussent l'ancien président à reprendre es piece dens le perti...

L'Intuition politique de Rockefeller lui e fait prendre un nel virege vers le droite depuis quetre ans : Il e refusé de se rendre à la prison d'Attice en 1971 pour nágocier avec les rebelles et a ordonné de loin l'assaut meurtrier dea troupes (quarante-trois tués et quetre-vingts bleselnessiogna sulq el noisipe de eles de me carriéra », dit-il. Il refusait einsi d'ébranier les bases de le eoclété. Il e felt voler une joi anti-drogues draconienne (et peu efficecel. Enfin. Il a pardé un silence fori prudent sur le scandele du Wetergeta. Et meintenant, le voilé qui semble se réconcilier evec son viall ennemi, le cénateur de l'Arizona, Barry Goldweter,

L'ettitude du vice-président est è la fois pragmetique et intuitive. Et l'on pourrait supposer que son anticommunisme dur est plus « verbal » que etratégique, bien que conditionné par son milieu. De surcroft, son éducation cosmopolite tempère son petriotisme quasi raligieux. Saura-t-II proliter de cette complexité ambigué, ou cédera-t-il à son impétucaité et é ses contradictions Internes ?

En tout cas, homme des milieux d'elfeires écleiré, n'est-il pas de taille é maintenir la pouvoir des ecciélés transnetionales, en limitant leurs excès les plus criants, et en les incitant à opérer une mutation profitable dens les pays du tiersmonde qui nationalisent leur actil ? Sans nul doule, il serait bien plecé pour développer le dialogue àconomique et techno logique avec les pays communistes dans un climat de vigilante délente.

Depuis son expérience en Amérique latine, il a'est toujours prononce pour une C.I.A. forte qui est seion lui un « instru-ment essentiel de délense et de sécurité net/onales » ; on peut hésiter é croirs que les rélormes et mesures législatives re mandées par la commission qu'il dirige scient directement Inspirées par lul...

Sur le plan întérieur, il nous a leissé comprendre dès la mois d'avril que son rôle au « Conseil domestique » (chargé des prévisions à court terme et de le plenifi-cation à long terme) — où il a d'eilleurs plecé deux de ses hommes, MM. Cannon et Dunham - serait sens doute un tremplin pour ses ambifions parsonnelles, mais elleit de surcraît constituer le base du programme électoral du parti. Un de ses alouts majeurs, démontré per le » Commiselon des choix critiques - londée et financée per son frère Laurance et par lui en 1974 Juste avant sa nomination à le viceprésidence, c'est l'hebitude el le capacité de réunir euleur de lui un brein-trust des meilleurs experts et de profiler d'un pool d'informations qui est à l'heure ectuelle un des meilleurs leviers du pouvoir.

Il affirme le nécessité de l'eutonomie énergétique des Etats-Unis. Le « Conseil domestique > vient d'adopler son expérience des town meetings (ecquise lorsqu'il était gouverneur), pour ce mettre à l'écoute des besoine et des revendications des Amèricales, inquiets de la perspectiva d'un été chaud à Detroit ou é Flint, et de plus en plus critiques des ectivités des grandes corporations.

Rockefeller pourrait-il sulvre les traces du patricien Rooseveit, seul capable d'in-nover un New Deal ? Ce conservateur libéral pourrait-il profiter du désarrol du parti démocrete et de le crainte Inspirée par une nouvelle droite egressive pour louer enfin le rôle de leader d'union nationele ? Et cele malgré les efforts de le machine républicaine et l'ambiguità du soutien du président Ford ? Quelles que soient les chances des multiples candidets, il samble que, dans cette élection cruciele, le personnalité des hommes en compétition sera dominée par des événements qu'ils ne parviennent pas é prévoir.

INGRID CARLANDER





et 1968), qui lui ont coûté, à lui et à se de scandales sous sa férule.

Autoritaire, il était pourtant coneidéré comme un républicain libéral. Il s'est battu pour les libertés civiques, pour le logenisé les transports en commun et créé le plus grand ensemble universitaire du monde, The State University of New York, qui est passé de trente-huit mille à deux cent quarante-six mille étudiants. Il e patronné les arts et révélé un tempérament tem Mail de le capitele, Albany, des eutoroutes au rythme de 6 kilomètres par jour, cent neuf hôpitaux et maisons de retraite, cinquante parcs d'Etat. Les syndi-

Le tout-puissant gouverneur a pourtant, et de taçon étrange, subl trola échecs consécutifs aux présidentielles (1980, 1964 famille, plus de 12 millions. En 1960, il s'est retiré du combat en faveur de caine a été le théâtre d'une attaque violente par un public conservateur, fortement pro-Goldwater. M. Rockefeller, emun lion alors qu'on vouleit l'expulser du l'alle conservatrice des républicains de l'Ouest et du Sud, lui, le dangereux

Ses campagnes présidentielles ont été



Le référendum européen en Grande-Bretagne

Victoire des modérés et clivage vood Benn à M. Enoch Powell, ité alors des avocats passionnés ferendum, ne relève pas du la seppe pas du la s

N référendum — dont les Fran-cais, désormais habitues à cette procédure, ont peine à compren-dre ce qu'il bouleverse des traditions britanniques — a donc décidé du maintien du Royaume-Uni dans la Compruenté Communaute européenne. Visant officiellement à faire approu-

Visant officiellement à faire approu-ver une « renégociation » — doot on peut d'ailleurs discuter le caractère « fondamental », — cette consultation a été en fait décidée par M. Harold Wilson pour exorciser les divisions provoquées au sein du parti et du gouvernement travaillistes par le pro-blème européen. Si, selon toute vrai-semblance, les préférences du premier ministre allèrent dès l'origine — et maleré un agnosticisme de commande malgré un agnosticisme de commande

Wedgwood Benn à M. Enoch Powell, aient été alors des avocats passionnés du référendum, ne relève pas du hasard : les sondages, en indiquant une forte hostilité à la C.E.E., leur donnaient eo effet l'espoir d'un sursaut populiste du type norvégien. L'audace de M. Wilson fut d'interpréter avec suffisamment d'optimisme le résultat des soodages (voir la courbe ci-dessous) pour espérer gagner à ses vues une opinion publique très versatile sur le problème européen.

Le pari reposait sur deux éléments. D'une part, il postulait un succès diplomatique à Bruxelles. D'autre part, dans cette hypothèse — et compte tenu d'études électorales autérieures et JACQUES LERUEZ *

le référendum constituait la meilleure chance de résoudre le problème euro-péen sans provoquer une rupture irréparable au sein du Labour. À cet égard, le droit au désaccord habile-ment reconnu aux ministres dissidents achetait d'ailleurs en quelque sorte une tolérance analogue à l'égard des travaillistes pro-grupoleurs et méne. travaillistes pro-européens et mêna-gealt l'avenir.

La première remarque que l'on doit faire a trait à la participation (64,5 % à l'échelle du Royaume-Uni).

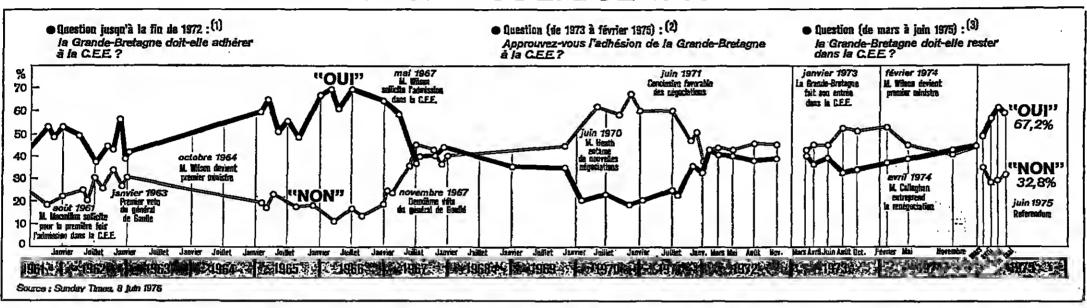
11 458 704 électeurs, sur plus de 40 mil-lions, soit 39,3 % des suffrages expri-més et moins de 30 % des inscrits. Par conséquent, le fait qu'une importante minorité n'ait pas exprimé de 'thoix n'affecte en rien le caractère décisif du vote du vote.

du vote.

Mais c'est la répartition géographique des suffrages favorables qui constitue la véritable surprise du scrutin. Certes, comme il était prévu, la proportion des « oui » est plus forta dans le Sod que dans le Nord, et au fur et à mesure que l'on s'éloigne de la côte sud-est, elle devient minoritaire dans les Shetiands et les Des occidentales de l'Écoese. Mis à part ces deux résultats « aberrants », intéressants localement mais peu significatifs au

l'emploitation pétrolière sans bénéficier de tous les avantages aient été sous-estimés. Dans l'Avon, au contraire, l'avance moindre du « oui » est car-tainement attribusble à l'influence de l'influence de l'indus-M. Tony Benn, ministre de l'indus-trie, principel leader du camo des « non » dont la circonscription électo-« non » dont la circonscription électorale est dans ce comté. Il en est peut-ètre de même dans le Somerset, où se trouve la circonscription de M. Edward Du Cann, personnage influent du parti-tory, qui s'est prononcé pour le « non » quelques jours avant le scrutin. Il semble par contre que, dans les Mid-iands de l'Ouest, là où M. Enoch Powel avait récemment une influence personnelle très grande, la farouche campagne pour le « non » du député

ÉVOLUTION DE L'OPINION PUBLIQUE D'APRÈS LES SONDAGES



— au maintien du statu quo, la mise en œuvre d'une politique arrêtée par le mouvement travailliste en octobre 1972 comportait de nombreux risques. Le fait que les anti-européens, à gauche comme à droite, de M. Anthony

— il tenait pour vraisemblable la ré-ceptivité des Britanniques sox recom-mandations gouvernementales concer-nant un problème complexe sur lequel la majorité des électeurs s'estiment peu informés (1).

Une participation faible et géographiquement inégale

L'EVOLUTION du contexte interna-tional (et ses conséquences sur la politique agricole), les difficultés ren-contrées par la C.E.E. dans l'élaboration de politiques contraignantes (monnaie, énergie), la bonne volonté des parte-naires européens (sur la contribution

budgétaire en particulier) servirent le premier objectif. L'hostilité de la ma-jorité du parti parlementaire (vote du 9 avril) et de l'ensemble du mou-vement travailliste (conférence spé-ciale du 26 avril) à la politique gouvernementale confirma ensuite

RESULTATS GLOBAUX

	Inscrits	des inscrits par rap- port à l'ensemble	Partici- pation	% cour,	Z «NOM»
Angleterre	33 356 208	83,0	61,8	68,7	\$1,3
Ecosse	3 688 799	9,3	61.7	58,4	41,6
Pays de Galles	2 011 136	5,0	68,7	64.8	35,2
Irlande du Nord	1 930 534	2,5	47,4	52,1	47,9
TOTAL	40 086 277	100,0	84,5	67,2	32,8

automobiles EUGEOT



Distributeur officiel pour la vente :

aux Membres du Corps Diplomatique et des Organisations Internationales ainsi qu'aux clients se rendant en France Exclusivement immatriculations spéciales CD et TT

Tél. 265.21.50 - Tèlex Peujoxa 28.426 26, RUE CAMBACÉRÈS B. P. 97-08 **75362 PARIS CEDEX 08**

Elle parattra faible par comparaison avec la participation aux raférendums organisés sur le même sujet en Europe (90 % au Danemark, 71 % en République d'Irlande) ou même avec la participation habituelle aux élections générales britanniques (72 % en juin 1970, 78,7 % en février 1974 et 72,8 % en octobre 1974). Cependant, la plupart des augures craignaient une abstention plus substantielle : en effet, les sondages indiqualent un nombre assez élevé d'indécis ; de plus, on sentait l'opinion fort lasse après une trop longue campagne. Aussi, dans les derniers jours de la campagne, les partisans du «oui», tout en jugeant improbable un revirement de l'opinion, n'en redoutaient-lis pas moins des abstentions massives qui eussent sans aucun doute terni l'éclat de leur victoire. Ajoutons également que l'intensité de le campagne, en piven des sité de la campagne an niveau des quartiers est restée très inégale, que le porte-il-porte — systématique lors des élections — a été sporadique et sur-tout qu'aucun effort spécial n'a été fait pour mobiliser les électeurs le jour du scrutin.

Compte tenu de ces facteurs, on peut donc juger que la participation a été plutôt satisfalsante, et certains obser-vateurs se sont demandé si les efforts vateurs se sont demande a les enforts faits par les militants des partis dans chaque circonscription au moment des élections sont blen indispensables, puisque apparemment ils permettent sculement de mobiliser de 7 à 14 % d'électeurs supplémentaires.

d'électeurs supplémentaires.

Mais cette participation n'est pas la même partout. Elle va en diminuant du Sud au Nord — et plus géoéralement au fur et à mesure que l'on s'éloigne des côtes de l'Europe continentale — et devient médicore en Ecosse. Une exception toutefois : le taux élevé de participation du Pays de Galles (supérieur de 2,2 % à la moyenne nationale). Notons également qu'un taux de participation plus élevé dans le Sud, semble avoir avantagé le « cul». Est-ce à dire que la proportion de « non» ett été accrue si la participation avait été plus forte dans le Nord ? Sans doute, mais dans une faible mesure, car il semble que, dans les régions ouvrières du Nord (comme dans les quartiers populaires de Londres), l'ampieur de l'abstention soit due davantage au conflit d'allégeance contradictoires de le commandation contradictoires par le geance provoqué par les recomman-dations contradictoires données par le dations contradictoires données par le cabinet et le premier ministre d'une part, et par le parti travailliste et les syndicats d'antre part, qu'à un refus systématique du Marché sommun ou du référendum. Il n'en reste pas moins que, si ces électeurs s'étaient décidés à voter, ils se seraient sans doute prononcés pour le « non ».

Quant au coul» massif, il avait été largement prévu et va redonner aux instituts de sondage la crédibilité que leur avaient fait perdre leurs prédic-tions erronées lors des élections géné-rales récentes (notamment celles de 1970). Certains ont fait remarquer que 1970). Certains ont fait remarquer que 87.3 % de « oul» avec une participation de 84.5 %, cela signifie que in recommandation gouvernementale n'a été approuvée que per 43.3 % des inscrits contre 35.5 % d'indifférents et 21.1 % d'hostiles. Il est difficile d'attacher beaucoup de prix à un tel caicul; la plupart des partisans du « non » ne l'ont d'alleurs pas init prévaloir. En effet, tous les souverprévaloir. En effet, tous les gouver-nements britanniques — depuis la guerre au moins — n'ont été amenés au pouvoir que par une minorité d'electeurs inserits, et même une minorité de suffrages exprimés. L'actuel gouvernement Wilson n'a

reçu le soutien explicite que de

Chercheurs au Gentre d'étude et de recherches internationales de la Pondation nationale des sciences politiques.

plan national, et le cas de l'Irlande du Nord cù un «oui», même médiorre, constitue une victoire inesperee. on s'aperçoit que le «oui» est beaucoup plus uniformément réparti que ses partisans ne l'escomptaient. Il oscille en effet entre 54,6 % et 76,3 % et, s'il n'est guère surprenant que le pourcentage positif le plus bas soit fourni par une région d'Ecosse (Highlands), il est beaucoup plus remarquable que le medieur score soit le fait d'un comté du nord de l'Angleterre (Yorkshire-Nord), rural et conservateur certes, qui distance de peu deux comtés du Sud (Surrey et Sussex-Ouest). Pour la seule Angleterre, le comté de Tyne et Wear (qui englobe la ville de Newcastle tournée vers les pays scandinaves) fournit sans doute le mouns bon pourcentage de «oui» (62,9 %), mais il ne s'écarte de la moyenne na-timule (67,2 %), cue de moins de circ. récarte de la movenne tionale (67,2 %) que de moins de cinq points.

A ce stade, une comparaison des résultats réels avec l'estimation faite par l'Economist dans son numéro du 31 mai 1975 (2) fournit des indications 31 mai 1975 (2) fournit des indications précieuses. En ne tenant compte que des variations de plus d'un point, on note trente-trois cas où les résultats réels sont supérieurs à l'estimation — ce qui n'est pas très étonnant étant donné que le résultat national réel (67,2 % de « oui » et 32,8 % de « non ») est très légèrement supérieur à celui qui était avancé par cet hebdomadaire — et quatorse où ils sont inférieurs.

Considérans d'about les reces pà les

Considérons d'abord les sones où les Considérons d'abord les zones où les résultats réels sont en retrait par rapport à l'estimation. Dans les quatre régions écossaises concernées (Oreades, Shetlands, lles occidentales et Highlands), il semble que le particularisme local, l'hostilité des pêcheurs au règlement communautaire et sans doute le malaise diffus du au sentiment de cours les manufactures de contrains de cont ment de subir les inconvénients

de l'Ulster ait eu un effet assez négligeable. Dans les comtés du Sud enfin (Ile de Wight, Cornwall, Essex et peut-être aussi Somerset), la surestimation etre aussi Somerset), la surestimation du vote «oui» est sans doute attri-buable à une surestimation du pour-centage d'électeurs libéraux favorables à l'Europe. En effet, il ne faut pas oublier que le vote libéral comporte une bonne part d'électeurs protesta-taires (protest vote) qui étaient plus naturellement enclins à voter négati-vement qu'à tenir compte des avic des vement qu'à tenir compte des avis des leaders libéraux.

Pour ce qui est des comtés où le vote « out » a été sous-estimé, on peut les diviser en deux groupes : A s'agit d'abord des huit régions écossaises : la déviation est particulièrement spectaculaire pour les Borders où une estimation négative (53.9 % de « non ») taculaire pour les Borders on une estimation négative (53,9 % de « non ») se transforme en un pourcentage de 59,7 % de « oui », mais elle est nette également dans trois régions (Tayside, Borders, Dumfries et Galloway). Il paraît incontestable, dans tous ces cas, que la capacité des dirigeauts nationalistes à faire voter « non » a été nettement surestimée par l'Economist. C'est le cas aussi, mais à un moindre degré, pour certains comtés du Pays de Galles (Giamorgan-Ouest et Moyen, Dyfed, Gwyned). Pour le reste (c'est-à-dire pour l'Angleterre, surtout, mais pas eminsivement), il est possible que la déviation soit due à une répartition des voix travaillistes différente de celle qui étalt attendue; autrement dit, la capacité des députés travaillistes anti-européens à faire voter « non » aurait été surestimée (notamment dans le Suffolk et le Powys); inversement, une sous-estimation de l'influence des travaillistes pro-européens semble évidente dans plusieurs comtés comme le Yorkshure-Nord, le Salop, le Leicestershire, le Glamorgan-Sud et Ouest, le Clwyd et les Borders.

Classes moyennes et milieux ruraux

I h'en demeure pas moins que les électeurs travallistes ont été moins prompts à se prononcer et plus réticents devant le maintien dans la Communauté que les électeurs conservateurs. Selon une statistique du Sunday Times (8 juin 1975), dans les bastions travaillistes (Yorkshire-Sud, Durham, Tyne et Wear, Cleveland, Merseyside) la participation a été de 62.2 % et le vote « oui» de 64.2 % contre respectivement 67.6 % et 75.4 % dans les bastions conservateurs (Sussex-Est, Surrey, Sussex-Ouest, Dorset, Yorkshire-Nord). Mais il s'agit sans doute davantage d'une question de tempérament et d'appréciation des réalités économiques que de loyauté partisane.

En effet, les partis nationalistes (où les différentes classes sociales coexistent sans se fondre) n'ont guère été suivis par leurs supporters, surtout au Pays de Galles; dans les bastions de Flaid Cymru (Gwynned, Dyfed) la participation a été de 65.5 % et le vote coul » de 68,8 %; dans ceux du Scottish National Party (Hes occidentales, Ecosse centrale, Tayside), la participation a été de 63,2 % et le vote coul » de 58 %. On constate également que, dans les comtés purement ruraux (Hes Sorlingues, Linçolshire, Cornwall, Salop, Norfolk, Yorkshire-Nord, Somerset), le coul » l'emporte par 72,4 % des voix avec une participation de 65,9 % — l'influence de la National Farmers' Union qui depuis piusieurs années, s'est ralliée à la politique agricole commune, y est depuis plusieurs années, sest railée à la politique agricole commune, y est cartainement pour quelque chose — et que, dans les comtés dominés par les « cols blancs » qui travaillent à Londres mais habitent quelquefois à plus de 100 kilomètres (Surrey, Sussex-Ouest, Buckinghamshire, Hertfordshire, Sussex-Est), le pourcentage du «oui» est de 74,2 % avec une participation de 69 %, alors que les régions fortement industrielles (Mid-lands de l'Ouest, Leicestershire, Cleve-land, Northamptonshire, Bedfordshire) n'ont donné que 67,6 % au «oui» pour une participation de 63,9 %.

une participation de 63,9 %.

Ce sont donc les classes moyennes et les milieux ruraux qui ont exprimé la plus massivement leur adhésion à l'Europe. Par-delà leurs motivations psychologiques et socio-économiques évidentes, les électeurs non socialistes ont dû trouver dans une campagne du enon », alimentée pour l'essentiel par les arguments de la gauche socialiste, des raisons supplémentaires de voter « oui ». Au début de la campagne, en effet, il n'était pas évident que les électeurs conservateurs iralent en masse aux urnes pour soutenir M. Wilson au lieu et place de l'électorat travailliste en partie défaillant. C'est dans l'abendon, provisoire sans doote, des clivages traditionnels entre les partis que réside un des intérêts du scrutin. Mais il y en a d'autres.

Le plus évident est que le maintien de la Grandé-Brétagne dans le Marché

(1) Cf. notsmment Spence (J.), Jowell (R.). The Grudging Europeans, Social and Community Planning Research, Loodres,

Community Planning Research, Loodres, 1975.

(2) Cette estimation était calculée en fonction d'un score global national de 68 % de « oui » contre 33 % de « non », et de clivages internes aux partis, répartis uniformément selon les proportions suivantes (généralement indiquées par les sondages): conservateurs: 89 « oui » contre 20 « non »; ilbéraux: 75 « oui » contre 25 « non »; ilbéraux: 75 « oui » contre 45 « oun »; nationalistes: 50 « oui » contre 45 « oun »; nationalistes: 25 « oui » contre 45 « oun »; nationalistes: 25 « oui » contre 45 « oun »; nationalistes: 25 « oui » contre 45 « oun »; nationalistes: 25 « oui » contre 45 « oun »; nationalistes: 25 « oui » contre 45 « oun »; nationalistes: 25 « oui » contre 45 « oun »; nationalistes: 25 « oui » contre 45 « oun »; nationalistes: 25 « oui » contre 45 « oun »; nationalistes: 25 « oui » contre 45 « oun »; nationalistes: 25 « oui » contre 75 « non ».

In nouveau

ing the pro-

A STATE OF STREET

Le Monde

au sein des partis

commun a recu l'approbation « pleine et entière » (full-hearted) du peuple britannique. C'est précisément ce que M. Heath avait promis en 1970 et on sait que le vote massif du Parlement en octobre 1971 avait paru à cet égard insuffisant aux adversaires du Marché commun. Aussi l'ancien premier mi-nisire a-t-il eu raison de faire remar-quer que les votes de princtpe du quer que les votes de principe du Parlement avalent toujours été du même ordre de grandeur (deux contre un) que le verdict populaire.

un) que le verdict populaire.

Le résultat a donc évité qu'un délicat problème ne se pose à l'issue du scrutin. Que serait-il en effet arrivé si le maintien dans le Communauté précédemment approuvé au Pariement par une majorité de 226 voix avait été rejeté par les électeurs ou accepté à une très faible majorité ? Après avoir évité d'être confrontés à une question aussi épineuse, les parlementaires britanniques ne paraissent guère disposés à favoriser à l'avenir le recours à une telle procédure qui menacerait plus sérieusement que la nenacerati pins sérieusement que la menacerati pins sérieusement que la technocratie bruxelloise la souveraineté de Westminster. Bien que, selon cer-tains sondages, l'opinion publique y soit favorable, le référendum ne parali-pas promis, outre-Manche, à un bril-

Sur un autre plan, le vote de la quasi-totalité des régions en faveur du «oui» devrait contrecarrer — au moins pour un temps — l'action des forces centrifuges qui, depuis quelques années, menacent la cohésion du Royaume - Uni Les nationalistes avaient en effet espèré (surtout en Écosse) qu'en votant « non » en majorité les électeurs montreraient moins leur hostilité à l'égard de la C.E.E. que leur volonté d'indépendance. Le résultat du référendum, en Ecosse comme au Pays de Gailles, constitue donc une défaite majeure pour les forces séparatistes. Mais on ne doit pas se méprendre sur le sens profond de cet échen. Il ne signifie pas que la majorité de la population — en la majorité de la population — en Récosse au moins — n'aspire pas à une redéfinition des rapports institutionnels à l'intérieur du Royaume-Uni dans la direction indiquée par le Livre blanc du 17 septembre 1974 latiribution de pouvoirs surtout éco-nomiques à des assemblées régionales élues au suffrage direct) et peut-être même uu peu au-delà. Ce serait sans doute une erreur d'appréciation regrettable que de s'appuyer sur le résultat du référendum pour retarder indéfiniment ces projets.

indéfiniment ces projets.

Pour l'Irlande du Nord, le résultat est plus ambigu, d'abord en raison de la faible participation, ensuite parce que l'Uister n'avait nui besoin de prouver à nouveau sou particularisme, enfin parce que l'avenir de la province divise les protestants ultras : certains voient le salut dans l'intégration au Royaume-Uni, les autres dans une séparation totale. Il n'était donc pas facile aux uns et aux autres de justifier un vote négatif, sinon en faisant appel aux vieux instincts antipapistes de leur communauté (n'oublions pas qu'il s'agissait du traité de Rome!). Aussi le victoire du « oui » est-elle une victoire de la modération incarnée par les partis centristes des deux communautés.

Pour en revenir au résultat global, il

Pour en revenir au résultat global, il peut être analysé également comme une victoire des modérés sur un rassemblement hétérogène regroupant des personnalités dont les optims politiques sont pour le moins divergentes. Une même ferveur anti-européenne a pu faire apparaître côte à côte MM. E. Powell et Foot, mais cette coalition vouée à l'éclatement en cas de victoire du « non » n'a pu exercer, faute de perspectives et d'arguments communs, une séduction suffisante sur l'électorat. En revanche, le camp du coui » a bénéficié de cette alliance peu naturelle des extrêmes en présentant, a contrario, des positions communes que leaders conservateurs, libéraux et travaillistes « européens » défendirent sans gêne apparente. Une Pour en revenir au résultat global, il détendirent sans gêne apparente. Une telle expérience est-elle susceptible d'entamer les schémas politiques traditionnels ou restera-t-elle limitée aux problèmes européens? Si l'on admet que l'appartenance à la C.E.E. est autre chose que la participation à une commission internationale manufacture. autre chose que la participation à une organisation internationale supplémentaire, elle implique certaines options fondamentales, en matière économique notamment, sur lesquelles les partisans de l'adhésion n'ont pas paru profondément divisés. Le nouveau leader conservateur, Mme Thatcher, n'a pres partiume occasion de service. n'a pas perdu une occasion de souli-gner — à juste titre — que la poligner — a Juste titre — que la poli-tique européenne du gouvernement u'avait du son succès qu'au soutien massif du parti conservateur. Elle aurait pu rappeler tout aussi bien que la politique de défense du gouvernement Wilson avait été également adoptée grâce à l'appui de son parti et que le premier ministre pourrait bien avoir encore besoin de l'opposition dans les débats économiques à venir. Le résultat du référendum prouverait-il donc, comme le laissent entendre certains commentateurs, que la Gran-de-Bretagne, en dépit d'un système électoral qui favorise le bipartisme, a souhaite elle aussi être gouvernée au centre »? (3).

e souhaite eile aussi etre gouvernee au centre »? (3).

Pour avoir évoqué en termes vagues la nécessité d'une certaine « unité nationale », dans les circonstances difficiles que traverse le pays, le ministre de l'éducation, M. Prentice, e'est au caracté au la curade du le constance de l'éducation, de le constance de l'éducation de l'éducation de la curade du le constance de l'éducation de la curade du le constance de l'éducation de la curade du le constance de l'éducation de la curade du le curade de la cur vu accusé par la gauche du parti de trahir la cause du socialisme, ce qui a faixi lui coîter son poste de « Cabi-net Minister » dens le récent remanie-ment ministériel.

ment ministériel.

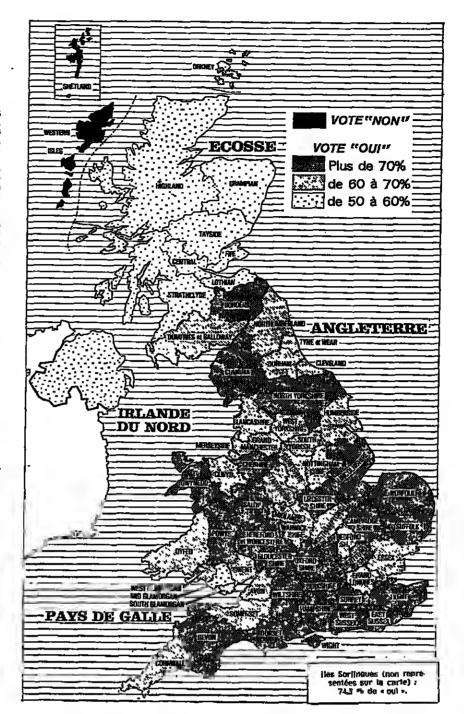
Mais ce geste n'a pas suffi à dissiper les craintes épronvées par la gauche du parti à l'égard d'éventuelles « coalition policies » que le renforcement de la tendance modérée au sein du cabinet pourrait encourager.

MM A Benn et E Varley ont accepté de demeurer au gouvernement en échangeant leurs attributions (industrie et énergie). Mme J. Hart a préféré démissionner plutôt que de quitter le ministère de la coopération. Dans son dernier discours aux Communes, applaudie par ses amis du groupe « Tribune », elle a explicitement accusé M. Wilson de trahir le socialisme et les engagements électoraux du Labour en pratiquant une politique « soutenue par les conservateurs, la « soutenue par les conservateurs, la Cité et le patronat... ».

En dépit du grand succès personnel que constituent les résultats du réfé-rendum, M. Wilson se retrouve donc rendum, M. Wison se retrouve donc confronté au problème qu'il cherchait à résoudre par le choix de cette procédure: la division profonde du parti à laquelle la question auropéenne a servi de révélateur et parfois de prétexte. Les talents du premier ministre seront-ils suffisants pour éviter eu parti une nouvelle crise à l'occasion des décisions économiques qu'il devre des décisions économiques qu'il devra prendre de toute urgence ?

PRANÇOISE DE LA SERRE et JACQUES LERUEZ

(3) Voir notamment l'éditorial du Times du 11 avril 1975, qui relance l'idée d'une révision du système électoral.



Une campagne insolite

Un nouveau type d'organisation et de financement

T N découvrant, pour cause d'Europe, le réferendum, la classe politique britannique e fait l'expérience de problèmes et de solutions qui perturbent quelque peu luttes électorales.

Qui ellait financer cette campagne où les deux grande partis traditionnels, le parti travailliste surtout, étalent partagés entre le » oui - et le « non », sane parler de l'abstention ou de maledles plus ou moins diplomatiques? La caisse électorate travailliste alleit-elle appuyer le » non », tandis que le trésor de guerre du cebinet travailliste et de M. Harold

Wilson, qui appeleient é voter « oul » ? La solution de cet imbroglio politique e été habilement trouvée dans l'octrol per le Chambre des communes, sur fonds sterling (125 millions de francs anciens) à chacune des deux organisations créér pour les besoins de le cause, Britain in Europe (B.I.E.), qui falsait campegne pour le « oui » eu maintien de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, The National Referendum Campaign (N.R.C.) oul faisalt campagne pour le » non ». La loi de finances spécialement adoptée é cet effet prévoyalt un contrôle strict des fonde publics ainsi elloués, efin qu'ils ne scient pas détournés de leur objet.

Cinq fois plus d'argent pour le "oui"

TL va de sol que les pertis varralent sans déplaisir ce précédent e'étendre eux élections générales. La Grande-Bretagne, en somme, eprès l'Allemagne fédérale ou la Suède et en même temps que la Frence, e'oriente vers un financement public sinon total du moine substantiel des dépenses électorales. L'expérience du référendum, néanmoine, e pu montrer aux Britanniques que la contribution de l'Etat ne suffit pas nécessairement à couvrir toutes les dépenses d'une importante consultation populaire ni à assurer l'égalité des chances entre les camps opposés. D'après des sources sérieuses, on peut estimer é une douzaine le nombre de permanents au siège du N.R.C. (- non -), à dix fois plus ceux qui animaient B.I.E. (- oui -); les 125 millions de l'Etat ont représenté la moitté environ du budget effectif du N.R.C. contre un dixième seulement du budget de B.I.E. Encore celle-ci a-1-elle modéré ses dépenses pour ne pes donner prise aux eccusations de la partie adverse qui la

décrivait comme le » club des riches » et tentalt au contraire de projeter l'image d'une équipe d'ameteurs dévoués, mais sans le Bou.

La préperetion des quetre émissions télévisées du N.R.C. n'eurait coûté que 3 000 livres (3 millions enciens) - grace à la participation bénévole de profession nois hoetiles à l'Europe, tandis que le conception el la supervision des émissions télévisées de B.I.E. euralent été facturées per son conseil américain à 50 000 livres (50 millions anciene). La Confédération nationale du petronat britannique (Con-federation ol British industry) avoue evoir consacré 50 000 livres eterling également à sa propre campagne pour le maintien de le Grende-Bretagne dens la C.E.E.; TUC, de son côlé, se défend d'avoir chichement mesuré son soutien financiar au « non », refuse de publier ses chiffres pour l'instant et e diffusé, en tout cas. à vingt-cing milla exemplaires son communiqué de neuf pages en faveur du « non ». La balance, au dépert, aleit politiquePar MONICA CHARLOT*

meni inégele entre le « oui » soutenu par membres du cabinet travailliste, par la très vaste majorité des conservateurs, par le perti liberal, per le petronet et tout ce qui compte dans l'edministration ou le presse - et le » non » voulu par l'apparell travailliste et syndical, par les extrêmes de tous bords - des membres du parti nuniste britannique ou du groupe « Tribune » aux néofascistes du Front netionel (National Front) ou à M. Enoch Powell, en pessant par les nationalietes écossale, gallole ou iriendals... Déséquilibra politique symbolisé par l'anvoi eux électeurs d'une plequette pour le - oul -, dation gouvernementale favorable eu maintien de la Grande-Bretagne dans le Merché commun. Déséquilibre politiqua, enfin, tradult par les sondages, le découragement ou le prudente réserve de certaina partisans du « non » et une relative limitation des efforts financiers des groupes d'intérêl lavorables au « non ». Insolite dane sas aspects finenclers.

le campagne référendaire britannique l'est tout eutant per son organisation. La simplicité e été la règle, en dépit des vastes comités et du dosage subtil des vice-présidences, dans chacune des deux organisations ed hoc — le présidence avant élé confiée à un représentant émineni de la minorité, un compagnon de roule en somme, pour rassurer l'électorat Indécis : le député conservetaur Neil Merten chez les « non », le ministre travaliliste modéré Roy Jenkins en fece. Les décleions réelles n'étalent pas prises au niveau de ces lourds comités, mais au commet : par M. Roy Jankins et la conservateur William Whitelaw pour le » oul », par un carcle d'une demi-douzaine de personnalités, dont le consensua e été parfole plus difficilament réalisé, pour le non ». Le manifeste en laveur du - non -, par exemple, e été rédicé par M. Peter plus hostiles à le C.E.E., amendé par M. Nell Marten, puis par M. Enoch Powell, et il n'e pas fallu moins de sept versiona

euccessives avant d'en erriver à la bonne. La ileison entre la campagne des organisations ed hoc et celle des partis a alé parfols difficile. Le porte-à-porte traditionnel des partis n'e pu être organisé sur une large échalle. Les six cents comités locaux du N.R.C. et les quatre cent cinquante comités locaux de B.I.E. n'evaient ou'une organisation rudimentaire et une icacité plus que modeste. Au niveau des circonscriptions, les partisans travalllistes du » oul » ont eu plus de mal à faire campagne avec les libéraux, et vice versa, qu'evec les conservateurs. Les tenants du » non » on! été divisés jusqu'au sommet de leur organisation : certains

» Professeur à Paris III.

ont conlesté le stratégle du président du N.R.C., M. Neil Merten, et l'utilisetion faite de la subvention versée par l'Etat; l'extrême gauche travallliste n'e pas voulu ne iribune que les conse vateurs partisans du « non », et le Front netional (extrême droite) n'e pas élé admis à faire partie du N.R.C.

Les conselle en campagnes politiques moins surveillés qu'ils ne le sont habituellement dans le cadre des organisatione de pertis, ont pu jouer un rôle décisif dane le conception. l'éleboration et l'exécution de le publiché : ils en ont profité, dans le camo du » oul », eurtoul evec M. Geoffrey Tucker et lord Herris, pour faire de nouvelles expériences en persua-

Jamais une campagne électorele, en Grende-Bretagne, n'eura été eussi longue. eussi intense, aussi coûteuse en pâte é papier. Britain in Europe, en six semalne e imprimé 50 millions d'exempleires de ments de toutee eortes - un véritable flot de propegande comparé sux quelque 10 millions d'exemplaires jetés dens la balance légieletive lors des éjectione les plus dispulées par le parti conservateur récemment, les élections da 1970. Le National Referendum Campaign, pour ee part, a noirel de 10 é 15 millione

L A nouveauté, cependant, est venue de l'emploi fall par le camp du «oul» da la télévicion. Pour préparer les émis-cions qui leur étaient allouées, M. Geoffrey Tucker et lord Harris ont été prendre consell de leur confrère américain Cheries Guggenheim, qui evell conçu la cem-pagne télévisée présidentielle des Kennedy et de McGovern. lle ont ramené d'outre-Atientique le cinéma-vérité dont l'objet, notamment, est de montrer le dialogue - spontané - de dirigeants politiques avec les électeurs de base, en les eituant dans un environnement qui ne soit pas artificiel. Une équipe de cinéastes dirigée cinq semalnes evant la jour da le pre-mière émission dont elle était chargée, vingt-quetre heures durent, six animateurs nationaux de la campagne du « oui » : W. Whilelaw et Keith Joseph (cona.), R. Jankine, Shirley Williams et R. Prentice (trev.), D. Steel (lib.). Checun était sulvi partout per deux cameramen.

Des compères avaient été envoyés en écialreurs pour préparer le terrein et susciter les bonnes questions chez les électeurs ainal plongés dans l'actualité référendaire. Des milliers da mètres de paliicule tournés, dont quetre dactylos ont tapé pendent des jours le script improvisé, un premier film de troia heures e été tiré puls, de ce film, l'émission défiun premier film de troia heures e nitive — d'une durée de dix minules... Les régione étalant présentes, des landes de l'Ecosse aux acléries d'Ebbw Vaie ---

d'exempleires de propagande. Si l'on ejoute les milliers de pamphiets distribués par le TUC (syndicats) et le C.B.I. (patronat), on ne peut soupçonner le citoven britannique d'avoir m l'Information nécessaire pour se décider ní les meuvais esprits d'exegèrer quand lls prétendent que des tonnes de docu-

ments non distribués ettendent la pilon.

Depuis longtemps, en tout cas, on n'evait pas vu de campegne électorale eussi politique, ce qui dément l'essociation repide entre persuasion politique et dépo-litisation. C'est ainsi que les plecards publicitaires pour le - oul - publiés dans le presse, rédigés par M. John Nichols, ont un contenu strictement politique et evancent des erguments précis et variés sur les grands enjeux qui ont dominé le campagne : les prix, l'emploi, les avantages économiques de le C.E.E., les strendre les trois derniers jours de campagne pour que ces placarde prennent un tour plus émotionnel, en invitant, sur des photos d'enfants blonds ou d'edolescents en groupe, à penser é l'avenir en votani - oui -. Dens l'ensemble, le texte e pris la dessus sur la elmple siogan, l'argument politique sur l'appel

Une nouveauté : le cinéma-vérité

fief de la gauche travailliste - par l'image et l'accent des électeurs du cru ; les lieux quotidiens de le vie - l'usine, la lerma le pub, le volture perticullére, etc. remplaçaieni les lleux traditionnels du dialogue politique, la Iribune, l'école, la etudio de lélévision ; l'homme de le rue, surtout, en reformulant dans eon langage les anjeux politiques de le campagne crevalt l'écran.

Dans la troleième émission da la série Visages de la Grande - Bretagne vingt-deux témoignages pour le « oui » allant du chauffeur da taxi eu joueur de cricket, du minaur é l'étudiant, en passant par le vénérabla Harold Macmillan, que de trouvailles verbales I « On sera comme le petit commerçant du coin de le rue, on essalera de concurrencer le super-marché du monda » (chauffeur de taxi); est coincé, c'est joué d'evance : on est é ie fiotta aans bouée » (contremaître) ; « On arrière : est-ce qu'on veut n'être plus qu'une pella lie, su larga des côtes da France ? » (femma d'écrivain) : « Dans la vie, on nage ou on coule, mais dans tous las cas, autent la faira en compagnia » (lemma, citant son grand-père) ; «Regardons les choses en lace : dans le passé, nous avons toulours tini per organiser les eufres ; je ne vois pas pourquoi nous cesserions de le faire aujourd'hui » (pho-

tographe). C'était le mot de la fin...

Le Monde REALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

réservée à ses lecteurs résidant à l'êtrange Au sammaire de chaque numéro:

- * Les principaux faits de l'actualité française et étrangère.
- * Un choix des articles de synthèse et de commentaires. * Les grandes enquêtes politiques, écanomiques, sociales.
- * Une chronologie des événements.

Renseignements et tarifs : 5. rue des Italieus, 75427 PARIS CEDEX 69 Téléphone : 770-91-29

SOCIALISME ET PAYSANNERIE AU PORTUGAL

Le grand débat sur l'avenir des campagnes

Par MICHEL et DANIELE GERVAIS *

E Portugal est en Europe le seul pays où la production agricole stagne depuis plus de dix ans. Ses paysans ont cherché dans l'émigration un moyen d'échapper à des conditions de vie et de travail extremement dures, si bien que la population active, comme la population résidente, u'a cessé de diminuer.

résidente, u'a cessé de diminuer.

Toutefois, les ueuf cent mille personnes encore employées dans l'agriculture (recensement de 1970) parviennent de moins eu moins à satisfaire les besoins alimentaires des Portugais demeures dans le pays. Dans les quatre dernières années, une très relative amélioration de la consommation moyenne par tête u'a pu étre obtenue que par le doublement des importations de produits agricoles. A l'heure actuelle, les Portugais achètent à l'étranger 27 % du blé, 61 % du mais, 25 % du bouf et 12 % du du mais, 25 % du bœuf et 12 % du porc qu'ils consomment. Dépendance port du la contrata que, pour payer ces achats (22 milliards d'escudos en 1974, près de 20 % du coût total des importations), le Portugal épuise aujour-d'hui ses réserves monétaires.

Il est vrai que l'agriculture u'ex-ploite qu'un tiers de la superficie nationale et u'utilise que 25 kilos d'engrals chimiques à l'hectare (35 en Espagne, 50 en Yougoslavie et en Grèce...). Ses rendements en blé ue dépassent pas 10 quintaux à l'hectare (23 eu Yougoslavie) et en mais, ils sont inférieurs à 15 quintaux à l'hec-tare.

Pourtant, le soi portugais, parfois fragile et délicat à travailler, peut porter des récoltes abondantes. Bien plus qu'une malédiction naturelle, c'est la structure sociale héritée de l'histoire et consolidée par cinquante ans de fascisme qui impose ces mauvales performances. valses performances.

Dêjà en 1957, René Dumont décrivalt les minimulaires du nord du pays, ce e Minho surpeuplé » où « la rentrée nette d'argent atteint à peine le montant du loyer dû par le fer-mier ». H évoquait aussi les grands latifundiaires absentéistes du Sud. et conclusit que « s'il ne gagne souvent pas plus par journée de travail, le paysan portugais travaillerait géné-

D LUS d'une année s'est pourtant sans que les gouvernements provisoires saus que es goutent de front au problème agricole. On estime aujour-d'hui que le revenu des paysans est en moyenne égal au tiers du revenu obtenu dans les autres secteurs. Pourquoi cette longue attente avant que ne s'amorce un changement jugé par tous indispensable? Sans doute parce tous indispensable? Sans doute parce que, à la différence de ce qui s'est passé dans les usines et les banlieues ouvrières, l'expression politique et sociale des campagnes u'a pas traduit, au cours de ces quatorze mois, l'exlegence d'une transformation rapide (3). Durant l'été 1974, l'agitation au sud du Tage visait surfout à assurer l'empiol et un salaire décent aux ouvrièrs agricoles des grands domaines. Au Nord, les quelques barrages de route qui sont venus gèner le tour de route qui sont venus géner le tour cycliste du Portugal s'annonçaient par des slogans (« Le lait c'est aussi de des slogans (« Le tatt, est taus te la sueur et des larmes ») que ne renierait pas la F.N.S.E.A. française. Les ligues de petits et moyans agri-culteurs, enfin, ne se développaient pas plus vite que l'organisation uni-

* Michel Gervals est maître de rec che à l'Institut national de recherche agronomique; Danièle Gervals est jour-naliste. ralement plus que le Chinois, sauf dans le Sud (1) ».

Depuis cette époque, la poursuite de l'expansiou capitaliste, puis le démarrage de la croissance industrielle à la fin des années 60 ont encore coutribué à réduire la population agricole. Le Nord s'est vidé, des ouvriers agricoles du Sud sont également partis vers les usines parisiennes ou rhénanes. Mais la société rurale u'en a pas été modifiée pour autant : dans le Minho, le Tras-os-Montes, subsistent des dizalues de milliers de micro-exploitants agricoles dont la production marchande contribue à l'approvisionnement des centres urbains, au moins pour la viande,

En revanche, dans le Sud, qui fournit aujourd'hui 20 % de la production nationale, une certaine différenciation est intervenue. La diminurenciation est intervenue. La diminution de la masse des travailleurs
disponibles a incité les propriétaires
des terres les moins fertiles à passer
à la sylviculture (eucalyptus), plus
rentable que tout effort d'intensification agricole. Sur les bonnes terres,
au contraire, les latifundiaires ont eu
recours à des moyens industriels pour
améllorer les rendements en céréales
et élargir leur gamme de production;
ils ont, de surcroît, reçu le soutien
actif de l'Estat salazariste dont ils
étaient les allies fidèles, et qui a
consenti des dépenses très importantes
(1,5 milliard d'escudos entre 1968 et
1973) pour l'aménagement hydrauilque de plusleurs dizaines de milliers
d'hectares. Sur ces zones irrignées, d'hectares. Sur ces zones irriguées, s'est développée une production mten-sive centrée essentiellement sur le riz et la tomate.

Etudiant en 1969 la gestion des Etudiant en 1969 la gestion des propriétaires de ces zones irriguées (2), Marcel Masoyer écrivait : « Le système qu'ils pratiquent est bien le plus ren-table. » Mais, ajoutait-il, « les besoins de la population locale privée d'em-plois et de revenus ne sont même pas satisfaits ». Au Portugal même, beau-coup le rejoignalent pour penser que seule « une transformation profonde des conditions économiques et sodes conditions économiques et so-ciales » pourrait permettre de résoudre la crise de l'agriculture.

L'hésitation du pouvoir

taire dirigée par les gros exploitants, aujourd'hui sileneleuse.
Encare aujourd'hui, les ligues ue sont pas parvenues à établir une coordination nationale, et les syndicats d'ouvriers agricoles ue sont pas implantes partout. Un an après la crévolution des ceillets », on ue comptait encore qu'une cinquantaine de cas d'occupation de domaines ou de terres mal exploitées, intéressant au total environ 70 000 hectares, et dont la moitié était le fait de petits ou moyens paysans arrondissant leur exploitation. La relative modération avec laquelle

s'exprime la « jaim de terre » des paysans portugais ne signifie pas que les différentes couches de travailleurs ruraux veuillent conserver le statu quo. Les discussions politiques sont inin-terrompues dans les villages. Mais les intérêts et les aspirations en présence sont beaucoup plus complexes que ceux du prolétariat urbain. Le graud capitalisme commercial et bancaire de l'Occident a régné pendant cinq cents ans à Lisbonne, conduisant le Portugal des campagnes à devenir, comme nous le dissit avec un humour attristé le jeune ministre de l'agricul-ture. M. F. Oliveira Batista, « un vérttable musée des structures agrai-res ». C'est cette situation particulière qui rend toute intervention difficile.

Dans le Sud, par exemple, l'extension de la culture de la tomate dans les périmètres irrigués a multiplié les sereiros, qui louent à l'usine de conceutré des parcelles minuscules sur lesquelles ils viennent travailler pendant les quatre mois de la saison des tomates; beaucoup, le reste de l'année, s'emploient comme ouvriers agricoles dans les vignobles du Ribatejo. Dans les mêmes zones irriguées, les bataillons d'ouvriers des rizières appartenant à de grandes entreprises agricoles ont été évincés par le recours au désherbage chimique exécuté d'avion... A l'autre extrémité du Portugal, il arrive de rencontrer un ancien ouvrier rentré au pays qui cultive à la main quelques pleds de mais sur les banquettes du Minho, tandis que sa femme et sa fille, pour échapper à ces durs travaux manuels, sont restées à Paris dans leur loge de conclerge.

Sur les buit cent mille exploitations agricoles portugaises, 38 %, qui ont moins d'un hectare, occupent 2,5 % de la superficie cultivée, et 0,1 %, de plus de 500 hectares, couvrent 30 % de la superficie cultivée. Mais 19 % des exploitations ont entre 4 et 20 hectares (23,7 % de la surface cultivée), et ce dernier type est présent dans tous les districts du pays.

Dans ces conditions, le « déblo-cage » des structures, l'accélération du mouvement progressiste dans les campagnes, l'augmentation rapide de la production agricole, mais aussi la nécessité de limiter les dépenses en-traînées par la modernisation, sont autant d'exigeuces simultanées et par-fois contradictoires. En matière agri-cole les hésitations, l'apparente inercole les hésitations, l'apparente iner-tie du pouvoir né du 25 avril 1974, reflètent la complexité du débat politique à propos de la moindre

Trois textes remontant au 15 avril dernier ont jeté les bases d'une politique agricole. Le premier établit un statut du fermage qui libère les exploitants de l'emprise des propriétaires uon exploitants, en plafonnant taires uon exploitants, en plafonnant les taux de fermage et en limitant strictement le droit de reprise du propriétaire (4). Le deuxième, réglementant l'évolution des prix des hlens alimentaires, se propose de « remédier à la difficile situation des petits et moyens agriculteurs qui ont peu bénéficié des changements survenus depuis le 25 avril (5) ». Le prix du lait à production est fixé à 27 % au-dessus production est fixé à 27 % au-dessus du prix du début de l'année 1974, la du prix du debut de l'annee 1974, la viande de bœuf augmente immédiatement de près de 10 % et le prix du mals de la prochaine récolte est fixé à 5 escudos le kilo, en hausse de 40 % par rapport à la campagne 1973-1974 (6). Enfin, les petits et moyens agriculteurs reçolvent un début de réponse au problème de la modernistique de leur exploitation de leur exploitatio sation de leur exploitation dans le troisième texte, qui concerne la ré-

Celui-ci prévoit en effet la création d'un système de crédit agricole d'ur-gence qui doit faciliter l'acquisition d'engrais, de semences, d'aliments du bétail de petits equipements, etc. Il annonce également que l'Etat inter-viandre deve les confertities eviannonce également que l'Etat inter-viendra dans les coopératives exis-tantes (dont les directions seront épurtes) et qu'il favorisera le déve-loppement des organismes de défense professionnelle et des associations dont les paysans ont besoin.

Cet ensemble réglementaire peut cet ensemble regiennentaire peut favoriser le développement d'une agri-culture fondée sur des exploitations individuelles, encadrées par un système complet d'organisations agricoles. Une partie importante de l'agriculture portugaise se rapprocherait ainsi des

Quelle que soit l'évolution de la situation politique dans les mois qui viennent, les dirigeants portugais se trouveront confrontés à la pressante nécessité de modifier les structures de l'activité agricole, qui occupe (mal) 30 % de la population active. Non seulement pour lutter contre la pauvreté des campagnes, mais aussi pour assurer la couverture des besoins alimentaires du pays. Que le pain ou l'huile viennent à manquer à Lisbonne, où se concentre plus de 1,6 million de 1,6 mi de personnes, sur les 8 millions que compte le Portugal, et c'est tout l'avenir de la révolution dans ce pays qui risque d'être remis en question. Au-delà de cet enjeu immédiat, la transformation des structures agraires pose un problème politique et théorique qui dépasse, de loin, le cas du Portugal : elle met en cause l'ensemble des rapports du mouvement socialiste européen avec la paysannerie.

agricultures de l'Ouest européen. Cette ligne d'évolution ne concerne toutefois que les exploitants directs. Or, pius de la moitié des travailleurs de l'agriculture sont des ouvriers agricoles on des minifundiaires vendant leurs bras aux grands exploitants. Pour ces paysans sans terre, la politique agricole doit « résoudre la grave question de la propriété et de l'exploitation de la propriété et de l'exploitation de la terre (7) ».

Le décret de réforme agraire fixe le cadre des projets actuels de redistribution de la propriété foncière. Il prévoit la nationalisation « à courte échéance » des fractions de propriété rurale supérieures à 50 hectares dans les périmètres irrigués et à 500 hectares dans les zones sèches, ainsi que la restitution des terres communales (buldios) à leurs « utilisateurs légitimes » (6). Le secrétariat à la restructuration agraire, créé pour mener à hien ces opérations, u'entend agir, dans un premier temps, que sur les 40 000 hectares de terres irriquées grâce à l'aide de l'Etat. Les solutions adoptées risquent d'être très variables d'un périmètre d'irrigation à l'autre, en fonction de la volonté des travailleurs concernés. Dans certains cas en fonction de la volonté des travail-leurs concernés. Dans certains cas, leurs concernés. Dans certains cas, ceux-ci voudront sans doute remettre en cause une organisation du travail conçue pour rentabiliser le capital d'exploitation; dans d'autres, au contraire, les travailleurs et les techuiciens qui les conseillent mettront au premier plan de leurs préoccupations la nécessité de protéger l'outil de travail dont ils héritent.

D'autre part, le secrétariat à la réforme agraire met en place, dans chaque district du Sud, un conseil régional qui réunit les représentants des syndicats d'ouvriers agricoles, des ligues paysannes, du M.F.A. et des ministères compétents. Chacun de ces conseils mènera à bien la réforme agraire dans la limite de ses capacités d'intervention et en tenant le plus grand compte des conditions locales : là non plus pas de modèle préclabil, pas de projet-type de coopérative ou de ferme d'Etat. Quant à l'agriculture du Nord, pas question de toucher à ses structures actuelles, « même avec une fleur », affirme-t-ou au ministère. une fleur », affirme-t-ou au ministère.

L'ensembla des mesures prises à ce jour laisse onvertes deux voies de développement possibles : l'une, fondée sur la consolidation d'exploitations individuelles ; l'autre, sur l'établissement d'exploitations collectives de grande taille. Cette hésitation s'exprime aussi dans les différentes instances du pouvoir. Au Centre de sociologie du M.F.A., les idées préconçues, fondées sur des lectures on sur l'observation d'expériences étrangères, tendent à se modifier : la « dynamisation culturelle » u'est pas une opération à sens unique. Elle suscite, chez ceux qui la font, une réelle prise de conscience de la réalité agraire uationale et peut même s'accompagner d'un grand respect pour les aspirations des paysans. Ce langage est en contradiction totale avec celui des grands moyens d'information.

Le rôle de l'exploitation individuelle

L E premier u u méro de Vida Ruval (9), l'hebdomadaire agri-cole du groupe du Diario de Noticias, offre un bon résume du travail idéologique entrepris par la presse nationale. Dans un premier article, le spécialiste agraire du M.D.P.-C.D.E. affirme : agraire du MDP.-CDE affirme:

« Dans les zones expropriées deuront
se constituer des coopératives de petits
et movens agriculturs ou d'ouvriers
agricoles. » Deux autres articles traitent de la mise en place de coopératives de production. Un journaliste
soviétique glorifie le mouvement de
collectivisation en URSS. dans les
années 1929-1930, et conclut: « La
collectivisation a garanti la création
en URSS. d'une agriculture hautement développée, condition indispensable pour l'évolution rapide ultérieure
du bien-être du peuple. » Dans l'ensemble, même assorti de quelques
précautions, le modèle soviétique est
le modèle de référence.

Pour les tenants de ce modèle senis

Pour les tenants de ce modèle, seuls la collectivisation des producteurs agricoles et le passage à l'exploitation de grande dimension utilisant les techniques les plus avancées permettront de lutter à la fois contre la misère rurale et contre l'étroitesse de l'assise de la production alimen-taire nationale. Pour eux, en effet, l'Alsoire ue connaît qu'un seul type de développement: à la société pré-capitaliste correspond l'existence d'ex-ploitations familiales; au capitalisme, la grande exploitation à salariés; au socialisme enfin, les coopératives de production de grande taille et forte-ment mécanisées, ou les fermes

Théoriquement et pratiquement, cette analyse se vérifie difficilement. L'exploitation familiale, loin d'être pré-capitaliste, n'a pu se développer que dans la mesure où le capitalisme a su se l'assujettir (11). On a long-terme admis une le reconsent de a su se l'assujettir (11). On a longtemps admis que le regroupement des
travailleurs agricoles était nécessaire
pour que les techniques les plus productives soient utilisées au meilleur
coût social, et on a cru que ce regroupement serait le fait du capitalisme.
H u'en a rien été. On a cru, d'autre
part, que l'emploi de techniques agricoles que le capitalisme mettait au
point sans pouvoir les mettre en
ceuve se révélerait aisé dés lors que
l'on passerait à l'appropriation collective des moyens de production. Les
pays de l'Est européen, qui ont cherehé à bâtir une agro-industrie disposant des meilleures techniques possant des meilleures techniques pos-sibles, n'ont pas atteint les résultats escomptes.

Pourquoi un réglme socialiste devrait-il forcément passer à la grande exploitation où tout compte fait, il u'est pas facile d'échapper au statut de salarié, alors que, dans l'exploitation individuelle, les moyens de production et la correcte de transfer. de production et la force de travail sont déjà réunis? Ches les respon-sables eivils comme ches les militaires, sables civils comme ches les militaires, tout un courant de pensée ne peut s'empécher de poser la question à Lisbonne, puisque cela leur a été suggéré par les débats à la base. La réponse habituelle évoque la nécessité d'un tel dépassement pour échapper aux aliénations que l'exploitation individualle impass. Il a feit par de dividuelle impose. Il ne fait pas de doute que le passage à la coopérative doute que le passage à la coopérative de type soviétique permet de libérer les paysans de bon nombre des contraintes qu'ils subissent dans les pays capitalistes. Mais l'acharnement avec lequel ou oblitère la préférence exprimée par la majorité des paysans pour l'exploitation familiale ne peut s'expliquer que par une seule motivation: l'exploitant agricole, aliéné par sa condition, est un ennemi de classe, et c'est malgré lui qu'il faudra faire son honheur. faire son bonheur.

Le mouvement ouvrier européen u'a jamais vraiment remis en cause ca stéréotype. Pourtant, si ce paysan se conduit en ennemi de classe, c'est peut-être aussi parce que le proletariat ne s'est jamais trop préoccupé de savoir comment les paysans posaient leurs propres problèmes, que le pro-létariat ignore et que les technocrates ne connaissent pas mieux. Il ny a aucune raison de penser que les paysans, travailleurs productifs exploités, sont par définition incapables de collaborer à l'œuvre commune sur la base même de leur exploitation indibase même de leur exploitation indi-viduelle. Cela paraît au contraire d'autant plus aisé que ces exploitations ue peuvent exister en dehors du réseau serré de leurs fournisseurs et de leurs

La socialisation du travail des paysans se fait aujourd'hui entièrement dans et par la vente des produits agricoles. Elle peut se faire demain dans et par le contrôle collectif des réseaux d'échanges, même dans le Tras-os-Montes. Cette politique aurait au moins le mérite de ue pas dresser les paysans contre le mouvement révolutionnaire : elle pourrait même révolutionnaire : elle pourrait même s'appuyer sur leurs propres aspirations. Il se peut que par leur propre dé-marche, à partir de la résolution concrète des problèmes qui se posent à eux jour après jour, les paysans soient amenés à se grouper par deux, trois ou quatre, jusqu'à passer à une organisation collective du travail anaorganisation collective du travail analogue à celle qu'on eherche à leur
imposer aujourd'hui. Il se peut aussi
qu'ils développent des formes d'organisatiou sociale que les spécialistes de
l'encadrement des masses u'ont pas
prévues. En tout état de cause, on
peut espérer qu'en privilégiant la pratique sociale plutôt qu'un discours
idéologique préétabil. les paysans portugais, non seulement se libèrent de
leurs aliénations anciennes, mais aussi
gardent un potentiel de créativité
politique et sociale qui ue se manifeste pas en Europe de l'Est. feste pas en Europe de l'Est.

See a second

Statement of the state of the s

The state of the s

La luite entre la ligne d'« industrialisation coopérative », et celle visant à prendre en compte les aspirations des producteurs agricoles les plus nombreux, à leur confier le soin de développer l'organisation de la production et la dynamique sociale production et la dynamique sociale des campagnes, commande l'avenir de la « révolution des œillets ». Cette lutte ue fait d'allieurs que reprendre, dans les termes propres à la campagne, celle qui, dans les usines, oppose les tenants d'un socialisme centralisé de type soviétique à tous ceux qui cherchent à bâtir les formes d'organisation socialiste spécifiques qu'une grande partie de la classe ouvrière portugaise réclame d'ores et déjà, et auxquelles les paysans pourraient se joindre (12). raient se joindre (12).

(1) René Dumont, Révolution dans les compagnes chinoises, Ed. Au Seuil. Paris, 1857. pp. 367 et 378.

(2) B. Dumont et M. Masoyer, Développement et socialismes, Ed. Au Seuil. Paris, 1968, pp. 262 à 274.

(3) Voir à ce sujet A.-M. Caron, la Grande Conjusion des campagnes, le Monde diplomatique, mai 1875, p. 8.

(4) Flus du tière des exploitante agricoles louent une partie ou la totalité de leurs terres. Dans le Nord, des loyers, correspondant à la moitié ou aux deux terrés de la production à l'hectare, sont fréquents. requents.
(5) Diario do Governo, nº 83, 15 avril
1975, p. 24.
(6) Depuis la début de 1974, le taux
d'inflation est de l'ordre de 30 %.
(7) Diario do Governo, n° 88, 15 avril
1975, p. 24.

(8) Id., p. 25.
(6) Vide Eural, u° 1, 10 mai 1975.
(10) Lors d'une e table rondes sur la réforme agraire réunie par le quotidien d Capital, le Dr. Antonio Bice, s'exprimant au nom du P.C.P., traduisit clairement cette façon de voir. (11) Voir à ce sujet C. Servolin, M. Gervals, H. Nallet et P. Coulomb : L'Agriculture dans le système social, INEA. Paris, (12) Cf. Virgilio Delemos: e Militaires et partis au Portugal 2, le Monde diplomatique, juin 1975.

write interieure

and the second of

transfer and see

 $\frac{1}{2} \frac{1}{2} \left(\frac{1}{2} \frac$

The state of the state of

the transfer of the same

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS

HONGRIE (Elections législatives du 15 juin 1975) Nombre d'électeurs inscrits : 7 780 484 ; Nombre d'electeurs inscrite : 7 100 var ; suffrages valablement exprimés : 7 527 169, soit 97.6 %. Le Pront populaire patriotique, parti unique, a remporté, avec 98.8 % des voiz, les 352 sièges au Parlement.

PORTUGAL
(Elections législatives du 25 avril 1975)
Nombre d'électeurs inscrits : 6 176 559;
votants : 5 565 707, soit 91,73 %; bullatius nuis : 393 164, soit 6,84 %.
Répartition des voix et des sièges entre Bépartition des volx et des sièges entre les différents partis :
Parti socialiste portugais (P.S.P.) :
2 i 45 332 volx, soit 37,57 %, 116 sièges; parti populaire démocratique (P.P.D.) :
1 494 575 volx, soit 26,38 %, 21 sièges; parti communiste portugais (P.C.P.) :
709 639 volx, soit 12,53 %, 30 sièges; centre démocratique et social (C.D.S.) :
433 183 volx, soit 7,55 %, 18 sièges; mouvement démocratique portugais (M.D.P.) et commissions électorales démocratiques (C.D.E.) : 233 362 volx, soit 4,12 %, 5 sièges; froot socialiste populaire (F.S.P.) : 63 161 volx, soit 1,17 %; mouvement de la gauche socialiste (M.E.S.) : 57 682 voix, soit 1,02 %; union démocratique populaire (U.P.P.): 44 546 voix, soit 0,79 %, 1 siège; front électoral communiste (F.E.C.): 32 508 voix, soit 0,57 %; parti populaire monarchique (F.P.M.): 31 809 voix, soit 0,56 %; parti d'unité populaire (F.U.P.): 12 964 voix, soit 0,23 %; ligue communiste internationaliste (L.C.L.): 10 732 voix, soit 0,19 %; indépendants: 1 siège.

PORTUGAL (Gouvernement formé le 26 mars 1975)

Premier ministre: général Vasco Gomçaives; ministres sans portefeuille:
MM. Alvaro Cunhal, Magalhaes, Mota, F.
Pereira de Moura, Murio Soures; affaires
étrangères: commandant E. Melo Antunes; plan et coordination économique: Mario Murieira; finances:
M. J. Joaquim Fragoso; industrie et
technologie: M. J. Gomes Cravinho;
agriculture et pêches: M. F. Oliveira Batista; commerce extérieux, M. J. Da
Súva Lopes; travail: commandant J.
Costa Martins; affaires sociales:
M. J. Sa Borges; défense: commandant
de vaisséau Súvano Ribeiro; éducatioo
et culture: commandant J. Emülo da
Süva; lustice: M. F. Salgado Zenha; (Gouvernement formé le 26 mars 1975)

commandant de vaisseau J. Correra Je-suino : équipement social et environne-ment : colonel J. Augusto Fernandes ; transports et communications : A. Vei-ga de Oliveira ; coordination interterrito-riale : A. de Almeida Santos.

(14 mars 1975)

Premier ministre: M. R. Kukrit Pramoj; vice-premier ministre et ministre de la défense: général de brigade Pramara Adireksarn; ministre attaché au bureau du premier ministre : M. Preeda Patanathabutr; finances : M. Boonchu Rojanastien; affaires étrangères : général de brigade Chatichai Choonhavan; agriculture et coopératives : M. Tavich Klimpratoom: communications : général de brigade Siri Siriyodhin; commerce : M. Thonayod Chittavera; intarieur : M. Boontheng Thongwasdi; justice : M. Yai Switachata; éducation : M. Nibondh Sasidhorn; aanté : M. Pruchoom Ruttanapian; industrie « M. Surin The-pianiqua; ministre d'Etst aux univerpkanfana; ministre d'Etat aux univer-altés : général de division Chan Ansu-



LES MILITAIRES ET LE POUVOIR...

...en Amérique latine

Développement économique et sécurité intérieure

PLUS que jamais, les militaires sont les véritables maîtres de l'Amérique latine. Mais lo dictature qu'ils exercent a changé de forme. A quelques exceptions près — Nicaragua, Paraguay, Haîti — le pouvoir n'appartient plus à un caudillo appuyé sur des milices ou des gardes personnelles: même s'ils sont encore appelés à durer, les Somoza, Stroessner et Duvalier sont des anachronismes. Les dictatures e modernes, et elles n'en sont pas moins sanglantes, sont

aujourd'hui exercées par l'armée en tant qu'institution.

Cette situation correspond-elle à un certain stade du développement économica-social? On pourrait être tenté de le penser en faisant un rapprochement avec ce qui se passe en Asie (voir « Les militaires et le pouvair dans l'Asie des confrontations », le Monde diplomatique, février 1975). Dans les deux cas, le pouvoir des militaires est fondé sur l'ébranlement de structures archaïques et sur le soutien des Etats-Unis. La volonté Passurer un développement économique répondant aux impératifs des économies dominantes est alors intimement liée à la nécessité de maintenir la sécurité intérieure contre toutes les menaces de

Le meilleur exemple est sans doute fourni par la dictature brésilienne, où le général Lyra Tavares déclarait des 1969 : « Un lien indissoluble caractérise dans le cas du Brésil le double concept de sécurité et de développement... C'est d'ailleurs le problème de tout le continent sud-américain. >

Mais à lo « voie brésilienne », suivie par le Chili, l'Uruguay, la Bolivie, s'oppose la « voie péruvienne », qui se voudrait plus progressiste et plus nationaliste, c'est-à-dire plus hostile à la dominotion des Etats-Unis. Jusque dans son vocabuloire, elle rejoint cependont les préoccupations des militoires brésiliens. C'est ainsi que le général Mercado Jarrin, premier ministre du Pérou, déclorait en 1972: « La bataille contre la subversion a montré le lien étroit qui existe eotre la politique de développement et la sécurité. Sans développement il n'y a pas de sécurité, et vice-versa. »

Une seule nuance, mais d'importonce : il semble que la « voie brésilienne » mette l'accent sur lo sécurité comme condition du développement, alors que la « voie péruvienne » (Ponamo, Bquateur) insiste plutôt sur la nécessité d'assurer



la sécurité par un harmonieux développement socio-économique. C'est là, sans doute, qu'il faut chercher la cause d'une différence d'attitudes à l'égard des Etats-Unis. Si les frictions sont fréquentes entre Washington et les règimes militoires « nationalistes», en revanche les poys qui ont choisi la « voie brésilienne» sont assurés du soutien oméricain, selon les recommondotions du ropport Rockefeller (1969).

Mais ces forces militaires sont ellesmêmes troversées de courants divers, y compris lorsque l'armée n'est pos au pouvoir, comme au Mexique où elle joue un rôle de plus en plus importont depuis 1968, ou comme en Argentine dont le régime civil risque d'être éphémère, et en République Dominicaine où le président Bolaguer a nommé des généraux comme ministres de l'intérieur et des affaires étrangéres. En contraste, une exception: Cubo.

CLAUDE-CATHERINE KIEJMAN.

Du caudillo à la dictature moderne et aux officiers progressistes

Les trois âges du militarisme

I le militarisme est, plus que jamals, une constante de la vie publique latino-américaine, la diversité est sa loi. « Fanciste » à Brasille et à Santiago-du-Chili, « progressiste » à Lima, le régime militaire se présente tantôt comme l'adversaire du néo-coloniaiisme.

Au début du dix-neuvième siécle, l'effondrement de l'administration espagnole entraîna, avec l'émiettement du territoire, le retour à des types de sociètés « primitives » ou féodales, où pouvoir militaire et pouvoir polítique se confondaient. Le caudillo, le chet, colui qui possède le force des armes, est alors seul en mesure d'exercer le pouvoir politique.

Cette première époque du militarisme présente toutefois deux types de caudittos très distincts. D'un côté le terrateniente, le grand propriétaire, « colonel - ou - général » par droit de propriété, qui mobilise ses esclaves noire, ses vaqueros ou ses gauchos pour combattre l'administration coloniale, vider ses queralles avec les propriétaires ns ou regyerser la gouvernement établi à Buenos-Aires ou à Caracas. De l'autre. l'aventurier qui se taille à coups de cabre une place dans la société. D'une part Bolivar, de l'autre Flores (1). le barbier mulâtre de Puerto-Cabello (Venezueta), qui terminera sa carriére comme général-président de la Répu-bilque de l'Equateur, ou Paez (2), le lianero (3), le gardian vénézuélien, choisi comme chef par ses pairs, qui sera, iui aussi, général et chef d'Etat. Dans le premier cas, le militarieme est l'exprescion d'une oligarchie : il est issu d'une société hiérarchisée et tend à la perpétuer. Dans le second cas, l'armée est l'instrument d'ascension sociale qui permet sux humbles, sux hors-la-loi, sux

LIRE PAGES 8 A 15

P. 8-9. — Suite de l'article d'Elena de la Souchère. — Evolution des Ensta et des coups d'Etat, Alain Jost. — Au Brésil : interdépendance et sécurité, A. B.

P. 16-11. — Suite de l'article d'Alain
Jose. — Argentins : puissance économique et parti politique, Frantois Gèze et Alain Labrousse.

P. 12-13. — L'aide des Etsis-Unis
aux forces armées, Michael T.
Elare. — Les mythes de l'eapolitisme » et du e progressisme »,
Alain Labrousse. — En Bolivis,
Jame Paz Zarnora. — En Colombie. Cecliis Cadena.

P. 14-15. — Suite de l'article d'Alain Labreusse. — Cuba : l'armée la plus nombreuse étroitement associée an pouvoir, Jose Gabriel Bost. marginaux, d'accéder aux plus hautes fonctions.

nécessairement avec leurs origines sociales. S'il est exact que le patricien Bolivar, après une période libérale, évolua vers la droita et fut en fait, le fondateur du mouvement conservateur en Amérique latine, il est non moins vrai que les plébéiens Flores et Paez, deve-nus généraux-présidents à Quito et à Caracas, se muèrent en despotes féroun jeune pâtre zambo (métie de Noir et d'indienne), nommé Rafazi Cabrera, diriger au Guatemala une horda de paysane soulevés à l'instigetion de l'Eglise contre le gouvemement libéral et Instaurar une dictature conservatrice qui se prolonges pandant un quart de clècie (1840-1865). A l'inverse, un général d'origine aristocratique. Tomes de Mosquera, imposera ea dictature é la Colomble, de 1860 à 1887, au nom du parti

Quelles que solent leurs origines, les dictateurs libéraux abondent à l'époque. Le fait n'est paradoxal qu'en apparance. Le parti libéral et le parti conservateur, qui se disputent le pouvoir au dixneuvième elècie dans toutes les républiques latino-américaines, ne constituent en effet que deux clans minoritaires, différents seulement par l'origine sociale de leurs adhérents (propriétaires terriens du côté conservateur, et classe mercantile des villes du côté fibéral) et par leurs positions religieuses. Les conservateure sont catholiques et les libéraux enticléricaux. Pour le reste, les deux

Par ELENA DE LA SOUCHERE
clens rivaux, dans le eilence des masses

L'armée régulière, dens le première moitié du dix-neuvième siècle, est rarement te plus forte. Elle se garde d'intervenir, en zone rurale, dans les querelles entre clans féodatix et ne peut même pas toujours défendre les grandes villes contre les monitoneres (lornations de partisans) de caractère eristocretique ou paysan.

Mais, eu cours du demi-siècle entrant.

l'appareil militaire se renforce peu à peu. Ainsi le demière grande montonera de ca premier ège du militaisme letino-américain est celle des montagnards du Techira (Venezuela) qui, sous la conduite de Castro et de Gomez, e'emparent de Caracas en 1899 et tendent leurs hamacs entre les arbres de la plaza Mayor (plece Simon-Bolivar). Castro évincé, le « tyran Gomez », au cours de son interminable dictatura (1908-1935), ouvrira les portes du peys aux compagnies pétrollères. La vieille berre d'élevage se transforme en nation industrielle. Au Venezuela comme ailleurs, l'ère des chevauchées de gardiens est révolue, et le pouvoir établi est désormais à l'abri d'un coup de mein.

Les mercenaires du capital étranger

UN ordre ralatif règna dans les campagnes, mais l'instabilité politique subsiste. Protégé per les prétoriens, l'Etat végète sous la menace de leurs promurciamientos.

La conviction que les haurgés civils sont dans l'incepacité d'affronter les forces régulières gagne du terrain dans les états-majors politiques. Ce postulat ne sera sérieusement battu en brêche que par la révolution mexicaine. Mels il faudre une levée en mases de le paysannerie pour abattre, en mai 1911, le diotature affaiblie et discréditée du vieux général Porfirio Diaz. Au Nicaregua, dix ans plus tard, les guérilleros e'efforcent de suivre l'exemple mexicain; mals l'intervention des « marines » et l'assassinat du leader de le révolte, l'intrépide Sandino, entraînent l'échec du mou-

Depuis la mort de Sandino Jusqu'à la révolution cubaine, soit pendant plus

de trente ans, le pronunciamiento est le monopole absolu des militaires professionnels. Ceux-cl ne sont d'allieura pas moine divisés qu'à l'époque précédente, male leurs alliances et leurs luttes s'organisent en fonction de la nouveile réalité : la domination du capital américain. Dans la plupart des cas, le pronunciamiento, téléguide de Washington, intervient pour mettre à la relson un gouvernement qui refuse une concession aux compegnies nord-américaines ou prétend leur imposer une redevance. Le cas le plus typique est celui des coloneis vénézuálians Delgado Chalbeud et Perez Jimenez, qui renversant en 1949 le gouvernement d'action démocratique qui venalt de promuiguer la loi - fiftyfifty - obligaant les trusts pétrollers à partager leurs bénéfices avec l'Etat. Les dictatures établies par le coup de force se prolongent ensuite indéfiniment pau

le répression et le torture, pour imposer aux pays des echémas de développement économique conformes aux intérêts des sociétés américeines et pour étouffer tout mouvement de protestalion. Après le seconde guerre mondiale, à l'époque de le « guerre iroide », une motivation politique a'ejoute à ces intérêts mercantiles : Washington soutient les dictatures militaires pour contenir le pression des forces de gauche, levorables é l'U.R.S.S., ou soupçonnées de l'étre...

Perioie le dictateur protégé n'est pas seulement, pour les Etets-Unis, un compagnon de rencontre, maie un disciple, un élève das ecadémies militaires américaines ou un officier qui lait carpière dens les unités spécieles lormées par l'armée eméricaine. Tel est le cas du dictateur dominicain Releel L. Trujillo, qui a conquie ses grades, eu temps de l'occupation de l'île per les « marines », dans une milice auxillaire recruée pour donner la chasse eux résistants. Male le mouvement nationaliste opposé

é la pénétration étrangère a eussi ses caudillos militaires. Le plus connu est le cénérel Juen Domingo Peron, qui, n'ayent joué qu'un rôle secondaire dans le pronunciamiento de 1943 et dane le gouvernement militaira alors constitué à Buenos-Aires, doit prendre appul eur les sur les syndicats, d'abord pour parvenis eu pouvoir, puis pour e'y maintenir, en dépit de l'hostilité de la fraction réactionneire de l'armée. Egalement é l'époque de le seconde guerre mondiale, un officier bolivien, le major Guedalberto Villeroel, parvenu au pouvoir per un pronunciamiento, tente de prendre appui eur l'Aliamagne nazie pour laire échec à la pénétration économique des gringos. Villaroel, eu lendemein de le victoire des démocraties, est abattu par le collusion temporaire des conservateurs russe. L'alliance de son ministre des finances, Paz Estenssoro, protégé de Peron, avec les mineure de l'étain et le groupe troiskiste, devait permettre d'instaurer, en 1952, en Bolivie, un gouvernement nationaliste révolutionnaira, dont le premier soin fut, d'eilleurs, da diesoudra les lorces régulières.

Allés ou edversaires de Washington, les dictateurs de ce deuxième àge du militarisme ont en commun un certain complexe de culpabilité. A peine arrivés eu pouvoir, lis s'empressant de laire légaliser leur usurpation par des élections. Trujillo leini même de respecter le norme constitutionnelle dominicaine qui interdit le réélection du chef de l'Etet pour trois mandats consécutifs. Le plus eanglant des caudillos latino-eméricains lut einsi amené, eu cours de eon interminable règne de trente el un ans, à gouverner quatre ens sur douze par président fictil literposé.

De tals subterfuges no perviennent pas é tromper l'opinion. Diecrédilés par leur excès, les caudillos militaires sont de plus en plus Impopuleires. Et Peron luimême, dans les années 50, n'échappe pas à la critique. Si l'Action démocratique du Venazuelo est le seul perti qui elt inscrit le - civilisme - en tête de son programme, toutes les lorces centristes et progressistes sont alors profondément hostiles au pouvoir militaire. Aussi la période 1956-1961 est-elle celle de l'effondrement des régimes militaires. Le vieux dictateur nicaragusyen Anastaeio Somoza est assassiné en 1956, année merquée per le chute de Peron. Le colonel Perez Jimenez (Venezuela) sont renversés en 1957 et 1958. A Cube. le colonel Batista tombe l'année suivante. Enfin Trujillo, unique survivant du deuxième ègo du militarisme, est assassiné près de Saint-Domingue en mel 1961. Nombreux sont elore ceux qui pensent que l'Amérique letine est entrée dans une ére de stabilité et de meturité où l'aventurisme militaire n'e plue eucun

Le rôle de l'exploitation individuelle

N a des reisone de penser que les meurtriers de Trujillo, dictateur implenté el maintenu eu pouvoir pendant trois décennies par Washington, bénéficiérant néanmoins de l'elde de certains services secrets américains. Nombre de dirigeants des Etate-Unie, aurtout dans le parti démocrete, pensaient en effet, à l'époque, que le comportement des caudil/ca impopulaires rejaitilissait eu Washington, et que mieux valeit as rapprocher des démocrates nationalistes d'Amérique letine, avec lesquele il n'était peut-être pas impossible de trouver des

ricaines, pressenties à La Havane, n'ont pas peu contribué à la chute de Batista. La révolution cubgine alieil capendant être le point de déport d'une trolaieme ère du militarisme latino-américain.

(Lire la suite page 8.)

(t) Juan José Plores, 1800-1864, général, fondateur de la République de l'Equateur.

(2) José Antonio Paez, 1790-1873. Détacha le Venezuela de la Grande-Colombie.

(3) Llangros : gardiens de troupeaux au Venezuela

Europe, en France notamment, d'un

matériel ultra-modeme. Le nivezu des

études dans les collèges militaires e été

sanablament relevé; et nombre de

jeunes officiers complètent leur torme-

tion per des stages d'entralnement eux

Etsts-Unis ou dans le zone du canal

de Panama. Ainsi se soni formées de

petites unités, faibles numériquemont,

mais blen etructurées, disciplinées el

hautement spécialisées, qui constituent

des instruments admirablement adaptés

à la lutte cotisubversive co milieu rural

La plupart des gouvernements, ayant

plus que jamais recoure à le protection

des prétoriens, n'ont pas été, depuis

dix ans, en mesure da s'opposer à leuro

exigences, à leum emplétements. C'est einel que l'engrenage de la lutte contre

les pertisans a permis au général Carlos Arena Osorio, chef des unités spéciales

antiguérilla, de « se fairo élira » prési-

dent du Guetsmaia en 1970, et aux

torces uruguayennes chargées de répri-

mer la guérille urbaine des « Tupama-

ros », d'imposer leur contrôle au gouver-

des militaires est l'appul de Washington.

Alde militaire, sous forme d'armes et d'instructeurs, mala aussi soutien poli-

tique, qui trouve également son origine dans le révolution cubaine. Dès la début des ennées 60, devent les proliféra-

Washington revient aux pratiques tradi-

tionnelles : appul aux dictetures mili-

Domingue en 1965), encouragements directs aux pronunciamientos (notam-

ment eu Srésil en 1964 et au Chill

nt tantôme du président Bordaberry. Dans tous les cas, le mailleur atout

comme en milieu urbain.

(Sutte de la page 7.)

Cette cause spécifique ne doit cependani pas faire oublier que les régimes militaires letino-américaine na sont que l'aspect local d'un phénomène universel. qui s'explique, d'une manièra générale. par l'impuissance des structures polltiques traditionnelles à maîtriser réalités du monde moderne. Cette impuissance est particulièrement ressentie en Amérique latine, où l'eccroissement démographique est plus rapide qu'an toute eutre contrée et où des apparelle administratifs encore déblies doivent faire face à le fois aux problèmes nés d'un développement accéléré et aux Jege du sous-développement. L'eppareil mill-

taire se trouve ainei amené à assurer une partie des tâches d'Intérêl public auf sont normelement du ressort de l'administration civile : construction de routes, de voies ferrées et d'ouvreges d'art dans les régions marginales, acheminement du courrier (surtout par avion) dana les zones d'acces difficile, reboisement, lutte contre le trafic de drogues, alde aux sinistrés en cas de cataclysme naturel, essistance eux navires en Déril. cotretien des pheres et ballses, prévisions météorologiques... Dans les villages, les soldats font la classe aux écollers, « elPhabetisen! » les adultes, construisent des écoles et des canaux d'edduction d'esu, vaccinent les enfants

- VENEZUELA

Coopération avec le pouvoir civil

L'ARMEE vénézuélienne, héritière des prestigieux souventrs de l'epopée boltvarienne mais aussi d'un lourd passé de pronunciamientos, joit actuellement l'expérience de la coopération ovec un règime civil assez jortement implanté depuis 1959 pour comporter l'alternance au pouvoir de deux grandes jormalions politiques: l'Action démocratique tout d'abord (1959-1969), puis le parti COPEI démocrate chrétien (1969-1974) et à nouveau l'Action démocratique depuis l'élection, l'an dernier, du président Carlos Andres Pérez.

La guérilla implantée au Venezuela au cours des années 60 offrit consedent à l'armée des consisme de propagaignientes qui n'ont pas été

cependant à l'ormée des occasions de pronanciamientos qui n'ont pas été saisies, peut-être par loyalisme, plus oraisembleblement en raison de l'oppui des masses populaires au règime établi. Strictement limitée à sa mission de déjense et journellement confrontée, dans les montagnes orides de l'Ouest, à l'action des maquisards, l'armée vénézuétienne acquit une experience très poussée de l'action anti-guérilla. Maintenant que cette phase est dépassée, il s'agit d'opèrer la conversion de ces unités spécialisées phase est dépassée, il s'agit d'opèrer la conversion de ces unités spécialisées en une grande ormée nationale de type classique: tel est l'objet de la loi de défense nationale présentée au Congrès par le nouveau président. M. Carios Andres Pèrez. S'atlachant à adapter l'armée, sa structure et son statut à la nouvelle conjoncture, à oméliorer les conditions de vie des militaires — gradés, engagés et appelés, — et à perjectionner le niveau technico-professionnel des cadres, la nouvelle législation vise égolement à surmonter une sensible pénurie d'effectifs. Ainsi le président Carlos Andres Pérez e-t-il soumis au Congrès une loi qui étend le champ du tervice militaire (déjà obligatoire en principe de dix-neuf à vingt et un ons) en supprimant les très nombreuses exemptions accordées fusqu'ici. La prochaine introduction du service national jéminin aura également pour effet d'accroltre les effectifs.

L'ACTION sociale de l'ermée se développe vigoureusement sous la double impulsion du pouvoir civil et du heut commandement. Les cadres vénézuèllens, très influencés par Golberry do Couto e Silva et José del Carmen Marin, ont tendance à interpréter dans le sens le plus positif les théories des deux maîtres à penser des militaires d'Amérique latine. C'est ainsi que le général Pardi Davila, alors ministre de la défense, déclarait le 31 janvier 1973 : a La tâche fondamentale, dans les années que nous vivons, est celle du développement. Le devoir des forces armées est d'y contribuer, en pensant que le sécurité n'implique pas seulement la défense du territoire, mais eussi la garantie d'un bien-être partagé. »

Le « Plan de contribution de l'Institution armée ou développement », actuellement en voie d'achèvement (il couvrait la période 1973-1975) comprenait divers programmes et assignait eux militaires les tâches de construction, d'enseignement et d'assistance qui sont communes à toutes

construction, d'enseignement et d'assistance qui sont communes à toutes les armées latino-américaines. Des a détachements ruraux prontaliers de développement et de sécurité », qui ne sont pas sans rappeler les brigades mexicaines d'action sociale, ont été créés. En outre, le gouvernement s'efforce, par des dotations de terres et l'octroi de crédits, d'inciter les militaires, gradés, engagés et même conscrits rendus à la vie civile, à se fixer avec leurs femilles dans les zones frontalières semi-désertiques, où des colonies mi-paysannes mi-miliaires sont ainsi en vois de consti-tution. Le vertigineux accroissement des rentrées pétrollères s'est déjà traduit par l'octroi de nouveaux et importants crédits en vus de développer à une beaucoup plus large échelle cette action sociale de l'armée dans les zones marginales du pays. mais eussi les chevaux, le cheptel et les chiens... Les lorces armées soni en train de constituer, dans tous les pays, avec les encouragements des gouvernements, un apparell edministratii plus développé, mieux structuré et plus efficace que i'edministration civile.

Les premiers programmes d'aide civique remontent eu début des années 60. Ile ont ôté mie en œuvre dans les pays andins an prole à des guérillas d'inspiration castriete (Bolivie et Pérou an particulier). Ces programmes, eoue lour double aspect d'aida matériella et d'action psychologique, avaient principalement pour objet d'empêcher les populations rurales d'adhérer aux mouents da guérilla. Confrontés à ces taches nouvelles, les jeunes officiers oni acquis la goût et l'experience de l'action socio-politique, en mêmo temps qu'ila prenalent conscience da la gravité des probièmes de leure pays respectifs. La révolution militaire péruvienne est lssue de cette confrontation des cadres militaires, d'origine urbaine pour le plupart, avec les tragiques réalités de le vie rurale sur les hauts plateaux das

La révolution cubaine, qui est indiroc-tement à l'origina da cette prise da conscience des officiers, crée également les conditions objectives du coup d'Etat. La victoire des « barbudos » cubeins est co affet génératrice de guérilles dens la mesura où ella a détruit la mytha de l'Invincibilité de l'appareil militaire. Les gouvernements mansoés vont denc s'attacher à constituer, avac l'aide des Etats-Unis, un eppareli militaire plus efficient. Les armées latino-américalnes se dotent, grâce aux fournitures améri-

L'ennemi intérieur et l'ennemi extérieur

SI la politique américaina est ce qui change le moins dens le Nouveau Monde, les neuveaux caudillos ibéroaméricains diffèrent profondéme laurs prédécesseurs. D'abord par leure origines sociales. Les fila des classes privilégiées, ettirés per les hauts bénéfices de la banque, du commerce et de l'Industrie, abandonnent le métier des armes sux classes moins tavorisées. Déjà en 1966 une enquête réalisée en milieu militaire pour le compte de la revue Cadernos Brasileiros evalt révélé que 69 % des officiers interrogés étalant issus de la classe moyenne et 10 % seulement de le caste des grands prorecents des epécialistes des questions militaires d'Amérique letine - en particuller Johnson, Lieuwen, Kling, Cuéllar et Horowitz - soulignent la progression du pourcentage des officiers appartenant à la classe moyenne. Nombre d'entre

eux sont file de policiers ou de sous-

officiere el ont fait leurs études secon-

daires dans des collèges militaires,

établissements gratuits qui offrent d'exceptionnalles possibilités de promotion eoclale aux enfents des classes pauvres Ces nouveaux officiers onl apporté dens l'armée les frustrations et les préjugés de leur classe : un certain goût de l'autorité, un respect des valeurs d'ordre, une honnéteté rigide, une emblieuse solt de revanche at d'honneurs, male aussi una malveillence jalouse à l'égard des privilégiés, une expérience de la

des problèmes des déshérités. L'armée esi désormale eppelée à faire face non seulement aux menaces extéentraveni le développemeni économique al aux propagendes subversives. Dès lors, il est logique que l'ensemble du que se trouve rétablle le confusion originelle entre pouvoir militaire et pouvoir politique. La dictature militaira n'e plus besoin de recourir au suffrage pour légaliser e posieriori le pronunciamienio : elle trouve en elle-meme, dens

les impératifs de la sécurité nationale, ea propre légitimité.

The Ballet & State Ball

· . · . •

e e Sterier van war

orania di manana di Manana

1.0

Acres 100

. . .

e same side

ير رههم متحدد دا د د

An area who chart may be with the

والمتوال والمراجع والمساورة والماء والماء

ويته والمتلكان المتراسية والمتراج

and the same of transaction

e servicios de Address .

Company Transport

beite marten bitangen bem

See a se se interestation of the - B. Sally Same To A harper im fraffelige .

Compatibilities in the said

the many

The second secon

C'est ainsi qu'au Brésil (comme en Argentine avant le retour de Peron) les commandants en chef des trols armes gouvernent et légifèrent en tant que tels, tandis qu'au Pérou le gouvernement du général Velasco Alvarado se définit sans complexe comme « le gouvernement des forces armées ». Mais les maîtres è penser qui ont délivré les officiers ibéro-américains de leur complexe de légalité leur ont aussi enseigné que la sécurité nationale n'est pas assurée tant que la majorité des habitants n'a, en fait, nul intérêt à défendre la patrie et l'ordra établi. Ainsi le développement économique et ls politique de biend'une authentique politique de sécurité nationale. Mais la recherche du dévequement amener certains gouvernemcots militaires — notamment calul du Pérou — à entrer en conflit avec les grandes sociétés américaines, et donc avec le gouvernement de Washington. Un Impitoyable engrenage e ainsi conduit les militaires, forgeurs de la notion d' « en-

ennemi extérieur. L'attitude à l'égard de Washington constitue le véritable ligne de démarcation entre les diverses dictatures militaires, bien qu'elles présentent un caractère ambigu et comportent, toutes ou presque toutes, des aspects à le tois conservateurs et progressistes, patemalistes et répressils.

nemi intérieur », à découvrir un autre

Le dosage de ces éléments diffère d'un paye à l'eutre, à tel point que l'on a pu envisager sérieusement l'hypothèse d'una querre entre le Pérou de Velasco Alvarado et le Chill de Pinochet, entre le plus progressif des régimes militaires et l'une des plus répressives dictatures. Par contre tous les gouvernements millteires, sans exception — et même celui de Pinochet, - ent joint leurs volx à celles des autres pays ibéro-américains et des nations du tiers-monde et du camp socialiste pour faire adopter, au moia de décembre 1974, à l'Assemblée générale da l'ONU (par 120 voix contre 6, les Etats-Unis et leurs fidàles), le projet mexicain de charte des droits et des devoirs économiques des Etats qui procleme le droit des gouvernements à disposer de leurs ressources naturelles, à nationaliser les biens étrangers et à soumettre les sociétés transnationales aux impératifs du développement national.

Dans l'Amérique latine d'aulourd'hui. où les facteurs idéologiques, détermi-nents dans les années 60, tendent à s'estomper deveni les réalités économigues, et où le norme du « pluralisme idéologique » s'impose peu à peu, les régimes militaires ou civila de tendences, pour opposés qu'ile soleni sur le plupart des points, e'accordent tiele du développement économique.

KLENA DE LA SOUCHERE.

RRÉSII

me Pa:

Une idéologie de l'interdépendance et de la sécurité

U pauvoir depuis 1964, les farces armées brésiliennes ant développe la « doctrina de l'interdépendance et de la sécurité notionale », ce qui représente une rupture radicale avec les traditions d'une armée auparavant préoccupée de la formation de la conscience nationale et de l'autonoraie du

Dans cette nouvelle urientation, l'euvoi da la Force expéditionnaire brésilienne (FEB), en Italie pendant la dauxième guerre mondiale, u joué un rôla décisif. Cet événement u unnoncé, à biea des égards, la réorgaaisation palitico-économique des relations entre le Bré-sil et les États-Vais, qui se répercute profon-dément au sein da l'armée. Quelques études récentes tendent, en effet, à démontrer quo les militaires brésiliens oat olars été fascinés par la puissance des Etats-Unis : « La valgur donnée à l'interdépendance de la palitique extérieuro, le crainte d'un nationalisme excessif. l'idée que la copitalisme paurrait créer una nation physiquement puissante, lo croyance en lo démocratie comme style « plus civilisé » ont été des attitudes créées ou renforcées par la porticipation de la Force expéditionnalre brésilienne dans la deuxième guerre mondicie > (2). Cependant, l'influence nord-américoino d'est pas lo fait d'un simple processus d'imitation. Les Américaias ant entrepris des actions concrètes paur s'assurer la fidélité de cette fractiou importante du l'ormée brésilience présente en Italie. C'est en Italie, en effet, que le général Castela Bronco s'est liè d'amitié ovec le général Vernon Walters, officier de liaison ontre les deux armées et qui fut

namma attaché militoire américain un Brésil de 1962 à 1967.

Tous deux ont eu un rôle décisif dans le renversement du président Goulart en 1964. Après le coup d'État, M. Castelo Brenco va devenir président de Brésil et M. Vernan Walters sous-directeur de la C.I.A. Le général Golbary — numero 2 da gouvernement actuel - a affirma: « Les membres de la FEB sont ellés oux Etats-Unis et ils ont vu event les outres un grand pauvoir industriel, c'était une ouverturo d'horizons. J'y suis ellé et j'eus un grand choc; il était pour mol évident que le pays de le libre entreprise avait réussi, en créant un grand pauvoir industriel » (3). Le général Golbery allait d'ailleurs devenir au Brésil le représentant de la puissante société Chimicol Dow, qui produit notarement le napalm, comres basecoop d'autres afficiers que l'au retrouve à la tête d'entreprises américaines; par exemple, le général Jurecy Maga-lhaes, ancien miuistre (Deltec et Sambre, da groupe Rockefeller), le marêchal Nelson da Melo (Deltec), le général Comila de Almeida (Uaisa Carbide), la marèchal d'aviation Henrique Fleiuss (Trixoco), etc. Les repports entre les militaires brésiliens et les Etats-Unis se reufarcent aussi dans les cours da l'Army Armor School (Fort Knox), da l'Ecole da commandement et d'état-major (Fart Leavenworth) et dans les deux écoles spécialisées dans les tactiques contre-révolutionsaires, l'United States Special Warfare Cester and School (Fort Bregg) et l'United States Army School of the Americas (zone du conel de

Naissance d'une idéologie

A PRES la guerre, le graape des officiers da la FEB commence à créer les conditions de son hégémonie à la fois à l'intérieur et dans la stratégie anticommuniste en Amérique latine. Le général Cesar Obina et la général Cardnire da Farias, daux des plus influents membres da la FEB, charchent à créer les moyens de formaler les nouvelles théories da la sécurité et da développement. Ils proposent la création d'una écola qui prendrait paur modèle les daux principales écoles militoires oméricalnes, le National Wor Collego et l'Industrial Collego ef tha Armed Farces. Une mission du conseillers e reéricaias arrivée au Brésil en 1948 (elle quittera le pays seulement en 1960) aide à préparer les structures de l'école. Le 20 août 1949, un décret de président-maréchal Dutra crée l'Ecole supérieure de guerre (E.S.G.), appelée aussi la « Sarbonne n. A partir des anne 60, l'E.S.G. prend la structure qui est encoro la sienne aajourd'hal, avec des sections de palitique, de psychologie sociale, d'économie, d'ergonisation militaire, de renseignement et contre-renseignement, de doctrine et da coordi-

Mission de l'école : « Préparer des militaires et des civils pour des fonctions exécutives et de conseil dans les organes responsables pour

lo formulation, le développement, la planification et l'exécution de la politique de sécurité notionale. > Les cours permettent aux militaires da rencontrer des civils venus de la palitique, do la directiou des entreprises, des banques, de la presse et de l'Eglise. A la fin des années 60, on comptait parmi les diplômés: 599 militaires, 224 hommes d'uffulres, 200 fonctionnaires de ministères, 97 employés dans les agences du gouvernement, 39 députés fédéraux, 23 magistrots, 107 membres de différentes professions. Le fait de possèder le diplôme de l'E.S.G. permet des contacts privilégiés avec les milieux uméricains; û la fin de leur scolarité, les élèves sont invités par le gouvernement un élévait per le possèders. do la direction des entreprises, des banques, vernement uméricais et reçus par le président des États-Unis. Ainsi, en même temps que l'E.S.G. devient la principal centre d'élaboro-tion théorique à l'intérieur de l'ormée, son arganisation permet aux militaires d'agir commo une véritable force palitique : 60 % des généraux qui unt participé directement ou renversement de président Goulart sont passès

Pour les idéologues de l'E.S.G., le monde est un immense champ de bataille : « L'antagonisme entre l'Occident chrétien et l'Orient communiste domine encore la conjoncture mondiale », écrit le principal d'entre eux, le général Galbery (4). Dans ce conflit, le Brésil, da formation chrétienne, doit se ranger aux côtes des Etats-Unis, métropole de l'Occident Rien de plus paturel que la Brésil soit intécré au système de défense américain. « Nous nous préparons à une guerre tatale et l'instrument de l'action stratégique est l'intégration de toutes les forces. » Evidenment, dans ce contexte, les notions d'État-nation on du sonineté nationale perdent toute efficacité. L'autodétermination et l'absolue souveraineté des peuples deviennent des principes logiques, maraux, mais non malas irréels > (5).

Et le général Golbery dira : « Le symbole de notre ère est bien celui da l'intégration. » C'est à partir da ces notions que les idéologues du régime militaire essaient da faire la cohésion da l'ormée, da lui danner la « ciment » de

Après la diuxième gaerre mondiale, Etats-Unis vont s'efforcer de consolider leurs positions en Amérique latine, grâce à una stratégie politique, économique et militaire qui vise à l'intégration des pays de l'Amérique latine aa sein du système da défense nordoragricoin. « La défense militaire de l'Amérique latine étalt uno tácho que les Etats-Unis ont essumée de foçon unllatérale jusqu'à le deuxième guerre mondiole, écrit M. Edwin Lieuwen. Depuis, le développement de la coopération interamericaine, en reponse oux menaces du totalitarisme, venues de l'Europe, o fait naître l'espoir en la construction d'un système multilotérol de défense > (6). Ces « menaces du tatalitarisme » viennent, dens un proreier temps, d'Union soviátique, ae caars de la période de « guerre froide » et da bipolarisa-tion, ensuite de la Chine populaire et, finole-ment, de Cuba. La révolution cubaine et le développement de la guérilla en Amérique

latine vont accélérer les pressions oméricaines en faveur de cette stratégie qui mêne à le docce. Cela s dont un champ de manœuvre assez large da les anuées 50 et ou début des nunées 60, de fartes oppositions, soit des gouvernements libéroux, soit des forces de gauche ou des militaires nationalistes. Le traité d'assistance réciproque signé à Rio-de-Janeiro le 2 septembre 947 par les pays de l'Amérique latine consocre l'effort oméricain pour un élorgissement de la doctrine de Monroe: « Une ottaque contre chacun de ces pays doit être considérée comme une ottaque contre tous les outres, et des mesures collectives doivent être prises pour l'empécher. » C'étoit la victoire da principe dit d'intervention, contre enn autre thèse, que défendirent la Mexique, le Brésil, le Chili, etc.,

En approuvent la charte da l'Organisation des Etats oméricains (O.E.A., 1948), la majorité des pays lutino-américales acceptérent da condamner le communisme « et toutes formes de tatalitarisme », mais rojetèrent la principa nord-américain de l'intervention : « L'incompatibilité de la sécurité collective avec la doctrine de la non-intervention a rédult sérieusement l'efficacité de l'O.E.A. dans la lutte contre les menaces communistes en Americae latine », écrit M. Lieuwen. Or l'opplication d'une telle propos de la proposition de tels principes, sup-pasent des goavernements disposés à faire frout commun avec les Erats-Unis, à accepter leur hégémonie. Le même M. Lieuwen constate, à propos de la proposition du président Johnson en vue de créer une force permanente de l'O.E.A., que les pays d'Amérique latine « où l'opinion publique peut se foire entendre, où des gouvernements représentatifs sont en place, ont non seulement critiqué les actions de nts-Unis comme à Saint-Domingue mais ont refusé de participer à une quelconque force Interaméricaine ou force de paix » (7). Pour les Etats-Unis, le Brésil est aujourd'hui la paintclef de l'application de cette strategie en Amérique latine. « Nous naus préparans en Amé-rique latine, écrit le général Golbery, pour aider l'un quelconque de nos voisins dans la défense de notre irremplaçable patrimoine commun contre n'importe quella attaque étrangère » (8). En 1965, le président Castelo Branco avait évo-

(i) Celso Firtado. « De l'oligarchie à l'Etat nilitaire », les Temps modernes, octobre 1967, no 257. (2) Alfred Stepan, The Military in Politics. Princeton University Press, 1971, p. 239.

(4) Général Golbery do Couto o Silva, Geopo-lítica do Brasil, Livraria José Clymplo Editora, Rio-de-Janairo, 1987, p. 192. (5) Revista Brasileira de Estudos Políticos, no 21, juillet 1966, p. 79.

no 21, junier 1986, p. 49.

(6) Edwin Lieuwen, The United States and the Challenge to Security in Latin America, Mershon National Security Program, The Chio University, Pamphlet Serie no 4, avril 1886, p. 13. (T) Idem, p. 80.

(8) Golbery, op. ett., p. 200,

ंत्र भाव क्षेत्र के अपने का The terms of the same of the same A.16 Charles to the contract of the Park March Commencer The special supports Street of the following of the con-A polymorphism of earlier was

THE COLD BUILDING THE RESERVE

and I managed the second

- Dif rome Long to the state of the state the later and the second of the second Parameter of the desire of gant he in the Street, Bly and the American , standard I I All the state of the s September 1.

Parks on the second of **** 10. 4... Programme \$117 the Material Printers Comments of the comments of th Spirit Jenary, Co. Section 2015 Garage Park Commence of the Co

ba the state of th A training the second of the s Maria Maria to marriage to the second Contract the state of the state State of the state 200 17 Bod ... See distance 1 1 1 1 2

Marine Contact S Military and the state of the The state of the s Section with a section of the sectio

**** Maria and the same to the same of the same

Property state and the second A Miles of the state of the sta S. L. State Community of the Community o

Magazine Company parties of description of the second

E coup d'Etat militaire chronique n'est pas un phénomène
latino-américain, mais un trait
du folklore politique universel. On
doit donc rattacher l'institution du
coup d'Etat, dans chaque zone et à
chaque étape au mouvement décolonisation - néo-colonisation, à la balkanisation des empires les plus
archalques provoquée et contrôlée
par l'action des empires les plus
modernes.

L'Amérique espagnole arrive simplement en tête dans cette chronique des empires successifs, qui n'est apparemment que la suite de la chronique cuverte par saint Augustin dans la Cité de Dieu. Mais îl faut; noter que les Etats latinoaméricains naissent, si l'on peut dire, entre la fin de l'histoire traditionnelle cyclique et le début de l'histoire bourgeoise. Le statut de tous ces Etats, dès leur naissance, n'est donc pas facile à saisir par l'utilisation du concept d'Etat-nation, ni par les catégories marxistes classiques, et la définition des coups d'Etat non plus par conséquent.

L'Amérique latine devient avec

L'Amérique latine devient avec l'indéperdance un ensemble de néocolonies hritanniques nées avant l'étape impérialiste du développement capitaliste. On peut déjà parler de néo-colonies pour la raison suivante, que Bolivar percevait avec amertume — à sa manière — à la fin de ses échecs d'unification : la balkanisation de l'empire espagnol est le résultat des falblesses de la boursensite latino-américaine divisée et geoisie latino-américaine divisée et sans autonomie, et de la force des

IL y a une histoire de la théorie des coups d'Etat latino-américains qui a du mal à se dégager de l'idéologie civiliste des bourgeoisies européennes triomphantes, parce que cette idéologie est reprise entièrement en compte par les bourgeoisies rampantes du continent. En Amérique latine, les régimes militaires peuvent paraître avant tout comme « régressifs » par rapport aux normes civiles imposées naguère par la force dans les empires dissous. Ces régimes expriment seulement la prédomiexpriment seulement la prédomi-nance locale de fait des rapports de production précapitalistes, sur-tout dans les pays où il n'existe même pas de « bourgeoisie compra-dore » développée, comme dans certains pays sans ports. A cent ans de distance, certains régimes « mill-taires » d'Amérique latine et d'Afrique sont donc comparables. L'Ouganda du général Idi Amin

- Maitre assistant à l'Ecole des hautes

oligarchies agraires qui se partagent les terres et des fractions de bour-geoiste géraut l'exportation des pro-duits primaires.

La constitution d'Etats distincts n'est nullement, comme en Europe, l'émanation de mouvements populaires exprimant l'alliance locale d'un groupe bourgeois et d'un prolétariat naissant, appuyée sur l'unité linguistique et visant à la constitution d'un marché interne. La guerre d'indépendance con tre l'Espagne n'est donc pas une guerre de l'ibération nationale bourgeoise, mais pautôt une fronde parlementaire lée à une fronde aristocratique, manipulant une révolte agraire archalque, et à l'issue de laquelle le roi est batu. La fronde parlementaire a l'illusion de l'emporter pendant quelques années, alors que c'est la fronde aristocratique qui a la réalité du pouvoir économique et social.

Le facteur d'émergence, c'est l'exis-La constitution d'Etats distincts

pouvoir économique et social.

Le facteur d'émergence, c'est l'existence du marché capitaliste mondial:
il modèle directement les bourgeoises exportatrices et les oliganthes traditionnelles en les obligant à s'adapter à la demande par une gymnastique constante et le changement spéculatif de produit principal d'exportation, mais sans les obliger à introduire pour autant les rapports de production capitalistes, si les conditions techniques de production et l'état social local ne l'exigent pas. D'où la subsistance ou même la résurgence de relations de production précapitalistes dans des secteurs dynamiques travaillant pour l'exportation.

La pénétration capitaliste

Dada n'est pas plus aberrant que la Bolivie du général Melgarejo. Ce « caudillo harbare », issu du rang, avait pris grand soin en 1870 de avait pris grand soin en 1870 de faire proclamer, par son conseil des ministres, la neutralité de son pays dans la guerre franco-prussienne, convaincu que la Bolivie était une des principales puissances mondiales. Le caudillo paragnayen Francia (1817-1840), qui ne sortait que la nuit accompagné d'une fanfare qui vidait les rues car on ne pouvait voir sa figure sans être mis à mort, ferma le pays à toute influence étrangère et étabilit un régime économique équilibré sans aucun rapport avec le système capitaliste mondial. Ce cas limite nous donne la clé d'une sorte de loi qui permet d'ordonner les coups et les régimes militaires par rapport à leur contenu local de classe, et en même temps par rapport an système impérial dominant. Plus une formation sociale conserve d'importants secteurs non distaires par les reprotts de non descriptions des coups de les regimes conserve d'importants secteurs non descriptions de les reproducconserve d'importants secteurs non pénétrés par les rapports de produc-tion capitalistes, plus les élites locales

Evolution des Etats et des coups d'Etat

Par ALAIN JOXE *

à même de gérer l'ensemble politi-quement et militairement sont auto-nomes.

quement et militairement sont autonomes.

Cela reste vrai, même quand le
marché ou les investissements étrangers imposent en grus une dépendance extrême. C'est le maintien
d'un ecuteur archeique qui place les
cligarchies locales dans on rôle
d'expert politique irremplaçable. Les
Anglais ne pouvalent souhaiter se
substituer à ces groupes d'oligarques,
d'inten dan te quasi féodaux qui
conservalent depuis des siècles des
« secrets de domination » datant de
la comptée espagnole et avaient
renouvelé leur capacité politique
propre dans la guerre d'indépendance contre l'Espagne. En core
aujourd'hui, l'autonomie relative des
Péruviens repose sur leur gestion
irremplaçable du problème « indien ».
Ce qu'on appelle aberration et, un
degré au-dessous, « spécificité». c'est
l'usage de la violence pour quelque
chose d'autre que la penétration des
relations de productiou capitallistes
par les vules qui ont caractérisé les
révolutions hourgeoises européennes :
cette voie n'est reproduite « dans
l'ordre » que dans les néo-colonies
les mieux policées : éducation, commerce, infrastructure de communication, destruction de la paysannerie
et création ou importation de maind'œuvre libre, répression des mouvements populaires, création d'une
armée professionnelle disciplinée.
Dans ce sens, l'Amérique latine est
en grande partie restée aberrante
pendant le dir-neuvienne siècle.

A partir de 1850 et surtout de 1880, alors que le capitalisme mercantiliste pouvait se coutenter de relations commerciales et financieres avec quelques enclaves minières ou plantations, l'exportation des capitaux devient le moteur principal de l'expansion et la sécurité de ces capitaux ne peut être assurée que par une réforme de l'Etat dépendant. Dès la deuxième moitifé du siècle, une série de caudillos commercent à donner des signes inquiétants de nationalisme bourgeois pas tout à fait classique. L'Amérique latine, laissée « en friche », risque de passer du statut sique. L'Amérique latine, laissée « en friche », risque de passer du statut de réserve générale un capitalisme à celui de concurrent des industries métropolitaines, suivant des normes spécifiques. C'est aussi le cas du Japon, qui seul émergera dans le peloton de tête, quoique non européen. Les successeurs de Francia au Paraguay construisaient les bases intolérables d'une accumulation et d'une industrialisation autonome. L'oligarchie chilienne, même certains caudillos péruviens, avalent pris le ton d'une volonté de modernisation. Il fallait asservir ce mouvement à

la nouvelle articulation du système capitaliste sous peine de crise grave : le moyen généralement adopté est celui de la professionnalisation des

em de la professionnalisation des armées.

Il est difficile d'y voir une stratégie générale et concertée du capitalisme européen : divisées par leurs rivalités, les bourgeoistes européennes pensaient lutter chacune pour l'extension de sa zone d'infinence. Les cligarchies latino-américaines elles-mèmes étaient demanderesses, et pensaient assurer leur propre autonomie par rapport aux Européens divisés, en panachant et alternaut les missions militaires d'experts européens. Si on considère l'époque qui s'étend entre 1280 et 1920, tout se passe néanmoins comme si un plan de réforme de l'État latino-américain, concerté à travers la aréation d'armées professionnelles, était mis en œuvre partout pour cimenter le système impérialiste mondial. Dans un pays comme le Chili, ch le caudilisme avait été liquidé dès 1835 par une alliance solide entre l'oligarchie terrienne et le secteur exportateur, c'est le régime présidentiel qu'il faut abattre. gime présidentiel qu'il faut abattre.

En 1891, Balmaceda se suicide, battu par une armèe manipulée par l'An-gleterre qui veut détruire son projet d'industrialisation.

d'industrialisation.

A partir de cette étape, les coups d'Etat militaires prement une autre signification. La professionnalisation c'est, sur le plan matériel, la dépendance totale des armées en ce qui concerne les acquisitions d'armements dans les pays impérialistes. La nouvelle discipline militaire, cette a profession des armes » on pénétre la elasse moyenne naissante, est celle d'une citentèle, au sens strict: l'artillerie, la marine cuirassée à vapeur, exigent des études scientifiques. L'infanterie, qui renonce à l'ordre serré depuis l'invention du fusil à percussion centrale à répétition, devent le lieu d'une discipline sociale axée sur la conscription tion, devient le lieu d'une discipline sociale axée sur la conscription prussienne et d'une science plus complexe de la manœuvre et de l'entrainement. Corriger l'armée, régulariser sou budget et son retrutement, augmenter notablement ses effectifs, entraîne latéralement la modernisation de l'appareil d'Etat.

(Lire la suite page 10.)

L'exception du Costa-Rica

C ONSIDERE comme un ilot de paix et de stabilité, le Costa-Rica constitue u Cosia-Rica constitue a certains égards un cas exceptionnel dans l'hémisphère, a fortiori en Amérique centrale. S'il doit cette réputations d'ordre historique et sociologique, elle est également l'œuvre d'un homme du vingtième siècle, José Figueres Ferrer, qui a modelé le visage de son pays dès la fin des années 40. Voloniaire, obstiné, Cutalan d'origine et fier de l'être, il avait pourtant fait une entrée assez fracasante sur la scène politique de San-José.

San-José. En 1948, pour rétablir la dé-En 1948, pour rétablir la dé-mocratie menacée par les parti-sans de l'ex-président conserva-teur Rajael Calderon Guardia, qui rejusaient de se démettre malgré leur déjaite aux élec-tions. José Figueres lança un appel à l'insurrection populaire et prit la tête de la Légion des Carables. Sorti victorieux de cette brève guerre civile, il assuma temporuirement le pou-poir comme président d'une junte provisoire. Il en profita pour promulquer toute une série de mesures spectaculaires, aliant de la nationalisation des bunques à la dissolution pure et simple de l'armée. Ensuite, il se désista au profit d'Otilio Ularte Blanco, qui avait légalement remporté les élections, pour retourner à ses plantations de cajé. A son tour, Figueres sera régulièrement élu à la présidence de la République en 1953, puis en 1970. puis en 1970.

D'EPUIS l'insertion en 1948

dans su Constitution d'un
urticle interdisant l'urmée, le

Costa-Rica est le seul pays du continent à ne pas avoir d'homcontinent à ne pas avoir d'hommes sous les drapeaux. La plupart des casernes ont été transjormées en écoles, et celle de
l'état-major à San-José est
devenue le Musée national des
beaux-aris. Les crédits budgétaires ainsi dégagés sont utilisés
pour l'instruction publique:
dans une région du monde où
l'analphabétisme sévit sur une
grande échelle, le Costa-Rica
compte aujourd'hui moins de
10 % d'illetirés, Depuis la suppression de l'armée, une garde
civils comprenant quelques miliers d'hommes assure aussi bien
la surveillance des frontières
que la fluidité de la circulation
dans les villes.

J.-C. B.

que la nation de « frontières idéologiques » pour euvoyer des forces militoires brésiliennes combettre à Saint-Domingue oux côtés des poy», tégie a néanmoins des adversaires : de les appelle les « nationalistes ».

Un nationalisme surestimé

and the second second second second

the second of the second

The second second second second

The second secon

1. 1. 1. 1. 1.

garage and the second

مراقب من المحافظ والمدين المرافظ المحافظ المحافظ

Contract to the Contract of th

.....

. -- 7 L'EXISTENCE d'une ormée nationaliste, depois la révolution de 1930, a été une idée utilisee par la droite pour dénoncer le politisation de l'armée, alors que la gauche en faisait un élément décisif de so stratégie. Toutes deux ont surestime ce nationalisme. La droite a assimilé les militaires nationalistes oux communistes, et cela chaque fois que les intérêts de la bourgeoisie et de l'impérialisme étaient menacis por les revendications qui marquent ces annie de national-populisme (1930 à 1964) et l'entrée des classes populaires sur la scène politique. Cette assimilation au communisme facilitait le combat contre les militaires nationalistes. Les premières manifestations de ce nationalisme vanaient du Tenentismo (mouvement des lieutenants), qui est resté un symbole de lutte à l'intérieur de l'ormée brêsilienne ; mois, très vite, ces tenentes, qui ont participé oux mouvements de 1922, de 1924 et co renversement de la Republica Velha (la république oncienne) en 1930, ne deviendront que des personunlités, des individualités sans rapport avec le mouvement des tenentes et le programme, plus on mains confus, do réformisme petit-bourgeois.

Du mouvement des tenentes sortiront, certes, des nationalistes (le général Estillac Leal, por exemple), des communistes (Luis Carlos Prestes deviendro secrétaire général du parti communinte brésilien), mais oussi de farouches défe seurs do capital oméricain comme la maréchal Juanez Tavora et le général Cordeiro de Forios. L'héritier le plus radical de ce mouvement est le Club du 3 octobre qui propose un programme de lutte contre la capitalisme anglo-same avec lo notionalisation des chutes d'con (mesure plus tend incorporce ou code des mines) et do petit commerce, et contre les latifundia. Mais la fraction la plus combative des tenentes est

Lors du premier gouvernement Vargas (1934-1945), les militaires nationalistes sont ossimilés par la droite à tous les libéraux et oux communistes, qui subissent une forte répression militaro-policière : l'Aliança Liberra Nacional, à l'intérieur de laquelle le porti communiste occupait une position domi-nente, proposait un programme de lutte contre le dictature et le fascisme, mais oursi contre l'impériolisme et le tuscisme, mais cussi desire l'impériolisme et les latifundio. Mais il existait oussi dans l'armée ou dans les Milicias Intégra-listas (?) des militaires décores par Hitler, la portie la plus influente de l'armée hésitant encore entre les capitaux allemands et japo-nois d'un côté et américains de l'autre. C'est

Force expéditionnaire brésilienne en Italie, le balance penchant da côté des Etuts-Unis.

au Bresil des capitaux américains, soit à travers les investissements directs, soit par associatico avec la bourgeoisia brésilienne, phénamêne qui s'occentue particulièrement pendant le gouvernement de Kobitschek (1936-1960). On assiste aussi, à la même époque, à la consolidation de quelques monopoles d'Etat. Les slogans « O Petroleo é Nasso (La pétrole nous opportient) ou « Petrobras é Intocavel » (On ne touche pas à la Petrobras) rajoignent les appels à la nationalisation des minerais radioactifs, ac coctrale du capital étranger et aux

234.000 HOMMES

Les forces armées brésiliennes sont aujourd'hui composées de deux cent trente-quatre mille hommes (cent soixante-dix mille dans l'armée de terre, quarante mille dans la marine, vingt-neuf mille dans l'aviation) répartis dans onze régions militaires, six circonscrip-tions navales et six zones aériennes qui convrent l'ensemble du territoire na-

Le budget de l'armée brésilienne est le plus important d'Amérique latine : I 100 millions de dollars. De 1962 à 1974 ce budget a augmenté de 182 %. La mission de l'U.S.A.I.D. (aide pour le développement) an Brésil est devenue la troisième du monde depuis le coup d'Etat de 1964, après celles de Vietnam du Sud (maintenant évacuée) et de

réformes de structures (réforme agraire, etc.), et coetre l'internationalisation de l'Amezonie au la création d'nac force d'intervention en Amérique latine. A cela s'ojoute la montée des classes popolaires, qui exigent des augmenta-tions de salaires, des avantages sociatix, etc. La surestimation do sentiment nationaliste dans l'armée s'explique por la participation de groupes railitaires à ces luttes, surtout au sein da Club militaire, qui se transforme en un groope de pression important.

Le Club engage des débats sur les sujets qui ogitent la pays. Les élections en sou sain révè-lent les tendances de l'ormée à un moment donné : leurs résultats out plusieurs fois joué un rôle dons l'orientation de la politique de gouvernement. Des militaires appartenant aux hauts échelons de l'ormée ant pris position pour la défense des monopoles notionaux ; les concessions oux revendications des classes populaires se soldaient souvent por la nomina-tion d'un militaire nationaliste à la tête d'entreprises d'État, d'une commission chargée d'étudier des projets de nationalisation, ou d'un ministère. Ces militaires cationalistes

agistaient dans le cadre de l'ormée et de la legalité constitutionnelle. Soutenus par les mouvements populaires, ils net pe empêcher vestiture de Kubitschek) et en 1961 (tentative contre l'investiture de Goulart) mais, por maoque de cohésico, ils c'ont pa éviter le resversement de Goulart en 1964.

 Nous ne craignons par la guerre civile; l'expérience d'août 1961 (démission du président Quodros) a prouve qu'une bonne partie de l'armée marche avec le peuple et que le peuple vaincra. C'est pour cette raison que la droite n'est pas décidée à tenter le coup d'Etat », déclarait qualques jours avant le coop de force de 1964 le socrétaire de parti communiste brêsilies, Luis Carlos Prestes, à la revue

Il y ovait des généroux et même des marécheux nationalistes, mais les forces de gouche oot surestimé la tendance qu'ils représentaient. Il n'existait en effet pas d'idéologie nationaliste coherente et propre à l'oppareil militaire, mais seplement des notions esquissées dans la débat politique entre portisons et odversoires des investissements étraogers. Dans la mesure cù la droite affirmait que le gouvernement Gozlart avait favarisé la corruption, toléré l'in-disciplice dans l'armée, liè le destin da pays co communisme, rica se justificit que l'ormée suive la voie de la légalité constitutionnelle. Le 9 avril 1964, l'octe institutionnel o' I affirmoit que « la révolution victorieuse en tant que pouvoir constituent se légitime elle-même ».

Sécurité, coercition, répression

T ES militaires, liés on capital étranger, arrivent donc na pouvoir en 1964, appuyés par de lorges secteurs des classes moyen par la bourgeoisie d'offaires et par les lati-fundistes. Ils éliminent ou réduisent au silence les officiers nationalistes et, après dix ans de dictature, le gouvernement porle de « norma-lisation ». Cette « normalisation » est le coralloire de l'idéologie de l'interdépendance : d'un côté, la gouvernement doit montrer que les cepitaux étrangers trouvent on Brésil un terroin eccueillant ; de l'autre, que ces copitaux sont à l'abri d'éventuels sursauts nationalistes. L'un a signifié la surexploitation du travail des ouvriers et des paysons ; l'outre la silence des oppositions. Les deux sont le résultat de l'opplicotion d'une politique do sécurité nationala qui légitime l'hégémonie de l'appareil militare-policier à l'intérieur de l'Etat.

L'idéologie de l'interdépendance et de la sécurité légitime encore le fait que vingt et une personnes décident, au sein da Conseil national e sécurité, ce qui est ban pour cent millions de Brésiliens dans tous les domaines ou, comme l'écrit Celso Fartado, « depuis l'état d'esprit de la population jusqu'aux statistiques sur la production des haricots noirs en passant par les stocks d'armes de guerre > (10). Une légis-

lation supra-constitutionnelle centralise les partis, la presse, les syndicats, qui perdent toute outonomie. L'instrument juridique privilégie de institutionnel c° 5 (13 décembre 1968) : le président de la République peut mettre en vocances le Congrès, suspendre les droits politiques de tout citoyen, mettre à la retroite le personnel des entreprises privées ou publiques, les militaires et les policiers, annuler les mondats des députés et des sénateurs élus. La garantie de l'habeas corpus est suspendaa dans le cos de erimes contre la sécurité nationale, Fordre économique, etc., et le pouvoir judiciaire n'a à coanaître ni de ces actes ni de leurs conséquences (11). La réorganisation de l'État se complète par une controlisation de l'appareil palicier placé sous le commandement de l'armée ; les paissantes polices militaires des Etats (eelle de Soo-Puolo compte plus de qua-ronte mille hommes) out été raises sous le commandement d'une inspectioe générale des polices militoires. De la même façon, la police politique dépend directement da Conseil natio-

Cette idéologie de l'interdépendance et de la sécurité doane à la dictorure la coroctère d'un bloc homogène ; ea fait, sous cette façade sans contradictions, l'écort a augmenté entre les militaires qui occupent une hante fonction (odmioistrative ou directement économique) et les cotégories moyennes ou inférieures. Un général, directeur-président d'une entreprise de chemins de fer, gagne l'équivalent de qua-ronte-sept soloires des travailleurs de l'entreprise; en Europe, la solaire moyen d'un directear de chemins de fer ne dépasse pas dix-huit

Le fossé est grand entre les militaires ou pouvoir et la grande majorité da peuple brési-lien.

(9) Des milies inspirées des « chemises coires » de Mussolini. (10) Celso Furtado, op. cit., p. 592.

(11) L'acte institutionnel n° 5 dans sa tra-duction intégrale peut être treuvé à la Documentation française, « Problèmes de l'Amérique latine ». nºº 3748-3750, 30 décembre 1970.

(12) O Estado de Sao Paulo, e navembre 1974.

CITE UNIVERSITAIRE

< PAVILLON DU LAC>

Queert to les jours Terranse Chaulie. 20, rue Gazag (Parc Montsouris)

Salle pour banggets. 10 à 48 couverts

(Sutte de la page 9.)

Cette modernisation peut devenir le but des armées professionnelles si elles sont cu avance, de ce point do vue, sur la société civile. Ainsi renait un militarisme progressiste, agent de la pénétration du capitalisme mo-

derne.

Mais le militarisme régressif ne meurt pas pour autant. Même professionnalisé, un militaire peut servir de préférence les oligarchies conserde preference les ougatemes conservatrices. Cela est vrai surtout en cas de crise du système capitaliste mondial, car le maintien du système politique local dépend de sa capacité de se replier sur les modes de domi-nation politique traditionnels et cela nation politique traditionnels et cela se pratique grâce aux lambeaux d'articulations précapitalistes qui subsistent. C'est ainsi que l'armée guatémaltèque, qui avait servi comme n'importe quelle armée coloniale classique à canaliser la main-d'œuvre des communautés indiennes de la Sierra vers les zones côtières où olie devait devenir salariée, sert pendeut la crise des années 30 à retransporter cette main-d'œuvre salariée dans ses zones de départ pour la forcer à retrouver son mode de production originel.

originel.

L'armée professiounelle est divisée entre un secteur progressif et un secteur régressif, mais cette division peut très bien passer an travers d'un même individu. Tel caudillo militaire meme individu. Tel caudillo militaire vénéxuéllen qui foude l'Etat moderno au début du siècle ne néglige pas d'établir sa fortune personnelle sur des achats de terres, qui le transforment on oligarque à l'anclenne. Son côté moderne ressort dans le fait qu'il y fait travailler des soldats, c'est-à-dire une main-d'œuvre salariée par l'Etat. Trujillo possèdait personnellement presque tout Saint-Domingue. Mais s'agit-il de capitalisme d'Etat ou plutôt de despotisme asiatique articulé sur le marche capitaliste?

Tous ces paradoxes posent le pro-blème d'une théorie générale de l'Etat dépendant, pertinente pour

Une théorie manquante

Les explications empiristes concernant les coups d'Etat de la deuxième phase restent entièrement dépendantes d'une fillation, par l'héritage espagnol, du caudillisme du dix-neuvième comme résurgence féodale de l'esprit des couquistadores. Du côté marxiste, la III Internationale nécligeant les différences impale nécligeant les différences in nale, uégligeant les différences im-portantes (percues par Lénine), séparant le cas latino-américain des antres ensembles dépendants, définit l'Amérique latine comme un enseml'Amérique latine comme un ensemble de semi-colonies où la révolution bourgeoise démocratique est à l'ordre du jour, en même temps contre la domination colonials et contre les secteurs e féodaux ». Or la formation des Etats latino-américains est marquée par deux séquences spécifiques par rapport à la séquence type des pays d'Asie qui domine le modèle théorique de la III° Internationale: elle est d'abord, comme on l'a vu, une néo-colonie précapitaliste et, si elle devient une semi-colonie au stade impérialiste, c'est dans des formes militaires et politiques tout à fait bizarres. Ce politiques tout à fait bizarres. Ce

n'est pas comme en Asie par uno

l'Amérique latine. En fait, la phase de professionnalisation européenne qui gétend de 1890 à 1940 a été mai qui s'étend de 1890 à 1940 à été mai comprise et c'est sur la base des théories erronnées de cette époque que se branchent encore la plupart des systèmes explicatifs concernant la troisième phase, celle où nous nous trouvons, celle de la domination de l'empire américain.

division en zones d'influences des impérialismes concurrents d'une for-mation impériale pre-capitaliste à la suite de quelques expéditions mili-taires imposant l'ouverture du marché et l'établissement de comp-toirs. C'est la professionnalisation militaire qui tient lieu d'expédition coloniale, et la division geographique de l'ensemble est antérieure à la semi-colonisation et ne correspond pas à une division en zones d'in-fluences.

L'Amérique latine est tout entière une semi-colonie collective des im-périalismes, pré-divisée en compar-timents politiques indépendants. Dès la fin du dix-neuvième siècle, la lutte des impérialismes concurrents ne se déroule pas dans l'espace géographique en termes de marchés, mais dans l'espace politique de cha-cun des Etats, en termes de contrats, y compris de contrats de vente d'armes. Les Etats ont été renforcés par les impérialismes concurrents d'un commun accord autour de l'apparell militaire pour des raisons de maintien de l'ordre et pour briser le progressisme nationaliste. Il n'était pas là question d'ouvrir un marché : les oligarchies pseudo-feodales avaient depuis longtemps une attitude de spéculateurs aglès par rapport au système capitaliste mondial La fonction d'exportation et celle de production, longtemps séparées et caractéristiques de deux groupes qu'on appelait bourgeoisie et oligarchie, n'avaient jamais été longtemps antagoniques. A partir de la modernisation de l'Etat, la distinction des deux groupes va jusqu'à s'effacer complètement par des mariages ou des mélanges de rôles. Quand, à partir des années 20, la Quand, à partir des années 20, la chute tendancielle des cours des matières premières agricoles met peu à peu les groupes purement agrariens au rang u° parents pau-vres, ils restent en fait partie pre-nante d'un bloc au pouvoir très

soudé, parce que ce bloc permet la continuité du système politique in-terne en cas de crise externe. terne en cas de crise externe.

Or l'hypothèse européo-centriste
d'une séparation nette entre les
bourgeoistes et les oligarchies agraires est malgré tout conservée dans
la théorie marxiste et c'est à leur is theorie marxiste et c'est a leur opposition qu'on rapporte les coups d'Etat des années 20, 30 et 40. En fait, l'industrialisation par « substitution des importations » qui se développe pendant les crises du système central correspond à un accroissement de l'importation des biens d'équipement qui joue on rôle favorable dans la résorbtion des favorable dans la résorption des crises centrales. Le développement industriel latino-américain n'est pas en contradiction avec les intérêts de l'impérialisme mondial à ce niveau-là.

Des bourgeoisies à éclipses

ES bourgeoisies nationales indusL trielles qui apparaissent et se
consolident entre 1914 et 1945 sont
des bourgeoisies « à éclipses »:

1) A peine les difficultés politiques
augmentent-elles, l'hégémonie des
couches traditionnelles peut reprendre le dessus, en s'appayant éventuellement sur les secteurs militaires
traditionnels; mais ce genre de
changements d'équipes ne reflète
pas une lutte eutre bourgeoisie et
« féodaux » où les féodaux l'emportent, mais l'accentuation de la
contradiction politique dn bloc tout
entier avec les couches populaires
dans un cadre où le retour aux
méthodes politiques des anciens

« patrons » possède une vertu poli-tique plus légitime et plus efficace pour surmonter la crise. 2) Quand une armée latino-américaine donne l'illusion d'intervenir dans une position « césarienne », en médiateur entre un groupe « consermédiateur entre un groupe « consermédiateur entre un groupe ».

5 金 经从销

Carrier or toposits

and the property of

يوسد ما محمد ماموي

v. m. Articles

e designer and the engineering

And the second second second

and the second of the second second

Access to the second

 $|z| = |z|_{A_{\alpha}(x)} + |z|_{A_{\alpha}(x)}$

Americanian management with

a Maria de la propieta de la propieta de la compansión de

grades and the state of the

وهوار موسيعه سرايات

Andrew State Land

the second section of

Andrew Committee of the State o

many to a make maken

m may y

f parents

and the second and the state of t The second second second

recommend

the second second

dans une position « césarienne », en médiateur entre un groupe « conservateur » et un groupe « cibéral progressiste » (Rojas en Colombie, 1957), il ne é'agit pas en vérité d'une phase d'équilibre entre les forces bourgeoises et les forces « féodales », mais d'un moment où la contradiction avec le prolétariat et la paysannerie risque de devenir explosive. L'armée se porte en pramière ligne, sans autonomie politique réelle.

3) Si l'alliance entre prolétariat et paysans et fractions de la bourgeoisie est en train de se former et pousse certains secteurs militaires vers le socialisme, le bloc un moment divisé par la croissance trop rapide du secteur moderne se reforme au plus vite pour éliminer le régime militaire ou le récupérer. La Répubilque socialiste chillenne proclamée par des militaires on 1932 est ueutralisée par un secteur progressiste pro-américain de l'armée, puis éliminée par un mouvement civil qui remet en selle une alliance des secteurs les plus traditionnels (Alessandri). La colonne des « tenentes » de Prestes parcourt l'intérieur brèsilien en poussant la réforme agraire, mais le « tenentisme » sert finalement lien en poussant la réforme agraire, mais le « tenentisme » sert finalement à pousser au pouvoir avec Vargas, en 1933, on représentant plus mo-derne du même bloc au pouvoir, associant oligarchies traditionnelles et secteurs modernisants, lies au cafe sur une base nationale et non

plus régionale.

4) Deux Etats voisins peuvent remplacer deux coups d'Etat par une guerre, en général sans contenu économique.

économique.

Ces quelques exemples montrent qu'il u'existe évidemment pas de théorie des coups d'Etat militaires en dehors d'une théorie de l'Etat et que les « coups d'Etat civils » qui chassent les militaires du pouvoir sans effusion de sang sont bien aussi fonderenteur. fondamentaux à expliquer que les putschs. Le déchiffrement de crise ue peut pas se faire par référeuce aux luttes observées en Europe dans un système d'Etat très différent. Il faut tenir compte de la spécificité et de la continuité d'un bloc au pouvoir, très archalque, qui évolue continuellement depuis cent ans, en association avec l'ensemble du sysà chaque étape, au niveau des superstructures étatiques, les instru-ments nécessaires d'un jeu d'alliances très différent de celui de l'Europe

capitaliste naissante.
On s'est trouvé, depuis le début de la III Internationale, dans un cas où l'absence de théorie conve-nable de l'Etat latino-américain

.

State of the second

Time and

tem with a second

11000

75 .

And the state of the state of

en en

S. San San

The same of the sa

A Section .

And the second

Tre .

The second second

– NICARAGUA ET PARAGUAY —

Le règne sans partage

I les grands dictateurs latino-américains — Porfirio Diaz au Mezique, Getulio Vargas au Brésil. Perez Jimenez au Venezuela. Botisto à Cuba. Trufillo en Republique Dominicaine ou Juon Domingo Peron en Argentine — appartiennent à l'histoire, certains de leurs épigones en stent néanmoins en place. Leur manière de gouverner découle directement des habitudes de leurs prédécesseurs : elle repose essentiellement sur la répression de toute velléité d'opposition et l'étouffement des aspirations populaires. C'est notamment encore le cas au Nicaragua et au Pannmau.

Paraguay.

En Amérique centrale, depuis bientôt quarante ans, le clan Somoza.

En Amérique centrale, depuis bientôt quarante ans, le clan Somoza. En Amérique centrale, depuis bientôt quarante ans, le clan Somoza fait régner sa loi sur le Nicaragua. Le fondateur de la dynastie, Anastasio Somoza, était devenu chef de la garde nationale mise sur pied par les États-Unis vers les années 30 à la suite d'une intervention des amarines » dans les affaires du pays. C'est lui qui organisa en 1934 l'assassinat de Cesar Sandino, le chef révolutionnaire qui avait mené la lutte de guérilla contre les envahisseurs américains. En 1936, se jugeant assez fort, a Tacho » Somoza fomente un coup d'État, s'ouvrant ainsi la voie à un règne sans pariage jusqu'à son assassinat vingt ans plus tard. Son jils Luis hui succède d'abord à la présidence. Depuis 1967, c'est un autre de ses fils, le général Anastasio Somoza Debayle, dit « Tachito », qui assure et la continuité du nom et celle du régime fort instauré par son père. D'ailleurs, chaque et de sauvegarder les apparences de la «légalité», le général Somoza ne lâche pas le commandement de la garde nationale, seule force armée du pays, conservant de la sorte le pouvoir réel entre ses maine.

Au Nicaragua, l'omnipatence de la famile Somoza ne se traduit pas seulement sur le plan politique, elle se reflète également dans les domaines économique et, bten sûr, militaire. Tout évènement est utilisé par les maîtres du pays pour renforcer encore davantage leur emprise : on l'a vu nolamment lors du tremblement de terre qui dévasta Manaqua dans la nuit du 24 décembre 1972 et qui permit au chef de la garde nationale de reprendre en main la direction des affaires de l'Etat en se proclamant d'autorité président du comité d'urgence créé pour la circonstance. Après s'être laullé une nouvelle Constitution sur mesure, il s'est fait réélire le 1° septembre 1974 à la magistrature suprême pour un nouveau mandat de six ans (1). Epaulé par le parti libéral, le général Somoza tire cependant l'essentiel de son pouvoir du soutien sans réserve de la garde

de six ans (1). Epaulé par le parti libéral, le général Somoza tire cependant l'essentiel de son pouvoir du soutien sans réserve de la garde nationale dont il demeure le chef suprême. Equipée et entrainée par les Etais-Unis, cette force armée dispose de quelque sept mille hommes pour une population d'un peu plus de deux millions d'habitants. Choyée par le chef de l'État, la garde nationale s'est vu accorder au fil des ans maints privilègee la liant directement et de plus en plus étroitement à la famille dominante, dont elle reste le meilleur et le plus fidèle garant.

S'inspirant des mêmes principes que les Somoza ou Nicaragua, le gênéral Alfredo Stroessner gouverne d'une main de jer la République du Paraguay depuis 1954. Coincé au cœur de l'Amérique du Sud entre deux géants — le Brésil et l'Argentine, — coexistant iant bien que mal avec son troisième voisin — la Bolivie, — le Paraguay a connu une histoire jalonnée de guerres terriblement meurtrières pour faire respecter son intégrité. Le culte du militaire y est soigneusement entretenu et il n'est pas étonnant que son évolution depuis l'indépendances ait été marquée par la présence à sa tête d'hommes forts, sinon de dictateurs de célèbre mêmoire comme José Gaspar de Francia et Francisco Solano Lopez au siècle dernier.

ARIVE au pouvoir en août 1954 à la suite d'un coup d'Etat classique A contre le président Federico Chaves, le général Stroessner a inauguré une nouvelle dictaiure et n'a jamais desserré son étreinte sur ce pays de deux millions et demi d'habitants. S'appuyant sur une armée d'environ vingt mille hommes, bien entraînée et relativement bien équipés, il gouverne avec le parti Colorado, chaugeant à sa convenance la Constitution pour se faire réélire sans problème tous les cinq ans. Lors de chaque campagne électorale, il entrouvre un peu les vannes, donne une apparence de liberté d'expression à l'opposition tolérée, laisse ses adversaires reprendre un semblant d'espoir et fait des promesses de libéralisation. Puis, sitôl réélu, il s'empresse de tout oublier et de reconduire l'état de siège, qui est pratiquement de règle dans le pays depuis qu'il est au pouvoir. Une police forte de près de dix mille hommes aide efficacement le général Stroessner à maintentr un cordre » très particulier, fondé sur la fraude électorale, la corruption, le trafic d'influences et la contrebande — principale activité économique du pays (2).

Les vingt dernières années ont été marquées parfois par des tensions assez vives entre l'Etat et l'Eglise. A plusieurs reprises, l'épiscopat a dénoncé les abus, les exactions, les tortures et la répression dont sont victimes les adversaires du général Stroessner. Mais chaque fois, après des éclats ponctués d'excommunications et de suspensions de messes, les relations du dictateur et de l'Eglise finirent plus ou moins par s'améliorer. Dans ce pays maintenu dans un état de sous-développement chronique, le general Stroessner est sans loute l'un des dernièrs réprésen a caudillisme » traditionnel, où le règne sans partage d'un seul homme sert de loi à tout un peuple.

(1) Cf. le Monde diplomatique, décembre 1974. (2) Cf. le Monde diplomatique, septembre 1974.

ARGENTINE

Puissance économique et parti politique

Par FRANÇOIS GEZE et ALAIN LABROUSSE *

75 %, n ter

v.gt dire

S UR les gainze chefs d'État gai se sont succède ea Argentine entre 1930 et 1973, anze forcat des généraux : Uribaro, Jasto, Rawson, Ramirez, Farell, Peron, Lonardi, Aramburo, Ongania, Leviogstan, La-

Cela ne signitie pas pour autont que l'armée argentine soit le type même de l'armée de pronanciarciento. Bien aa contraire : e'est l'absence d'an groad parti de droite aa servico de l'oligarchie qui l'a amenée à jouer un rôle politique. Jusqu'en 1943, la poissance éconoique des grands propriétaires terriens est telle en effet qu'ils ne se sentent pes le besoin de structurer on parti pour la foire prévalair. De 1946 à 1955, sous les deux premiors gauveruements de Peran, l'extraordinaire dévelappement de l'oppareil d'Etat limite encare la marge d'action des partis politiques. Entre 1955 et 1970, les deux grands « partis » de l'Argentine sont la C.G.T. et les forces armées.

C'est entre 1870 et 1880 que noit l'ormée professionnelle orgentiae. Jusque-là, les mili-taires avaient été les instruments des luttes intestines qui, depuis l'indépendance, oppo-saient la province de Baenes-Aires à eclles de l'intérieur. En 1879, le générol Julio Argentina

Roca, grâce à une ormée formée à la prussienne, à l'utilisation de le earabine Remingtoa et du télégraphe, massacra les Indiens do sud-est et de l'oaest de la Pampa et ouvrit les B0 000 km2 de le Pategocie à la colenisatiaa. L'armée, à travers la personue de soa chef rentraat en triamphateur à Baoaas-Aires, devint alors l'incoractica du pauvoir ceatralisateur de l'État et de l'anité nationale.

Jasqu'an 1930, elle s'ea tient à son rôle de remport de l'État bourgeois : elle réprime dans le song les manifestations ouvrières da 1° mai en 1905 et 1909, la grève des travoilleurs de la métallurgie ea 1919 (la « semaine saaglente »), la révolte des auvriers agricoles de la Patagonie en 1921, au prix de milliers de morts.

Mais en 1930, le coup d'Etat d'Uriburu, qui mit fia aa gauveraemeat das radicaux représentent les classes moyennes et rendit le pauvoir à l'aligarchie terrieane, marqua l'entrée ea scène politique de l'armée. Parallèlemeat, cette deraière était amenée à jouer ua rale grandissant sar le plea économique.

Les Fabriques militaires

'HISTOIRE des Fabriques militaires com mence en 1923, larsque les forces armées réclament, dans une perspective purement professionnelle, le développement de secteurs industriels de base leur permettant d'assumer techniquement les tâches de la défense antionale. Alors qu'il a'existait dans le pays qu'une aciérie de caroctère semi-artisanal, la prémière fobrique militaire d'acier fut créée en 1935; puis, ea 1936, la fabrique de munitions d'ar-tillerie de Rio Turcera, etc.

Ces entreprises sont réunies en 1941 au seia de la Directica générale des fabrications militaires (D.G.F.M.). Perou encouragera leur dévoleppement. En 1947, le général Savio lanee un « plon sidérurgique » qui dépasse de beaucoap les simples besoins techniques de l'armée : il vise à occroître le rôle des investissemeats de l'Etat dans les secteurs stratégiques du développement économique. Il propose ea particulier lo formation d'una société mixte, SOMISA, en vue de dévelepper la prodaction nationale d'acier. Mais lo politique du gouvernement péraniste, qui sacrifie l'in-dustrie lourde à l'industrie légère productrice de biens de ecasammatica, ae coïneide pas avec les projets de l'armée. Il faadra attendre de langues aanées paar que le « plen sidérur-gique » parte ses fruits. Cependant, SOMISA prodait aajourd'hui près de la maitié de l'acier argentin (et le quort des besoins de l'indastrie) et se plece aa quatrième raag des entreprises argentines peur les ventes (164 millinns de

dollars concellement). En 1975, les Fabriques militoires constituent un des groupes iadastriels les plus importants da pays. Ontre SOMISA, le D.G.F.M. contrôle torze entreprises employant douze mille civils sous la directica d'une ciagaantoine de militaires. Elles fabriquent plus de mille sept eeats produits différents : ocier, prodoits chimiques, matériel de télécommanications, armements, etc. Lear production, pour 90 %, est destinée à un asage eivil.

La D.G.F.M. détient également une participation importante dans sept sociétés mixtes contrôlant des indastries de bose, en association ovec des capitaux privés nationaux et

Mais la puissance économique de l'armée ne repose pas seulement sur la D.G.F.M. Depuis 1955 — et cette tendance s'est accélérée à partir de 1966 — ua nambre croissant de militoires (estimé à trente mille en 1970) occupent des postes dans l'administration des eatreprises d'Étot les plus importantes da pays : Y.P.F. (pétrole), 5EGBA (électricité), ENTEL (téléphoaes), etc. Enfin, les monepales argen-tins et étrangers — soucieux d'avoir leurs entrées aa niveaa de l'appareil d'Etat — confient de plus ea plus volontiers des postes do direction à des généraux ou amiraux quiabandonnent alors le service actit. Oa estimait en 1970 que quelque doux cent soixonte-dix afficies supérieus étaient ainsi devenas P.-D.G. de grondes entreprises, le plus souvent

L'armée est donc, en Argentine, à le tête d'une véritable puissance industrielle. Mais loin d'utiliser cet atout pour jeter les bases d'ua développement économique indépendant, elle participe de la politique do l'oppareil d'État qui, depois 1955, consiste à approvisigner les untreprises monopolistes eg produits finis boa marché oa à leur céder le terraln : les Industries mécaniques de l'Etat (IME), qui fabriquaient des automobiles et des tracteurs, ont ainsi été démantelées en fonction des

besoias de l'industrie automobile de capital étranger; la compagnie actionale d'aviation Acrofineas Argentiaas a perda le maaapale da transport aérien et à dû céder la majorité de ses vols à l'intérieur du pays à Austral, coatrôlée par des copitaux américains. L'armée orgentiue reste donc idéologiquement liée aux ceatres de domination impérioliste.

Tutelle américaine et sources

d'équipements

COMME toutes eelles de coatieent, les ferces armées argentines sont membres da 515 (Système intercontinental de sécurità) et ant souscrit au TIAR (Traité interaméricaia d'as-sistance réciproque). Eatre 1950 et 1969, plus de deux mille officiers ant suivi ua entraînement anti-guérille aux Etats-Unis au à Passame. En 1970-1971, le total des dons et ventes d'armements de la part des Etats-Unis a l'Argentine se montoit à plus de 50 millious de dallars. La comme ailleurs, il existe ane commanauté d'intérêts entre les forces armées orgeotines et l'impérialisme américain.

Mais l'aide militaire accordue par les Etats-Unis à l'Argentine est relativement moins impartante que celle qu'ils foornissent à des pays comme le Brésil aa le Chili. Cette situetion particulière résulte d'une volonté d'indé-pendance de le part de l'ermée argentine qui, d'une part, découle de son exceptionnelle copacità de production industrielle et, d'autre part, de la décision prise par les États-Unis de foire du Brésil un satellite privilègié, releis de leur pénétration sur le confinent. Des réticences se sont manifestées en partieulier à partir de 1964 : l'Argentine fot l'un des dernier poys d'Amérique du Sud à signer le pocte militaire avec les États-Unis relatif au Programme d'assistance militaire (PAM). Dès sa mise en application, celui-ci se heurta à l'hostilité du la mojorité des officiers, qui en refusaient les conditions (contrôle exercé per la mission oméricaine à Buenos-Aires sur la matériel livré, restrictions à l'égard de son utilisation, dépendance technologique). En 1967, le refus des Américains de livrer cinquanta chars « Buldog » à l'Argentino — alors qu'ane centaine de ces derniers sont

rendait lilusoire l'analyse de classe traditionnelle, essentiellement économicise et interne à un Etat, qui conduit aux catastrophes de type Chili. Jamais les intérêts de la bourgeoisie nationale chilienne ne poavaient se refléter dans le corps des officiers chiliens puisqu'il a'existait plus de bourgeoisie nationale. La tentative de l'Unité populaire fut en fait de recrèer une bourgeoisie nationale à partir de l'ouverture d'un marché populaire intérieur et d'obtenir en même temps que ses intérêts se reflétent dans l'armée. Mais les réserves de temps et d'argent n'étaient pas suffisantes pour mener à bien cette manœuvre volontariste de reconstitution d'un populisme des

années 30, 40 ou même 50. L'abstention de l'armée chilisme en 1870, considérée comme on quasi-coup d'Etat de gaache par certains, u'était qu'une abstention. L'entrée des militaires au gouvernement en octobre 1972, considérée comme le railiement de l'armée au projet réformiste de l'U.P., a'était pour l'écrasante majorité du corps des officiers qu'une prise de gage en attendant le moment opportun pour une intervention de droite. Le marxisme des P.C. a ainsi joué pour l'Amérique Istine le rôle d'une théorie empiriste à moyen terme, aujourd'hui complètement remise en cause par l'intégration et la transnationalisation croissante du capital financier.

L'ère transnationale

A PRES la fin du boom de la guerre A PRES la fin du boom de la guerre de Corée, îl y a, comme on dit, e épuisement du modèle de développement industriel par substitution des importations ». C'est aussi la fin, à plus ou moins long terme selon les pays, des bourgeoistes nationales à éclipses. La domination politique et militaire exclusive des Etats-Unis restreint le jeu politique et unifie les stratégies d'investissement. Le retour de l'Europe, dans le courant des années 60, ne change rien car il se fait au moment où l'intégration économique transatlantique est déjà avancée. L'illusion du nationalisme anti-impérialiste est un instrument politique de domination sur les couches populaires. Une série de coups d'Etat servent à régler leur compte aux régimes de front populaire, ou assimilés, dès le début de la « guerre froide ». Les dictateurs, issus de ces coups d'Etat, disparaissent ensuite avec la « détente ». Mais ces péripéries ae modifient pas

FORCES MILITAIRES ET PARAMILITAIRES EN AMÉRIQUE LATINE *

Paya	Popo- lation	Effectifs FM: Forces militaires PM: Forces paramilitaires	Dépenses conservées à la dé- fense (milions de dollars) (1974)	P.N.R. (estima- tion 1973 en mil- liards da dollars)
Argentine.	24 648 000	FM : 125 008 PM : 19 008 Gendarmerie : 11 000	1 286	71,8
Bolivie	5 460 900	FM: 24 000 PM: 5 000	35	1
Brésil	104 670 000	FM : 208 000 PM : 150 000	1 207	63,3
Сын	16 420 006	FM: 50 800 FM: 30 000	213	18,3
Colombie.	23 950 000	FM: 63 200	117	11
Cuba Républ.	9 110 000	FM: 116500 PM: 10800 hommes de la sécu- rité de l'Etat 3000 gardes-côtes 200 000 milicleus	290	4,5
Domini-	4 550 000	FM: 15 800		
caine	4 558 000	PM : 10 000	36	2,3
Equateur .	6 960 000	PM: 22 300 PM: 5 800	52	2,6
Mexique .	56 380 000	FM; 82 000 armée régulière 250 000 conscrits	423	50
Paraguay .	2 760 000	FM: 14 900 PM: 9500 (forces de sécurité)	19	1
Péron	15 370 000	PM: 54 000 PM: Garde civile	225	8,2
Truguay .	3 040 000	FM: 21 900 PM: 22 000	617	2,7
Venezuela.	11 730 000	FM: 39 500 PM: 16 600 (Garde mationale)	237	16,2
El Salva-	3 900 000	FM: 5136' PM: 2008		1,262
Guatemala	5 640 600	FM: 11200 FM: 3000	1	2,489
Guyana ,	790 060	FM: 2000 FM: 2250		0,281
Halli	5 290 000	FM: 6 550 PM: 14 900		0,602
Honduras.	2 870 000	PM: 9600 PM: 2600		0,856
Nicaragus.	2 110 080	PM: 7100 PM: 4000	- 1	1,973
Costa-Rica		PR : 5 000		
Panama		PM: 11 000		

Sources: The Military Bolunes 1974-1975, International Institute for Strategic Studies, Londres.

la tendance générale vers un nou-veau type d'articulation impérialiste.

veau type d'articulation impérialiste.

Les fractions dirigeantes des Etats latino-américains se réorganisent donc comme elles l'ont toujours fait pour répondre, à leur manière, à la couveile demande du système. L'Alliance pour le Progrès représente le type même de la « doctrine » américaine de transitiou: un simple épisode idéologique. En s'appuyant sur les restes de la « bourgeoisie nationale » de l'époque antérieure, on propose un con-sens accepté cotamment par le président chillen Prei: un développement transational hasé sur l'élargissement du marché interne, c'est-à-dire la mise en tutelle des « bourgeoisies nationales», sans renonclation à l'alliance populiste et aux réformes agraires. nales 3, sans renonciation à l'alliance populiste et aux réformes agraires. Projet mort-né, oa voit se conjuguer l'idéalisme des libéraux rooseveltiens et l'illusionnisme khrouchtrhevien pour maintenir en vie pendant cette période le mythe de la bourgeoisie nationale. La seule partie réalisée du programme concerne la modernisation des armées, partout reprofessionnalisées autour de l'entraînement anti-guérilla. Qu'an d. en 1989, M. Nelsoa Rockefeller fait le bilan on décide de compléter le dispositif par l'aide aux polices, pour déboacher sit le nouveau projet articulé au Brèsil. Réduction massive du marché populaire et concentration au Bresil. Reduction massive du marché populaire et concentration de la production transnationale vers une collection de marchés étroits très intenses, associés dans l'AlALC (Association latino-américaine de libre commerce) et qui permettent l'absorption d'une technologie avancée et déjà amortie au centre de système impérialiste. Cette formule exige une répression continue et féroce des répression continue et féroce des couches populaires et la poursuite de l'expansion au niveau mondial.

La critique de la position marxiste traditionnelle conduit une école « néo-marxiste » latino-américaine issue du développementisme et des théoriciens de la dépendance (Quijano, Cardoso) à mettre au contraire l'accent sur la prédominance du facteur impérialiste. La plupart des coups apparaisseat dès lors comme « made in Washington », l'appui de la « cause externe » sur la « cause externe » sur la « cause externe » sur la « cause externe » coups apparaissent dès lors camme « made in Washington », l'appui de la « cause externe » sur la « cause interne » étant de toute façon assuré par l'existence, à l'intérieur de chaque pays, d'une fraction de bourgeoisie dominante complètement assimilée à la bourgeoisie transnationale et ayant renoncé clairement à un projet de développement proprement national. Cette école, qui s'est développée surtout à partir d'une réflexion sur le coup d'État brésilien de 1984, conduit, au Bresil, à une réinterpretation globale de toute la séquence historique depuis les années 30. La seule révolution bourgeoise authentique est celle qui est menée au Brésil depuis 1964, et c'est une révolution bourgeoise non nationale, purement impériale, la seule qui soit pensable aujourd'hul. Ce mode de pensée sert de cadre également à la définition critique du régime militaire de Panama, et du régime militaire de Quito. Selou cette thèse, les militaires plus ou moins progressistes de ces trois capitales ne feraient que refléter, de manière adaptée au faible niveau de développement des rapports de production capitalistes dans ces trois demiers pays, la stratégie de l'impérialisme basée partout sur le contrôle des champs de lutte de classes par les militaires autochtones. L'incouvènient de cette théorie est qu'elle ne laisse plus de place aux inties locales des classes exploitées contre les laisse plus de place aux luttes locales des classes exploitées contre les fractions de la bourgeoisie dans la définition de la conjoncture.

Malgre les efforts des Américains et la « doctrine Nixon », les condi-

tions optimum d'une généralisation du modèle brésilien n'ont pas été réalisées partout. La junte issue du coup de 1968 au Pérou en est restée au moment dépassé de l'Alliance pour le Progrès et pratique une réforme agraire que plus personne ne lui demande de faire. Allende éliminé, les bases d'un régime brésilien sont jetées par la terreur; mais le petit Chili ae pourrait mener à bien ce projet qu'en association, or la crise est là et la zone andine meurt. Le retour de Peron en Argeatine, pour désamorcer le moavement révolutionnaire naissant, est bien aussi efficace que l'avènement de Pinochet et permet une répressioa policière qui laisse l'armée en réserve. C'est à ce stade de réartieulation inégalement abouti selon les Etats que survient la crise géné-

rale actuelle. Les armées qui ont presque partout un pouvoir visible ou direct sur l'Etat sont aujourd'hui toutes « progressistes » au sens américain, c'est-à-dire qu'elles ont été éduquées depuis vingt ans dans l'idéologie de la croissance du P.N.B. grace à l'intégration au système mondial. Si cette croissance a'est plus possible dans ces conditions, sauf pour les pays pètroliers (Venezuela, Equateur), les putschistes de type « brésilien » vont vers des échecs économiques et sociaux graves qui risquent d'entraîner leur institution vers des tâches répressives de plas en plus féroces, à moins que l'option « tiers-mondiste », voire socialiste, retrouve de la vigueur comme pendant la crise des années trente.

ALAIN JOXE.

- HAITI

Dix-sept ans d'éclipse

A lutte d'Haîti pour se libérer de l'Europe, qui jut à la jois la plus longue et la plus sanglante mais aussi la première en Amérique latine, donna naissance à une armée omnipuissante dans l'Etat. Pendant des décennies, Halti jut, selon le sociologue Alfred Métraux, aun camp retranché perpétuellement en état d'alerte ». Des armées de mercenaires, les « caoos », erraient partout dans ce petit pays des Caraïbes et les coups d'Etat militaires, victorieux ou non, se succèdaient presque chaque mois.

Depuis dix-sept ans, la famille Duvalier a réussi ce qu'aucun autre

Depuis dix-sept ans, la famille Duvalier a réussi ce qu'aucun autre gouvernement n'avait pu jaire, du moins pendant une période de temps aussi longue: tenir les forces armées en échea. Ce jut en partie grâce à l'habileté légendaire de jeu Papa Doc, mais surtout grâce à la création d'une milice privée, les jameux Volontaires de la sécurité nationale (« tontons macoutes »). En théorie, jorces militaires et para-militaires jont partie d'un « binôme peuple-armée » — équilibre utopique selon lequel les macoutes (le peuple) empécheront l'armée de s'emparer du pouvoir.

En réalité, les jorces armées d'Halli, créées par les « marines » américains pendant leur occupation du pays (1915-1934) et jortes de quelque six mille hommes ont subi des humiliations constantes pendant la « révolution duvalièriste » bien que ce soit l'armée qui ait porté François Duvalier au pouvoir en 1957. Privées d'armes et de munitions, elles ont di s'efjacer devant les V.S.N., estimés à quelque huit mille hommes et jemmes armés qui imposent leur loi dans le pays au nom du dictateur qui jaisait et déjaisait à son gré généraux et colonels.

Cependant, depuis la mort du « Sublime maquisard » en 1970, les forces

défaisait à son gré généraux et colonels.

Cependant, depuis la mort du « Sublime maquisard » en 1970, les forces armées régulières ont progressivement recouvré leur pouvoir traditionnel. Quelques semaines après l'événement, les trois grands responsables régionaux des V.S.N. étaient timogés. Un peu plus tard, en décembre 1971, le régime mettait formellement les V.S.N. sous le contrôle de l'armée, tout en déclarant que cette milice fanatique (bien que mal équipée) restait le piller du régime. Un jour de jête dédié aux V.S.N. a même été institué: lors de la première célébration, le 29 hillet 1972, le feune président Jean-Claude Duvalier affirmait devant une foule de « macoutes » rassemblés face au palais : « Vous êtes la base du système, vous avez fait da duva-liérisme une force invincible et invaincue. »

BIEN que les V.S.N. conservent leur rôle privilégié de soldats défenseurs du régime, surtout en province, ils ont été effectivement remplacés dans les grandes villes par un corps d'élite de l'armés — les Léopards — créé en mai 1971 à l'instigation de Washington pour lutier contre « la guérilla, les envahisseurs et la subversion communiste ». Il s'agissait ainsi de jaire oublier la fâcheuse réputation d'un régime hal, que les Etats-Unis avaient néanmoins soutenu en tant que rempart contre le « communisme » dans une zons péo-politique particulièrement sensible.

Par le truchement des Léopards, les Américains ont repris leurs liprai-

Par le truchement des Léopards, les Américains ont repris leurs livraisons de matériel aux forces armées haitiennes après une suspension de dix ans. D'anciens a marines », employés d'une société officieuse de Miami, Aerotrade, ont formé et équipé ce corps d'étite. A l'exception de quelques bourses d'études, l'influence de la France, qui cherche à rivaliser avec Washington à Haiti, reste pratiquement nulle dans le domaine militaire.

Officiellement le « binôme » reste valable. Mais de véritables batailles opposent parjois les V.S.N. aux Léopards, comme ce jut le cas à Pétionville, banlieue de Port-au-Prince, en mai 1974, où les affrontements firent plusieurs morts. Quant aux responsables de l'armée, ils restent les fantoches de la famille Duvalier qui a, en fait, « macoutisé » l'establishment militaire.

DOURTANT, les forces armées d'Halli, pays le plus pauvre de toute l'Amérique latine, demeurent le grand vénicule de la mobilité sociale. Leur influence ne cesse de croître et l'on l'interroge mointenant sur leur attitude à la mort de Mme Simone Duvalier, la puissante veuve du dictateur défunt, lorsque les querelles intestines entre les héritiers de Papa Doc éclateront au grand four. Des militers d'exilés haltiens de gauche comme de droite voient aujourd'hut dans le coup d'Etat militaire le seul moyen de briser la dictature et d'ouvrir le pays à des changements projonds.

GREG CHAMBERLAIN.

promis aux Bresiliens — met le feu oux audres. L'armée orgentine se retire olors do PAM et lance le « Plon Europa », destiné à la libérer de la tutelle américaine en matière d'approvisionnement d'ormes.

• • •

....

and the second

...

. .

Ž.,

or a section

.

. .

Un accord est oiasi passé ovec la France poor lo construction en Argentina de cont chars AMX-13 par les Fabriques militaires; ne autre avec l'Allemogne, pour le montage de deux sous-morins. Ces prodoctions, oinsi que celles de véhicules blindes, de matériel de communications, d'équipement noval, se fant eo colloboration avec des entreprises controlèes par des capitaux européens comme IKA-Renoult, ASTARSA (groups Schneider), Fist-Concorde, Siemens, Philips, etc. Une mission militaire française, suparvisant le mootage des AMX-13 et l'entroinement des pilotes des Mirage III récemment acquis, s'installe de façon permanente.

Certains secteurs militaires ne verront pas d'un mauvais œil, à partir de 1973, le projet de « renegociation de la dépendance » de Peroo et de son ministre de l'économie Bert Gelbard, projet qui tendait à privilégier les investissements de capitaux en provenance de la Communauté européenne et des pays socialistes ofin de limiter lo panétration oméricaine. La mission militaire américaine sera d'oilleors priée de quitter le pays.

Au service de la bourgeoisie

CETTE tolerance à l'égord do projet Peron-Gelbard se justifiait d'outant plus que les sept dernières aanées de gouvernement sons partage des militaires se seldoient par un échec total. Mois, en fait, cela faisoit dix-huit années que les militaires, directement ou indirectement, assumaient la responsabilité de la politique argentine.

En 1955, l'aile la plus réactionnaire et funcisante de l'armée, derrière le général Arambura et le contre-amiral Rojas, avait assuré « la remise eo ordre du pays » pou preparer le terrain au gouvernement Frondizi 11958-19621 qui devolt se faire l'instrument de la politique de la boorgeoisie monopoliste lièe à l'impérialisme américain. Les vellèités de certains secteurs de l'armée, entre 1955 et 1958, de revenir en schéma agra-exportateur d'avent 1930 avoient avorté, mais ces mêmes

milieux cootinuerent cependont d'exercer une influence, en imposant, en porticulier, lo p sidence de Gaide oprès le caup d'Erat de 1962. Mais ils scront progressivement supplantés par le secteur « moderniste » qui se renforce ò l'ombre de le nouvelle frection hégémenique des classes dominantes. Cette opposition trauve son oboutissement dans la « gnene des commoniqués » qui met oux prises les « colorados » (sectours favorables à l'oligarchie agraire) et les « axules » (favorables à la bourgeoisie industrielle monopoliste) en 1962 et 1963. Elle se traduit même por des offrontements ormés qui consocrent lo victoirs

définitive des « azules ». Ces derniers, dont les leaders sont les généroux Onganio et Lanusse, renversent en 1966 le président Illia, oprès l'avoir teno, pendant trois aus, sous uce stricte surveillance. Jusqu'ea 1969, le ministre civil Krieger Vesena sero l'artison de la politique économique en foreur des mosopales américoins et européens. Quant à Ongacio, militeire borné et fascisant, il saro chorgé de contenir, par une répression sons failles, la rébellion des secteurs populoires : ce sero l'époque de la censuro imposée à toute l'octivité intellectuelle, de l'usuge géaéralisé de la torture, des escodrons de la

Mais la mantée des luttes papulaires et la nonvelle politique de l'impérialisme consistant igyestir massivement au Brésil provoquent l'échec de la politique économique de Krieger Vasena. Le général Lanusse — membre d'une famille qui possède d'immenses intérêts dens tous les secteurs économiques — prend les hoses en maia. Il fait déposer Ongania en 1970, puis son soccesseur, Levingston, en 1971, qui se sont révélés incopables de définir une politique de rechange.

Sous Lanusse, l'armée ae contique à exercer la fanctico do « mointien de l'ordro » que pour préparer une solution politique permettant, d'une part, de freiner le mouvement de masse et, d'outre port, de chercher un élorneat de la base sociale do gouvern afia de revégocier avec les États-Unis les conditions de la dépendance. Dans cette perspective, le gouvernement Lanusse protique une politique internationale opporemment contradictoire avec son idéologie et dent le bat est de renforcer la position de l'Argentine face ou Bresil et oux Etats-Unis : établissement de rolatious commercioles avec la Chine communiste, rapprochement avec Cuba, rencontre avec Salvador Allende, offensive de charmo eo direction du Pacto andm. Sur le plao intérieur, il prépare le retour à la démod'Hector Camporo, le 11 mors 1973. L'habileté de Peron, l'enthousiesme de la Jeunesse péraniste, les espoirs que plocent les masses dans la politique da vieux leader font cependant que l'ormée est débordée et perd une bataille. Mois elle ne tarde pas à obtenir, la 13 joillet 1973, que Peron se débarrasso de aporo et qu'il réprime avec plos de vigueur l'olle gouche de son propre mouvement. Lors-qu'il meurt, le 1" juillet 1974, la législation répressive qu'il o fait odopter ne le cède en rien à celle de la dictoture militaire, Mais, pos pins que celle-ci, il n'o pu opporter de solotion à la crise de structure de la société organtice, et la bataille mance contre l'ancer-clement brésilien semble bien avoir été perdoe.

Les options de 1975

L'ECHEC du troisième gouvernement péro-niste, la montée des luttes ouvrières, l'offensive des groupes de goérille sembloient impliquer, dès le mois d'ooât 1974, ua retour des militaires ou pouvoir. Mois ces deroiers sevent que dix-huit années do dicteture ont considérablement terni leur image de morque et que leur retour sur le devont de la scène pourroit refaire l'unité de mouvement péroniste et des forces de gooche.

Pour certoins observoteurs, cette ottitude ottentiste seroit en foit la résoltat d'on compromis à l'intérieur d'une ormée passoblement divisée et dont l'acticemmonisme est le seul ciment. Quatre tendonces existeraient parmi les militoires : 1) Les « outionolistes », partisans d'ao projet popoliste à la « per vienne », dont le leader semit le géoéral Carcagao, ex-commandont en chef de l'armée de terre, limogé por Peron en janvier 1974. La Jeunesse péroaiste comme le parti com-muniste, après avoir misé sor ce secteur, en sont oujourd'hai à reconnoître qu'il est extrê-mement minoritaire. 2) Ua deuxième secteur représenté par l'ex-gonérol en chet Leaudra Anoya qui démissionna le 13 mai, pourrait être quolifié de « légaliste ». Conscient du discrédit du gouvernement péroniste, il cher-cheroit à pramouvoir une solution de rechange :

par exemple, favoriser la victoire des radicoux ou ceurs des élections générales de 1977. 3) Un troisième groupe oppuie le projet néofasciste du gouvernement péroviste octuel. A so tâte, le commondont en chef de l'ormée de l'oir, le général Fautoria, et surtout le nouveau général en chef, Alberto Numa Laplone. 4) Enfin un dernier secteur, dont le leader scroit le général en retraite Lopez Aufranc, viscérolement ontipéroniste, préconiseroit on coup d'Etat « à la chilienne », ofin d'écroser tout vertige d'opposition.

Mais il semble qu'il ne faille pas surestimer ces controdictions gol ont surtout trait aux moyens à employer, dans la perspective d'une même fin : comme ou Chili oo en Uruguay, écraser toute monifestation de l'ogitation ouvrière qui se durcit, on l'n vu récemment encore après l'oononce, débat juia, d'ane

oogmentation des prix qui dépasse 40 %. Le projet mojoritaire à l'intérieur des farces ormées était initiolement de laisser au gou-vernement et à se police, sous les ordres da ministre du « bien-être sociol », Lopez Rega, la responsabilité d'une répression qui, pour être efficace, doit utiliser des méthodes « sules » comme les escadrons de la mort (A.A.A.), la torture, etc. L'ormée, se donnant une image « actionaliste », ourait pu ensuite apperaitre comme on facteur d'ardre, d'anité et de paix aux yeux d'une population lassée de la violence.

Mais cetta stratégie semble vouée à l'échec. En février dernier, l'ormée a déjà été controinte d'intervenir dans la région de Tacuman, non seclement contre les groupes de guérilleros de l'ERP (Armée révolationnaire du peaple), mois surtout contre le prolétariat des plantations de sucre, afin d'écarter tout risque grèves doront la récolte. Dons l'ensemble du pays, l'agitation ouvrière persiste et le problème de la guérilla n'o pas été réglé.

Dans ces conditions le degré d'intervention de l'ormée va dépendre de le vigueur des appositions : il est possible que si la classe auvrière et la gauche n'apparaissent pas assez fortes et anies pour présenter ann olternative révolutionnaire, elles représentement capandant ua danger suffisant paar justifier oux yeux de l'onnée nne répressioa soaglante. Les militaires pourront olors campter sur la bureau-cratio syndicale de la C.G.T. péroaiste, qui ne cesse de montrer son désir de partager le pouvoir avec l'ormée.

PRANCOIS GEZE et ALAIN LABROUSSE.

La sécurité intérieure et l'influence économique et politique

EPUIS l'errivée au pouvoir de M. Fidel Castro en 1959, lee investissaurs américains sont obsédes par ce que John Gerassi eppelle la Grande Peur — c'est-à-dire le crainte de voir un mouvement révolutionnaire balayer l'Amériqua latine et abolir ainsi le système aéculaire qui permei aux firmes américaines de a'anrichir aux dépens du reste de l'hémisphère (1). Entre 1960 et 1970, la gouvernement américain a dépensé i milliard de dollars pour contrecarrer l'insurrection contre l'ordre établi, mele la - grande peur demeure. Dans son repport adressé eu président Nixon en 1969, M. Nelson Rockefeller lançait un avertissemant :

« La montée dens l'hémisphère occi-

dental de trustrations nées da la pauvretà et de l'Instablità policique poussa un nombre croissent de personnes é taire des Etats-Unie un bouc émissaire et é recherchar des eclutions marxietes à leurs problèmes socio-économiques. Pour l'instant, il n'y e qu'un Castro dans les vingl-six netions de l'hémisphère ; il pourrait blen y an avoir d'autres dans le tutur. Et un Castra sur le continent, soutanu militairement at économiquement par le monde communiste, représentereit una manace dea plus graves pour la aécurità de l'hémisphère occidental, et

Développement et ordre

I A nouvella stretégie américaine part du postulat selon lequel aucun progrès économique at social durable n'est possible dens un climat d'instabilité. Il exiele donc ca que l'ancian assistant du secrétaire d'Etat pour les effaires Interaméricaines, M. Cherles A. Meyer, appalle « un repport très élruit entre lea perspectives de réussite des rétormes ociales et économiques et du réalisaeociales et economiques et d. realisa-tion des objectifs du développement, at un nécessaire degré de sécurité at de etabilité intérieures « (5). La politique américaine cherche à préserver cet équilibre délicat en encourageant des ré-Jormes limitées dans le domeine du commerce et des investissements, tout en finançant les torces de l'ordre.

(7

TA. ner sou me Por viot dire tion fois

La politique américaine présuma de plus que, dans l'atmosphère instable da pays en vole de repide modernisation, les gouvernements démocratiques ne sont pes toujours capables da maintenir le dosage prescrit de développement et de etablille. Peu de natione latinoeméricaines, suggère M. Rocketeller, « sont dothes de systèmes aconomiques et sociaux sutilsammant évolués pour nourrir un système démocratique cohérent ». Pour un grand nombre de cas sociétés, par conséquent, « le problème

*Membre du North American Congress on Latin America (NACLA, Berkeley, Californie) et a associate fellow 2 de l'Institut Transmational (Amsterdam); auteur de War Without End: American Planning for the Next Vietnams (Knopf,

poseralt un problèma extrêmament dillicite à résoudre pour les Etats-Unie. « (2).

A une époque où la conflit Indochinois occupalt la première page des journaux, l'avertissament da M. Rockefellar n'aut guère de retenlissement dans l'opinion ses avia lurent reçus avec une attention coneidérabla au Pentagone et au quartiar général du commandement aud (Southcom), dans la zone du canal de . Panama, epécielisé dans la lutte antieubversive.

En accord avac les modifications impoeses é la stratégie politico-militaire américaine par la guerre du Vietnam (3), les plens stratégiques du Pentagone pour l'Amérique latine excluant une présence militaire américaine trop vielble. L'eccent est mie eu contraire sur une alde et des programmes de formation discrets et da teible coût destinés à rentorcer la pouvoir palitiqua des àlites militaires locales, et sur la capacité des torces indigénes é vaincre les mouvements de guérilla. Cette etratégie — coordonnée evec una renseignement politique — a été systé-mabquement appliquée par les autorités ment le aupport d'interventiona tutures dens d'autres natione du tiers-monde (4).

est moins celul de le démocratie ou de son absence que, tout simplement, celui de la manière de fonctionner dene l'ordre - (6). Dans certains pays, explique-t-il, les forces ermées se sont trouvées dans le nécessité de prendre le pouvoir afin d'assurer le maintien de l'ordre public, et les Etats-Unle devreient faire abstraction des « désaccords philosophiquee qu'ils peuvent avoir avec cermilitaires qui contrôlent aujourd'hul les deux tiers des pays de la région. Si nous eurmontione nos préjugés à l'égerd des dictatures militaires, ejoutait-il, noue découvririons qu' « un nouvaau type de militaire apparaît aur le devant de le scène (...), prêt à edepter sa tredition autoritaire eux objectits du progrès éco-nomiqua et social » (7).

C'est une notion que les sociologues américains ont été les premiers à avancer au début des années 60 : la structure disciplinée des armées modernes est un atout dans les peys sous-dévaloppés où des institutione civiles capables at efficaces sont lenies à se développer. « Cela est particulièrement vral, écrivalt le professeur Lucien Pye, de l'Institut . de technologie du Massachusetts (MIT), dans des paya qui doivent faire lece à une insurrection ou une subversion grave », où « il peut être vital que l'arméa preme en charga de nombreuses tonctions civiles at mêma agisse, dans certaines régions, en tant qu'organe prin-

L'aide des Etats-Unis aux forces armées

Par MICHAEL T. KLARE *

La thèse da Pve set devenue partie intégrante de la politique de défense des Etats-Unis dans l'hémisphère, al c'esi une des clés de voûte de la « doctrina - enseignée aux officiars latinoeméricains dans les écoles militaires des Etats-Unis et de la zone du canal.

La principal organieme par l'intermédieire duquel le Pentagone décide de l'armemant de l'organisation et de la doctrins etratégique de l'establis militaire latino-eméricain est le Pro-gramme d'assistance militaire (MAP). Les origines de ca programme, selon le protesseur Edwin Lieuwen, de l'université du Nouveau-Mexique, « remontent à le seconde guerre mondiale, quend Washington commença à créer des misalone militaires pour combattre le menece de aubversion (asciste et nazie - (S). En application du prêt-bail (1940), les armées latino-américaines recurent des armes et de l'équipament en échenge du libre accès pour les Etats-Unis aux matières premières stratégiques da la région et du droit d'utilleer certaines bases aériennes et nevales.

Suspendue dans l'Immédiat après-guarre, l'aide militaire é l'Amériqua latine reprend de plus belle, avec l'intencification de le « guerre traide «. En application de la loi da sécurité muivelle de 1951, des tonds turent débloqués pour le modernisation des armées latinoamèricaines dans l'Intérêt de la « défense da l'hémlaphère « contre toute attaque extériaure (c'est-à-dire soviétique). En 1959, par exemple, l'essistant au secré-

Ventes d'armes en progression

'AIDE du MAP à l'Amérique letina atteint un sommet en 1968, avec 73 millions de dollers. Elle n'a cessé de décrottre depuie, le Congrès ayant commencé à être sensible d'abord à la montée de l'opposition à la guerre du Vietnam, aneuite à l'inquiétude tace aux problèmes économiques naboneux. Il en est résutié une baisse de l'influence du Pentagone euprès des chefs militalres de l'hémisphère, et les febricants vendre dans la région des chasseurs à réaction modernes ainsi que d'eutres armes. Pour regagner une partie du terrain perdu, le Pentsgone a mene une vigoureuse campagne en faveur de l'augmentation des venies d'ermes américaines en Amérique letine.

Les ventes d'armes, tout comme les crédits d'aide militaire, sont conçues comma un importani instrument de pression sur les années du tiers-monde ; su lur et à mesure qu'une nation ecquiert un armement sophistiqué, elle eccrost sa dépendance en ce qui concerne la formation des cadres, la fourniture de plèces de rechange, l'assistance lech-

taire à la défense, M. Cherles H. Shuff, décignait devant une sous-commission du Congrès que « le menace la plus tengibla è la sécurité de l'hémisphére est l'ectivité sous-marine dans la mer des Caraïbes et le long des côtes de l'Amérique latine « (10).

Cependant, après le victoire de la guérilla é Cuba, la « révolution « devint la préoccupation principala des stretèges eméricains. Lorsque le président Ken-nedy entra en fonctions en 1961, la justification de l'assistance changes repl-dament : « La base da l'aide militaire à l'Amérique letine passa brutalement de la défense de l'hémisphère à la cécurité intérieure, da la protection des côtes et da la guerre anti-sous-merine à la lutte contre les guérilles communistes de type Castro «, écrit Lleuwen (11).

Des tonde destinés à l'entraînement at é l'équipement contre-insurrectionnels furent pour la première tois mis é le disposition des armées latino-américeines en 1963 at en 1967, les trois quarts de toue les subsides accordés par le MAP étaient consacrés é des programmes da sécurité intérieure. Cetie nés-là, le secrétaire à le défense, M. Robert S. McNamara, déclara devant la Congrès que « l'objectit numéro un du Pentagona en Amérique latine est d'alder, là où cale est nécessaire, au développement continu de forces militaires rer, en lleison avec le police et lea autres forces da sécurité, la sécurità Intérieure nécessaire « (12). Depuis, ces priorités continuent da déterminer les programmes du MAP.

de tournir. Les ventes d'armes sont aussi un aspect Important des efforts des Etats-Unis pour a'assurer le loyauté et le eoutien des élites militaires d'Amérique letine - dont de nombreux membres cherchent é acquérir les chasseurs modernes et autres armes qui symbolisent à laurs yeux la richesse et la puissance nebonales (13).

Dens ses efforts. l'administration de Washington a dû affronter un groupe de parlementaires qui, efin de découregar les dépenses militaires excessives des pays sous-développés, ont Imposé des restrictions sévères aux ventes d'armes à l'Amériqua letine. En application du peragrapha 4 de le loi sur les ventes militaires à l'étranger, le Pentagone se voit interdire de financer la vente de « systèmes periectionnés d'ermement » à la plupart des pays du tiers-monde, tandis quo la paragraphe 33 limite le total des formes d'alde militaire à l'Amérique latine (è l'exception de la formation) à 100 millions da dollars par an (ces deux restrictions pauvant étra levées si le président décide que le sécurité nationala des Etats-Unis est

L'administration républicaine a mené une vigoureuse campagne pour laire ennuier ces restrictions. Concédant que les eénataurs étaient avant tout motivés par la désir d'empêcher une couleuse course aux armements dans le tiersmonde, l'assistant eu secrétaire d'Etal Meyer soulignait la futilité de ce genre de restrictione en mattani en avani les achats massifs d'armes eurapéennes par les pays d'Amérique latine : « Le conséquence è long terme de nos restrictions paternalistes, et même condescendantes, sera l'acquisition d'articles encore plue coûteux, entreinant des coûts d'antratien plus èlevés, et détournant des ressources financières plus considérables des be-

En dépit de ces manœuvres, le Congrès s'est jusqu'à présent refusé é revenir sur sa politiqua en metiere de ventes d'armes. En décembre 1974, aucune des restrictions essentielles mises aux ventes an direction da l'Amérique latine n'avait àté levée, bien qu'on a'attende é une certaina libéralisation des conditions de crédit et du platonnement des exportations. En ettendent, le gouvernement a adopté des mesures previsoires qui permettent un eccreissement des ventes d'armes dans l'hamiephère. Le 10 mai 1971, la présidant Nixon Informait le Congrés qu'il jouerait - aux termes du paragrephe 33 c) de le

(1) Cf. John Gerssei. The Great Fear Latin America, Macmillan, New-York, 963.
(2) Nelson A. Rockefeller.

Quality of life in the Americas

Department

State Bulletin, 8 décembre 1969. . 507. (3) Cf. « La stratégie militaire après Victorm », le Monde diplomatique,

(3) Cf. c La stratégie militaire après le Victeam », le Monde diplomatique, mars 1974.

(4) Cf. Latin America d'Empire Report du NACLA, janvier et octobre 1973, et juillet-août 1974.

(5) Charles A, Meyer, c U.S. Military Assistance Policy Toward Latin America ». Department of State Bulletin, 4 août 1969, p. 101.

(6) Rockefeller, op, eit., p. 515.

17) Ibid., pp. 502, 515.

(8) Lucian W. Fye: Military Development in the New Countries. Centre d'études internationales du MiT, polycopié, 1962, p. 31.

(9) Edward Lieuwen : c The Latin American Military », audience de la commission des affaires étrangères du Sénat sur l'Examen de l'Alliance pour le Progrès. Congrès des Etais-Unis, Covernment Frinting Office, Washington, D.C., 1969, p. 113.

(10) Audience de la commission budgétaire de la Chambre des représentants sur les Crédits pour la sécurité mutuelle pour 1960, 86° Congrès des Etais-Unis, le session, 1959, p. 738.

(11) Lieuwen, op, cit., p. 115.

(12) Audience de la Chambre des représentants sur les Crédits pour la Chambre des représentants eur la Loi sur l'aide étrangère de 1967, 90° Coogrès des Etais-Unis, le session, 1957, p. 117.

(13) Pour plus de détails, voir : Le Commerce des armes avec le tiers-monde, Institut International de Recherches pour la Paix de Stockholm (SIPRI, Stockholm, 1971), et Michael T. Klare : « The Pentagon Bleeds the Third World » dans The Progressive, jinn 1974, pp. 21-35.

(14) Meyer, op, ctt., p. 102.

HOMRIE

BOLIVIE

Les profondes divisions d'une armée de mercenaires

Par JAIME PAZ ZAMORA

OUS voulions une potrie grande pour tous... mais nous ovons été trohis », s'écrie le jeuge lieutenant au moment de doager l'ordre de se replier à la troupa qoi, quelques heures apparavant, s'était empo-rée da polais présidentiel et des outres édifices publics situés sur la place Marilla, centre historique de La Poz. La scène se passe le matin du 5 juin 1974. Le militaire apportient aa groupe des officiers qui, sous lo directian de « l'état-mojor central des jeunes afficiers » (Estado Mayor Central de la Oficialidod Jovea), se sont souleyés contre la gouvernament Bonzer. Son programme reflète les aspirations du secteur de gouche des forces armées : démission du président Banzer, démission du bout-comndement, democratisation du pays par lo voie électorale.

51 finalement le général Banzer sort victo-rieux de cet offrontement, c'est quand même la première fois depuis 1971, date de sa vanue ou pouvoir, qu'an secteor des forces ormées met en question son régime, avec déploisment de traupes et de tanks. Démonstration claire de la profonde division qui existe à tous les niveaux de l'institution militaire.

Pour comprendre ce processus de désagrégation. Il faut remonter nuz événements du 9 avril 1952. A cetto date, la vieille armés professioonelle est chassée du pouvoir par nne nsurrection popolaire armée qui le danne au Moayemont notionaliste révolutionnairo (M.N.R.). La Bolivie se transforme en un pays de miliciens. Trois ans plus tard, les milices ouvrières et poysannes comptent encore soixante-dix mille bommes en armes. Des anciens officiers, il ae reste que quelques groupes réduits qui, couverts par le porti ou pouvoir, constituent sa « cellule militaire ». C'est à partir de cette cellule militoire, olliée o la direction de M.N.R., que se reconstituent presque subrepticement les octuelles forces armées boliviennes. De leur côté, les États-Uois font dépendre leur collaboration financière de le réorgenisation prioritaire des forces ormées.

C'est pour eux le seel moyen efficace de freiner le développement menogant du mouvement populoire et de restanter un statu que foveroble à leors intérêts.

En juillet 1953, le décret qui rétablit l'or-mée professionnelle et décide da la récoverture du collège militaire est promulgué. En tant que « représentant ormé » des classes qui porticipant ou processus révolutionnaire, il se compose de la mooière suivante : 50 % d'éléments opportenant à la classe moyenne, 30 % à la classe ouvrière, 20 % on mondo poysan...

Edifier un Etat néo-colonial

M Al5 la véritable réorganisation n'a lieu qu'à partir de 1956 avec la présence de la « mission militaire nord-américaine ». Les Etats-Unis ont pour objectif la construction d'une force armée merceaaire capoble de devenir la base, l'axe de pouvoir d'aa Etat néo-cologial moderne. La nouvelle ormée se néo-cologial moderne. La nouvelle ormée se conforme oinsi à la stratégie de la c défanse continentale » à l'intérieur du schéma des « frontières idéologiques ». Les programmes da « guerra ontisubversive » et d' « oction civique » constituent la base de l'entrainement et conditionnent la fourniture du matériel militaire et la distribution géographique des anités. A portir de 1962, les élèves sortis du collège militaire sont entrolais dons la zone du conol de Panema. Les programmes d' « oc-tion civique » seront l'instrument adéquat pour lo pénétration de l'armée et de ses conseillers dans les campagnes. Sur cette base et s'oppuyant sur lo a cellule militaire » du M.N.R., le général Barrientos est condidat à la vice-présidence de la Répablique, aux côtés du président Paz Estenssoro. Les forces ormées soot dooc déjà prêtes paar joaer leur propre râle politique, en font que porti arraé installé dons l'oppareil de l'État. La compagne électo-rale est dirigée à partir de la Caserne centrale suivant les directives du colonel Fox, attaché militaire nord-américoin. Les garnisons militaires deviencent des secrétariats électoraux. Devana vice-président, le général Borrientos renversero le président Paz Estanssoro le 4 novembre 1964.

Sur les quotre gouvernements militaires qui yont se succèder, ceux de Borrientos et de Banzer se distinguent por la similitude da lears objectifs et de lenrs méthodes, à quelques

détails près. Lors de la montée au pouvoir de Banzer en 1971, la Intte de classes est devenue particulièrement olgue et le régime militoire brésilien est en mesure d'imposer concrète-ment une politique hégémogique à l'échelle du contioent. Les deux régimes ont donc pour objectif da réprimer le mouvement popoloire et de favoriser le développement d'une nou-velle bourgeoisle on service des intérêts de l'impérialisme. Ils yeulent édifier un État néocolonial soutena par une ormée de mercenoires. Leurs méthodes politiques : lo répression sous toutes ses formes. Leurs conseillers et leurs pourvoyeurs de fonds : les Etats-Unis d'Amé-

L'essence merceooire du régime et le monière dont il exerce le pouvoir explignent les contradictions à l'intérieur de l'armée bolivienne. Aux officiers qui occeptent pleinement catte situation s'opposent porfois des graupes presque taojoars minoritaires qui, conscients de lo nécessité d'on chongement profoad, tentent de récupérer l'institution ormée pour le bénéfice de la nation tout entière. En autre, foce à ceux qui coatrôlent directement pauvoir et disposent de ce fait de l'argent de l'Etat, des crédits, do trafic d'influences et des « pourboires » des entreprises étrangères, d'outres officiers aspirant également à profiter de ces « circuits d'obondanca ». Ainsi, chaque secteur de la bourgecisie dépendante en forsecteur de la bourgeoisse dépendante en ror-mation possède ses propres « hommes de confionce » à l'intérieur da « parti politique en nniforme ». Autres facteurs de discorde : l'écart de générations qui sépare les « vieux casques d'ocier » de l'oncienne ormée, oujour-d'hui colonele et générature et les iesques offic Casques a ocier » de l'onceenne ormee, oujour-d'hui colonels et généraux, et les jeunes offi-ciers formés depois 1952. Il ne s'ogit pos seulement de différences de meatalité ou de capacité professionnelle, mais aassi et surtout de salaires et de possibilités finoncières...

BIBLIOGRAPHIE

 Alfonso Camacho Pena : Les militaires dans la politique bolivienne, dans Fuerzas Armedas, Poder de Cambio (œuvre collective), Tiempo Nuevo, Caracas, 1971.

● Guillermo Bedregal : Los militares en Bolivia. Edit. Juventud, La Par. juillet 1971.

Paz Estenssoro Victor: Mensaje del Presidente de la Republica al H. Con-gresso Macional, Edit. Burillo, La Paz,

• United States Army : Area Hand-book for Bolivia. The American University Press, Washington D.C., 1963.

Les gouveroements des généraux Oyondo (septembre 1969-octobre 1970) et Torres (octobre 1970-coût 1971) représentent, en revonche, le convergence des secteurs patriotes des forces ormées et de mouvement populoire qui défendent un programme nationaliste et démocratique. Le général Torres, qui se situe à la gouche d'Ovando, s'empare da pouvair ou moment an celui-ci est pratiquement ren-verse por une droite au Bonzor exerce déjà

Les jeunes officiers n'ont pas renoncé

T E mouvement des jeuces officiers opparoît Lau grond jour, lars du coup d'Etat monque du 5 juillet 1974. Il s'agit d'afficiers diplâmés depuis 1952 dant les chefs sont lieutenantscolonels oo commandants. Parmi eux, Rooul Lopez Leitori et Gari Prado Salmoa, qui joaissent d'une granda répatation dans l'ormée. Lopez est lié à certains secteors paysaas por le biois des programmes mis au point por les forces armées dous les campagnes. Quont à lai, Prodo est maudialement conan pour ovoir foit prisonnier « Che » Guavarro, et l'avoir romis immédiatement aux instances supérieures de l'armée.

Bien que bétérogène, ce mouvement défend des positions qu'on peut quolifier généralement de progressistes, et orientées à gooche, à l'intérieur de l'institution militaire. Il s'élève caatre le caroctère mercenoire de l'armée, le corruption du hout commondement et de le présidence, et la monaca qui pèse sur l'inté-grité territoriale du pays. Il se déclare en faveur des libertés démocratiques, da dévefaveur des libertes democratiques, da deve-loppement industriel et de l'indépendance économique et politique de la Bolivie. S'il emane bien de la nouvelle génération, il n'est toutefois pas représentatif de tous les jounes afficiers. Cependont, à plus ou moins brève échéance, il cherchero sons doute à Imposer

Jusqu'à maintenant, le général Banzer n'o pas seulement réprimé brutalement le peaple, mais il o réussi à couper cont de manière efficace à toute tentative de subversion ou sein des forces ormées. Les différents secteurs militaires qui lai sont opposés, en porticolier celui da mouvement des jeunes afficiers, sont désormais convaiacus que les soalèvements dits d'« intimidation » on de a pression » sont condomnés o l'échec et que seule nne opposition violente à l'intérienr des forces ormées viendre à bout do régime Banzer. Pour être victorieux, l'affrontement doit trouver an appui immédiat na sein du moavement papo-loire : le souvenir du 9 avril 1952 honte à nouveoa les casernes...

the "democratie" fortement militarisee

Statement as the same of the same treatment of the same treatment

See the control of th

Section 200 (Section 200)

Course for a serie of the series of the seri

The Country of the Co Company of the second of the s

Series 12 24

Applied (I), just an analysis and an analysis

The second secon

Manager of the control of the contro

Best for the second sec

medicate blanches from the second second

20,800,000

and the second s

loi sur les ventes militaires à l'étrangor — do son pouvoir do lever lo platond da 100 millions do dollars imposé aux transferts d'armes vers l'Amériqua lotina, en arguant qua des ventes accrues étalent vitales pour la sécurité nationale. Deux moia plus tard, le 5 Juin, la président annonça qu'il invoquerait é nouveau la sécurité natio-nale pour autoriser la vante de chassaure supersoniques F-5E à l'Argentins, au Brésil, au Chill, é la Colombio ct au

Graco à l'assoupliesament des conditions da crédit et é une grando cam-pagne promotionnalle américaine, les gouvernements d'Amériquo latine cont en train d'affectuar des achate records de matérial militaire américain. Le total des ventes d'armes à l'Amérique latine est passé de 114 millions de dollars pendani l'année fiscale 1970-1971 à 228 millione da dollars pendant l'année fiscalo 1972-1973, et l'on s'attend é des ventes beaucoup plus considérebles

La formation des experts

E principal Instrument da la politique des Etats-Unis en Amérique labre, eprès la fourniture d'armes et da metériel, est la programma da lormation militaire. Ces dernières années, les deux tiers sinon plus des dépenses du MAP ont été consacrés é ce domaine. La formation est oussi la principale activité au jour la jour des officiers américains

gouvernements ont entrepris da moderniser leurs forces sériennes. Les principales commandes en ce domaine sont, d'après des sources industrielles (15) : — Celles du Brésil, qui achètera trento-eix chasseure Northrop F-5E « Tigar » et etx aviono d'entralnement F-5B, pour un total estimé é 100 millions de dollars ;

- Celles du Chill, qui a commandé dix-huit F-5E at esize avions d'attaque rapprochés (lutte antiquérilla) Cessna A-37, sux termes d'un contrat de 72 mil-ilons da dollars ;

- Celles du Pérou, qui a récemment commandé vingt-quatre A-87 et a'est montre intérassé par l'acquisition de vingt-quatre F-5E (la gouvernement américain doit encore approuver la contrat

concernant les F-5E); - L'Equateur et lo Venezuala, qui disposent de revenus pétroliers, envisagent tous deux l'achet d'un nombre important

versés dans les groupes de conseil et d'assistance militaire (MAAG) et dans les missions militaires.

Les Etats-Unis ont mis en train trois programmes da formation destinés au personnel militaire latino-américain: 1) la formation « sur place », assurée par les MAAG et des « équipes mobiles de for-mallon »; 2) la formation technique, à

l'Ecola militaire des Amériques (USARSA) et dano d'autres écoles militaires situées dans la zono du canal de Paname ; 3) lo formation supérisure dans das écoles militaires spécialisées eux Etats-Unis. Da 1860 à 1872, le département de la défense e assuré le formation de soixante et un milia trente-daux officiare et soidate latino-américains, aux Etats-Unis at à Ponama (parmi eux, sapt milla cinq cent solxante-dix-huit Brésillens, ilens et cinq millo sept cent quatre-vingt-cinq Péruvians (16) qui « sont les tuture dirigeants », celon l'expression da l'ancien secrétaire à la défense, M. Ro-

Comme on peut a'y attendre, lo contenu da ces programmes do tormation insiste sur la double préoccupation américaino du développement at da la sàcuritá interna (cours en « développe-ment intérieur et action civique », contre-insurrection », « contre-insurrection urbaina », at « opérations da sécurité intériaure » (16). Une talle formation « représenta un investissament particu-lièremant productif », d'après l'amiral Ray Peet, directeur du MAP, car elle « rentorce les reletions amicales avec les militaires da paya alliés ou amis, et suscite le sentiment d'une tinalité com-muna, os qui donne aux Etata-Unis une position d'intuence » (19). Cet investissoment est tenu pour particulièrement remarqueble en Amérique latine, où on ne compla pes moins da cent ecixantedix diplômés de l'USARSA parmi les chefs da couvernement, miniatres, génédirecteurs des services d'esplonnege.

L'influence des Etais-Unis s'exarce en outre par l'intermédiaira des MAAG at sions militaires qui opèrent dans dix-sept nations d'Amériqua latino. Ces groupes, qui comprennant da cinq à quatre-vingt-dix hommes, sont respond'équipement at de lormation du MAP. des négociations concernant les ventes d'armes, et da la propagation da la poll-tique at da la doctrina militaira oméricaine. Compte tenu da la diminution des subsides du MAP, de nombreuses équipes MAAG ont étà converiles en représentants da commerce des fabricents d'armes américaina qui charchent à faire des offaires dans la région. Dana plusiaurs pays, la parsonnal des MAAG travalla sussi en étrolta colletoration ovec des officiers aupériaurs à la conception et à l'exécution d'opérations anti-insurrectionnelles; et dans certains cas — comme au Chill récemmant — lla aldent les chela militaires locaux é prèparer la renversement de gouvernaments

Pandant plus da trenla ans, les Etats-Unia ont été la puissanca hégémonique an Amérique latine et la doctrine militaire oméricaina a dominé les plana stratégiques conçus par la plupart des armées do l'hémlaphère. La altuation mondiale ayant évolué, Washington a les atteindre. En dépit da cette aouplesse, les dirigeants militaires latinotoyena à une indépendance plus granda, tant dana le domaine économique que diplometiqua; et, dans divers pays, les forces armées cont devenues un des principaux porte-parola du nationelisma. C'est pourquol les Etats-Unie euront da plus on plus da dilficultés é dominar les establishments » militaires de la région ; même dana certains des régimes les plus autoritaires ot les plus anticommunistes, on volt apparaître une résistance grandissante à l'hégémonio

MICHAEL T. KLARE.

(15) Cecil Brawnlow: « Latin American Martet to Graw » dans Ariation Week and Space Technology, 25 acvembre 1974, pp. 18-17.

(16) Données sur l'aids militaire et les zentes militaires à l'étranger. Département de la défense (Washington, D.C. 1973), p. 13.

(17) Audience de la commission budgétaire de la Chambre des représentants sur les Crédits concernant les opérations à l'étranger pour 1963, 2° Congrès des Etats-Unis. 2° session, 1963, première partie, p. 359.

(18) « USARSA Catalog » dans le Latin America à Empires Report du NACLA, mars 1974, pp. 28-27.

(19) Audience de la commission budgétaire du Sécat sur les Crédits pour l'aide étrangère pour 1974, 93° Congrès des Etats-Unis, 1° se est on, 1973, deuxième partie, pp. 1131-2.

Au Chili comme en Uruguay cinquante ans de coopération avec la bourgeoisie

Les mythes de l'"apolitisme" et du "progressisme"

Sur un continent où le putsch militaire est la manière la plus courante de changer de régime, voire de gouvernement, le Chili et l'Uruguay constituaient, jusqu'en l'Origuay constituaient, jusqu'en 1973, d'honorables exceptions : dopuis 1880, des régimes constitutionnels s'y étaient succédé sans interruption. Seules entorses à cette tradition, les dictatures de Gabriel Terra (1933-1934) et d'Alfredo Baldomír (1941) en Uruguay, qui s'appuyèrent non sur l'armée mais sur la police, et même, dans le cas de la première, sur le corps des pompiers i sur le corps des pompiers i

On en conclut un peu vite qu'au Chili comme en Uruguay les mili-taires étaient dans leur majorité « professionnels », « légalistes » et « apolitiques ». C'était lier la notion de politisation de l'armée à celle de coup d'Etat; une armée qui ne fai-sait pas de coup d'Etat n'était pas politisée. Plus fondamentalement, cela revenait à faire de l'armée une sorte d'institution « neutre », en dehors de la lutte des classes. Pers-pective qui reste, encore aujourd'hui,

celle d'un observateur aussi averti que Joan Garcès, conseiller person-nel du président Allende, lorsqu'il écrit après le coup d'Etat du 11 sep-tembre 1973 : « C'est l'existence de forces armées professionnelles par conviction et pratiquant la démocra-tie qui rendit possible le début d'une expérience révolutionnaire et sa poursuite dur ant deux ans et denti (1). »

De telles affirmations semblent au premier abord vérifiées si l'on com-pare les armées chillenne ou urupare les armées chilienne ou uruguayenne à d'autres armées du
continent qui sont divisées en différents secteurs dont chacun appuie
une fraction de la bourgeoisie : par
exemple la marine, l'oligarchie terrienne ; les blindés, la bourgeoisie
industrielle, etc. Mais l'armée peut
jouer, d'une autre manière, un rôte
politique tout aussi fondamental :
ceiul d'arbitre entre les différentes
fractions de la classe dominante.
On peut même affirmer, dans un cas
comme ceiul du Chili, que l'armée
est d'autant plus politisée qu'elle n'a Por ALAIN LABROUSSE

pas besoin de recourir à la force pour imposer son arbitrage aux différents secteurs de la bourgeoisie qui se disputent le pouvoir.

L'apolitisme de l'armée chilienno a pris les dimensions d'un véritable mythe, faisant fi des enseignements apportés par cinquante ans d'his-

Au Chili, le secteur minier — nitrate, puis enivre à partir du début du dix-neuvième siècle — était pro-priété exclusive de compagnies étraugères. Une grande partie du revenu des exportations de métal était

Interventions "légales"

L'A bourgeoisle industrielle nais-sante et les classes moyennes aspiraient à gérer le Chill de façon « progressiste », en fonction des intérêts bien compris de l'ensemble de la bourgeoisle : mais elles res-taient impuissantes à s'emparer de

transférée à l'extérieur, mais ce qu'il en rectait revenait à l'Etat sous forme de droits de douane, d'impôts, etc. Des ressources étaient donc disponibles pour des investissements dans des travaux d'infrastructure, dans des travaux d'infrastructure, dans les services, et même dans le lancement d'entreprises industrielles. Mais encore fallait-il que le pouvoir politique soit contrôlé par une classe capitaliste « moderne », dynamique. Or, comme dans le reste de l'Amérique latine, le pouvoir politique était détenu depuis l'indépendance par l'oligarchie terrienne, classe conservatrice et rétrograde mais qui restalt la plus puissante du point de vue économique.

l'appareil d'Etat. C'est alors que l'Intervention de l'armée se révéla décisive.
L'un des candidats aux élections présidentielles de 1920, Arturo Alessandri, se réclamait d'un programme populiste visant à donner un rôle

plus important aux secteurs dynapius important aux secteurs dyna-miques de l'économie et à résorber certaines tensions sociales. L'armée de terre, à l'intérieur de laquello l'influence des classes moyennes n'avait cessé de grandir, garantit la régularité des élections et permit à Arturo Alessandri d'accèder à la présidence.

Ce dernier ne tarda pas à entrer en conflit avec l'oligarchie terrienne. Le Congrès, où les représentants de ce secteur restaient largement majuritaires, refusait de voter les lois sociales proposées par le nouveau président. Mais le 4 septembre 1924, la présence muette d'un groupe de jeunes officiers en uniforme dans les tribunes du Congrès suffit à inciter les parlementaires à voter en quelques heures dix-huit projets de loi en souffrance depuis plusieurs mois. (Lire la suite page 14.)

(1) El estado y los problemas tacticos en el gobierno de Allende, Siglo XXI. page 23. (2) Alain Jozo: Las Fuerras Armadas en el sistema político de Chili, Santiago, 1970.

COLOMBIE

Une "démocratie" fortement militarisée

Par CECILIA CADENA

 ⟨⟨ J en main ot avec lo bras des forces armées pour la faire respector » déclaroit l'octuel président de la Colombie, M. Lapez Michelsen, au cours de sa compogne électorale. Dans un poys oó l'état do siège o été presque permanent depuis 1948, où chaque gouvernement concède des pouvoirs extraconstitutionnels oux farces ormées, l'opplication littérole du cet engagement mettroit en dauger les assises du système. C'est d'oilleurs l'existence d'uu Etat très militariste et répressif qui permet porodevalement à la Colambie de rester cette exception en Amérique latine ; uno démocratie qui fonctioune formellement.

Classes parfois aux côtes de l'armée chilienne comme « civiliste et apolitique » por la science politique oméricaine, l'ormée colom-bienne est en foit « sortie des cosornes ». Le corps des officiers, traditionnellement conservateur et profondément anticommuniste, s'est toujours apposé à toute tentative réformiste.

Les militaires occupent des postes du res-ponsabilité dons l'odministration. Ils sont touponsante dons l'odministration. Ils sont tou-jours présents où gouvernement, ou moins en la personne da ministre de la défense. Ils siè-gent dans les conseils d'administration des entreprises, des universités, etc. Depois 1960, la découpage da pays en dix zones roilitaires donne aux brigadiers de chaque zone un pos-voir qui l'emporte sur celui des autorités civiles. En outre, l'opporeil judiciaira est possé pou à peu aux mains des forces urmées. Entre 1970 et 1973, la cour de justice militaire a condamné deux cent cinquoute-six civils ò mille cinq cent trois unnées de prison au cours de proces tout a fait irreguliers (ropports d' « Amnesty luter-

notianal »). La militarisation do la police (quatrième urme des forces ormées) et la portreipation du l'armée aa maintien de l'ordre so sont occentues conjointement. Depuis 1958, la répression et le contrôle des populations civiles sont devenus systématiques. Sous la Front national, selon la comité du solidarité aux prisoculurs politique onimé par l'écrivain Garcia Marquez, il y a en quatre mille neuf cout soixoute-cinq assessinats parmi les étudients, les ouvriers et les paysans. Le tribunal Russel, au cours d'une

récente session à Bruxelles, a entenda des dépositions de paysons de l'ANUC (Association nationale paysagne) et de représentants do Conseil régional des indigènes, sur la situation dout ils soot les victimes.

Persistance de la guérilla

CE qui caractérise peut-être le plus les forces ormées colombiennes, c'est qu'alles sont en opération depuis 1961. Aux prises ovec trois mouvements ormés, elles optent oujourd'hui peur uno n'poste mossive et coordonnée au niveaa de plusieurs régions militaires, soes réussir à remporter des víctoires réelles. La lutte armée, qui trouve des racines très profondes dans la paysauverie colombienna, ne peut pos ement s'étendre au point d'ébronler o elle seule tout le système, mais elle démorolise et ase les forces ormées et influence les outres formes de lutte populaire. L'importance des déploiements de forces militaires controste ovec lo faiblesse en offectifs et an mutériel des groupes guérilleros. La preroière opération moces eu 1964 pour l'extermination des zones d'autodéfensa — dites « républiques indépen-doutes » — o coûté 42 millions de dollors ! aeuf batoillons appuyés por de l'aviation out uncorcle et bombardé la régian de Marquétalia où vivaient quelques communautés pionuières paysannes armées iefluencées por le parti com-muniste. Plus récemment, dons une tenta-tive faite pour éliminer l'Armée de libération nationale (E.L.N.), dix-hait mille hommes ont été mobilisés pendant un mois dans une zone qui devait obriter ao plas quelque soixante-dix quérilleras. L'opération oboutit à aa échec. Mais la faiblesse des résultats n'est pas due des roisons militaires ; le génúral Herrera Calderoa, ancieu commandant du l'ormée de terre, reconnoissait dans une conférence de presse lo 10 octobre 1973 quo lo population civile « o oucun moment n'est venue dénoncer les üléments subversifs ».

entraînement et un équipement très perfec-tionnés, l'armée colombienne est unjourd'hui l'une des ples professionnelles du continent. Des missions militoires étrangères (brésilionau, israélienne, etc.) sont déjà venues s'informer du son expérience dans lo lutte onti-lesurrection-

La mission oméricaine inferormes, qui siège en permanence à Bogota, porticipe s'il la fant aux opérations militaires, décidu do l'entrainemeet des officiers (aux Etats-Uuis aa dans la zone du casol) et de l'ochat des armes. Pen-dont des onnées, elle s'est apposée à l'acquisi-tiou d'ormement sophistique et à l'approvision-aement hors des États-Unis. Ce n'est qu'en 1971 — blen oprès d'outres poys latino-américains — que la Colambie commande en France quatorze Mirage-V et quatre Mirage-III et en Allemagne deux sous-marins do 1.000 tonnes chacun.

Comrou dans toute l'Amérique latina surtant depuis le ropport Rockefoller de 1969 — l'effort oméricoln, par la biais de l'Agence pour le développement international (A.I.D.),

vise avant tout aa renforcement et à la modornisation de la politique militaire. L'en-trainement des officiers de police et le dispositif opérationnol de plus de quorante mille horames sur l'ensembla du territoire font l'obconstantes. Ainsi que l'iudiquait en 1970 M. Roy W. Driggers, chef de la mission omé-ricaine de sécurité publique, « lo police colombienne est un ban exemple dans le monière

Cette militarisation o des conséquences groves sur les finances. La dette publique otteint en 1974 le niveaa le plus élevé dans l'histoire du pays : 62,4 milliards de pesos. Le budgot da la défense durant la Front untional o été de l'ordre de 9 % da budget total, so ventilatiou échoppant à tout contrôle du légis-latif. Mais ce chiffre à lui seul ne permet pos de mesurer l'importance des dépenses militaires. L'aide américaine -- dont les crédits ont supplanté les dons de l'après-guerre --- et notamment le montant des uredits pour l'achot d'armement u'opporaissent pas ou budget de la défense : seul le service de ces emprunts est comptabilisé dans la masse da budget da la

dette publique. Enfin, les dépenses do la justice militaire et de la police sont classées sous anu rubrique

Malaise idéologique

et revendications matérielles

E spectre d'un conflit armé avec le Vene-xuela permet à la bourgeoisie de justifier en partie ces dépenses. Le litige qui appose les deux pays à propos de la limitation des uoux territoriales dans la golfe da Venezuala, où du pétrola o été découvert, risque de so prolonger très langtemps. L'institution militoire, pour préserver son uaité et so refaire une image de « garante de l'intégrité da territoire » o'o nul intérêt o voir oboutir la uégociation que les présidents Lopez Michulsen et C. Andres Perez ont omorces oo cours de laur rencontre

L'unité idéologique du haut commandement n'est pos nao plus à toute éprouve. Sans qu'an puisse parler d'unu quelconque « ligne péru-vienne », certains militaires s'expriment dens on langage nationaliste et « tiers-mondiste ». Notamment le général Landazabol, qui porle do la nécessité do recherchor un censensus social et da diriger l'effort du peuplo vers la conservation de la sécurité nationale. L'article ga'il o signá récemment dons la « Revue des Forces ormées » so termine sor un alogu de Sun Yat Sen. Cette orientation rencontre-t-elle un echo important oo seiu des forces arroées et oo dehors d'elles? C'est la questiou que tout lu monde se pose. Mais l'opporition d'une tendance notionaliste, s'ojoutant au mécontentement des sous-officiers et des soldets, risque de précipiter une solution militaire venaut du

secteur la plus dur de l'armée. Car c'est lui qui reste majoritairo. Il est

lana, chef du département administratif de securité, qui o reçu en 1971 des pouvoirs judiciaires étendus lui permettant de menor ses propres enquêtes, do pratiquer la garde b vuo indéfinie, de détenir les témoins, etc. Il occepta dejo très mai certaines tentatives de libérali sotion du régime : le non-rétablissement de l'état de siège (levé corome d'hobitudo o la veille des élections d'ovnil 1974), l'offre présidontielle d'odmistio oux guérilleres (qui o d'oilleurs été repoussée por l'E.L.N. et l'ormée populaire de libération [E.L.P.]), le rétablissement des relations commerciales ayec Cuba.

Dés son entrée en fonctions, le président avait proclame l'état d'argence économique. Il doit foire foce à de véritables explosions de colère populaire contre les conditions de vio et en même temps oux revendications économiques des militaires. Des mauifestations ont eu lieo dons la plu-

port des régions pour protester potamment contre l'augmentation des prix des transports et du poin (100 %). Elles se sont soldées par plusieurs morts et des dizaines de blesses (six paysons ont été tués oinsi le 13 décembre à Poerto-Assis). Comme ses prédécesseurs, le president doit donc foire oppel a l'ormée pour rétablir l'ordre, mois il y o, cette fais, la risque do voir s'établir une solidarité entre lo population et la troupo, qui souffrent do lo même bousse. On voit, en effet, des soldats, des sous-afficiers et même des officiers subolternes revendiquer, et mume faire des déclarations publiques, pour obtenir anu omélioration des

Foce oux divisions du haut-coromandu railitaire, le président consorve son pouvoir de révocation, comme l'ant montré les úvénaraents de mai dernier. Dans aoo ombionca de rumeors de coup d'Etat, le président décidoit lo mise à lo retraitu d'office de deox chefs d'unités opórationnolles de la copitale, groupoot plus do quinze mille hommes. Le con dant un chof de l'ormée de terre, le gunéral Volencia Tovar, s'étont atonná publiquement du cette décisioo, il étoit alors limogé à son tour. Par ces deux souctions, la président Lapez trappoit deux arientations assez différentes : le général Puyana, du premier groupe, était considéré comme ultra-réactionnaire ot catha-lique intégriste ; le génural Volencia Toyar comme un « intellectuel » moderaiste.

Ce type de dénauement n'est pas uauveou un Colombie. Déjà, en 1965, le président Guillermo Leon Valencia se débarrassait de son propre ministre de la dófanse, le géaéral Ruiz Novaa, qui prenoit trap d'importance dans le gouvernement. Son successeur, Lleras Restrepo, exige, eu 1969, la démission du commandout des forces armées. Les civils poroissent tou-jours sortir gagnants de ces canflits larvés. En fait, il s'ogit toujours de teatotives de résqui-librage du l'Olliacce untre civils et militaires dans les moments de crise sociale grava au daas les phases da réactivation de la guérillo, tuntatives qui se soldent, en général, por un retour au stotu quo : las militoires respectent le coroctère civil da gouvernement, pouvu que les civils respecteat la caractère militaire du

(Suite de la page 13.)

Cette intervention a légale » de l'armée en vue de consolider le pou-voir de la bourgeoisie industrielle et des classes moyennes sur l'appareil d'Etat sera une constante de l'histoire chilienne. En outre, de nom-breuses tentatives de putsch, en général avortées, suffiraient à mon-trer que l'armée était loin d'être étrangère aux conflits politiques. A gauche, le soulèvement des quartiers-maîtres de la flotte en 1931 et l'éphémère e République socialiste » du général d'aviation Marmaduke Grove en 1932. A droite, outre la tentative de 1939, on peut citer le soulèvement des militaires du régi-ment de Tacna en 1969, et surtout le général Schneider et qui fut dirigé notamment par le général Viaux. L'histoire de l'Uruguay effre un certain nombre d'analogies avec celle du Chili. Les militaires y furent, entre 1876 et 1890, les artisans de

predominance du mode de produc-tion capitaliste. C'est encore l'armée, devenue un corps professionnel, qui, en 1904, écrasa la dernière révolte des propriétaires de l'intérieur, dirigée par Aparicio Saravia, et assura ainsi la suprématie politique de la bourgeoisie urbaine et des classes moyennes de Montevideo, représentées par un mouvement populiste, le hatilisme. Celui-ci se maintiendra à la tête de l'Etat durant les cin-quante années suivantes.

Tant que l'Uruguay resta « la Suisse de l'Amérique latine ». l'armée suisse de l'Amerique latine », l'armée n'avait aucune raison d'intervenir. En revanche, lorsque la crise profonde qui se manifeste à partir des années 1960 provoque une montée des luttes populaires, on modifie la Constitution afin de renforcer l'exécutif, et c'est un militaire, le général Constitution avi set élus en 1658. Oscar Gestido, qui est élu en 1966 président de la République. Il passe pour libéral; il sera néanmoins le premier chef d'Etat uruguayen à envoyer des stagiaires à l'école de police de Washington.

Un bras armé de la bourgeoisie

L ORSQUE la police et les carabi-uiers ne suffisent plus à contenir les manifestations de mecontente-ment populaire, la fonction des militaires est d'intervenir comme bras arme de la bourgeoisie.

l'unité nationale et imposèrent la

Malgré l'absence de guérilla rurale, le Chili vient au second rang derrière le Chili vient au second rang derrière le Brésil pour l'aide militaire reçue des États-Unis entre 1964 et 1968. D'après le nombre des militaires entrainés à Panama ou aux États-Unis, il figure encore au troisième rang derrière le Pérou et le Brésil. Les États-Unis, conscieots du polds et de la combativité de la classe ouvrière avaient donc placé depuis ouvrière, avaient donc placé depuis longtemps le Chili au centre de leurs préoccupations. En Urugusy, avant même l'apparition publique des Tu-pamaros en 1967, près de mille cinq cents officiers avaient suivi des cours anti-guérilla (3). Cependant, ce serait une erreur de croire que les militaires ainsi formés à l'idéo-logie impérialiste manifestent d'emblée leur bostilité aux réformes et qu'ils adoptent des positions puts-ehistes. Bien au contraire, la straté-gie impérialiste à partir des années 60 privilégie les gouvernements populistes civils — du type de la démocratie chrétienne chilienne — dans la mesure où ils permettent de sauvegarder aussi les intérêts de la bouvegoisie. blee leur bostilité aux reformes et la bourgeoisie.

Il s'agit alors pour les militaires de participer aux tâches du dévelopment et de la « mobilisation pement et de la de lorsque les gouvernements populistes échouent et risquent d'être débordés par les masses populaires que l'armée intervient par la violence. La division traditionnelle entre militaires « go-rilles » et militaires « progressistes » n'est plus guère de mise, car ce sont les mêmes qui ont été préparés à faire face aux deux termes de

l'alternative. La « trahison » de Pinochet au Chill ne suffit pas à expliquer que l'unité populaire ait été prise de surprise par un prisch de caractère fasciste. On pourrait, en effet, citer des dizalnes d'autres officiers qui passaient pour « légalistes » ou « progressistes » et qui y prirent une part active. Ainsi le bombardement le général Magliochetti, homme de

confiance du président Allende, qui contance du president Allende, qui l'avait uomme ministre des trans-ports dans son dernier gouvernement. Il avait été l'aide de camp de Fidel Castro durant sa visite an Chili et déclarait au cours d'une émission de télévision, quelques jours encore avant le putsch, que le premier mi-nistre cobain était un « révolutionnaire sincère ».
Les catégories telles que e demo-

Les catégories telles que e démo-crates », « fascistes », e traîtres », ne sont d'aucun secours pour expli-quer l'attitude de l'armée sous l'unité populaire. Il convient davantage de situer son évolution à la fois dans le processus de lutte des classes durant ces trois ans, et dans le cadre de la stratégie impérialiste.

Les militaires habituellement qua-liflés de « démocrates », comme les généraux Schneider et Prats, furent généraux Schneider et Prats, furent probablement à l'origine des anti-communistes qui pensaient que l'unité populaire — en dépit de ses proclamations révolutionnaires — ue représentait somme toute qu'un approfondissement de la tentative de la démocratie chrétienne pour résoudre la crise de structure de la société chilienne, à l'intérieur du système capitaliste. Après l'échec cuisant du parti d'Eduarde Fret, il fallait donner sa chance à une antre direction populiste qui présentait l'avantage de contrôler les secteurs populaires les mieux organisés et les plus combatifs. Ces militaires veil-lérent cependant à ce que l'expé-rience ne dépasse pas certaines limites.

limites.

C'est ainsi que Prats s'employa, après la grève paironale d'octobre 1973, à faire restituer à leurs propriétaires les entreprises occupées par leurs ouvriers, comme l'exigeait la démocratie chrétienne. De même, le général Bachelet, nommé à la même époque directeur des services de distribution solves sur masses de distribution, enleva aux masses la direction des juntes de distribu-tion et de contrôle des prix (JAP), pour les confler à des officiers de carabiniers.

Cependant, les civils et les militaires (ascistes, en faisant assassiner le général Schneider ou en s'atta-quant violemment au général Prats à la suite de son intervention contre 1973, rejetalent ces secteurs de l'armée dans le camp des modérés de l'unité populaire.

Les généraux Pinochet, Bonilla, Urbiña, et d'autres qui, comme Prats, furent longtemps des centristes proches de la démocratie chrétienne, appuyèrent le général en chef tant qu'ils estimerent que son action était la meilleure garantie contre le « pouvoir populaire », Lorsque la mobilisation des masses provoquée par l'offensive de la droite parut sur le point de déborder la direction de l'unité populaire et de rendre le processus de marche vers le socia-

La montée du pouvoir militaire en Uruguay

CE n'est que le 9 septembre 1971 C E n'est que le 9 septembre 1971
— trois jours après l'évasion de cent six Tupamaros, — que l'armée uruguayenne fut chargée d'assumer la direction de la lutte contre le mouvement de guérilla urbaine, conflée jusque-là aux forces de police. Les vingt mille soldats de l'armée uruguayenne, mal entraînés et mal équipés, n'étaient, jusqu'en 1971, qu'une force d'appoint; elle reçut cette année-là des fournitures et une aide considérables de la part des Etats-Unis. Dès les pretures et une aide considérables de la part des Etats-Unis. Dès les pre-miers mois de 1972, l'armée com-mence à pratiquer la torture sur une large échelle dans les casernes de l'intérieur do pays et participe à l'organisation des « Escadrons de la mort » qui s'attaquent sux militants de l'ensemble de la gauche. Le 14 avril 1972, les Tupamaros exécutent quatre membres de ces organisations paramilitaires d'extrè-me droite narmi lesquels un officier

me droite, parmi lesquels un officier de marine, Ernesto Motto. L'armée, qui n'attendait que ce prétexte, se lance dans une répression féroce: entre avril et septembre 1972, plus de dix mille personnes sont systéma-tiquement torturées. Cette nouvelle « Bataille d'Alger » lui permet de démanteler le Mouvement de libéra-tion nationale (M.L.N.).

tion nationale (M.I.N.).

Mais à peine ce résultat est-il obtenu que les militaires se fixent un deuxième objectif : le contrôle du povoir politique. Le personnel politique des classes dominantes s'était en effet montré complètement incapable de contenir non seulement la graphille mais auest le mouvement. pable de content non seulement la guérilla, mais aussi le mouvement syndical Inttant contre la détériora-tion du niveau de vie. Certains ont voulu voir dans cette politisation de l'armée le résultat de contacts avec les militants tupamaros emprisonnés dans les converses dons les déserdans les casernes, dont les idées nationalistes auraient « contaminé » les militaires. Thèse appuyée par le trève conclue entre les forces armées et le M.L.N. entre le 30 juin et le 23 juillet 1972.

Sur le plan personnel, de tels contacts ont effectivement pu jouer un rôle, mais ils s'intégraient dans un plan plus ambitieux: les infor-mations accumulées par les Tupa-maros sur les malversations et les scandales auxquels avait été mêtée la classe politique, et qu'ils livrèrent voloutairement à leurs geòliers, contribusient sur militaire le mouen fournissaient aux militaires le moyen de la déconsidérer. En même temps, la volonté de lutter contre la cor-ruption et de réaliser des réformes permettait de neutraliser les forces rassemblées dans le Front de la gauche.

C'est ainsi que, le 4 juillet 1972, cinq cent cinquante-neuf officiers décident de retuser le contrôle du pouvoir civil sur leurs tâches de DOUVOU répression et d'enquête contre les lisme irréversible, ils basculèrent dans le camp des putschistes. Il u'y a pas eu trahison de leur part, mais fidelité à une idéologie anticommu-niste qui leur était apparue, jusqu'a une certaine limite, compatible avec nne attitude « légaliste ». Si, contrairement aux putschistes

chiliens, c'est de manière progressive que les militaires uruguayens ont investl le pouvoir, les mêmes illu-sions à l'égard de secteurs e pro-gressistes » ou « légalistes » dans leurs rangs, entretenues par des milieux importants de la gauche, ont favorisé leurs menées.

politiciens vérsux. Le 27 octobre. Jorge Batile, un des leaders du parti au pouvoir, est arrêté. C'est la droite et le centre qui, ao Parlement, menent l'offensive contre la montée du pouvoir militaire. L'armée franchit un pas décisif

L'armée franchit un pas décisif lors du « coup blanc » du 9 février 1973 qui lui permettra de placer le président Bordaberry sous la tutelle d'un conseil militaire. Mais, parallèlement, dans deux communiqués qui portent les numéros 4 et 7, elle avance un plan de réformes : il s'agit de « moraliser » la vié publique, de e'attaquer à la corruption, de réduire les dépenses de l'Etat. Les articles les plus audacieux de ce plan prévoient : « Une redistribution de la terre en vue de rechercher la renterre en vue de rechercher la pro-duction maximale par hectare... de

Le cas Trabal

A LA lumière des événements des trois dernières années, on distingue trois courants au sein de l'armée uruguayenne : un secteur ayant choisi de soutenir le pouvoir civil réactionnaire (la marine et certains officiers de l'armée de terre dont le leader était le commandant en chef Chiappe Pose, ami personnel de l'ex-président Pacheco Areco); des partisans d'une dictature e dure » à la brésilienne, qui contrôlaient trois des quatre régions militaires placées respectivement sous la direc-tion du général Cristi et des frères Zubia (ce sont eux qui acculèrent Chiappe Pose à la démission en mai 1974) (4) ; enfin les militaires « péruviens », ou « progressistes », dont les plus connus sont les généraux Alva-rez et Vadora, et les colonels Trabal et Bolentini. Quolqu'ils alent eu un rôle important en 1973, les « progressistes » furent également mis en minorité : le colonel Trabal fut « exilé » à Paris, le colonel Bolentini écarté de son poste de ministre de l'intérieur, et le général Vadora envoyé aux Etats-Unis comme atta-ché militaire (il ne fut rappelé

che militaire (il ne fut rappele comme commandant en chef que lorsque Chiappe Pose fut limoge, mais sa marge de manœuvre fut alors des plus réduites).

On peut remarquer d'abord que les militaires qualifiés de « progressistes » sont en général ceux qui ont joue un rôle décisif dans la intre-contre les Turpenarre et le répresentations des la contre de la contre et le répresentation de la contre et le répresentation de la contre de contre les Tupamaros et la répres-sion du mouvement populaire. Le général Gregorio Alvarez fut le chef des forces conjointes de la police et de l'armée qui menèrent la brutale répression de 1972. Le colomel Bolentini, ministre de l'intérieur en 1973. eut pour fonction de démanteler les syndicats et de créer un syndicalisme d'Etat. C'est le colonel Trabal. à la l'armée (SIM), qui planifia la re-

manière à assurer sa propriété à ceux qui la travaillent n et d' e ac-croître la participation des ouvriers à la direction des entreprises ». Bien que le communiqué numéro 4 se terminat par une vigoureuse profession de foi anticommuniste il ression de foi anticommuniste, il u'en fallut pas plus pour que tout un secteur de la gauche, partis com-muniste, socialiste et démocrate chrétien, déclare cette intervention militaire « positios » et même e proEL W.

ک کا افغات موسانور پیشد نور برم

A CONTRACTOR OF THE CONTRACTOR

المنافع المستحد المستحد المستحد المستحد المستحد المستحدد المستحدد المستحدد المستحدد المستحدد المستحدد المستحدد

D seeding

and the second of the literature

ale er in er jeger seggett nigent

u Santer bie und mengente di

the last office and their

marchine and district

existence the property

وميتحد فرساه والبادي

- 446 - 456

la crea condide la Co

granda in poste d'am

an come and arriva

gressiste ». Durant la période suivante, la gauche favorisera objectivement le projet des militaires en concentrant projet des mintaires en concentrant ses attaques sur le président Bor-daberry et en réclamant sa démis-sion. L'armée peut alors passer à la dernière étape de son plan : dissolu-tion du Parlement et de la grande centrale syndicale C.N.T. Le mouvement populaire et démocratique entame, le 27 juin 1973, une greve entane, le 21 juin 1913, une greve générale qui se prolongera durant quinze jours. Le parti communiste, pour sa part, tente vainement de jouer sur les divisions au sein de

l'armée.
Malgré cet échec, ce parti n'a cesse
Malgré cet échec, ce parti n'a cesse Malgré cet échec, ce parti n'a cessè depuis de subordonner sa stratégie et celle de ses alliés à l'action d'un secteur e prograssiste » des forces armées. C'est ainsi que, lonsque le colonel Trabal fut exécuté fin 1974 à Paris, le parti communiste uruguayen publia un communiqué le qualifiant de « prestigieux militaire démocrate qui était appelé à jouer un rôle important dans l'avenir du pays ».

pression contre le Mouvement de libération nationale en utilisant des méthodes sophistiquées mises au point par les Etats-Unis. Le M.L.N. vaincu, les services du colonel Trabal continuèrent, en 1973, à appliquer les mêmes méthodes contre les sec-

teurs de la gauche légale.

Il est vrai que ce sont ces mêmes militaires qui prirent une part active an coup de février 1973 et inspirerent les fameux communiques 4 et 7. A diverses reprises, ils maintinent des contacts avec les secteurs de la gauche. Comment expliquer alors cette contradiction apparente? Leur fonction pourrait avoir été de désarfonction pourrait avoir été de désar-mer la gauche en entretenant des iliusions sur leur voionté de réforme. Cet objectif u'a certainement pas été absent de leur manœuvre en février, et surtout durant la grève de résis-tance de juin-juillet 1973, au cours de laquelle le ministre de l'intérieur Bolentini maintint des contacts étroits avec la direction de la C.N.T., tandis ou'Alvarez dirigeait la réprestandis qu'Alvarez dirigeait la réprestands qu'alvates dirigeat la repres-sion. Par la suite, ils publièrent un hebdomadaire, 9 février, auquel col-laborèrent des personnalités proches do parti communiste, et dont le

(3) Voir page 12 l'article de Michael T. Kiare. (4) Il semble qu'une fissure se soit (4) Il semble qu'une fissure se soit d'ailleurs produite à l'intérieur de ce bloc. Ells s'est révélée à l'occasion d'une nouvelle crise entre les forces armées et le président Bordaberry en mai 1975. Les frères Zuhis, se leraient ralliés à la thèse des Etats-Unis; qu'i souhaitent des élections avec prosuription des partis de gnuche, sous contrôle striet de l'armée comme au Brésil. Mais l'échésnice de 1976 est trop proche pour un tel projet. Le président Bordaberry, appuyé par le général Crist, s'efforcenit su contraire de saboter cette solution. L'ambassade des Etats-Unis, voulant maintain l'image d'un gouvernement « civil », se sersit cependant opposée à la destitution du

1 250

the frame to the first of

207 /Til.

Minister P. 1.24

Bedigney of the contract of the

in proposition of the same

est onego je tari i se sa se se

Persi file.

E Mus

Stated Code (disease of the control

The state of the latest

2 Sumiant ... 4 11 1

the minutes of the same of

Dog mer bine: .am.

Tallen Belle beiterber

The part of the second

100 to 100 to 17 97

Stellers and the state of

Bester für

the state of the s

The Best State of the State of

The institution of the instituti

men offer total

to be seen that the same of

Section 6 Section 6

The state of the s

State of Springer Spr

Marie Marie Harry

The talk of the state of the same of the s

Spart State of State

Alleria California

Dept. 1900 Miles of

the state of the state of

le le bim.en.

The state of the s

e u strikkûrê :

Oberes States

pp. Hall at 141 a.

Talk the bearing to be a second Total State of the Target and the same

To book to week at the com-

Manager of Least Control

Primary of the table of proget the

CUBA

10

ter son me Par vie dire tior

L'armée la plus nombreuse étroitement associée au pouvoir

Par JOSE GABRIEL BOST

janvier 1959 murqua définitivement la fin da l'armée traditionuelle cubaine (envirun trente millo hammes), instrument de l'oligarchie et des intérêts étrangors. La nocvelle armée, issue de la sierra, u menó una guerre de guérilla en même temps qu'una lutte sociale et politique. Un nouveau type de relation est ne entre les hummes et ceux qui les commandant. Les grades sont ubolis. A quelques très rares exceptions près, les militoires professionnels en sont ubsents. L'armée munie la piuche et le marteuu et s'intègre à l'économie du pays au lieu de la piller. En même temps, chaque Cubain, chaque Cubaine devient un soldat de la révalution avec la création des milices en mmi 1959.

'ENTREE de Fidel Castro à La Huvane en

Pendunt plusieurs unnées, l'appel aux masses sera constant. As momeat de Playa Giron en 1961 ; lurs de lu crise des fusées l'année saivante ; à chaque meunco de crise, le peuple cubain participe à lo défense de l'île. Cet état d'esprit « guerillera » dominera plusieurs aggées, même si peu à peu l'armée, trovers ses tàches tachniques, sociules, politiques, prend une place dominanta dens l'erganisation de la vie cabaine (elle devient le premier bâtisseur du pays, impose ses mêthodes dens l'agriculture) ea l'abseace de taute institution véritable.

Sur le plon internutional, plusieurs événements vont jouer aussi dans le sens d'une certaine « prafessioanalisation » de l'armée; l'hostilité active des Etats-Unis, la crise des fusées et le désaccord soviéto-cubain qui s'ensoivra, la répétition des invesions, la nécessité de ne pas faire appel à chaque iastant aux masses pour ne pas désorganiser l'écono-mie, anfin l'échec des guérilles en Amérique latine, qui colonine en 1967 avec lu mort de « Che n Guevara.

Priorité à la défense

«L A nécessité de posséder une puissante défense n'est pas un caprice de le révolution, c'est un besoin que nous impose l'ennemi impérieliste » (Raal Castro, auvembre 1974): catte orientation devient surtout mauifeste à portir des anaées 1968-1969 (visite du maréchal Gretchko, ministre de la (visite du maréchal Gretchko, ministre de lo défense soviétique), épaque à loquelle Cuba se rapprache ples que jumais de l'Unien sovié-tique, qui le fourpit d'uilleurs entièrement en mutériel militaire de toutes sortes, et au nombre de codres parteut étudier dans les ucodé

En 1975, selou les données fournies por l'Institute for Strategic Studies de Londres (1), les forces armées cubaines accopent le qua-trième rang en Amérique latine du point de vue de leur importance numérique, uprès le Brésil, l'Argentina et le Mexique. L'urmée règulière proprement dite sa carapose d'euviron cent vingt millo hammes, uuxquels il faut ujunter les forces paramilitaires orgunisées, environ deux cent vingt mille hommes. De ce fait, Cuba possède en réalité l'armée la plus nambreuse du coatineat.

Ces chiffres, résultat de colculs scrupuleux de l'Institut londauien, resteut cependuat du domuine de l'hypothèse. La Havane est en effet d'une grande discrétion, considérant toute information sur les forces ormées comme un secret d'Étot. Toutefois, curieusement, les très rares informations que l'ae peut abteair de source afficielle cobaine concordent avec celles fournies par Londres (certains abserva-teurs à Lo Havone se demandent si les chiffres auglais sont bien exacts au si Cuba ne trouve pas intérêt à valariser des informations erronées pour maintenir le secret).

Les sources occidentales dans la capitala cubaine font pour leur part one réserve : dopuis 1970, Cuba a entrepris une profoude rgaaisation de ses forces armées, ce qui dans la pratique se troduirait par une réduc-tion substantielle de ses effectifs (fin 1974, Fidel Castro, dans un discoars à l'issue des manœuvres militaires e Ayacuche 150 n, indiquait lui-même une rédoction de 40 % des forces armées — soit cent cinquante mille

hammes - depuis 1970, ce qui raraénerait à cant mille les effectifs servant daes l'armée régalière). Parallélement, l'armée aurait fortement développé et modernisé ses équipements et surtout so technique, ce qui forait de Caba, d'un point de vue qualitatif, la première puissauce militaire au sud da rio Grande.

Autre remorque importante, l'armée cubaine u un coractèra strictament défensif. Selon la lai qui régit le service militaire général, lu population masculine mobilisable (da dix-sept à cinquante uns) s'élève à deux millions six cent milla bammes. Ce chiffre est toutefols théorique, da fait qu'il faudrait en déduire la main-d'œuvre indispensable à la production. D'autre part, le nombre d'hommes en âge de foire lour service militaire actif (de trois ans entre dix-sept et vingt-huit ans) atteint près d'un raillion cent mille, ce qui reflète de mauière plus exacte la potentiel mabilisable en cas da conflit armé : ils peuvent être appolés u n'iraporte quel moment et remplacés ea même temps dens les tâches civiles par ane force de troyail égule provenant de lu réserve. Uue fois uccompli sou service militaire, chuque homme foit portia de la réserve en fant que simple soldat au sous-officier possédunt un certain degré de qualification (même s'il u'a pas uccompli son service militaire, puisque lu convocation aueuelle permet lu sélection et le sorsis paar les étediants et les travailleurs considérés comme ladispensables dans le civil, il peat, en tant que réserviste, être appelé à tout mument pour accomplir de brèves périodes d'Instruction militaire),

Si elles a'ant pas tatalement dispara, les qui groupoient tous ceux qui étaient prêts à se mettre en uniforme et à faurnir un pistolet (en plus du vieux fusil mauser un de la mi-traillette tchécoslovaque un peu plus moderne de 9 millimètres qu'on leur remettait pendant les heures de service), ont été complétement transformées et sout muintenant uppelées « unités de temps de guerre n. Ces unités sunt composées de citoyens et de citoyenues occupées à des tôches civiles normales, qui soivent chaque aanée an estrainement militoire leur permettant oa cas da conflit de former des détechements imraidiete sables.

A la réserve et aux e uaités de temps de guerre » (uu estime ù cent soixante-dix mille hammes le nombre des réservistes, dant dix-sept milla officiers) s'ajoute l' e Ejercito Juvenil del Trabajo n. Cette farmation, qui u'est pas exactement une erganisation paramilitaire bien qu'elle possède son propre état-major et remplisse surtout des toches dans le secteur agri-cele, dépend da ministère des forces armées.

Comme dans les autres forces régulières, les jeanes reciues (entre viagt et trente-cinq mille) portent un uniforme, obéissent à la disciplia coramane et suivent un entrajaement militaire parallèlement à leurs activités dans l'agriculture. Entre quarante mille et cinquanta mille jeunes gens poursuivent des études universitoires auxquals il faut ajouter près de deux cont cinquante milla álèves de l'enseignement moyen en âge de servir sous les drapagax. Etant danné l'intérêt porté por le gauvernement à la révolution « scientifico-technique » qui dait transformer Cube on un pays de rapide développement, aucun de ces jeunes ac se voit obligé d'interrorapre ses études. Toutefais, ces deraiers temps, ufin de ne pas les luisser eu marge, des coars d'anseignement et d'entroinement militaires ent été programmés de manière expérimentale dans ao certain nombre d'établissements académiques.

La puissance militaire cobaine est conçuc de manière qu'elle soit le plus efficace possible. Par tranches : d'abord la force armée régulière, ù loquelle s'ujouteraient successivement an cos de conflit lu première, puis la seconde réserve, etc. La première réserve est mubilisable dans l'imraédiat; lo seconde en quarante-huit heures, et ainsi de suite. Selon les estimations les ples courantes, dans un délai de deux jears Cuba peut avoir à so disposition en ces de guarre trois cent mille bommes bénéficieut d'un armement moderne, d'an entrainement régulier, d'une argenisation efficaco. Au bout d'une semaine et avec le concours des « unités de temps de guerre », de l' e Ejercita Juvenil del Traboja », des différentes tranches da réservistes, Cubo compterait plus d'un demieillian d'hummes en urmes. Muis la choc d'une ugression serait d'abord copporté por les furces urmées régulières, mises en alerte chaque fois qu'un événement de politique internationalo l'exige.

Organisation traditionnelle

I ES forces armées régulières sont organisées de maaière traditionnelle : armée, mariue, oviation, et contonnées deus an grand nombre de bases militaires de taille réduite, pour uméliorer la capacité défensive de Caba. Pour leur part, les unités de gardes-frontières, ses en étot de guerre pennacente, patrouilleat sur terre et sur mer sur tout le paurtour de l'île. Elles se heurtent porfois à des groupes contre-révolutionnaires venant de ide ou d'une des incombrables petites iles de la zone des Babamas.

(1) The Military Balance, 1974-1975.

Pour les études en France de votre fils, on internat de tradition millénaire et de recrutement international L'ÉCOLE de SORÈZE

Etablissement PRIVÉ d'enseignement secondaire Internat plein temps - Week-end compris de la sixième aux terminales A. B. C. D Parc — Equitation — Judo — Escrime Ecrire : Pères DOMINICAINS, Ecole de Sortze, Taro 81540.

colonel Trabal était le correspondant en Europe.

colonel Trabal était le correspondant en Europe.

Mais surtout, pour ces secteurs, un regime militaire ne pouvait se maintenir à long terme sans un minimum de consensus populaire. D'où la nécessité d'une organisation corporatiste syndicale, de réformes en faveur des petits propriétaires terriens et d'une vigoureuse campagne nationaliste de caractère démagogique. D'où, aussi, une opposition avec les secteurs partisans d'une dictature civile-militaire ou simplement militaire. Ces divergences se compilquèrent de luttes de personnes et pour le pouvoir. On peut donc dire que, si le général Cristi représente les éléments ultra-réactionnaires de l'armée, des personnalités comme Trabal, Alvarez ou Bolentini représentent, an sens strict du terme, les secteurs fascistes : les plus durs du point de vue de la répression, mais qui cherchent un minimum de soutien populaire.

Il n'est pas exclu que sur ce point des contradictions tactiques existent entre l'impérialisme américain et le Brésil, transformé par le premier en gendarme du cône sud de l'Amérique. Le Brésil, transformé par le premier en gendarme du cône sud de l'Amérique. Le Brésil, dont les ressortissants out acquis ces dernières années d'immenses propriétés en Uruguay, appule les solutions les plus hrutalement répressives au service des grands propriétaires terriens. Les Etats-Unis, confrontés aux échecs et à l'isolement international des dictatures chillemne, bolivienne et uru-

à l'isolement international des dictatures chilienne, bolivienne et uru-gusyenne, cherchent des solutions de guayenne, cherchent des solutions de rechange plus politiques qui facili-teraient les menées des entreprises monopolistes: Frei au Chili, Paz Estenssoro en Bolivie, etc. En Uruguay, deux solutions sont possibles: un régime civil de droîte appuyé par l'armée, mais disposant d'un minimum de consensus populaire. On pourrait dans ce but convoquer à des élections d'où seraient exclus les partis de gauche et mettant aux prises des hommes comme l'ex-président Pacheco Areco et le leader du parti Blanc en exil, Ferreira Aldunate. Une autre solution serait un régime militaire qui apparaîtrait comme » nationaliste ». Il semble que l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Siracusa, milite activement en faveur de la première solution. Le groupe Trabai devait donc écarter d'abord, pour revenir au pouvoir, le solution civile. Il semble que le talentueux colonel avait à cet effet accumulé des informations sur les malversations de ses adversaires politiques et en particulier de l'exprésident Pacheco. D'autre part, ce secteur étant dans une relation de force défavorable face au groupe du général Cristi, il a pu être amené à conchure des alliances tactiques avec certains secteurs de la ganche, afin de revenir au pouvoir, quitte à se débarrasser par la suite d'alliés génants.

Les partisans de l'ex-président Pacheco, comms ceux du général

Les partisans de l'ex-président Pacheco, comms ceux du général Cristi, avaient donc intérêt à élimi-ner l'encombrant colonel, sans que celui-ci puisse être considéré pour autant comme un nationaliste sincère ou un progressiste convaince. ou un progressiste convaincu. Invoquer le rôle des militaires

péruviens à propos de l'Uruguay n'a d'ailleurs guère de sens. Car si au Pérou les militaires jouent, en s'ap-puyant sur l'appareil d'Etat, le rôle d'une bourgeoisie nationale quasi inexistante jusqu'en 1969, les tâches de cette dernière ont été réalisées en Uruguay par le batllisme à partir de 1965.

de 1905.

Les seuls militaires progressistes en Uruguay sont ceux qui ont déjà clairement choisi leur camp, comme le général Seregni. Les événements ont montré leur isolement tragique. De même, l'assassinat du général Prats en Argentine réduisit à néant les plans d'un secteur de la gauche chilienne qui repossient sur l'action d'un secteur « démocratique » de l'armée. Car, comme le remarque un militant de la Gauche chrétienne du Chili; « L'armée ne se divise que si Chili: « L'armée ne se divise que si le rapport de forces est en faveur de la gauche. Plus l'avent-garde révolu-tionnaire se renforce, plus les possi-bilités de division de l'armée aug-mentent (5). » ALAIN LABROOSSE.

(5) Politique aujourd'hul, janvier lévrier 1974;

- LIRE PAGE 25 -

Cínéma politique :

L'ANTIMILITARISME A L'ÉCRAN

FONDATION DE L'ÉCOLE INTERNATIONALE DE GENÈVE

62, route de Chêne LA GRANDE-BOISSIERE 1208 GENEVE (Suisse) Tél.: 022-36.71.30

LA CHATAIGNERAIE 1297 FOUNEX (Youd) (Suisse) Tél.: 022-76,24,31

BACCALAUREAT INTERNATIONAL Maturité federale suisse - Baccalauréat français Internat, el externat pour filles et garçons

Sports d'été et d'hiver

Le président de la Cour suprême du Chili renonce au poste d'ambassadeur en France

OUS le titre » Servilité », le auméro de mai du Monde diplomatique consacrait son éditorial à
une décision de la Junte chilienne, qui
evait choisi M. Enrique Urrutia Manzana comme ambassadeur à Paris.
L'article rappelait notamment comment ce dernier, président de la Cour
suprême, evait accepté da « couvrir
assassinais et tortures du manteau
de la loi ».

supreme, evait accepte de « couvrir assassinats et tortures de manteau de la loi ».

Quelques jours eprès, M. Enrique Urrutia Manzano e adressó au général Pinochet la lettre suivante:

3 Après evoir été honoré par Votre Excellence de la distinction d'assurer la représentation de noire pays auprès de gouvernement de la France, je me suis trouvé devant une situation que je me dois de préciser.

3 Dès que la demande d'agrément e été publiquement connue, certains miliear politiques et journalistiques ont lancé de l'étranger une campagne hostile qui ne favorise guère l'harmonie des rapports présents et futurs entre le Chili et la France, ni le prés-tige de la charge qui est actuellement la mienne.

3 En vue d'éliminer même les occa-

la mienne.

3 En vue d'éliminer même les occasions les plus minimes de porter
atteinte à ces hous rapports ou au
prestige du haut ministère que j'enerce
depuis plus de quarante-huit ans dans
notre pouvoir judiciaire, je prie Votre
Excellence d'écarter définitivement
mon nom en taut qu'ambassadeur du
Chili en France. 2

A la fin de sa lettre, le président de
la Cour suprême exprime sa reconnaissance au che' de l'Etat et au gouvernémeut « pour l'insigns homneur que

sance an cher de l'Estat et an gouver-nément e pour l'Insigne homeur que l'on a voulu me décerner et que l'avais d'emblée accepté, malgré les sacrifices personnels qui en résultaient pour moi, dans la seule intention de ne pas me soustraire à cette nouvelle charge publique à laquelle on m'ap-peiatt ».

roquettes evec quelques unités de plus fort

tonnage. Rien, cependant, qui excède la cor-

vatte ou le contre-torpilleur. L'usage de l'ex-

officiel indique l'existence possible de sous-

marins. Mais aucune preuve ne confirme cette

supposition. Il faut cependant noter que l'île possède des installations capables d'abriter des

tous-marius. Chaque année entre quatre et six

bâtiments soviétiques de ce type font escala

En ce qui concerne l'aviation (la DAAFAR : défense anti-acrienne et force acrienne revo-

lutionnaire), elle est équipée d'avions sub-

soniques et supersoniques paur la chasse et les bombardements à courte et moyenne distance

(MIG 17 et 21 de fabrication soviétique). En dehors des missiles air-air et air-terre, l'avia-tion possède des bombes conventionnelles et de napoles, La défense anti-aérienne dispose

de requettes longue distance (pendant la crise de 1962, un U-2 américaia fot abottu de cette

munière), qui constituent l'essentiel du système

de défense des villes. Apparemment, l'aviation

S EIZE années après le triomphe de la révolution, les forces armées cubaines ident le ministre, le commandant de division

Raul Castro, n'est autre que le propre frère de

Fidel Castro — qui reste le commandant en chef) se sont définitivement professionnalisées.

Certains grades disparus existent à nouveau.

Les uniformes et les cosquettes à galans rem-placent souvent pour les officiers le tradition-

militaire ne dispose pas de bombardiers.

Sélection et professionnalisation

on « unités de surface » dans le langage

.

1.00

_ ...*

and the second

.

Le général Pinochet e cussitét adressé à M. Enrique Urrutia Manyano la réponse suivante:

3 Pel reçu votre lettre dans laquelle, invoquant votre noble souci de se pas ternir l'harmonie des rapports entre notre gouvernement et celui de la France, et veillant également, comme vous frevez toujeurs fait, au prestige élevé da posvoir judiciaire chilien, vous déclinez le proposition que vous feitre son représentant, en qualité d'ambassadeur, auprès de la nation française, à laquelle nous unissent des llens etroits de fraternité, votre déclision est un acte qui, une fois de plus, reflète votre patriotique générosité. La noblesse de votre esprit est pour le président de la République un sujet renouvelé d'admiration, en même temps qu'un modèle de désintèressement à une époque où nous étions habitués à voir le plus souvent les hommes et les désirs de sotoriété passer avant les intérêts saurés de la nation et le respect des personnes elles-mêmes. Je comprends et accepte vos raisons, et à la fois vous exprime mes plus sincères ramerciaments pour l'annueur que signifiait voire acceptation initiale du nouveau sacrifice personnel que l'on vous avait demandé. Loreque l'on écrira la page d'histoire de ces jours, le suis certain que l'on y inscrira aussi hien voire brillante défense de l'Etat de Droit menacé par le marxisme que voire geste présent, avec la reller qu'ils méritent pour leur émouvant contenn patriotique.

D'autre part, M. Jean Zieglet, député an Conseil national suisse, membre de la commission des affaires étran-gères, professeur à l'université de Genère, nous écrit : « En Suisse nous sommes confrontés à une situation plus désagréable encore

que cells que vous dénonces: M. Désidérie Garcia Herrera, l'homme que
la jonte chilienne nous envoie comme
son ambaseadeur, est un policier eu
passé chargé. Général de police an
Chili, sa conduite, particulièrement
brutale, a ettiré l'attention da président Frei déjà. Garcia Herrera dat
quitter le corps des carabiniers. Il fut
mis à la retraite — et s'engagea
immédiatement et evec conviction
dans l'organisation fasciste clandestine Patria y Libertad. Connu de
longue date pour ses convictions
nazies et son admiration pour le
Troisième Reich allemand, Garcia Herrera fit surface, aux côtés de l'ex-nazi
Rauch et d'autres policiers réfugiés
as Chili, dès septembre 1973. Il mit
en place avec ses collègues l'appareil
de répression qui dès septembre devait
instaurer la torture, l'exécution sommaire, comme moyens de gouvernement.

3 En décambre de la même année

s En décembre de la même année Garcia Herrera fut envoyé comma ambassadeur en Suisse où sa fonction essentielle semble être la surveillance ambasadeur an Suisse où sa fonction essentielle semble être la surveillance des réfugiés chiliens en Europe occidentale. La 20 mars 1975, le député villard demande par question écrite des éclaireissements sur le passé douteur et la conduite setuelle de Garcia Harrera. Le 14 mai, le gouvarnement fédéral répond d'une façon équivoque, refusant à la fois d'infirmer en de confirmer las informations contenues dans la question villard. Le 16 mai, Garcia Herrera envoie une lettre d'insuitea à villard. C'est alors que le 18 juin le plénum du Conseil national, en présence du président de la Confé-18 juin le pleium du Conseil national, en présence du président de la Confédération, se saisit de l'affaire. La presse suisse et internationale commence enfin à s'intéresser aux agissements présents et au passé lourd de cet envoyé très spécial. Une demande de retrait de l'agrément a été formulée, »

Les forces ormées terrestres, divisées en ael costume vert olive parté langtemps sons trois grandes armées (armée arientale, armée distinction por tous. Les officiers sont sélecoccidentale, armée centrale, plus quelques tiannés de plus en plus rigoureusement selan **CE DOSSIER** petites unités), combinent les tactiques clasdes critères politiques, militaires, techniques, siques de l'art militaire et les techniques de colturels et moraux. Une larga place est foite aux avant-gardes choisies parmi les meilleurs la guérilla. Leur armement est à peu près le même que calui des troupes des pays membres da pacte de Varsovie (dont Cuba ne foit

officiellement pas partie, se voulant on pays De foit de leur entraînement, de leur spécialisation, de leur préparation, les forces ormées out pris une importance considérable non aligne) avec one exception d'importance : l'obsence d'armement stratégique et d'armes nucléaires tactiques. L'infunterie est totale-ment motorisée, l'équipement en taoks, canons tous les niveaux de la vie geatidienne. En effet, elles n'assument pas seelement les fonc-tions traditionnelles de défense ou de sécurité auto-propulses, obas, mortiers, lance-roquettes mais, an l'a déjà sceligné, elles participent et canons est abondant. Le fontassin est très activement à la production et surtout elles equipe d'un fusil outomatique. La puissance jouent en rôle palitique — la plupart des res-pansables sont des militaires — da fait du lien de fau par unité est sans doute supérieure à celle de n'importe quelle ormée latino-amériqui les enit oe parti communiste cabein (85 % à 90 % des officiers appartiennent au parti La défense côtière, qui comporte des roquettes terre-mer, est équipée principalement de vadettes rapides lonce-torpilles et lonce-

Cette orientation se reflète dans la plapart des articles publiés dans Verde Olivo, organe des forces armées cubaines, et dans les discours de Roni Costro : » Ces nouveaux cadres de commandement, ces techniciens et ces ingénieurs préparés solidement dans les différentes disciplines scientifiques exigées par la profession militaire n'ont pas été uniquement formés comme spocialistes militaires dans le sens traditionnel, mais aussi en tant que cadres révolutionnaires du point de vue moral, politique et idéologique, fidèles ou socialisme, à la patrie, au peuple et à la classe auvrière. » C'est dans le même sens qu'il faut entendre l'adresse de ministre des forces armées aux jeunes commenistes en avril 1974 : » Faire de chaque jeune un étudient, de chaque étudiant un communiste, et de chaque communiste un soldat de la patrie. »

JOSE GABRIEL BOST.

BIBLIOGRAPHIE

- La Révolution cubaine, Claude Julien, Julliard 1961.
- La Guerre de guérilla, E. Che Guevara, Maspero 1962.
- Les Guérilleres au pouvoir, K.S. Karol, Laffout 1970.
- The Military Balance 1974-1975. Statistiques publiées par Institute for Strategic Studies, Londres.
- Verde Olivo, organe des Forces armees, 1974-1975.
- Granma. Cuba, 1974-1975.

POUR COMPLETER

Articles dejà publies:

ARGENTINE

Da péronisme à l'après-péronisme (Jorge Raven-tos et Marcelo Dias), JUIN 1974. La terrenr blanche et les chemins de l'armée (Alain Labrousse), NO-VEMBRE 1974. **8RESIL**

Le nouveau visage de Pabsolutisme (Miguel Arrece), SEPTEMBRE 1974.

Les stonts de la droite contre le régime Allende (Jean-Noël Darde et Isabel Sauri), MAI 1973. Du gel des réformes en putseh à froid (Alain Labrousse). — Des arbitres en uniformes (Jean-Noël Darde et Isabel Sastil, SEPTEMBRE 1973.
Le Chill sous la botte... OCTOBER. NOVEMBRE et DECEMBRE 1973.
Réves et cauchemars de

er Decembre 1973.
Rêves et cauchemars de le junte: un fascisme créole en quête d'idéologues (Armand Mattelart). — La dégradation de l'écusomie (A. Martines-Beheverria), JUII-LET 1974.

PANAMA

Les militaires face eux Etats-Unis (Claude Klej-man), JANVIER 1975. PARAGUAY

Le s miracle économi-que s du général Stroesa-ger (Pierre Galllard). — Les enterrès vivants et les extlés (R. Barreiro-Sagular), SEPTEMBRE 1974.

PEROU

La o troisième vole » des militaires (Claude Kiej-men), MARS 1973. La o révolution » péru-vienne : six ans de bouleversements e oc i e a r. (Maurice Najman), FE-VELER 1975. Le réformisme des mili-taires mis à l'épreque (Jean-Claude Buhrer), MARS 1975.

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PRIVE

de réputation internationale, cette École vous apporte la sécurité pour l'instruction et l'éducation de vos fils.

ÉCOLE PASCAL

à PARIS, 33, bd Lannes 75116. · Tél : 504-14-23 AUTOBUS . METRO: Porte Dauphine ou Pompe

à MORZINE (Haute-Savoie) 74110 Tel 187

S.N.C.F.: Thoron

AEROPORT : Genéve

INTERNAT - DEMI-PENSION - EXTERNAT

Du Jordin d'enfants OUX BACCALAUREATS

Sparts et plein air oa bois de Boulogne. Laboratoire. Week-ends organisés.

Du Jordin d'enfants à la classe de Troisième (8,E.P.C.)

Sports l'été - Ski l'hiver, Vie saine à la montagne, Surveillance médicale.





DES ETUDES A 1300 m.

LE COLLEGE ALPIN INTERNATIONAL **BEAU-SOLEIL** A VILLARS-SUR-OLLON (SUISSE)

Vue dérienne du collège Beau-Soleil - Garçons et filles de 5 à 18 ans -Programme afficiel des tycées trançais - Préparation ou baccalouréat -Etudes dirigées · Classes à effectif réduit - Tous les sports d'été et d'hiver dans un parc de 15.000 m2 : notation, tennis, potinoge, ski, football, etc. · Survelllance médicale des élèves · Allmentation très soignée - Bulletin scolaire adressé aux parents à la fin de chaque semaine - Internat réservé oux jeunes filles de 13 à 18 ans à la Maison de la Harpe - Pour envoi d'une documentation année scolaire 1975-1976, écrire à :

COLLEGE ALPIN INTERNATIONAL SEAU-SOLEIL VILLARS-SUR-OLLON (SUISSE) - TEL : 19.41.25.321.54

méthode nouvelle de psychologie Self Création Institut

30 minutes de l'Étoile

· Paresse, timidité, dyslexie, ongoisse, retard; vaincre: toutes difficultés d'ottention, de concentration, de mémorisation dans toutes matières.

 Dynamisme, méthode de travail, sens des responsabilités, réussite. acquérir:

A TOUS NIVEAUX

pension - week-end - consultations - conseils consultation à Paris sur rendez-vous

Documentation sur demande : SELF CRÉATION INSTITUT, 47-49, rue de Paris, 95150 Taverny Téléph. : 960-18-05 et 960-06-25

Ouvert tout l'été

Une opération de force et ses versions contradictoires

LES MYSTÈRES DU "MAYAGUEZ"

dernier, peut se résumer ainsi : un cargo américain ayant été arraisonné par les Khmers, Washington s'est offert le luxe de perdre quarante et un soldats, d'en faire blesser une cinquantaine d'autres, d'attaquer le territoire cambodgien... alors que l'équipage du navire était déjà libéré et u'avait pas subi de mauvais traitements.

La methode choisie par MM. Ford et Kissinger pour traiter cette affaire a, dans un premier temps, été approu-

Un équipage américain

L POURQUOI LE a MAYAGUEZ a SEST-IL APPROCHE AUSSI PRES DU TERRITOIRE KHMER, EN L'OC-CURRENCE DE L'ILE DE TANG? SI l'on en croit une carte distribuée par la Maison Blanche, le navire se trouvait, lorsqu'il a été arraisonné, à 8 milles de l'Île. Or Phnom-Penh aveit, en 1969, fixé à 12 milles la limite des eaux territoriales cambodglennes — qui ont donc été violées.

Or, faire apparaître le drapean Or, faire apparaître le drapean américain dans ces parages le 12 mai pouvait présenter quelques risques. Le conflit, qui a toujours été considéré par le GRUNC comme une guerre a méricano-cambodgienne (et non comme une guerre civile), venait de se terminer. Les Khmers avalent, au cours de ces années de combat, fait preuve d'un nationalisme pointilleux dont il aurait été naîf de croire qu'il allait retomber rapidement aussitôt remportée la victoire.

L'arraisonnement du Mayaguez L'arraisonnement du Mayaguez n'était d'ailleurs pas ume « première » : début mai, plusieurs embarcations — en particulier un cargo panaméen et des bateaux de pêche thallandais — avaient été « visités » par des Khmers dans la même région. Il n'y avait pas eu d'incidents : les embarcations avaient, ensuite, pu reprendre leur route. Or, ces faits étaient connus à Washington. Que n'en a-t-on tiré des conclusions? Pourquoi le gouvernement américain u'a-t-il pas averti les compagnies de navigation des risques encourus?

encourus?

Le commandant du Mayaguez, le capitaine Miller, devait ensuite déclarer, lors d'une conférence de presse à Manille, qu'il u'avait reçu aucun conseil de la part du gouvernement américain. Mais sou officier mécanicien en second. M. Albert Minichiello, a intenté un procès à la commanie. cien en second. M. Albert Minichiello, a intenté un procès à la compagnie propriétaire du navire, la Sea Land, qui n'aurait pas, selon lui, teuu compte des avertissements de Washington. Où se situe la vérité? Rien, à vrai dire, u'est encore venu démontrer que l'administration avait mis en garde le commandant du Managuez.

2. QUE FAISATT LE « MAYA-GUEZ » DANS LE GOLFE DE THAILANDE ! En apparence, et peut-être en réalité, le Mayaguez est simplement un petit cargo (trente-uent hommes d'équipage) bourin-guant habituellement dans les eaux du Sur-Est agatique. Tennique a été du Sud-Est asiatique. L'opinion a été avancée par une source anglo-saxonne que la Sea Land, propriétaire

vée par la quasi-totalité de la classe politique américaine; elle a donné lieu à des commentaires cocardiers critiques par quelques éditorialistes de la côte atlantique seulement. Il a falm attendre la mi-juim pour qu'un groupe d'élus démocrates de tendance libérale pose des questions à l'exécutif, afin de déterminer les raisons au cet liberale pose des questions a rexecutir, afin de déterminer les raisons qui ont amené Washington à préférer l'usage de la force aux tractations diploma-tiques. Dans ses réponses, le départe-ment d'Etat s'est contenté de répèter ce qui avait été dit eu mai. Plusieurs points restent pourtant obscurs.

du cargo, avait pu, à l'occasion, servir dans le passé de « couverture » à la C.I.A., ce qui n'est pas prouvé.

C.I.A., ce qui n'est pas prouvé.

Pendant la guerre du Vietnam, le Mayaguez a souvent transporté du matériel destiné à l'armée américaine. On notera aussi que les trente-neul membres de l'équipage étaient tous américains; selon les spécialistes des questions de navigation, ce fait est troublant : les équipages des cargos américains, surtout dans ce secteur, sont la plupart du temps en majorité composés d'Asiatiques (des Philippins en particulier). Y avait-il des raisons pour que nul étranger ne soit à bord de ce bateau-là lors de ce voyage précis en direction de la base d'Utapao, en Thallande?

Le commandant a déclaré que le

Le commandant a déclaré que le Mayaguez ne transportait ni armes ni munitions, mais simplement du « matériel » qui serait livre à l'armée américaine. Il a nié que son bateau at pu se livrer à une quelconque mission d'espionnage. Or, écrivait le 22 mai l'hebdomadaire ouest-allemand Stern, le Mayaguez transportait du matériel et des documents appartenant aux et des documents appartenant aux services secrets et qui avaient été char-gés, le 21 avril, dans le port sud-viet-namien de Vung-Tau. Des hommes-grenouilles américains auraient placé des mines sous le bateau après l'arraisonnement ; si les Khmers avaient voulu s'emparer de la cargaisou avant la récupération du Mayaguez, les explosions auraient permis de détruire les documents secrets. Si l'information est vrale, on comprend mal pourquol Washington a pris le risque de laisser passer le batean dans les eaux terri-

toriales cambodgiennes.

Lorsque, plus de dix jours après l'incident, les conteneurs ont été ouverts en présence de la presse de Hongkong, les journalistes u'ont rien découvert d'autre que du banal matériel. Mais cela ne prouve rien : les Américains avaient eu le temps de retirer ce qu'il pouvait y avoir d'éventuellement compromettant à bord. Un fait troublant doit cependant être souligné, et il montre que les informations de Stern étalent, au moins en partie, puisées à bonne source : le Mayaguez avait bien, en avril, transporté entre Vung-Tau et Hongkong « certains documents administratifs » provenant de l'ambassade des Etats-Unis à Salgon, a reconnu le porte-parole de la Maison Blanche, qui porte-parole de la Maison Blanche, qui avait, auparavant, consulté le direc-teur de la CLA L'administration a

Par JACQUES DECORNOY

donc demandé les services de la Sea Land. Quelle est la nature exacte des liens entre le gouvernement américain et la compagnie ?

3. POURQUOI LA MAISON BLAN-CHE A-T-EILE DECIDE DE LAN-CER DES ATTAQUES ALORS QUE LES MOYENS DIPLOMATIQUES NETAIENT PAS EPUISES, S'ILS ETAIENT MEME ENGACHES? La Maison Blanche a eo connaissance, le 12 mai, à 5 heures Cheure de Washington), de l'arraisonnement du Mayaquez. Elle a annoncé, le même jour, à 14 heures, qu'elle avait engagé des tractations diplomatiques. Le chef du bureau de liaison américain à Pékin aurait été chargé d'intervenir auprès des Chinois, auxqueis il était demandé de transmettre le « message » an GRUNC. Les Chinois auraient dit que l'affaire ne les concernait pas. Les Khuzes présents à Pékin auraient, d'autre part, reçu directement des Américains un autre à Pékin auraient, d'autre part, reçu directement des Américains un autre message (comment, et par qui fut-il remis?), qu'ils auraient, selon le département d'Etat, renvoyé à l'expéditeur par le courrier régulier. Toujours est-il que — quelques heures après cette tentative de « contact » selon les Khmers, plus d'une journée après le début de la crise, selon Washingtou — l'aviation américaine coulait plusieurs bateaux cambodgiens.

sleurs bateaux cambodgiens.

Le 19 mai, M. Waldheim, secrétaire général des Nations unies, révélait qu'il avait été saisi de l'affaire deux heures après l'attaque des bateaux khmers; dans ces conditions, toute intervention de sa part était impossible. Le même jour, Newsweek, citant une personnalité ayant participé à la réunion du Conseil national de sécurité, écrivait, sans être démenti, que, dès le début de la crise, M. Kissinger avait opté en faveur de l'usage de la force : le sort des marins du Mayaquez le préoccupait moins que la nécessité de redorer le blason des Etats-Unis immédiatement après la « perte » de l'Indochine. L'utilisation des B-52 contre le territoire khmer aurait été envisagée.

envisagée.

Le fait que Washington u'entendait pas résoudre l'incident de façon pacifique avait, en fait, été démontré le 14 mai. Radio-Pinom-Penh annonca que le Mayaguez allait être libéré; Washington demanda aussitôt que l'équipage fût, lui aussi, rendu. Peu de temps après, les officiers du batean de guerre américain Wilson firent savoir qu'ils avaient repéré, sur une embarcation khmère, les membres de l'équipage, qui furent montés à bord du navire. C'est ensuite seu le ment que l'aviation attaqua l'aéroport de Sihanoukville. Comme il en avait pris l'engagement lorsqu'il était aux mains des Cambodglens, le commandant du Mayaguez entra en contact radio avec les guez entra en contact radio avec les autorités américaires, demandant la fin des raids aériens. Le président Ford savait alors que l'équipage était libéré, mais les bombardements d'installations proches de Sihanoukville ont continué.

Aucun marin n'avait été maltraité; tous les membres de l'équipage avaient été remis en liberté. L'affaire pouvait être considérée comme clas-sée. Mais MM. Ford et Kissinger see. Mais MM. Four et Alsanger avaient sans doute une revanche à prendre : pour eux, depuis le coup d'Etat de mars 1970 contre Sibanouk, les événements avaient mai tourné

les evenements avaient mai tourne au Cambodge.

5. POURQUOI LE PENTAGONE A-T-II, PENDANT LONGTEMPS, CA-CHE LE LOURD BILAN DE L'OPE-RATION? Le 16 mai, les premiers bilans parlaient d'un, puis de deux tués, de quatorze disparus et d'un nombre indéterminé de blessés. Le 18, le Pentagone aunonçait la mort de cinq « marines » et la disparition de seize autres soldats. Quelques jours plus tard, on apprit que les Américains avaient eu quarants et un tués et une cinquantaine de blessés.

Les moyens de communications de l'armée américaine étant perfectionnés, il est imposible de croire que Washington u'était pas au courant des pertes exactes tout de suite après le dénouement de l'affaire. Chacun savait, dans les états-majors, qu'un

La C. I. A. et les bateaux thailandais

N OUS nous sommes, jusqu'à présent, N contentés de poser des questions à partir des versions américaines de l'incident. Ces versions, les Khmers les ont contestées. Ils ont, en particu-lier, affirmé que le Mayaquez et d'autres beteaux — thallandais en par-ticulier — se llyragent à des cartirités d'autres bateaux — thallandais en par-ticulier — se livraient à des activités d'espionnage et que les Américains introduisaient au Cambodge des agents et des saboteurs. Dans sa réponse do 19 juin aux élus démocrates, le département d'Etat a affirmé que les Américains n'esplonnaient pas les Khmers, et se contentaient de faire survoler leur pays par des avions de reconnaissance.

La thèse du GRUNC est, dans les conditions actuelles, impossible à prou-ver, Elle mérite, cependant, d'être prise ver, Elle mérite, cependant, d'être prise en considération. Dans un article du Los Angeles Times, repris par l'International Herald Tribune (14-15 juin), Oswald Johnston, citant les services secrets américains, a fait état de la lutte qui opposerait Khmers et Vietnamiens pour le contrôle de certains flots du golfe de Thallande, en particulier les deux lles de Wai, proches de Tang. Il ajoute: « Selon un récit qui, croit-on, fut juit par un pêcheur thailandais travaillant à l'évidence pour les services américains, au moins deux cents soldats réguliers nord-vietnaniens ont pris position sur l'île » (de Wai). L'information du journal américain n'a pas été démentile pas Washington. Elle contredit la réponse du département d'Etat aux démocrates.

L'affaire du Mayaguez, quelles qu'en aient pu être les motivations du côté américain, a en tout cas agi comme un révélateur en Asle du Sudcomme un revenateur en Asie du Sud-Est. Les dirigeants de Bangkok ont, un instant, vu compromis leurs efforts de prendre langue avec les révolution-naires indochinois en raison de l'uti-lisatiou — sans préavis, sans autori-sation — de leur territoire par l'armée

hélicoptère s'était écrasé en Thallande en participant indirectement à l'opération de récupération du Mayuquez. Et le nombre des tués sur l'îlot de Tang ne pouvait, lui non plus être sujet à discussion. Le débarquement d'une unité à Tang est d'ailleurs la conséquence apparente d'une bévue, car les marins du Mayuquez ue se trouvaient pas sur le gros rocher.

Mais s'agissait-il d'une bévue? Ou trouvaient pas sur le gros rocher.

Mais s'agissait-il d'une bévue? Ou voulait-on, à Washington, « punir » une garnison khmère? Quelques jours plus tard, le sergent Ronald Gross, blessé lors de l'opération, a fait de curieuses révélations. D'une part, dit-il, les services de renseignements n'avaient, en aucune façon, laissé prévoir aux « marines » qu'ils auraient à affronter un ennami coriace et hien armé; d'autre part, « les « marines » ne purent comprendre pourquoi ils devaient s'empurer de quelque chose qui n'avait pas de valeur ». En effet, quelques instants après que l'hèlicoptère à bord duquel se irouvait Gross eut pris l'air, l'équipage du Mayaguez gagnait le Wilson. L'opération contre Tang était donc sans objet.

américaine (débarquement de mille « marines », décollage d'avions, etc.) aux fins d'attaquer le Cambodge. C'est aussi en mai que se sont réunis à Kuala-Lumpur les ministres de s affaires étrangères thallandais, singapourien, mals sien, indonésian et philippin pour examiner la situation créée par la victoire des révolution-uaires. Les seules capitales asiatiques où l'action américaine fut approuvée sans réserves furent Taipeh et Séoul. M. Habib, adjoint de M. Kissinger, fit donc une tournée dans la région, répétant à channe de ses étapes que son pays avait toujours des intérêts à défendre en Asie du Sud-Est.

Pendant l'été de 1964, l'affaire du golfe du Tonkin avait été présentée à Washington comme une intolérable attaque nord-vietnamiemne; on sut plus tard qu'il s'agissait d'une provocation américaine destinée à attirer la R.D.V. dans un guêpier et à justi-

plus tard qu'il s'agissait d'une provocation américaine destinée à attirer
la R.D.V. dans un guépler et à justifier les premiers bombardements du
Nord. Cet a incident a marquait le
début d'une nouvelle phase de la
guerre. L'affaire du Mayaguez marque, apparemment, la fin d'une antre
guerre — ou d'une autre facette d'un
même conflit. Elle mérite cependant
d'être tirée au clair; ceux des élus
américains qui ne se satisfont pas des
réponses du département d'Etat ont
déclaré que la seule manière pour eux
d'en savoir plus consisterait à interroger les personnalités ayant, en mal,
participé aux réunions du Conseil national de sécurité. Cette enquête, si
elle, a lieu, pourrait en apprendre
long sur ce que Washington a retemu
et n'a pas appris de la débácle indochinoise. S'il est un jour prouvé par
une commission indépendante que les
quarante et un soldats américains
sont morts pour rien — tout comme,
bien sûr, les Khimers tués lors des
bombardements et des combats —
l'étrange histoire du petit cargo pourrait nroyequer des remouls politiques l'étrange histoire du petit cargo pourrait provoquer des remous politiques aux États-Unis.

Correspondance

Les multiples aspects du racisme

M. André Le Hénaff, du Havre, nous adresse les remarques sui-vantes à propos de l'ensemble d'articles que nous avons consacrés nu racisme (le Monde diploma-tique, fuin 1975):

de Maurice T. Maschino un entrefflet intitulé « Principales organisations anti-racistes » On y cite trois organisations dont deux (la LICA et le M.R.A.P.) sont dont deux (la LICA et la M.R.A.P.) sont d'essence raciste puisqu'elles distinguent le « racisme tout-venant a de l'antisémilisme, c'est-à-dire de racisme appliqué à une race particulière (les Sémites). Y auvait-il plusieurs sortes de racisme? Ce u'est pas ce que pense M. T. Maschine qui écrit : « D n'est pas plus sérieux d'établir una quelconque hiérarchie entre les racisés », et je m'étonna qu'il n'ait pas noté un paradoxe si éuorme. »

[Il est certain que la distinction entre «racisme» et antisémitisme a se justifie mal. La raison, répondent les organisations antiracistes, est d'ordre historique. La LICA fut fondée en 1929, dans une Europe où prédominait le racisme antijuif; d'oû son appellation, qu'elle complèta quand d'antres formés de racisme se manifestèrent activement. Devenue d'Issue unterpationale contre le racisme et l'antisemitisme », la LICA
prend aujeurd'hui la défense de toutes
les victimes de la ségrégation raciala,
qu'il e'agisse de Juifs, d'Arabes ou d'Africains; il suffit de parcourir sa publicatien mensuelle, « la Droit de vivre »,
pour constater la diversité de ses démarches. Il en est de même du M.R.A.P.
a Ce qui traumatisait l'Europe dans les
années qui ont suivi la deuxième guerre
mondiale, explique Albert Lévy, c'était le
martyre des juifs. Mais des autres victimes
du racisme, personne ne parlait; si bien
qu'en inituiant notre organisation « Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme
et pour la paix » nous entendions
mettre les points sur les 1, et signifier
notre volonté de combattre — sans distinction — toutes les formes de racisme. »
N'est-ce pas, an-delà des sigles, l'essentiel? — M. T. M.]

D'autre part, M. Marceau Leleu, de Jeumont, nous écrit sur le même

a Les qualques articles rédigés consacrés au racisme ue sont pas exempts de contradictions. Le but recherché par les

auteurs est de démontrer l'injustice des racismes, mais cela nous le savions, et ou u'avait pas besoin de nous le démontrer. Le seul article ebjectif, réaliste, est signé François Denantes. En effet, il ne faut pas bezucoup de courage aux intellectuels pour se faire les avocats devictimes du racisme. Si les gouvernements français ont favorisé l'immigration, ce l'est pas par altruisme, mais peur avoir une main-d'œnvre bon marché, pesant sur le marché du travail.

a C'est une absurdité d'écrire que les immigrés no font que des travaux insalubres que les Français ne veulent pas faire. Mais Il y a des dizaines de milliers de jeunes Français chômeurs qui seraient heureux d'être embauchés comme O.S. Ne pas dire toute la vérité, c'est donner des arguments an fascisme, toujeurs à l'affât de la moindre erreur. a

De son côté, M. Paul Florian Valet, de Paris, conteste le carac-tère « scientifique » de l'article de M. Arthur R. Jensen :

s Je me suls demandé si l'article de M. Arthur R. Jensen était l'effet d'une manvaise traduction en bien d'une bêtise inténédiable. En effet, pour un article intitulé « Les fondements scientifiques des inégalités ethniques », U n'a rien de scientifique, ou alors c'est que la science en questien se passe d'objectivité et de logique, ce qui serait assez nouvean en matière scientifique.

a Ainsi, quand en parie de « l'hérita-bilité manifeste de l'intsiligence a et qu'on s'attache à démoutrer cette « béri-» Quand eu précise : « je ne connais pas un généticleu qui récuse cette évidence », eu donne à peaser qu'eu peut être géné-ticleu et ne pas récuser des évidences — merel pour les généticleus ?

p Quand ou ajoute que a les facteurs génétiques out deux fois plus d'importance que les facteurs extérieurs sur les différences de Q.I. autre Individus »—sans plus de détail, — ou se dit que l'absoin quantitatif de cette science delt faire pâlir d'euvie la Mathématique ellemème!

a St puis l'auteur coutinue dans l'à-peu-près et le subjectif : a Il est donc vraisemblable, sinon prouvé (...) », « Je considère ainsi avoir suffisamment prouvé que (...) ». »

Enfin, M. Albert Lévy, secrétaire général du M.R.A.P., nous apporte les précisions subvantes :

apporte à la fois une documentation des plus utiles sur les manifestations actuelles

l'analyse.

a En complément de l'article consacré
à la loi du 1st juillet 1972, je me permets
de vous signaler quelques décisions de
justice survenues dans la dernière période. justice survenues dans la dernière période.

a En ce qui concerne les provocations an racisme et les injures racistes, la cour d'appei a reconnn la culpabilité de l'organe d'Ordre nonveau, tout d'abord relazé, comme l'indique l'article, par la 17° chambre correctionnelle. L'affaire est maintenant devant la Cour de essation. D'aurire part, le Méridional et Minute out été condamnés à des amendes (aggravées en appei pour le second jeurnal) pour des articles publiés lors des événemente d'août-esptembre 1973 à Maneille. Le M.R.A.P. a abtenu chaque fois le franc de dommages-intérêts qu'il réclamait.

de dommages-interess qu'il recamais.

» Plusieurs poursuites engagées à notre
initiative dans des cas de discriminations
envers des Africains noirs eu des Maghrébins ont aboutt à des cendamnations
(amendes, dommages et intérêts, publication du jugement). Diverses peines ont
ainsi été infligées, pour refins de servir,
à des propriétaires de cafés à Bouen,

Serabburg et Nancy : et, pour refins de ainsi été immerchaires de cafés à monte, 3 des propriétaires de cafés à monte, 5 trasbourg et Nancy; et, pour refus de loger, à deux propriétaires d'hôtels à Dun-kerque, un propriétaire d'immeuhle à Boulegne-sur-Seine, une agence immebl-

s Certes, ces résultats ne mettent nullement en ceuse les appréciations contenues dans votre dossier, particulièrement dans l'étude de M. Maschino : il reste encore Petuce de M. Maschino: Il reste encore beaucoup à faire peur que la loi de 1972 soit systématiquement appliquée; de plus, maints actes racistes restent impunis, en debors de son champ d'application, no-tamment les agressions et attentats, dent les auteurs ue sont généralement pas

a Toutefeis, cette récents jurisprudence prouve que, dans certaines conditions, les victimes de discriminations et de provo-cations racistes peuvent être efficacement démander on me suvait trou les lociters défenders. Ou ne saurait trop les laciter à a ue rien laisser passer a. Outre qu'ils aboutissent quelquerois au juste enâtiment des coupables, de tels procès ont un effet de dissuasion qu'on ue saurait négliger. 3

Littérature de la contestation en Afrique

L'écrivain africain Mongo Beti s'adresse à notre collaborateur Jacques Chevrier, auteur d'une page « Politique et littérature » consacrée à l'Itinéraire de la contestation en Afrique (numéro de mai

Comment avez-vous en l'audace de prétendre traiter de « le contestation en Afrique neirea (dite francophone, je suppose) et surtout de me mentienner (...) sans citer mon livre sans doute le plus significetif. Main basse sur le Cameroun...? N'est-ce pas pour éviter de pré-elser que cet auvrage a été interdit en France et sais sur erdre du gouvernement français? A la demande, sans doute, d'Ahdje, eu plus probablement du vrai président du Cameroun, Foccart? Et si

l'écrivain est aussi coupé de l'Afrique que vous dites, et s'il entretient avec son publie un dialogus de sourds, pourquoi a-t-on tellement peur de laisser elreuler ses livres, surtout quand ils traitent direc-tement de politique?

fement de politique?

[Mongo Beti a été l'un des premiers à poser la problème de la littérature africaine en termes politiques, et l'ostraciame dont il fait actuellement l'ebjet lui confère, en az qualité d'éorivain camerounais en exil, une valeur en quelque sorte exemplaire. Traitant de la littérature stricaine, je me suis volontairement limité aux œuvres poétiques et aux romans, mais je pense qu'un lecteur un peu averti n'a aucuna peine à retrouver dans Remember Ruben ou dans Perpétue, qui n'en sont au fond que des doublets romanseques, la trame incisive de son pamphiet Main basse sur la Cameroun.

— J.C.]

L'analphabétisme en Arabie Saoudite

Le Dr Dureid Mufti, de Beyrouth, conteste le taux d'analphabétisme en Arabie Saoudite cité par Frédéric Langer dans son article sur L'intégration des Bédouins au secteur moderne de l'économie paru en mai dernier:

Vens avances le pourcentage de 85 %
d'analphabètes an total, mais cette statistique ne tient pas compte de l'évolution
rapide que connaît l'Arable Saoudité dans
tous les domaines, et surtout dans celui
de l'enseignement. Au nombre de 5 mililens d'habitants, la population envoie
chaqus année un million cinquante mille
élèves dans les divers établissements pédagosiques du pays et de l'étranger. Si
on y ajoute les cent cinquante mille
fonctionnaires d'Etat, qui sont tous
instruits, et toute la génération de ceux
qui, n'ayant pas eu la chance de recevoir
une instruction moderne, ent bel et bien
celle de recevoir une instruction religieuse
(coranique) dans les écoles religieuses qui
enseignent le Coran, le nombre des enseignent le Coran, le nombre des instruits se révèle beaucoup plus impor-tant. Car il us faut pas oublier que l'islam est une connaissance: chaque musulman pratiquant a une certaine culture et peut par conséquent être considéré comme demi-instruit. Or u est très rare de trouver un Saoudite qui n'a

pas sou Coran et qui ne le lit pas chaque jour.

....

jour.

[Le taux d'analphabétisme cité dans noure article est extrait du dernier rapport de l'Overseas Development Council des Etats-Unis. Il comerne l'année 1971. Naturellement, il s'agit d'une estimation, d'autant plus fragile que, selou l'annuaire de l'UneSCO publié en 1972, l'instruction n'était pas obligatoire en Arabie Saoudite en 1971. Peut-on affirmer qu'aucun Saoudien u'est analphabète puisque tous sont musulmans? En tout état de cause, le Middle East and North Africa Yearbook, dans son édition 1975, chiffre la population scolaire de l'Arabie Saoudits pour l'année 1972-1973 à sept ceut dix mille élèves environ (toutes écoles confondues).

— F. L.1

Découvrez un grand

CHATEAUNEUF-DU-PAPE VIEUX

A UN PRIX JEUNE en écrivant directement ou DOMAINE DE BEAUCASTEL 84350 COURTHÉZON (ref. « Monds diplomatique a, u* 254)

WIT IDEOLG CONFRONTAT WINDIENNE

10 10 May 15 15

4.0 . . .

2.0

A VAGU CONFLIT IDÉOLOGIQUE ET CONFRONTATION SINO-INDIENNE EN ASIE

Par MOHAN RAM *

INTEGRATION du Sikkim à l'Union indienne en avril dernier a fait reculer l'espoir d'une prochaine détente entre l'Inde et la Chine. Le 1° mai 1975, pour la première fois depuis des années, New-Delhi a accusé Pèkin de vouloir « perturber la stablitté et la paix dans la région et d'encourager, pour ce jaire, le désaccord et la suspicion entre les pays de la région». L'Inde répondait ainsi aux attaques réltérées de la Chine qui dénonçait l' « annexion illégale du Sikkim » et assurait de son soutien indéfectible « le peuple du Sikkim dans sa juste lutte pour l'indépendance et la souverainsté nationales contre les expansionnistes indiens ».

Le faillite de la politique chinoise INTEGRATION du Sikkim à

La faillite de la politique chinoise de New-Deihi remonte à la révolte des lamas du Tibet en 1959 qui, exacerbant le conflit frontaller entre les deux voisins les plus peuplés d'Asie, devait se traduire par la guerre d'octobre 1962 dans l'Himaligna. Toutefois, le différend frontailer est devenu très secondaire aujourd'hul dans les relations sino-indiennes. C'est le conflit idéologique aujourd'hui dans les relations sino-indiennes. C'est le conflit idéologique divisant le mouvement communiste mondial depuis plus de dix ans qui a entretenu la confrontation entre la Chine et l'Inde, et cette dernière y joue un rôle central.

Le bref affrontement de 1962 imposa sur le terrain une ligne frontalière sans doute très acceptable pour la Chine. Celle-ci, selon New-Delhi, occupait déjà avant le conflit 12 000 miles carrés d'une zone revendiquée par l'Inde dans le platean d'Aksai-Chin du Ladakh; la guerre lui permit d'étendre son occupation à 2 500 autres miles carrés. Hormis

Non-alignement

T. ORS de son accession à l'indéL. pendance en 1947, l'Inde était
formellement non alignée. Elle fut
le second pays d'Asie (après la Birmanie) à reconnaître la République
populaire de Chine. A mesure qu'elle
entreprit d'affirmer son indépendance par rapport au camp occidental, les relations sino-indiennes
se réchanffèrent. On était en pleine
« guerre frolde ». Les Etats-Unls se
battalent en Corée, décidaient de
protéger Taiwan et suscitaient contre
la Chine l'Organisation du traité de
l'Asie du Sud-Est (OTASE). La
déclaration conjointe Nehru-Chou
En-lai de 1954 sur les cinq principes
de la coeristence pacifique allait
prendre valeur de défi lancé par
l'Asie à l'impérialisme lors de la
confèrence acro-astatique de Bandoung l'année suivante. Les cinq
principes définissalent une nouvelle
forme de non-alignement pour les forme de non-alignement pour les pays du tiers-monde. La Chine, pays du tiers-monde. La Chine, remettant en question sa dépendance vis-à-vis de l'Union soviétique, commençait à e'identifier an tiers-monde. Elle quittait le bloc soviétique pour apparaître comme une puissance non alignée. Entre 1955 et 1958, elle battit le rappel, contre l'impérialisme, des nations nouvellement indépendantes et non alignées.

et non alignées.

Alarmée par cette initiative chinoise, l'URSS, s'elforça d'acquérir quelque infinence au sein du bloc des non-alignés. Moscou, qui cherchait la détente avec Washington, assigna un nouveau rôle aux bourgeoisies nationales dans la zone a pacifique ». Inventant la thèse de la coexistence pacifique entre système socialiste et système capitaliste, elle développa en corollaire la théorie de la transition pacifique au socialisme dans les pays nouvellement indépendants : ceux-ci devaient pervenir an socialisme par une phase de transition appelée « démocratie nationale », sous l'hégèmonie de la bourgeoisie nationale.

Or dès 1959 — à la suite de la

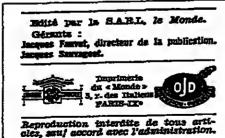
bourgeoisie nationale.

Or, dès 1959 — à la suite da la révoite des lamas au Tibet, où l'attitude de l'Inde fut pour le moins belliqueuse, — la Chine était convaincue que la bourgeoisie nationale des pays nouvellement indépendants n'était pas capable de jouer un rôle efficacement anti-impérialisée. Elle estimait qu'étant donnée la faiblesse du capitalisme dans ces pays la bourgeoisie nationale pactisait avec l'impérialisme dans l'espoir d'obtenir une aide des deux camps.

Ces divergences idéologiques entre

Ces divergences idéologiques entre Moscou et Pékin conditionnèrent l'attitude de chacun vis-è-vis de l'Inde. Les dirigeants soviétiques voyalent en cette dernière le modèle même du pays de la zone de paix capable d'une transition pacifique au socialisme. L'Inde commença à obtenir de l'U.R.S.S. une aide écono-

Journalista indien.



ce plateau, il n'existe pas de zone sous occupation chinoise qui sait revendiquée par les Indiens. Pas un pottes de terrain n'a changé de main depuis la guerre; le statu quo e'est poursulvi jusqu'à maintenant. Il n'y a eu que deux incidents mineurs en treize ans.

La région d'Aksai-Chin, que traverse la route stratégique relient

treize ans.

La région d'Aksai-Chin, que traverse la route stratégique reliant Tibet et Sinklang, présente incontestablement un intérêt vital pour les Chinois. Peut-être est-ce pour renforcer sa marge de manœuvre dans l'Aksai-Chin, dans le secteur occidentai de la frontière sino-indienne, que Pékin a fait valoir ses prétentions sur la frontière nordest, où New-Delhi a toujours maintenu que la ligne MacMahon était la seule ligne de parlage valable. Jusqu'en juillet 1961 — date à laquelle le conflit frontaller parut avoir atteint le point de non-retour — Pékin restait prêt à renoncer à ces prétentions si l'Inde reconnaissait la souveraineté de la Chine sur l'Aksai-Chin. Toutefois, le premier ministre Nehru, soumis à de fortes pressions intérieures, fit du retrait chinois de l'Aksai-Chin le préalable formel à toute négociation concernant le litige frontailer. La Chine fit savoir qu'elle n'y était pas disposée tant que l'Inde ne se serait pas retirée des territoires disputés qu'elle occupait. Le différend n'est toujours pas réglé. Des deux côtés, on accélèrait les préparatife militaires. Après avoir infligé à l'Inde une cuisante défaite, la Chine mit un terme à l'affrontement par une offre unitatien de cessex-le-feu. Ce qui n'était au départ qu'un conflit frontalier allait prendre une tournure idéolo-gique.

Non-alignement et anti-impérialisme mique importante en 1955, tandis que l'aide soviétique à la Chine se rareflait.

Compte tenu des efforts de Rhrouchtehev en faveur de la Chrouchtehev en faveur de la détente, les intérêts soviétiques et américains à propos de l'Inde commencèrent à coincider à la fin des années 50. Consciente des divergences sino-soviétiques (qui n'avalent pas encore atteint le stade du conflit ouvert) et de la volonté des Etats-Unis de la soutenir, l'Inde put se permettre de durcir son attitude dans le conflit frontaller. L'appui qu'elle obtint de Moscou dans ce qu'elle obtint de Moscou dans ce domaine compilqua à son tour le diffèrend idéologique entre Moscou et Pékin.

et Pékin.

Lorsque l'Inde, après sa défaite de 1952, accepta l'aide militaire des Américains et des Soviétiques, son non-alignement devint de fait un double alignement. Aucun des deux camps n'avait d'objection sérieuse à ce que l'autre apportât sa contribution militaire. La détente entre les superpuissances aiguisa le conflit sino-soviétique. Celui-ci devint très vif en 1963, à propos notamment de la question des monvements de libération nationale : pour les Soviétiques, la seule contradiction giobale était entre camp socialiste et camp impérialiste, tandis que pour les Chinois elle résidait dans l'opposition entre nations opprimées et impérialisme. impérialisme.

impérialisme.

La ligne de la eguerre du peuple » prônée par Lin Piao, d'abord sujette à controverse en 1965, fut acceptée par le parti communiste chinois en 1967. Elle fut appliquée en juinjuillet 1967 quand la Chine en appela au renversement par les armes des gouvernements de l'Indonésie et accrut son soutien aux mouvements révolutionnaires du tiers-monde. En transférant la lutte contre l'impérialisms au tiers-monde, les Chinois défiaient une nouvelle fois, à un nivean supérieur, les positions idéologiques soviétiques, axées sur la coexistence pacifique, la concurrence pacifique et la transition pacifique au socialisme.

La phase de la révolution culturelle

fique, la concurrence pacifique et la transition pacifique au socialisme.

La phase de la révolution culturelle (1966-1968) correspondit à un ralentissement de l'activité diplomatique chinoise. Les événements de Tchécoslovaquie en 1968 portèrent au vir le conflit sino-soviétique, la Chine qualifiant l'U.R.S.S. de puissance e social-impérialiste ». Vint alors la confrontation aux froutières, qui culmina avec les affrontements sur l'Onssouri au début de 1969. Après la révolution culturelle, deux facteurs intervinrent dans la redéfinition de la politique étrangère chinoiss : le danger potentiel que représentait le « social-impérialisme » et les signes de la volouté de plusieurs pays occidentaux de normaliser leurs relations avec la Chine. Celle-ol lança une offensive pacifique sur la base des cinq principes afin de forger un nouveau front des pays du tiermonde contre les deux « superpuissances ». Les résultats, on le sait, furent spectaculaires, à commencer par l'entrée de la Chine à l'ONU grâce à un vote massif des pays du tiers-monde.

A l'époque, le Pakistan était

pour obtenir aussi des armes de la China. En 1985, l'Inde et le Pakistan s'affrontèrent à propos du Cachamire; les Etats-Unis interdirent les ventes d'armes aux deux pays. Le Pakistan fit aiors appel à la Chine; les Soviétiques en profitèrent pour lui offrir leurs services, ostensiblement dans le but de le détacher de Pákin. Le décision soviétique, à la mi-1988, de fournir des armes au Pakistan (alors que l'embargo américain se poursulvait) en ignorant les protestations indiennes souligna l'incapacité de l'Inde à se faire entendre des Super-Grands à l'heure de la détenta à la mi-1988, le premier ministre indien, Mme Indira Gandhi, laissa entendre qu'elle allait assoupir sa politique étrangère. Elle fit savoir en jauvier 1969 qu'elle était prête à dialoguer avec la Chine.

fit savoir en janvier 1989 qu'elle était prête à dialoguer avec la Chine.

Les relations entre l'Inde et l'Union soviétique e'étatent aigries à la suite des fournitures d'armes au Pakistan et de retards inexpliqués dans la livraison de l'équipement soviétique destiné aux projets industriels indiens. La frontière sinc-soviétique commençait à s'échauffer et l'URASE avait plus besoin de l'Inde que jamais. Aussi, dès le début de 1986, interviprent une sèrie de gestes soviétiques visant à c'assurer de l'appui de l'Inde. Moscon promit un accroissement des fournitures militaires et une plus prompte livraison du matériel destiné aux projets industriels. En même temps, il proposait la signature d'un traité d'amitié — avant même que M. Leonid Brejnev ne formulât, en été 1989, son projet de sécurité collective en Asie. L'effort fut payant. Quand les troupes soviétiques et chinoises s'affrontèrent sur l'Oussouri, l'Inde soutint les prétentions frontalières soviétiques sans même en examiner les fondements. Les fournitures d'armes soviétiques à l'Inde et au Pakistan se poursuivirent. Ainsi fut relancée la course aux armements. Mme Gandhi dut retarder sa décision concernant le traité proposé par les Soviétiques à cause de la scission sion concernant le traité proposé par les Soviétiques à cause de la scission les Soviétiques à cause de la acission intervenne au sein du parti du Congrès, scission qui la priva de sa majorité parlementaire, qu'elle ne retrouva qu'après les élections de mars 1971. A ce moment-là, un nouvean conflit avec le Pakistan était imminent. New-Delhi soutenant le mouvement sécessionniste de l'aile orientale du Pakistan. orientale du Pakistan.

Dès que le gouvernement pakis-tanais se mit à réprimer les séces-sionnietes du Bangladesh en mars 1871. Washington réimposa l'embargo (levé en 1968) sur les fournitures d'armes au Pakistan. Mais le maté-riel militaire américain continuait riel militaire américain continuait d'arriver clandestinement an Pakistan, en dépit des protestations de l'Inde. En juillet 1971, M. Henry Kissinger se rendalt à New-Delhi, ostensiblement pour prendre note des doléances indiennes. De là, il allait au Pakistan, puis à Pêkin, où Il prépara la visite de M. Nixou, qui eut lieu en fèvrier 1972.

La mission de M. Kissinger à Pekin signifiait que la Chine et les Etats-Unis étaient enclins à normaliser leurs relations, ce qui ouvrait à l'Inde de nouvelles possibilités. D'abord celle de retrouver sa marge de manœuvre vis-à-vis des deux «superpuissances» en prenant l'initiative de la normalisation de ses relations avec la Chine. Au contraire, la mission de M. Kissinger irrita. New-Delhi, qui, tout en faisant officiellement bon accueil au rapprochement sino-américain, y vit surtout une menace pour ses propres intérêts. La perspective d'une guerre imminente avec le Pakistan et la crainte d'une éventuelle intervention chiuoise poussèrent l'Inde à signer avec l'U.R.S.S. un traité de vingt ans. Bien qu'on nie des deux côtés qu'il s'agisse d'un pacte de défense, cet accord prévoit des consultations mutuelles en cas de menace contre l'un ou l'autre pays et des mesures pour ou l'autre pays et des mesures pour y faire face.

La Chine vit dans ce traité l'esquisse d'une alliance antichinoise en Asie sous l'égide de l'Uniou soviétique. L'accord associait en effet un pays du tiers-monde à une superpuissance qui avait affronté la Chine militairement. Cela, joint à la crise du Bangladesh, contribus à renousser tout espoir d'une normaà repousser tout espoir d'une norma-lisation des relations sino-indiennes. Dénonçant les tentatives indiennes et soviétiques d'ingérence dans les affaires du Pakistan, la Chine voyait dans cette crise autant d'indices d'un dessein soviétique d'hégemonie dans le sous-continent et dans la zone de Pocesn Indien

Quand M. Nixon se rendit à Pêkin en 1972, deux mois après la guerre

lable de l'extérieur; b) l'Inde a donc commis une agression contre le Pakistan en envoyant ses troupes dans l'alle orientale du pays; c) le Pakistan et le Bangladesh devraient résoudre leurs problèmes de façon bilatérale; d) les forces indiennes doivent se retirer du Bangladesh; e) l'Inde doit renoncer à son « agression » an Pakistan, et l'ancienne ligne de cessez-le-feu doit être rétablie. La Chine continuait d'autre part de soutenir le droit du peuple cachemiri à l'autodétermination.

indo-pakistanaise, la position chi-noise dans la question du Bangla-desh était la suivante : a) l'unité territoriale d'un Etat doit être invio-lable de l'extérieur : b) l'Inde a donc

Depuis 1972, la situation dans le sous-continent tend à se normaliser. L'obstacle que représentaient les quaire-vingt-dix mille prisonniers de guerre pakistanais capturés an Bangladesh a été surmonté. Le Pakistan a reconnn le Bangladesh. La Chine, qui avait d'abord mis son veto à l'accession de ce pays aux Nations unies, ne s'y est pas opposée en 1974, et il est vraisemblable qu'elle reconnaîtra le Bangladesh en temps voulu. On pouvait donc e'attendre à une amélioration des relations sino-indiennes. indiennes.

L'Inde maintient une mission diplomatique à Pékin et la Chine à New-Delhi. Toutefois, les ambas-sadeurs, rappelés en 1961 à l'initiative de l'Inde, n'ont pas été remplacés. Depuis cette date, les liens diplomatiques demeurent purement formels.

Nouvel obstacle à la normalisation

TINDE ne fait plus de la solution du litige frontalier un préalable absolu à un dialogue ou à la normalisation des relations bilatérales. Pourtant, l'évolution de la situation au Sikkim l'an dernier devait couper court encore une fois à tout espoir d'une reprise de ce dialogue. d'une reprise de ce dialogue.

A la suite d'un soulèvement popu-laire, le souverain de ce petit royaume himalayen, le chogyal, ou dieu-roi, chercha l'appui militaire de l'Inde. L'administration du pays rat confiée à un fonctionnaire indien résidant sur place. Un responsable indien mit an point un projet de Constitution pour le Sikkim. Les élections se déroulèrent conformément à cette Constitution, et trente de la un des transacturs sièmes de et un des trente-deux sièges de l'Assemblée allèrent au parti du Congrès du Sikkim, pro-indien Cette Assemblée ayant demandé à l'Inde Assemblee ayant demande à l'inde de prendre des mesures en faveur de a la participation (du Sikkim) aux institutions politiques et économiques de l'Inde », le Parlement indien vota une loi antorisant le Sikkim à être représenté en son sein. La Chine accusa alors l'Inde d'accusa signe le l'accusant l'accusant le l'accusant le l'accusant le l'accusant l'accusant le l'accusant le l'accusant le l'accusant le l'accusant le l'accusant l'accusant le l'accusant le l'accusant l'accusant le l'accusant l'accusa d' « expansionnisme ». Le 11 septembre 1974, eile déclarait qu' « elle ne reconnait absolument pas l'annexion recommat absolument pas l'annezion illégale du Sikkim par l'Inde et sou-tient fermement le peuple du Sikkim dans sa juste lutte pour l'indépen-dance et la souveraineté nationales contre les expansionnistes indiens p.

En avril 1975, l'Assemblée du Sikkim se prononçait en faveur de l'inté-gration complète à l'Inde.

gration complète à l'Inde.

En même temps qu'elle condamnait l'Inde, la Chine laissait la porte ouverte à une éventuelle négociation en mettant son comportement au compte de l'influence néfaste des Soviétiques. Le principal responsable de la nouvelle instabilité en Asie du Sud, selon les Chinois, serait le « social-impérialisme » — et non l' « expansionnisme » indien.

L'émergence du Bangladesh la

l' « expansionnisme » indien.

L'émergence du Bangladesh, la conclusion du traité indo-soviétique, l'essai nucléaire indien de mai 1974 et les récents événements an Sikkim montrent qu'au moins depuis 1971 c'est à l'Inde qu'il est revenu de prendre des initiatives suscitant une réaction de la Chine — et non l'inverse. La Chine est génée par toute une sèrie de facteurs : ses conflits frontaliers a ve c l'Union soviétique et avec l'Inde, ses relations avec le Pakistan, inacceptables pour l'Inde, son opposition au rôle soviétique dans le sous-continent, etc. Objectivement, il semblerait donc logique que ce solt New-Delhi qui fasse les premiers pas pour débloquer la situation actuelle. Cela ne sera possible que si l'Inde affirme son indépendance vis-à-vis des super-puissances, surtout en vers l'Union soviétique, avec laquelle elle a une relation particulière sanctionnée par un traite. née par un traite.

Une Simca-Chrysler neuve pour 50 EE* par jour.

Incroyable?

Pas du tout. C'est simple: Chrysler-France vous propose une voiture pour la durée de votre séjour en Europe.

En d'autres termes, nous mettons à votre disposition une voiture, avec assurance tous risques et garantie totale, pièces et main-d'œuvre.

Cette voiture, vous vous en servez de un à six mois, avec un kilométrage illimité, et, à la fin de votre séjour, nous vous la reprenons. Le prix que vous paierez aura été fixé à l'avance et représentera uniquement l'utilisation du véhicule.

Ainsi, pendant votre séjour en Europe, vous aurez une voiture neuve, pour un prix imbattable.

Voyagez à travers l'Europe pour une somme minime. Avec Chrysler, cela ne pose aucun problème. Il vous suffit de nous appeler, nous pouvons vous livrer votre voiture immédiatement.

*Prix par jour pour une 1100 GLS sur la base de 62 jours.



A l'époque, le Pakistan était menacé de désintégration, du fait du mouvement sécessionniste dans sa partie orientale. Ce pays, qui avait reçu des Étaits-Unis une aide en armement dans le cadre du plan de refoulement du communisme en Asie, avait manœuvré depuis 1962

Locasim. Division des Ventes à l'Exportation. 74 bis, rue Lauriston, 75116 Paris - France. Têl. 553.31.89.



La machine à penser s'est-elle détraquée?

La liberté de l'esprit a-t-elle été stérilisée par la volonté de puissance et l'esprit de chapelle?

Enquête de MAURICE T. MASCHINO

« Papa, la lune, elle est là pour faire quelle sorte de réclame? » Cette réflexion d'enfont, que ropporte le philosophe ollemond Max Horkheimer, n'écloire-t-elle pas de façon tragique l'orientation qu'o prise la pensée occidentale depuis trois siècles au moins? Il semble que la raison, dont Descortes disoit ovec un trop bel optimisme qu'elle est « la chose du mande la mieux partagée », sait devenue « une machine à calculer »; peu à peu, la nature, les praduits de l'activité humoine, les hommes euxmêmes ont été mis en caupe réglée, en camptes réglés. Mais la mochine s'est emballée: elle tourne à perte; offolé, le marchand fait ses comptes, et

ses mécomptes : c'est la crise. Mois si, par-delò les péripéties de l'économique, une outre se profilait, plus grave? Celle d'une pensée qui poroît incopable non seulement de maîtriser les éléments d'une situation qu'elle a contribué à créer mois d'imaginer une autre situation, déterminée qu'elle est à se soumettre oux exigences de la production à tout prix, à satisfaire son irrèpressible volonté de puissance sur la nature et sur les hammes? « Fille de lo cité », lo pensée rationnelle n'est-elle pos otteinte, à son tour, par lo crise générale qui semble corroder toutes les institutions de la société occidentale?

NE crise de la pensée? « Ce n'est pas mon problème, je ne sais pas ce qu'on entend par lo », s'excuse Claude Lévi-Strauss. « Ca Michel Foucouit, qui nous jaue, ovec son brio habituel, une crise d'apparente méchante humeur, tondis que Jean-François Lyotord est pris, lui, d'une crise de fou rire. « Je serais ossez de l'ovis de Michel Foucanit », enchaîne, perplexe, Maxime

Questian de mots, plus que de choses : Il est qu'à trop parler de crise - crise du pétrale, de l'emploi, crise des voleurs, sur le marché des changes et des morales démonétisées, crise du téléphone et du bigophone, de l'Egilse ou de la culture - on ne dit plus rien. La crise peut désigner, par exemple, une remise en cause des Idées reçues, en science notomment — et c'est alors un progrès : lo pensée scientifique se constitue à travers une sèrie de conflits (fixisme/transformisme, théories corpusculaire / andulatoire mècanique-ondulatoire de la lumière, finalisme déterminisme). « Il y o saus cesse, dens cette théorie d'allée et venue entre le réel et les codres conceptuels qui constituent l'expérience sur le plan de la réalité, des moments où co ne colla pas ; et c'est quand ça ne colle pas que ça ovance. » (Jean-Pierre Vernant.) Mals II arrive, à l'inverse, que ga recule : ou lieu de tra-duire un affinement des notions ou un renouvellement de l'apparell conceptuel, la crise peut exprimer leur inaptitude à comprendre la réalité; signe d'un décalage entre la théorie et la pratique, qui la débarde de toutes parts, elle devient alors un constat d'impuissance. Progrès du savoir ou blocage (provisoire) de la pensée, la crise est assurément, l'un de ces concepts fourre-tout qui n'explique plus grand-chose. Et peut-être brauille tout (que l'on songe oux débats économiques octuels) dans l'intérêt, d'obord, de ceux qui, à longueur de déclorations, dramatisent et empha-

Mais, s'il convient de se méfler de la crise et de lui retirer « son monicheisme, le fait qu'elle nous rejette dans uo univers où il faut opter entre

le passé et le présent » (R. Barthes), n'est-il pas excessif de lui dénier toute réalité et de crier hara sur l'intellectuel, coupable de se donner une mythologie de la crise (une crise mythique) pour exister camme intellectuel? « Les intellectuels se cault. A partir du moment au est opparu en

existeit, ce qu'il foliait foire dans la vie, ce qu'était le bonheur on la transcendance, à partir de moment ao des penseurs de ce ge

institution de pauvoir qu'était l'Eglise, ils ont été omenes à forger, pour se donner statut et comme une espèce de lèg de crise. On ne peut pas dissocier la notion de crise de l'existence et du statut historique de l'in-

Il est certain qu'à dramatiser l'actualité, le dramaturge tire profit. Mais est-ce lui qui crèe foçon, par exemple, de la marchandise

(du surproduit social) qui, historiquement, a créé le morchand, n'est-ce pas le drame abjectif — la crise — qui fabrique le dramaturge? Ne voir dans lo crise qu'une illusion d'intellectuel, n'est-ce pas dissocier son activité du contexte social dans lequel elle se déplaie? N'est-ce pas considèrer que, quelles que soient les vicissitudes de l'histoire et la singularité des situations, la pensée apère toujours de la même façon, qu'elle jauit, par conséquent, d'une indépendance radicale à l'égard

Or il ne semble pas qu'il en soit ainsi : les intellectuels orobes, hindous, chinois, l'intellectuel français lui-même, ne se sont pas toujours crus en crise; à l'opogée d'une civilisation, à l'oube d'une société nouvelle (féodale au capitoliste, par exemple), la pensée se veut, ou se crait, conquérante, elle ne doute pas d'elle-même, même si c'est par une sèrie de doutes et de mises en question, comme chez Descortes, qu'elle parvient à des « évidences », provisoirement Indubitables. De quelle crise, de quel mal secret se

Une production sociale

Jugeaient atteints les idéologues, souvent triom-phalistes, du dix-huitième siècle — un Voltaire

C'est que la pensée suit le dessein, et le destin, de l'histoire : elle en connaît les enthousiasmes, bon compte de la spécificité des conditions matérielles de vie dans lesquelles on « pense » — dans lesquelles les hommes produisent des cannaissonces — et qui déterminent, précisément, la qualité de cette production. Car, à moins de considèrer la pensée comme une sorte d'activité Intemparelle, on ne voit pas par quel miracle elle échapperait aux contradictions de la pratique.

Constituée en un temps où l'Europe, dans l'euphorie des commencements de la société bourgeoise, se proposalt de « se rendre maître et possesseur de la nature » (Descartes), où toutes choses — les usines, les ouvriers dans les usines, les femmes dans les foyers et les maternités, les fous à l'asile et les colonisès dans leur dépendance — s'ordonnaient selon une harmoniu si parfaite que d'oucuns l'estimalent préétablie par lo divinité, comment la pensée, au moment où cet ardre-là se désagrège, ne serait-elle pas en crise, prisonnière de schêmes révolus et contrainte d'en inventer d'autres? Beaucoup l'admettent, tels le philosophe Henri Lefebvre, pour qui « il y o une crise générale qui attaque et corrode toutes

les œuvres de l'Occident », l'économiste Jacques Attali, d'oprès qui « on est dans una période de remise en cause profonde, d'instabilité des concepts et d'inaptitude des théories existantes à comprendre les phénomènes », ou l'historien Georges Haupt: «Si « crise » signifie impossibilité de au incopacité d'envisager d'oller uu-dela d'une certaine description, ju pense qu'on peut parler de

and the second

Francisco Contract

Property of the second

A Barry

Service Control of the Control of th

781 23

7 1-4

. . .

Ce qui frappe, en effet, c'est tout d'abord l'impuissance de la pensée à se donner une image globale et cohérente de notre temps. L'époque des grands systèmes est morte : demier en date d'une série de totalisations toujours imparfaltes, sons cesse reprises, l'existentialisme a rejaint le bergsonisme au l'hègélianisme dans l'oubli embaumé où dorment les grands morts; seuls quelques fidèles lui rendent encore hommage; mois qui cherche dans l'Etre et le Néant une réponse aux problèmes de ce temps? Excepté les thésards au les agrégatifs, et autres damnés de l'Eglise universitaire, qui se nourrit de Kant

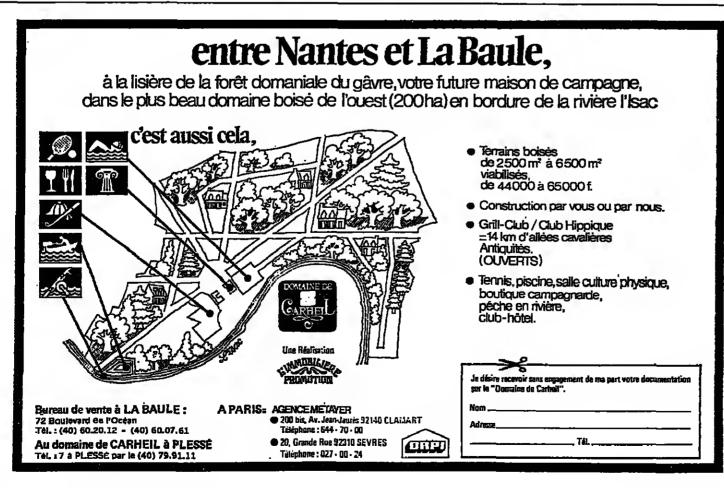
De simples réclames

S ANS daute oucum de ces systèmes n'a-t-il jamois reflété, dans toute sa plénitude et sa nichesse, la complexité de la réalité historique, et l'on soit désormais que le réel n'est pas le rationnel. Du moins, et par une approximation toujours plus fine, ont-ils permis de l'appréhender partiellement : par elle-même, la pratique (ce concret dont on nous rebat les areilles) est muette — elle ne dit rien, n'opprend rien, — seul le travail théorique des médiateurs (des philosophes) est

N'est-ce pas, entre autres, chez Descartes et Spinoza que le concept de liberté tel que nous le comprenons aujourd'hul s'est peu à peu élaboré et enrichi? N'est-ce pas chez Hegel que Manx o trouvé, quitte à le transformer en le remettant à l'endroit, le concept d'ollénation ? Par leurs apparts comme par leurs Insuffisances (qui falsaient problème pour d'outres penseurs et les provoquaient ainsi à la réflexion), les grands systèmes du passé ont contribué à farmer la pensée moderne : théorie, expérience, classe, liberté, justice, democratie, nous leur devons la plupart des concepts que naus utilisans tous les jaurs.

Mais, justement, nous les utilisons en les extrayant du contexte qui les a rendus signifiants, dans l'Ignorance de la méthode qui les a produits et dont ils ne représentent qu'un moment, si bien qu'ils sont beaucoup mains opératoires que jadis. Parfois Ils disent le contraire de ce qu'ils exprimalent (ainsi, la démocratie peut-elle connoter la dictature ; au la dictature du proleteriat, la dictature sur le prolétoriat), parfois ils transitent d'une région à l'autre du savoir, se sophistiquent, au passage, d'un peu de freudisme au de marxisme (l'économie libidinale) et s'explicitent au minimum : qu'est-ce que la démocratie avancée? de que socialisme parle-t-on? qu'est-ce que le désir, dont Roland Barthes nous dit que « les gens ne savunt pas aŭ il est »?

A la limite, les concepts signifient n'importe quoi ; envolée l'idee, reste le mot, qu'on colle, sons s'inquiéter si ça colle, sur tout et rien. Comme l'écrivait en son temps Max Horkhelmer



بر 25ء

(c'itait quelques années avant la montée du nazisme), les idées sont devenues des « réclames », qui s'agitent au vent de la dernière mode; ce qui s'agitent au vent de la derniere mode; ce n'est plus l'esprit qui souffle, mais la publicité. Aucune vision d'ensemble ne les relle, aucune cohèrence interne ne les ardonne, et l'on attend toujours, faute de mieux, cette synthèse qu'an nous promet régulièrement entre le marxisme et l'existentialisme, le marxisme et le freudo-

reichisme. Maie celle-là au une autre, qui la tentero? Car, si tout le monde pense, qui, aujourd'hul, a une pensée? Les idées foisonnent, sons doute, niles courent les chapelles, les séminaires et les colloques, mois une pensée, une hypothèse d'en-semble qui réunisse iprovisoirement) les multiples composantes de la réalité présente et nous permettra non pas de réagir au jour le jour, mois de comprendre au minimum notre temps, cette pensee-là, le voit-on s'éboucher? Son absence n'est-elle pas signe de crise? Lucien Sève n'en doute-pas: « L'incapacité à une pensée globale est en sol une maladie très profonde. Le grand système de pensie — avec ses limites, bien sir : son côté dogmotique, so licisou profonde, bien qu'indirecte, avec une domination de classe — représentait une capacité de la classe au pouvoir d'appréhender la diversité mouvours des aspects de la connais-sance et de l'histoire. Cette capacité a profondément dispara du côté du grand copital; les miettes d'idéologie qu'na n nn pouvent exciper de leur qualité de miettes pour dire : justement, sous reflétons de fusou polyscopique na monde qui se camplexifie. Nan, ce a'est pos vrni. >

Privée de ces structures d'ensemble qui, à la fais, la limitoient et lui conféralent une certaine

rigueur en même temps qu'une valeur prospective, la pensée actuelle n'est pas dépourvue, pour

autant, de toute « philosophie ». Mais, alors que la pensée philosophique transcende la réalité sociale qui lui sert d'assise et lui donne ses fondements (ainsi le cartésianisme n'est-il pas simplement le reflet idéologique de la bourgeoisin montante), la pensée désintégrée d'aujourd'hul ne transcende plus rien : elle subit, dans une inconsclance quosi générale, les coups et les contre-coups de l'histoire, elle la reflète sans la réfléchir et, tels ces boxeurs vaincus qui ne réagissent plus aux bourrodes de l'adversaire, elle incorpore, sons réaction critique, les ingrédients du siècle. Plus nettement que jamais, elle apparait comme le pro-duit d'une certaine histoire — un produit qui se désagrège avec la désagrégation même de la for-mation économico-sociale qui le supporte; et, à le semidiant des ses differences de la forla considérer dons ses diverses coractéristiques, on s'apercolt qu'il en est d'elle comme de la nature : le capitalisme l'a radicolement palluée.

chose », on l'interviewe ; trols jours de magnétophone et l'affaire est dans le sac : « Je ne vois pos pourquoi en ne recopie pas la Bottia en le signant Zitrone, se demonde B. Poirot-Delpech ; ca se vendrait automatiquement. =

Comment parell marcantilisme n'influerait-il pas sur l'activité de l'écrivain? Si l'on ne publie que ce qui ropporte, on est conduit, tôt au tard, à n'écrire — à ne concevair, sentir, imaginer, élucider — que ce qui rapporte : c'est dans l'acte même de la création littéraire que l'économique intervient et que, à la façon d'un contremoître qui exomine la qualité des pièces usinées, il apère une sélection impitoyable entre le dicibin et l'indicible — l'in-vendoble, qui devient donc l'im-pensable. Les règles de l'édition définissent celles de l'écriture, les impératifs de la commercialisa-tion, ceux de la production. Conditionnée à la facilité par « cette culture de

ruissellement » (Max-Pol Fouchet) que distribuent les media — lesquels « prement de plus en plus les Français, y compris les intellectuels, pour des benêts » (Poirat-Delpechl, l'opinion attend de l'anecdatique et de l'accessoire : on va donc produire, et sons que cele réponde nécessairement à un chaix conscient, de l'anecdotique et de l'accessoire: « La vie de l'esprit est un mélange complet na nom de n'importe quoi » (Poirot-Delpech). Quant à cette partie de la clientale qui apprécie le sérieux et le savant, l'écrivant est incité à lui servir aujourd'hui -- pulsque c'est la mode -de l'ontilittérature ou, plus exactement, une lit-térature qui se prend elle-même comme objet de son propre discours.

Et l'on retrouve ici, dans cette sorte de gratuité d'un longage qui tourne sur lui-même, l'un des effets du systèmm socio-économique sur les centres de l'éleboration conceptuelle. La production en série des morchandises et la transformation même de l'homme en marchandise ont provoqué l'uniformisation des modes de vie et la standardisation des vivants. De plus en plus totolitaire (malgré les apparences), le système ne laisse guère de place à l'initiative individuelle, à l'ariginelité et à la spontanéité du vécu : « Hier il y a quarante ans — la littérature s'appuyoit fortement sur l'individualisme; ce n'est plus le cos najourd'hui; nu ue voit plus ces grands individus exacerbés que pouvaient être Barrès, Gide et d'autres », remarque M.-P. Fouchet lpour qui on ne trauve pos non plus « da

grands collectivistes entinusiastes »).
Vivant tous, ou ayant l'Impression de vivre la même expérience, ceux qui écrivent ne considérent donc plus l'écriture comme un moyen de communication : qu'y a-t-il à communiquer qui ne sait déjà connu? Sans contenu - sans message, — la littérature en est réduite à s'interroger sur elle-même : « Parmi les jeunes, il y a nne absession exclusive da langaga pour le langage, de la mécanique et de la production da langage et dn texte, une interrogation sor l'arigine dn flux verbal et da flux textuel. Ils recrachent lenr Barthes, leur Cixous, leur Kristeva; c'est frappont comme ça sa ressemble d'un bouquin à l'autre » IB, Poirot-Delpech).





Formée dans le contexte d'une so-ciété d i v i s é e en lasses (elles-mêmes subdivisées en fractions de c l a sses, costes et multiples sous-groupes), stric-tement hiérarchisée et catégorisée, à une époque, de surcroit, au les nations européennes se parta-gealent (se divisoient, justement) les trois quarts de la planète, la pensée actuelle semble incapable de comprendre, d'accepter, et au besoin de voloriser, Ins diffé-

L'Europe s'est repliée sur ses terres, la France sur l'hexogone, mais la pensée garde ses diarragance impérigles : les calonies

sont mortes, mais la pensée colonise toulours : qu'elle le méprise au l'ignore, elle nie l'autre. Au niveau du sens commun, bien sûr, mais oussi chez les intellectuels de profession ; ainsi, de cette sorte de Somme en trois volumes, Faira l'histoire, récemment parue oux éditions Gallimard, les peuples qui recommencent, précisément, à foire l'histoire sont absents : « Il n'y a que deux études cansacrées an tiers-monde, remarque Pierre Vidal-Naquet. De l'Inde, de la Chine, des daux tiers de l'hamanité, an me dit mot, » C'est qu'on ne les voit pos, habitués que nous sommes à « juger toute chose selon notre histoire, nos catégories, notre définition de l'hamme. Cette façon de tout rapporter à sai, à un certain univers intellectuel, à un certain système d'interprétation du monde, est proprement occidentaln » (Georges Balandier). Les circonstances aidant, pareil etimocentrisme — aussi décentre à l'égard des realités du monde

contemporain que le géocentrisme de Ptolémée à l'égard de l'univers — conduit aisément au racisme. De Dunkerque à Marseille, la pratique en donne des exemples quotidiens : « Il y a un profend recisme de la pensée française, constate Claude Bourdet ; totalement inconscient, il est reux au'il se co de la boane conscience. Les Français sont universalistes, dans la mesure ni le moode entier serait français. Si an torture des Français, c'est très grave, si on torture d'autres nationalités, ça commune à être moins grave, si des François tarturent des Algérieus, ce c'est plus de tout la

Développes/sous-développes, sauvages/civilisés, potrons/ouvriers: reflet d'une pratique sociale qui, depuis quatre siècles, a brisé toutes les vieilles solidarités et, dans cette course folle aux privilèges et au profit, a dressé les uns contre les autres jusqu'aux membres d'une même famille, la pensée, telle une machine à couper des randelles, fragmente, divise - at hiérarchise : « Cette façon de vouloir ordonner les différences concerne non seulement ce qui nous est étranger, mais nussi ce qui unus est propro; nu ne pense pas la ferame comme différente sons la penser d'une certaine manière comme marginale an inférieure, an ne pense pas une génération jaune sons la penser comme différente et sans, du même coup, la placer nussi ea position inférieure » lGeorges Balandier). Et alors que la pensée antique unissait les puissances du ciel et de la terre — les héros et les demi-dieux n'étaient-ils pas les médiateurs et les témoins de l'alliance? — alors que la pensée médiévale saisissait des ardres, des groupes, corporations, la pensée actuelle, née de la dislocation des ensembles sociaux, crée à son taur une réalité disloquée : « C'est une pensée de la séparation et de la division, note Serge Moscovici, la moi/l'autre, le Français/l'immigre, l'annae/la femme, l'adulte/l'enfant, la nature/la société. Nous vivons dans des sociates en ou : an vous ou moi, na le même ou l'autre... C'est un phénomère d'expulsion continue : travailleur, on vous expulse de votre métier ; Parisien, nu vous expulse vers la banlieue; vieux, la retraite vous expulse de la

A l'intérieur même de ce champ ségrégé où elle se produit, at qu'elle contribue à reproduire, la pensée abéit aux lois de l'économie marchande; et l'on retrouve, dans le domaine de la production intellectuelle, les mêmes caractéristiques que dans les autres sectuurs de la production : concentration des entreprises, recherche d'une rentabilité maximum, division accrue du travail, surproduction,

Des recherches qui ne servent à rien

C EST In cas, por exemple, de la pensée scien-tifique. Le temps n'est plus où quelque vieux sovont, entouré de deux au trais disciples, se livroit, dans un grenier transformé en labaratoire d'occesion, à des expériences parfois dangereuses : l'amour du savoir, la jain de comprendre, valaient bien tous les inconforts. Fabriquée désormais de façon industriella — il existe de véritables usines à science, tella l'Organisation auropéenne pour la recherche nucléaire, à Genève, où travail-

dits, quatre à cinq cents ingénieurs et techniciens, plus d'un millier de secrétalres et d'ouvriers quaplus d'un millier de secretaires et u un la processus lifiés, — la pensée scientifique, dans le processus la ceux qui la même de sa formation, échappe à ceux qui la produisent, exactement comme le sens de son travall échappe à l'ouvrier. Le scientifique moyen d'aujourd'hui est à celui d'hier ce que l'auvrier spécialisé est à l'artisan : il pense sur un boulon (sur cette randelle d'organe qu'il pèse pour la millième fols, sur cette cellule, toujours la même, qu'il colare du matin au soir); mais la pensée d'un boulan est-elle encare une pensée?

La plupart des charcheurs ne savent pas ce qu'ils cherchent, leur activité ignare ses tenants et ses aboutissants, leur pensée n'est qu'un fragment ou une miette de pensée, et — dans la mesure au penser, c'est relier — une absence de pensée. Comme le travail de l'ouvrier spécialisé est, d'une certaine façon, la négation du travail : « La production des connaissances, comme celle des biens matériels, est porcellisée, constate Jean-Marc Lévy-Lebland. Le scientifique moyen ne contrôle même plus la signification de son travail. Souvent abscur tacheron du calcul théorique en de l'expé-rimentation, il n'a qu'une vue très limitée de proces global on s'inscrit soa travail. Il s'agit là d'ane sorte de prolétarisation intellectuelle, »

A s'ardonner, comme les autres, sur la recherche exclusive du profit, l'activité scientifique, elle aussi, est en crise; si elle produit de plus er, plus, elle écoule de moins en mains; devenue « une commissoece de plus en plus apprefordie d'abjets de plus en plus laintains » (Lévy-Lebland), condamnée, comme toute marchandise à se renouveler, elle porvient de plus en plus difficilement à s'insèrer dans le circuit marchand : « La science s'enfonce dans l'ésotirisme. La recharche fondamentole tourne de plus en plus — à la connaîssance produite — et, proportion-nellement, les applications technologiques sont de moins en moins nombreuses. La mojorité des recherches ne servent à nen » (Lévy-Leblond).

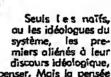
La production scientifique n'est pas la seule à se soumettre au critère de la rentabilité et du profit. La production la plus gratuite qui soit, en apparence, celle qui ne semble soumise qu'au principe de plaisir (ou d'agrèment), obéit elle aussi aux mêmes exigences.

Une culture de ruissellement

ACTIVITE littéraire, pourtant, poroit extrême-ment diversifiée, et l'on n'a jemois publié autant de livres. Meis pas n'imparte lesquels, et là encore, en y regardant de plus près, on découvre la même corrosion qu'ailleurs. On ne public en effet - et, par conséquent, on n'écrit — que ce qui se vend, ou est susceptible de se vendre : « Bientôt, bon nombre de livres ne pon-ront plus s'éditer du tout, estime Bertrand Poirot-Delpech. Ma caeriction est qu'anjourd'hai la Nausee, l'Imaginaire, un que Vuléry daes son entier a'nuraient de chance de voir le jour qu'à compte d'nuteur, il faut que l'écrivain nit un violen d'lugres très voyant, no une vie publique un peo fracossante, qu'il ait parlé trois minutes avec de Gaulle na Mao, il lui fout un orgument de vente extra-littéraire, sans qual on ne fuit plus attention à sou monuscrit. Ce qui caroctèries la vie de l'édition, c'est la loterie et la chienlit du

A la limite, si l'on pouvait économiser le temps d'écrire, pour vendre plus vite... Mais l'on y vient : les éditeurs prospectent, comme les industriels, et, trouve-t-on le phénomène qui a vécu « quelque

Sous l'œil des marchands et des "patrons"



discours idéologique, n'est pas libre, non seulement parce que ceux qui pensent sont conditionnes par la cultura de lour milieu - il est possible, Jusqu'à un certain point, de se défaire de san emprise, - mois parce que la pensée n'a d'existence qu'à partir du moment où, por la parala et l'écrit, elle se formule et, en se formulant, se constitue comme

Elle ne préexiste pos à cette expression, sinon comme vague aspiration ou réverie informe - et les moyens de cette expression sont propriété privée ou d'Etat. C'est des autres - de l'éditeur qui accepte au renvaia le manuscrit, du directeur de journal, à qui sourit ou déploit un projet de reportage, du « patron » qui agrée ou refuse un sujat de thèse, du ministère, qui bloque ou débloque les crédits — que l'intellectual reçoit la possibilité de dire et, par là même, de penser.

Poreilles contraintes constituent autant de censures, externes et internes à la fois; elles interviennent dans tous les secteurs de la production intellectuelle. En littérature, por exemple, où, d'après B. Poirat-Delpech, « la liberté d'expres est d'ares et déjà complètement bafouée, l'exi-gence de reatabilité représente une consure aussi grave que toutes les censures baronneratiques qui existent à l'Est »; certaines maisons d'édition ne font-niles pos attendre des auteurs consacrés, mois à la valeur morchande actuellement incertaine? Il en est de même en science où faute de crédits certaines disciplines végètent (l'acoustique, la thermodynamique), tandis que les laborataires, ou les arganismes d'l'tot, condamnent au chômage un certain nombre de chercheurs.

Mais les pressions économiques ne sont pas les seules à limiter la liberté de la pensée ; d'autres s'y surajoutent, plus sociologiques que finoncières, qui tiennent au mode d'insertion de l'intellectue françois dans le contexte social.

Les penseurs-universitoires fonctionnent d'abord de façon verticale, en ce sens qu'ils dépendent tous de l'État nt, à des degrés divers, les uns des autres : l'assistant du moltre-assistant, le moitreant du moitre de conférence, le directeur de l'U.E.R. du président de l'université; intériorisée, cette hiérarchie détermine déjà les modalités de la réflexion, ses dimensions (théarique, ou à ros d'ex-périence), sa qualité (une pensée d'assistant peutelle être dovantage qu'une pensée assistée?), son envergure — pensée prudento, audocieuse, hypothétique au catégorique, pensée de moitre, comme on disait d'une villa, aux « colonies ».

Mais les universitaires fonctionnent encore seion un ordre horizontal, dans la mesure aù leur discipline peut être en position de rivalité ou (plus rarement) de complémentarité avec d'autres, ou elle-même s'enseigne également dans d'autres un? versités (d'où un certain nombre, et un certain type de relations à établir), dans la mesure enfin où il peut intre utilin de lui adjoindre d'autres supparts qu'universitaires - journalistiques, par exemple, ou d'édition.

Ainsi sa crée un réseau serré de liens multiples. d'obligations et d'allégeances, de services échan-gés ou de coups fourrés à rendre, de places fartes à conserver au de bastions à canquérir, de rivalités à justifier théoriquement, ou d'appositions Idéologiques à tempérer. On entrevolt quelles conséquences peuvent résulter, pour l'activité intellactuelle alle-même, de ce que certoins n'hésitent

C'est ainsi que le penseur-patron, qui a besoin de crédits, de postes, ou simplement d'honorabilité statutaire, ne peut accepter que sa discipline soit controversée, que so centrolité (réelle ou imoginaira) soit contestée -- sons remettre en cause, du même coup, son substrat économique et social : Il refuse donc - Il ne conçoit même pas - qu'on la conteste, et so pensée ne fonctionne qu'à seula fin de la justifier : soit par les articles qu'il donne à des revues spécialisées (en physique, estime J.-M. Lávy-Leblond, cette production-la, à 90 %, n'est jemois citée ni utilisée, parce que théoriquement inslanifiante), soit par les œuvres qu'il publie régulièrement, et dont la plupart ne serant lues que par ses étudiants qui, plus tard, à leur tour..., soit, enfin, par la campagne qu'il arganise, des qu'un ministre projette quelques refauches proteste, motionne, pétitionne, crie à la barbarie - c'est à la vie de l'esprit qu'on ose attenter.

Ainsi a-t-on vu récemment les philosophes. toutes polémiques suspendues, se dresser comme un seul homme contre la réforme Haby; les mondarins les mieux installes dans le système se découvraient, brusquement, une ôme de contesta telres. Mais, du hout de leurs barricades idéologiques, quels arguments langulent-ils à l'adver-saire? Leur raisonnement péchait dans son principe même, les conclusions figuralent déjà dans les prémisses — et les prémisses, comme dit Pierre Vionsson-Ponté, « c'était la défense de la boutique. La pluport des lettres que le Monde e reçues soet d'un niveau très bos : "Monsieur, peut-on vivre sons philosophie?", "Et Ploton, qu'est-ce que vous en foites ? ". Il n'y avait cocun

Une pollution psychanalytique

STERILISES par la position même qu'ils dolvent défendre, les penseurs-patrons stérilisent aussi les apprentis-patrons. Obtenir un poste, gagner des échelons, se conciller un directeur de thèse autant de limitations au déplaiement d'une pensée libre. Quel jeune charcheur n'a été abligé de réfléchir sur une question pour lui sons intérêt, meis importente paur le patron - lequel prépare justement un ouvrage sur cette question et a besoin de l'apport de ses étudients, qu'il utilise porfois sons vargogne? Quel intellectuel du bos de l'échelle n'a retrouvé, un jour, dans une étude « mogistrale », des pages entières de sa thèse de troisième cycle ou de son diplôme d'études supérieures? La pratique est plus courante qu'an re le croit. « Les jeunes chercheurs na statut instable, n l'empini et nu salaire incertains sont contraints à la docilité pour avoir des chances de progresser » (J.-M. Lévy-Lebland).

« Il y a dans ce pays des forteresses incroyables, constate Jean-François Revel. Quand vous pensez que certains grands professeurs, à la Sorbanne au no Cellège de France, ont la baute main sor à pen près toutes les études uni se foet dans leur

discipline sur toute l'éteedue du territoire, que pas ue seul sujet du thèse ne peut être déposé sons leur approbation, qu'ils contrôlent le réportition des crédits du C.N.R.S., c'est-à-dire des moyeus qui permettent à leurs disciples de taine on con postes, et qu'ils bénéficient d'inflnences conside robles dans de grandes maisons d'édition et de grands jonnaux — cela fait quand même beaucoup de pouvoir... » Docilità des jeunes, toutepulssance des anciens : la gérontocratie univarsitoire, par les limites qu'alle Impose à la réflexion, contribue è son appauvrissement; c'est ailleurs, eujourd'hui — aux Etats-Unis, en particulier. — que l'activité Intellectuelle s'accomplit le plus librement. En France - pouvoir de l'argent, pauvalr des titres et des fonctions - elle connaît de

Devenue, à la lettre, une morchandise, elle se trauve en concurrence avec les autres, et les diverses fabriques (sciences, écoles de pensée) ont entre elles les mêmes rapports que les entreprises

Elles tendent toutes, par exemple, au monopole. Il n'est pas de pensée qui, à un moment ou à un autre, n'oit essayé de s'imposer, rédulsont les autres modèles d'interprétation à de simples coralluires, quand elle ne les déclaroit pas complètement dépassés; en dernière instance, comme l'on dit depuis Engels (mois pourquoi y auroit-il una dernière instance?), c'est l'économie, le langage, l'inconscient ou la biologie qui expliquerait le tout du phénomène humain.

C'est ainsi que, vers les années 50, l'intelli-gentsia française découvrit, avec quelque retard, l'œuvre de Freud; mols, depuis, quel défoulement! La psychanolyse a envohi peu à peu tous les domoines, jusqu'au morxisme qui ne la boude plus, et les complexes se portent désormais comme

la Légion d'honneur... Ecrivent-ils, les intellectuels donnent dans le même dévergondage : « J'ai là, sur mon bnreau, un exemple absolument stapétiont, nous confie un professeur. Il s'agit d'on article destiné à une revue da hout niveou. On y trouve, d'abord, un ase appareillagn mathématique et concentrel lc'est à la modn : pour « démontrer » des évidences, bien des scientifiques utilisent, sons lo moiadre nécessité, le plus lourdn instrumentalité rtique) — et, à portir de notions fresdiennes et loconiennes, l'auteur explique calmement qu'intelligence yeut dire : qui n un phallus ; à titre de preuve, il indique en note : voir Lacon, page... On n là un intellectuel qui, methodologiquement, n l'air d'être d'ane précision extrême,

Freudienne, freudo-marxienne, laconienne ou althussérienne — à l'image même de la société qui la produit, la lance, l'impose un temps et la déprécie, la pensée contemporaine n'échappe pas à la tentation totalitariste : « Les tentatives de réduction se succèdent comme une cononnade, dit H. Lefebvre. Les sciences ant toutes été impérialistes les noes après les nutres, »

L'apération est poyante sur plus d'un plan : elle rapporte, d'abord ; alle permet également à cer-tains da se refaire une apparente jeunesse professlannelle, et de reconquerir un pouvoir pédago-gique contesté ; elle sert, enfin, l'idéologie domi-nante, dans la mesure au elle détourne l'attention des vrois problèmes. (Lire la suite page 20)

(Sutte de la page 19)

C'est à cet aspect-là de l'apération qu'est sensible Lucien Sève : si l'on veut tiror de cortaines sciences plus qu'elles ne peuvent donner, si on les falsifie — comme on fausse une pièce —, dit-il en substance, c'est porce que l'idéologie bourgeoise, incopable de se donner les Instruments concentuels adéquats qui permettraient une synthèse théorique de natre temps, a besoin de subs-— la psychonalyse, la bialogie — qui tien-

nent lieu d'explication globale et masquent, en même temps, la réalité des ropports sociaux : n Li aussi, il y a un phénament du type de la pollution ; cette classe en perdition est incapable de faire face aax problèmes de notre époque ; elle na voit guera d'nutre moyen que de détruiro de manière nocélérée un certain nombre de choses, pour les jeter dans le brasier de la crise de son déologie. Les sciences bumaines ant avancé: n Taut fait veatre », dit l'homme, un peut s'en emparer at concocter nyec elles une pseudo-explication qui permettra d'éviter ce qui doit être ėvitė. >

Quel que soit le bénéfice, économique ou idéologique, que les penseurs et l'Etat tirent de cette situation, l'activité intellectuelle ne peut, elle, qu'en patir ; cor si la concurrence, dans le damaine économique, incite les entreprises à améliarer la auglité de leurs services ou de leur production, elle provoque, dans l'ordre de la pensée, des effets rigoureusement Inverses : la surenchère, Ici, conduit au sectarisme et au dogmatisme.

de l'Etat, le primat de la croissance économique, la distinction de l'économique et du palitique, une certaine métiance à l'égard de ce qui est « politique », l'affirmation de la nécessité de l'armée et de la neutralité de l'écola, autant d'orientations communes aux pensées de gauche

Récupération? On le dit à gauche, mais un peu vite, cor la récupération est une constante de l'histolre sociale et de l'histoire des Idées : « La société est de sa nature récupératrice, constate G. Balandier, ulle développe ses logiques de telle manière qu'elle cherche toajours à reprendre les ncteurs sociaux, individuels ou collectifs, seloc ses propres normes. » Ce qui est vroi de la société l'est aussi des groupes qui la composent; seule une approche idéologique les distingue absolument, ou les conçoit comme rodicalement anti-thétiques et s'excluant les uns les nutres ; ils s'impliquent, au contraire, se présupposent, se modelent reciproquement — et la gauche, tout autant que la droite, est « dans la système ». Les classes (et les pensées de chaque classe) ne sont pas dans un rapport d'exclusion, tels des blocs de pierre jetés sur un champ, elles constituent un système d'équilibre, au les échanges, comme dans tout arganisme, sont innombrables

Si la droite récupère, la gauche récupère donc nussi (et souvent à son insu); tout nu plus, la droite récupère-t-elle pour « désumorcer », la gauche, comme dit R. Borthes, pour « subvertir » tel l'écrivoin Manchette, qui donne un contenu subversif à ses romans policiers (amorce d'une guérilla urbaine, rôle de la C.I.A en Europe, polices potronales dans les usines). Mais, de toute façon, on « récupère » et, comme disait M. Foucoult, ça va, ça vient, ça circule. La droite, por exemple, a « emprunté » à la gauche une certaine approche — économique — des réalités histo-riques : « Depuis vingt ans, note Maurice Duverger, un parle du poys développés et de pays sous-développés, c'est une approche marxiste por la structure socio-economique. A la veille de la deuxième gnerre mondiale, un posait nutrement ies, an s'en tenait na palitique seal, an négligeait les conditions socio-economiques de la democratic. >

A son tour, ic gauche accorde plus d'Importance nux institutions politiques, dons lesquelles elle nu voit plus qu'une simple superstructure ; elle concoit mieux que les seules transformations materielle ne résolvent pos, comme magiquement, tous les problèmes socioux et, par exemple, que la collec-tivisation des moyens de production ne supprime pas d'elle-même l'allénation de la femme. Il n'est pos jusqu'à la forme du discours qui n'ait profon-dément changé : l'adversaire n'est plus un ennemi — un rat visqueux, une vipère lubrique au un valet de l'impérialisme, on ne le rejette plus dans les ténébres de la réaction, on discute, et les poubul es de l'histoire se remplissent moins vite qu'autrefais: à gauche comme à droite, la « récupéroti-4 > vo bon train.

Une droite sans rides

M AIS recupérer, c'est aussi assimiler (faire sien) et transformer : d'être réciproquement contagieuses ne conduit pas les pensées de gauche et de droite à devenir identiques. S'il est dans la logique d'un système social, quel qu'il soit, d'cjuster les uns aux autres les groupes qui le composent, le même système ne survit et ne se developpe que s'il maintient, en même temps, des diffé-rences; il les provoque et les contrôle à la fals. Assignant à chaque groupe son lieu et sa fonction, il cree les bases objectives d'une pensée différenclée; incluses dans le système, la gauche et la droite n'y tiennent pas la même place, elles ne jouent pas le même rôle : elles produisent donc, chacune, leur pensée propre.

En principe, serait-on tenté d'ajouter aussitôt. Car, en ce qui concerne la droite, on a beau regarder, on ne voit rien venir. « Il n'v n pas de pensée politique de droite, constate M. Duverger; le dernier penseur, c'est Ch. Maurres. Le gaullisme d'n forgé nucune pensée. Prenez, por exemple, le cas de Raymond Aron ; c'est probable ment l'no des hommes de droite les plus intelligents; if anolyse, critique — souvent gyec une remarquobla lucidité, mais il n'y n pas de pensée chez R. Aron, na ne peut pas défin phie de R. Aron. » Est-ce, comme le dit H. Lefebvre, porce que « la draite est incapable de trouver une seule idée » ? Faute de réfléchir, elle polémiquait nutrefols, elle avait ses pomphlétaires ; elle n'a plus qu'un Jean Cau.

Il n'y a pos lieu de s'en réjouir ; la carence intellectuelle de la droite n'est que le négatif de la faiblesse de la gauche. « La pensée da droite est nvant tont un système de défense, explique C. Bourdet ; en temps normal, elle nn se manifeste pos; il n'y en n pratiquement pas quand la droite se sent tranquille ; elle n'apparait qu'aux époques nn l'un constate une montée des farces sociales ndverses. A la fin du dix-unuvièma siècle, na début du vingtième, nn n vu se former unu pensée palitique de droite, nyes Veuillot, La Tour da Pia, Maurras, cela correspondait à un moment ni les farces et les idées démocratiques gagnaient du ter-

Main basse sur le sacré



Ainsi en est-il aujourd'hui : « Ca qui coractérise notre époque, estime J.-P. Vernant, co sont les divisions en sectes, des discussions sur des points de vocabulgire, des excomintellectuals donnont l'impressina que co qui imparte, ce n'est pas de regarder le réel et d'essayer de lu com-

prendra, mais de constituer des graupes parlaut la même inngage, se reconnaissant et se confartont de cette certitude commune — certitude qui n besoin, pour être reconnue, de se définir por position nux ignorants et à coux qui sont les pies proches. »

Les sectes pullulent, en effet, chacune a son longage qui, n ponr les inities, n une sorte de pro-fondeur révélatrice », ses farmules, « qui vaus ouvrent le paradis », ses dogmes, ses hérétiques et ses schismatiques. Une sarte de « sacré sauvage » ou « diffus » pénètre tous les secteurs de l'activité sociale : « Chacun s'en est approprié un mor-cean, constate G. Bolandier, et valide, en son nom, ses préférences, ses choix, ses essais. On fait moin basse sur le socré : no sacralise son choix en motière du sexualité, on socralise son expérience politique, en faisaut da gronpe une communauté chaude, qui va immédiatement produire sa liturgie, son rituel, ses codes, son langage, établir les lignes de frontières qui marquent ce qui est conve-nable et ce qui ne l'est pas, danner les règles du monichéisme qui permettent de réportir les hommes commodément. On procède à la manière d'une Eglise combattante. Chaque école de pensée n tendanco à se penser comme la seule et, da même coup, à se placor contre toutes les nutres. »

Les prenont pour cibles, et comme principol mbjet d'observation, la pensée perd de vue la réa-lité ; et ce que H. Lefebvre appelle « sa fixation sur des positions nrvêtees » l'empêche de suivre les transformations du monde au d'entendre les problèmes des hommes.

Des pingouins et des hommes

M AIS y a-t-II des hommes encore? A la suite de Nietzsche, qui procloma la mart de Dieu, que d'intellectuels célèbrent, aujourd'hui, celle de l'homme! Non pos qu'au nom de certoines voleurs primardiales ils dénoncent, à la façon de Marx, cette sorte de mart lente que l'exploitation économico-politique impose à des les méthodes qui, en faisant du travailleur une marchandise, lui dénie toute humanité, ils portent sur l'homme un regard qui le dissout et l'égare pormi les choses; paur beaucoup, l'essence de l'homme ne consiste plus dans les rapports sociaux qui la constituent, et les phénomènes humains requièrent un nutre type d'explication, puisqu'ils se réduisent, assure-t-on, a du non-humain.

Ainsi voit-on se développer ce que l'historien Robert Bonnaud appelle la « made naturaliste ». Elle prend des formes très diverses; aux Etats-Unis, por exemple, predominent actuellement les théories bialogisantes de l'homme — qui condui-sent, entre autres, au racisme : si l'on n'invoque plus la forme du crâne ou le poids du cerveau, comme nu dix-neuvième siècle, an porle montoges chromosoroiques, code génétique, et l'on explique, le plus sérieusement du monde, que les Noirs et les Bloncs ont, por noture, une Intelligence différente (Chocley).

Du somatique, on passe aisément à l'animal autre voriante du naturalisme contemporoin, qu'illustrent les trovoux de K. Lorenz au de Hardrey. « On retrouve tout chez l'animal : la guerre, territoire, la propriété (bien sur !), pour finale-ment les déclaror éternels. On voit tel bistorien célèbre faire un article sur les pingouins en terre Adelie, nu il prétend démontrer que les lois de la ographie nnimale et humnino sont identiques »

Mais pourqual s'arrêter à l'animal et ne pas chercher, par exemple, du côté du climat? « J'ni réuni tout no dossier sur les explications climotiques en histoire, continue R. Bonnaud. Tella dépression économique du Moyen Age nuroit été cousée por un refroidissement. C'est l'idée du rythme primordial. On va n l'astrologie : le genvernement por les astres ! En lisquit certains trovaux dits scientifiques, an découvre que c'est l'état du ciel qui préside nux destinées bamaines. On se retrouve un pen devant ces chroniques médiévales nu l'an notait les signes du ciel, les pluies, les plaies de sang. »

Diluer l'humain dans le non-humain ; n'est-ce pos, d'une certaine façon, la position de C. Lévi-Strauss, qui croit nécessaire de chercher ailleurs que dans l'hamme la roison dernière de son histoire? « Les grandes cousalités nuxquelles Marx faisait appel étaient encore des cousalités bistoriques et humaines, nous dit-Il ; c'étaient des rapports de production, des modes de production, c'est-à-dire tout un niveau de phénomènes au l'homme se trouve profondément engagé avec son bistoire, son idéologie. J'ai le sentiment maintenont que le genre da marxisme auxquel nous devrions au paurrions faire appel seroit, si j'ose dire, un marxisme beaucoup plus dur, c'est-à-dire que, par-delà aa en decà des déterminis nes encore très imprégnés d'humanisme nuxquels Marx se référait, nous sommes mointennut en prise directe,

l'homme: l'explosion démographique, la destruction du l'éco-système. »

L'âme d'un monde sans âme

plus impérieuses et beaucoup plus extérieures à

HOMMES - MACHINES, hommes-pingouins, hommes-malécules : est-ce la fraide désespérance de co regard — et la détresse abjective qu'il traduit — qui provaque, por réaction, le renouveau du sentiment religieux? Car c'est un fait: qu'il s'agisse de l'aspiration à un au-delà au à un plus tard meilleur, au des formes dégradées de la croyance, l'esprit religieux renait. A l'étranges, l'Islam n'a jamals été aussi vivant ; en Pologne, en U.R.S.S., la foi couve (et brûle) sous les condres (parfois, elle rojnillit, provocante: Sollenitsyne, Siniavski); en France, où l'an rencontre, fait nouveau, tant de prêtres dans les mouvements d'extrême gauche, quel Guyot oserait écriro l'Irréligion de l'avenir?

Controirement à ce qu'espérolent les libertins du dix-septième siècle et les scientistes du dixneuvième, les évidences de la rolson n'ont pas détruit les exigences de la fal ; simplement, la fa' (l'espérance?) a changé de lieu et de farmes : délaissant les institutions (les Eglises, les portis structures comme des Eglises), elle se glisse dans ces utoples qu'an redécouvre ou qu'on invente tels ces grands rêves qui nous invitent, dans un monde sons écoles, sons médecins, sons prisons, sons Etats, à une nouvelle « convivialité » —, elle tronsparoit dans cette recherche passionnée du juste qui, spontonément, mobilise jeunes et mains jeunes contre l'expulsion de squatters ou l'assassinat d'un immigré, elle inspire le volontarisme, qui anime tant de mouvements gauchistes; il n'est pas jusqu'aux grands mythes eschatologiques — l'an 001, l'homme réconcillé, la Révolution — qui ne ressuscitent ; et, dans la lignée des prophètes d'autrefois, dont elles retrouvent, sinon le sauffle, du moins l'inspiration, que de volx nous appellent à changer la vie!

Car il faut vivre. Et cholsir. Et répondre, enfin, à tous ces problèmes existentiels — la qualité et le contenu du travail, les divers modes d'occupation du temps (qu'il ne s'agit pas seulement de perdre ou de passer), les rapports de pauvoirs, les relations avec autrul - qu'aucune théorie, jusqu'à present, qu'aucun système n'a abordés de front et encore mains resolus. Mals en a-t-on les moyens? Les réflexions actuelles sont-elles à la dimension de nos réves? Modelés par quatre siècles d'économie marchande, et dans le cadre étroit des patries en formation puis en expansion, la pensée suit-elle, ou subit-elle dans le désarral, les transformations en cours? A-t-elle encore assez d'envergure pour embrasser les problèmes de notre temps, assez d'Imagination pour proposer des solutions, assez de générosité, somme toute, pour concevoir un monde humain ? Les palitiques en sont convolucus; mais leur discours o-t-il la

A l'heure de son clocher



On le dit, on le répète à luste titre : en 1975, c'est à l'échelle de la planète que les problemes se posent, Qu'il s'ngisse de la protection de la noture — Illusgire

nussi longtemps que le pays vaisin continue de polluer ses eaux et son atmosphère, — de la croissance industrielle — à la merci des producteurs d'énergie, - de l'empial et des solaires qu'on ne peut assurer et protèger, dans une économie daminée par les sociétés multinationales, que par une action et une concertation syndicoles de niveau international, — de la démocratie — probablement condamnée à rester « bourgeoise » nussi langtemps que les régimes qui se targuent de l'avair « papularisée » constitueront, pour la majarité des Occidentaux, un épouvantail, au un ontimodèle. — du socialisme, dont on commence in comprendre qu'il ne peut s'établir dans un seui - il n'est plus de problème qui puisse trouver de salution à l'échelle de la nation.

Mais toutes les nations n'ont pas le choix de leur échelle ; et de la même façon qu'un paysan du Massif Central ou des Asturies peut éprouver quelque difficulté à embrasser, dans toute leu étendue et leur complexité, les problèmes de l'Hexagone ou de la Péninsule, un Européen -qui, du mande, est mains le citayen que le vil-Ingeols — ne porvient pos sans pelne à « déposser > ses conditions réelles - historiques d'existence, à se décentrer, en quelque sorte, pour mieux accommoder et considérer d'un anglu difles questions de son temps. Il y faut plus que de la bonne volonté ou de l'intelligence; c'est la situation qui décide et infléchit le sens de in réflexinn, lui ouvre de larges horizons, ou l'enclot dans d'étroites limites : comme le roppelle David Rousset, « Tnut est lié: on réfléchit un fonction des problèmes auxquels on est confronté : quond on est confronté avec les vrais problèmes mondioux, un est parté à déployer une réflexion

qui se situe à la dimension de ces problèmes. C'était, il y a un siècle, le cas de l'Europe ; depuis, l'effondrement de sa position mondiale l'a provincialisée : u A partir du moment où l'on n'est plus une unité réelle, active dans la politique ndiale, et précisément à un moment au l politique mondiale détermine tout, niors on es dans un état objectif de provincialisme u (D. Rousset). Et cet état conditionne, à son tour, l'état de la pensée : quand an en est réduit à bricoler l'histoire, on acquiert une pensée de bricoleur; et s'il est vroi que les hommes ne se posent jamals que les problèmes qu'ils peuvent résoudre, les Européens, qui subissent les décisions, et les contrecoups des décisions prises par d'autres, ne

conceptualisent qu'à grand-peine des questions qu'ils ne posent pos eux-mêmes, et dont les termes dans lesquels elles se posent, le moment et le lieu au elles surgissent, leur échappent.

D'où le coractère extrêmement provincial de la pensée politique européenne, toutes nu ances confandues. La crise de l'énergie en est un exemple probant: l'Europe pense à la petite semaine, et d'abord, prise de court, elle ne pense pas; elle attend, hésite — « Est-ce sérieux ? », — se rassure : « Ça passera », colcule quelques économies de bouts de chandelle, découvre, enfin, que la crise est là ; dès lors, elle n'imagine, qu mieux, que des remèdes à court terme laccords privilégiés bliotéraux) ; elle rofistole, binise, ergote sur le détail, elle ne tente pas de poser le problème dans so totalité - elle ne s'interroge pas sur les modalités et les finalités de la croissance dans les poys industriels. Peurouse, illogique, la réflexion des dirigeants

européens ne devance pas l'événement, elle le subit, et réaglt au coup pour coup. SI penser, comme gouvemer, c'est prévoir, cette pensée-là ne pense pos.

On constate la même corence dans les centres éloignes du pouvoir, notamment à gauche. Ainsi, qui pose de manière cohérente, et su niveau plané toire, le problème de la révolution mandiale? de sa possibilité éventuelle, de sa stratégie ? On parle d'un socialisme à la française : est-il réalisable dans un Occident capitaliste? « Où en est la prise de conscience ? demande D. Rousset. C'est à ce niveau-là qu'il faut juger la Programme commun. er un seul instaut pauvoir faire une apération qui nu soit pas la gestion du me, mais l'amorce d'une transformation rudicale, sons posar le problème daus ses termes mondioux ? C'est une plaisanterie ! »

Des programmes au ras des urnes

C'EN est une nutre de faire de la politique comme an fait de la cuisine. Même si c'est de la « culsine politique ». Or dans la plupart des pays d'Europe, et en tout cas en France, la perisée politique, celle qui s'élabore, en particulier, dans les partis, vole au ras des umes. Electoraliste avant toute chose, alle ne conçoit ses prorommes, elle n'arganise son action qu'à cette fin. C'est évident à droite, au l'on détient le pouvoir, et où la préoccupation maieure est de le confarter; il s'agit de penser utile, plutôt que de penser vral. Mais ce n'est pas mieux à gauche, et le Programme commun abéit, lui aussi, aux règles du jou électoral. Les problèmes de fand ne sont même pas formulés : c'est au'il faut faire

codres, de séduire les moyennes et petites entreprises, de plaire aux gaullistes et de ne pos choquer les chrétiens, on donne dans l'in peu près et le slair-obscur.

Mais allons plus lain: il n'est pos sur gu'audelà des programmes II y ait une différence radicole, dans la pensée politique, entre la gauche et la droite. « Il est très difficile, en Franco, da sovoir qui parle, constate G. Haupt. Très souvent, ce qui est anti, un l'inscrit dans le discours du gauche; à co compte, Péguy devient un homme de gouche u ; à l'Inverse, ce qui est pour n'est pas forcément de droite : à ce compte, les partisans de la dénonciation du Goulag servient tous des hommes de droite.

En réalité, pensée de gauche et pensée de droite ont un air de famille et, tels ces vieux époux qui finissent par se ressembler, elles présentent un certain nombre de traits communs: le nationalisme, par exemple - qui explique en portie la mallesse et les compromissions de la « gauche respectueuse », comme dit Sortre, dans le combat onticalonialiste ; le respect de la légalité, le sens

ONT PARTICIPÉ A

Jacques Attali. économiste, maître de conférence à l'Ecole polytechnique. Georges Balandier, anthropologue et so-

ciologue, professeur à la Sorbonne. Roland Barthes, écrivain, directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études. Robert Bonnaud, historien, assistant à l'université de Paris VII.

Claude Baurdet, journaliste et essayiste. Pierre Bourdieu sociologue, directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études.

Jean-Pierre Chavenament, député de Belfort, socialiste. Maurice Duverger, professeur à la Sor-

Michel Foucault, philosophe, professeur au Collège de France.

Max-Pol Fouchet, écrivain et journaliste. Georges Haupt, historien, directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études

Louis Joinet, ancien président du Syndicat de la magistrature. Henri Lefebvre, philosophe, professeur à l'université de Paris X

Claude Lévi-Strauss, ethnologue, professeur au Collège de France.

CETTE ENQUÊTE:

Jean-Marc Levy-Leblond, physicien, professeur à l'université de Paris VII. Jean-François Lyotard, philosophe, professeur à l'université de Paris VIII. Serge Moscovici, anthropologue, directeur

Bertrand Poirot-Delpech, écrivain, critique littéraire. Jean-François Revel, essayiste et journa-

d'études à l'Ecole pratique des hautes

Maxime Rodinson, orientaliste, directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes atudes.

Devid Rousset, essayiste et journaliste. Ambroise Roux, P.D.G. de la Compagnie générale d'électricité.

Lucien Sève, philosophe, directeur des Editions sociales

Jean-Pierre Vernant, historien, professeur ac Collège de France. Pierre Viansson-Ponte, journaliste et es-

Plerre Vidal-Naquet, historien, directeur d'études à l'Ecolo pratique des hautes

saviste

le plein des volx. S'efforçant de rassurer les

affection the are a secure common with Partie .

A THE COLUMN TO THE COLUMN TO

A Residence and the second of the second of

and the second s

the planes was

The state of the s

The state of the s

AND THE PARTY OF T

THE PERSON AND THE PERSON NAMED IN

Billy 15-32 of a cross now was now bear.

gard, and the state of the stat

A Mark Mill I And I work

The state of the s

With the last

A CONTRACTOR OF THE PROPERTY AND ADDRESS OF THE PROPERTY ADDRESS OF TH

I THE REAL PROPERTY IN THE PARTY.

The state of the state of the state of

mine Minelant and in 1 to 1991 to 1994

Same account on the last the extension of

The Residence of the Alexander of Section 1

The lateral of the same and the

The toler is worth the an analysis and

DATE BLE I INC. THE STREET

the I we write the

But goods, the days of presents

that is constant. The on more than

A ... 4.8 🗪

** /** ***

. . .

.

policy between

41- 12-1 AC -49

والمتحمد والمتا

Alberta Committee

and the state of the same

- in the second second

"Blackets - Later College

marati andres y

al margania alle i

مهرسيسي يبر مونمو

~ ~ », ». «

martine affect was beauty

and the state of the state of

Service Sylven

-- . - ₄₉

THE PERSON NAMED IN

Er Editor - Strategy and Strategy

of the Paris

There are

reith in this

1444 entre de la composition della composition della

್ ನನ್ನೇ ೭್ವೀ Street St.

 $\mathcal{F} = \{ \mathbf{e}_{i,k} \in \mathcal{E}_i \}$ *

and the same

in granage and

property bearing to so in

. 20 441 4

Approximately and the second

Additional and the second

The state of the s

77:---

125

FLA

Darlin spinits and all transmit on

a les and an and a section

The Local State of The Last way.

24 10 12 m of 24 m.

A 10 10 10 10 10

the good at this is the present of the board

ged mit Tritadette :: 17 . 3. 10.

Stands to been freed a

Technology Company of the State of the State

September 10 Property 1

A PROPERTY OF

1

4± ~ ...

71-2

12 (2 to 56)

3 pg is that the comment of persons the same of the same of the same A prince to the transfer to the prince of th Standard that Life at the other than man belieber ib em genen mit der er er A SHAP AND A COMP. TO SEE Roma maring m

1. .

ter sci me Par viet d re tier fais

(

Sans perspective théorique (le programme de Provins n'étalt-II pas un démarquage Improvisé du programme commun ?), sans Idées (est-ce avoir des idées que d'opposer au porti communiste prétendu « fascisant » les arguments les plus éculés tendu « roscission » les arguments les plus ecules de la « guerre frolde » ?), sceptique — elle ne croit plus à ses valeurs : « Même les boargeois, quand ils extendent porler de liberté au de dignité du l'homme, éclatent de rire » (J.-F. Lyotord) —, la draite n'a même plus de pensée économique.

Certains de ses représentants ne le cochent pas, tel Ambroise Roux, président-directeur général de la Compagnie générale d'électricité, qui constate : omistes ne sont poe copables d'explique mment la système fonctionne. Quand la crise comment a systeme fonctionne, guana la crise de l'énergie est survenue, nous avons pa constater l'extrême indigence de la pensés économique mosdiele. » On ne s'étonnera pas qu'à gauche on fasse le même constat : « Quand ou en est réduit à

gouverner à la petite quinzuiee, il y a crise, dit J. Attali. Les dirigeants sont lecapables de com-prendre paraquoi il y a à la fois inflation et chô-moge, ils reissement encore sur des extrapolations du possé, ils gèrent à très coart terme; et quand on rétrécit la terme de sa vision, c'est qu'il y a crise dans cette vision d'avenir. »

Mais peut-il en être autrement? L'irrationalité n'est-elle pos Inhérente au copitalisme? « C'est évident », admet A. Roux, qui s'en félicite; « Le evident », admet A. Kolor, qui s'en tellate; « La copitalisma e un énorme avaetage, il n'e par de doctrine et, contrairement à la gauche, il e'a accune affirmation à défendre. Ju comparerais valontiers le capitalisme à la vie, c'est souple, ça se plie à tout; si ea vout la faire vivre dans ce contente impaisse. Il maffire un vert, puis il contexte imprève, il souffre un peu, puis il s'edepte et fuit co qu'il faut pour effronter la

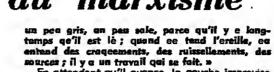
Ce n'est pas sûr, cor la pensée économique,

même si elle ne s'appule sur aucun principe a priori, même si, comme c'est le cas à droite, elle ne cherche qu'à rentobiliser au maximum l'ex-ploitation du travail humain, ne se contente pas d « intultions » ni d'approximations empiriques.
Comme l'explique J. Attali, « elle fonctionne par
cycles : il y a théorie, doctrine, modélisation ; la
théorie est critique, la doctrine, qui s'appule sur théorie est critique, la doctrine, qui s'appuie sur la critique de la société existante, explique comment gérer cette société quelque peu transformés par rapport aux crises que la théorie a tradaîtes; ce qui vient eprès n'est qu'one pseudo-théorie; en se propose simplement d'effiner des modèles de régulation. Donc, è l'Intérieur d'un même système de pouvoir, la théorie est noe seulement devenue doctrine, mois technique de régulation d'une société. Neus en sommes la acjeurd'hui; la de pouvoir en mointe conchie de prince par la conchie de prince participation de prince part rigulation est de moins en moins capable de gérer les problèmes qui émergent ».

Force et faiblesse du marxisme

sable, mais incontournable, — incontournable non pas en tent que philosophie, mois d'uee façon beaucoap plus sérieuse, en tant qu'il a arganisé historiquement un nouveau jeu de farces, et de neuvelles formes de lutte dans l'histoire.

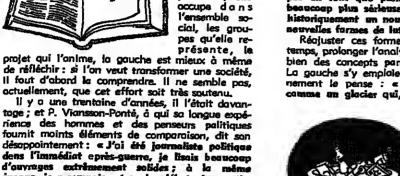
Récijuster ces formes oux exigences de notre temps, prolonger l'analyse historique et « réviser » bien des concepts paroit oujourd'hui nécessaire. La gauche s'y emplaie-t-elle? Jean-Pierre Chevènement le pense : « Le marxisme est un poe comme un glacier qui, yu de l'extérieer, semble



En attendant qu'il avance, la gauche improvise beaucoup, cherche valantiers son inspiration chez les grands ancêtres — aujourd'hui Gramsci, Rosa Luxemburg, qu'an découvre avec la même ferveur et la même intransigeance que naguère Lénine ou Stoline — et affronte très timidement les pro-bièmes de notre temps. Elle a trop souvent une

attitude névrotique, si l'on entend por névrose la reprise inconsciente, dans un comportement actuel, d'une attitude possée. Il suffit, pour s'er convaincre, de comparer les textes qui ant été écrits entre 1948 et 1953, larsque D. Rousset dénonça l'Univers concentrationnaire, et les débots actuels sur le Goulog : ce sont les mêmes argu-ments, parfois les mêmes mots, toujours la même ments, pariois les memes mots, toujours la meme attitude; comme autrefois, les communistes dénoncent l'« enticommunisme obsessionnel » de l'adversaire et, ou débat sur le fond, préfèrent l'attaque ad bominem : si Soljenitsyne n'est pas, comme Kravchenko, un « egent de la C.I.A. », c'est un « mystigue slavisant et réactionnaire » (reutrêtre mois est-ce le question ?); pânée le (peut-être, mais est-ce la question?); gênée, la gauche non communiste ne peut pas plus approuver (ce qui la rendrait « abjectivement complice du la réaction ») que désapprouver (pulsque les comps existent bel et blen); elle s'en tient danc à quelques déclarations humanistes et, s'imaginant qu'il suffit de se tuire pour effacer le passe, tourne la page. « C'est la qu'en France neus sommes très primitifs, dit J.-F. Revel; aous sommes prisonniers de ces farces et attrapes qui consistent à se pas admettre une vérité sous pré-texte que c'est un réactionnaire qui l'a révélée. »

N'est-ce pos reconnoître, d'une autre foçan, que la gauche est piégée par la droite (et toutes les deux, figées dans une situation et des rapports qui n'ant pas tellement changé depuis des décen-nles)? Que sa pensée manque d'audace? Elle aussi donne dans le progmatisme et détermine son jugement moins en fonction de sa justesse que de son efficacité ; elle cite Gromsci — « la W. Jones : « le yrai, c'est l'utile ».



De par lo

position qu'elle

nence des hommes et des penseurs palitiques foumit moints éléments de comparaison, dit son désappointement : « J'ai été journaliste politique dens l'immédiat eprès-guerre, je lisais beaucoup d'ouvrages extrêmement solides; à la même époque, je « couvrais » tous les débats des partis. Rétrospectivement, je suis très froppà de l'appauvrissement que je constete quiourd'hui. Appau-vrissement, d'abord, dans le domaine da livre palivrissement, d'abord, dans le domaine da livre pali-tique de fand; s'il a'y a plus de tout de penseur de droite, j'ai beaucoup de mal à trouver une pensée de gauche; je vais bien des opérations tactiques, d'ingénieuses mises en farme de réflexions, da programmes, de projections vers l'avenir, mois je ne vois pas d'études vraiment

« Il y a également an énorme appayrisse dens la productiee intellectuelle des partis. Tant nt, j'al la cinq cents pages de documents préparés au fil de la compagne présidentielle por chacun des deux condidats: leur indigence est stupéficete. Telle analyse d'un bon importeur du M.R.P., en 1950, réfléchissant sur un problème d'actualité politique mais ellant très au-delà (je pense, por exemple, à une étude de P.-H. Teitger sur l'évolution des rapports sociaux dans le monde de travail), c'était très sérieux. Des travaux da co genre, ao en avait sept, huit ao dix por an. Anjourd'hui, c'est le vide. »

Peut-être même faut-il remonter au premier tiers de ce siècle pour trouver une pensée de gauche vivante; car cette pensée-là a besoin d'une relative sonté du mouvement ouvrier — et ce mouvement se remet à peine du traumatisme le plus grand qu'il alt jamais subl : le stalinisme. En substituant une sophistique d'Etat à une réflexion théorique sérieuse en métamorphosant une persée critique en lécologie dominante, en détruisant les hommes et les livres, le stalinisme a sciérose la persée révolutionnaire. Sans doute assiste-t-on à un certain dégel; mais la renalssonce octuelle de la pensée mandiste en souligne,

du même coup, les limites. L'exemple d'Althusser, estime G. Houpt, le montre bien : « Althusser est l'an des premiers qui en France, a'existuit pos; il a montré que ce marxisme-là était mort ; il s'est propasé une tàche érescence, en théorique : comprendre cette dégés sortir. Mais il a'est pas parvene è rétablir le continuité de la pensée monciste, ni surtout à la relier avec la praxis ; s'autocritiquaat, il rejette maintenont l'essentiel du son entreprise : la début d'unu neuvelle pensès théorique.»

Une gauche névrotique

. 400

200 L 1 1 1

M AIS les difficultés d'Althusser ne sont-elles pas inévitables, dans la mesure où son projet - renouveler le morxisme comme théorie - renvoie à une pratique sociale que le marxisme, comme totalité constituée/constituante, n'informe plus N'est-ce pas la pratique qui, en se transformant, est la condition première du renouvellement de la théorie? Or l'on ne voit pas que la pratique politique, dans les pays de l'Est ou les partis communistes, ait radicalement change; si le monxisme n'a donc plus qu'une existence théarique, s'il ne suscite plus que des approches théoriques, ne peut-on émettre l'hypothèse qu'il s'est désintegré — qu'il n'existe plus comme synthèse dialectique de la théorie et de la protique? « Le marxisme, estime J.-F. Revel, en est errive à ce stade qu'atteignent tôt on tord les philosophies : devenir abjet, non instrument de reflexion, conscitte la pala survia en couveuse, de personeu ne se demande plus co qu'une doctrine explique, mais et l'ae se barne à chercher en quoi elle consiste. Avant d'atteindre ce stade, une philosophie force les esprits, désormais ce sont les esprits qui la forcent, l'envahissent, tout le

monde y vient faire son déjeuner sur l'herbe. > Ses concepts eux-mêmes, tels que Marx les a définis en son temps, sont souvent Inadéquats et ne soisissent qu'imparfoitement la réalité sociale. Ainsi, dans quella mesure le concept global de dasse euvrière est-il opératoire? Cette classe recouvre toutes sortes de stratifications que le concept n'explicite pas ; pos davantage il ne donne une image exacte de la variété des groupes socio-professionnels, de leur poids spécifique, comme il n'explique pas mai 1968 (ce n'est pas le prolétariat en tunt que tel qui a dressé les barricades), comme il ne signale pas la quasi-disparition de la frontière ideologique qui séparait, autrefols, la petite bourgeoisir de la classe ouvrière. Utilisées telles quelles, les catégories marxistes ne sont trop souvent que des instruments idéologiques commodes, ou des professions de foi qui masquent, plus qu'elles n'éclairent, la réalité qu'elles se proposent de

Il n'en resulte pas, comme an la dit un peu vite à droite, que le marxisme soit « dépassé », vite à droite, que le marxisme soit « dépassé », et hors d'usage sa méthode. Ce qui appartient déjà au passé, c'est la philosophie marxiste, remarque M. Foucault ; mais « comme enolyse, forme d'argenisation, paist de cristallisation de forces sociales réelles, le marxisme est devesa une réalité historique — vraisemblablement contournoble, mais es bout du combien de siècles? Actuellement le marxisme est une pas indépas-Actuellement, la moraisme est non pas indépas-

Mais le propre d'une pensée authentiquement de

gauche n'est-li pas de se moquer, au besoin, de l'utile, pour offirmer le vrol et défendre l'absolu de certaines valeurs? La question choquera sans doute,

car il est de bon

ton, à gauche, d'ironiser sur la marale; les « humanistes » font sourire : à défendre la veuve et l'orphelin, à pourfendre l'Injustice et proclamer la dignité de l'homme, qu'ont-ils obtenu, au empêché ? Pis : en gardant les mains propres, ces rêveurs idéalistes (et petits-bourgeois, bien sûr) n'ont-ils pas « objectivement » cautionné les entreprises de la droite? Les sommets d'au ils jugent n'ont-ils pas perdu de vue les exigences de l'oction? A s'interdire certaines pratiques, ne retarde-t-on pas la marche de l'histoire? Peut-être; mais si, à les utiliser, on se met à marcher dans le même sens que les autres, à quoi bon marcher à gauche? Il est vain de voulair construire un a mande meillear », si l'on se sert des mêmes motérioux, des mêmes techniques que les putres.

La gauche a tendance à l'aubiller : « Contrairement à ca qui sa, possa dens d'autres pays; estime C. Bourdet, la ganche française est infectée pur le réalisme. On ne dit pas ; c'est ignoble, ca ne se fait pas porce que c'est mal, an dit : c'est maladroit, ce n'est pas opporten. » Pareille dévaluation de la marale au profit du prévisionnisme s'inspire, là encore, d'un marxisme mal compris, c'est-à-dire porté à l'obsolu, et dégagé du contexte où il s'est élaboré — une société où la morale, en effet, n'étalt principolement qu'un instrument du ntien de l'ardre, comme police et l'année la critique de cette marale-là (en partie inspirée, d'ailleurs, par le matérialisme scientiste qui prédominait à l'épaque) s'est peu à peu transformée en rejet de toute marale. Ce faisant, on rejaignait ceux qu'on condamnalt, puisqu'en décrétant caduques ou relatives les normes marales an s'inter-disait toute dénonciation sérieuse des comportements qui les bafouent : s'il n'y a pos de mal absolu, la tarture (ou l'arrestation arbitraire, ou l'internement dans un comp) n'est pas toujours un mol, elle peut donc, dans certains cos, se

« On doit donc réhabiliter les invarigets, continue C. Bourdet, qu'an leur donne une valeur d'arigine révélés, ae purement progratique, en disant que l'humonité ne peut progresser que s'il y a un bien et un mal. A partir da moment au vous rimez les invariants, vous supprimez la possipaer l'individe d'evoir so prepre apprécietien ; s'il y e des valeurs reconeces, chacun paut se déterminer en fonction de ces voleurs ; c'est mpossible avec des prévisions : ce ne peut pas laisser chacae prévoir co qui, dons une dize d'eneces, va donner de bons résultats pour la classe ouvrière; il faut donc que ces prévisions scient faites par ae bureaa centralisateur ael hui seal dispose des instruments statistiques; et, comme cae prévisions peuvent avair un aspect gru, vous ne pouvez pas laisser à checun soie de les eppliquer; vous êtes deec abligé de l'impaser, et tout la stalinisme est en germe deus cette dévaluation des valeurs permenentes. »

Il n'est pas sûr qu'à l'extrême gauche on soit en mesure de les réévaluer : on le voit bien dans les rivalités qui apposent les divers mouvements d'extrême gauche pour « récupérer » l'agitation lycéenne. « Les jeanes, qui d'ant pas connu l'époque stalinienne, refont les mêmes pas que nous dans la déformation de la réalité et des valeurs pour lesquelles nous nous étions engagés, dit Maxime Rodinson. Neus étions (et ils sont) eursi délirants que ceux qui craient à la transsebstantiation an à la métamorphosa de Vichnou Si l'on s'abandonne eux vagues boueuses de l'idéologie, on n'a plus d'ermes contre la délire. »

Un texte indéchiffrable

S ANS repères, la pensée a-t-elle danc perdu le nord? Ballattée au gre des vents, reçoit-elle les vagues de l'histoire à la façon d'un bateau ivre ? Est-elle condomnée à subir les bourrasques et, peut-être, à sombrer?

Il est cortain que l'optimisme des demiers siècles a folt naufrage, qu'on ne croit plus qu'e il suffit du bien juger pour bien faire > (Descartes), et qu'an n'accorde plus à la raison ce pouvair souverain de comprendre le monde pour le trans former, que les anciens lut reconnaissaient. On soit aujourd'hui que c'est le monde — la protique — qui transforme la pensée, en détermine les modalités, en favorise l'essor au, au contraire, le limite. Mais doit-on en déduire, comme C. Lévi-Strauss, que la pensée est incopable de penser le

monde, celui, entre autres, que nous vivons?
« Il me semble que l'no des problèmes présents,
l'ano des difficultés euxquelles nous nous heurtons, c'est que la société, ee plus exactement nos grandes sociétés très complexes de l'Occident ne sant plus des ebjets de pensée. Elles es sant plue persables. Probablement porce que la nembre de variables impliquées devient énorme, parce que toute le pensée, toute la philosophie sociale et politique sur laquelle nous vivons et qui constitue notre fond s'est élaborée à partir de sociétés qui étaient beaucoup plus petites et qui changeai beaucoop meins vite que nos sociétés ectuelles. Et cels, me semble-t-il, était vrai nou seulement ce dix-huitième siècle, mais même encore du temps de Marx. La société sur laquelle pensait Marx est incommensurable aux sociétés présentes et, de co point de vue, une sorte de divorce, ou d'oliénation, dans oe eutre sans que le sens hebituel, s'est produit entre la réalité historique, la réalité sociele d'une port, et la pensée rationsella de l'eutre. »

Ce pessimisme n'est-il pas excessif, et luimême, comme le croît H. Lefébyre, un « signe du crise »? L'impression que le monde nous échappe ne vient-elle pas de ce qu'an a « de grandes ambitions totalitaristes » ? se demande Plerre Bourdieu, pour qui cette sociaté est pensoble. « Pes d'un coup, pas par un sent homme, pas en ca seur jour, bien sur, mais en peut la penser assez bien. On commence à sevoir co qu'est une pratique, quels repports s'instituent entre une idéologie et une prutique, ce qu'est une conduite rituelle, une epision, une croyence, pourquoi ne intellectuel produit ce qu'il produit, »

Capable de déchiffrer (partiellement) l'histoire, la pensée pourrait danc également la modifier; « De paut très certainement parvenir ee but qu'ee s'est fixè, dit Maxime Radinson, mais il existe une tendopce idéologique à maximiser toujours l'abjectif recherché, è la paurvoir d'ue certain nembre de vertus qui e'y sont pas ea déport; à l'errivée, an risque donc d'être décu, mois l'ae a tort, parce qu'on e quand même prise sur la

Que cette réalité, en retour, ait une prise certaine sur la pensée, qu'elle la contraigne, par ses Imprévus, à réviser ses schemas d'interprétotion ne contredit pas l'optimisme relatif d'un Bourdieu ou d'un Rodinson, elle le justifie, au contraire; cor c'est dans la mesure aù la réalité change qu'elle prépare les conditions d'une reflexion nouvelle.

N'est-ce pas cette période-là que nous vivons? Les contradictions du système capitoliste s'aggravent, ses acquis - progrès économique, élévation du niveau de vie - révêlent leur fragilité et, à l'intérieur de classes qui, jusqu'à présent, étoient assez homogènes, des cassures s'apèrent, des croquements; parfois, de l'une à l'autre, des recoupements s'ébouchent, ou des conjonctions provisoires : « La lutte de classes existe toejours, constate Serge Moscovici, mais l'os assiste également à la lutte commens de fragments de classes and so reunissent eutour d'un objectif panetuel. C'est très encourageant - et Victor Hego l'avait cempris : il y e révolative quand ae se bat à l'intérieur d'une même famille. »

On découvre de plus en plus, comme dit J.-F. Lyotord, qu'il n'y a pas de « corps social », que « cette espèce d'énorme truc, plein de gens plein de choses qui s'échequent sous cesse » (et que la gauche comme la droite voudrolent nous foire prendre pour un corps — malade, soin ou en mutation) n'existe pas. « On fait eajourd'hui l'apprentissage d'une espèce d'ebsence de corps. ssiste à une merreilleuse dissolution. » Dissolution? Eclatement, en tout cos, d'une société qui ne porait plus copable de fonctionner camme autrefols, et qui, dans les secteurs les plus variés, connaît des ratés, des à-coups, des blocages. La crise économique n'est que la monifestation la plus visible d'une crise généralisée; les rouages les plus solides de l'Etat grippent, ses « epporeits répressifs » (L. Althusser) se détraquent, ses epparells idéologiques » tournent à soldats, policiers, enselgnants éprouvent « ma-laise sur malaise », tandis que les objets tra-ditionnels du décor social — femmes, fous, détenus - se découvrent une die et commencent à fonctionner comme sujets. Autont de signes d'une descriticulation de l'ensemble social, dessinent la possibilité objective d'une pensée nouvelle; les mouvaments sociaux qui secouent les grands corps constitués préparent l'émergence, dans les interstices des systèmes idéologiques établis let qui sont des systèmes d'ardre), de nouvelles interroortions, de nouvelles réconses.

On le constate déjà, par exemple, dans le domaine de la Justice. Groupés autour du Syndicat de la magistrature, un certain nombre de juges discutent, doutent, réfléchissent; ils appliqu la loi, mois quelle est la nature de cette lai? Quels Intérêts défend-elle? N'est-il pas légitime, parfols, d'enfreindre la légalité? Juges, ils se remettent en question, et découvrent bientôt les

"Le vrai, c'est l'utile"

limites de l'autocontestation : « On s'est rendo limites de l'autocontestation : « On s'est renda compte que la critique d'oue institution par ceux qui la composent produit des effets remorquables dans un premier temps — cela ébraele la société bourgeoise, dont naus sommes, ovec l'Eglise et l'ermée, l'an des piliers — mais que, fundamentalement, au prend la place de coux qui précisément ont è lutter pour conquerir on certain nombre de pouvoirs, explique Louis Jainet, membre du Syndicat de la magistroture. Le problème devient sérieux quand co sont les victimes de l'institution qui la remettent en cause. C'est la phese que nous vivons actuellement. Neus tra-vaillons beaucoep avec le CAP (Comité d'ection

On trauverait allieurs — dans l'enseignement, les syndicats, les Eglises, les partis — d'autres exemples du même genre : « Partout une sorte d'initiative prend farme, note S. Moscovici ; les gens oseat faire, ils osent parier ; noe certaine creativité se moeifeste. »

Sans doute n'apparoit-elle encore qu'en paintillé; d'autres ébranlements sont nécessaires pour qu'elle s'affirme : mais il n'est pas invraisemblable de supposer qu'ils se produiront, et que les contradictions actuelles du système iront en s'accentuant. Déjà, lorsqu'on dait payer plus cher l'éner-gle, plus cher le travall dans le tiers-monde, plus cher le travail des immigrés et des autochtones, on ne peut pos produire autont, on doit commencer à produire différemment. « Imaginez, dit J. Attoll, que les immigrés demandent se sulaire J. Atton, que les initigres demandent no solaire quatre fois supérieur, ce qui est tout è foit possible, paisqu'ils accomplissent un travail que personne de veut foire. Ou sera bien obligé d'inventer une société qui de treuve pas son bien-être dans la valeur d'extracte des si elle le trouve dans la valeur d'extracte des columnes de la valeur d'extracte des solaires des la valeur d'extracte de la columne de la valeur d'extracte de la valeur de la valeur d'extracte de la valeur d'extracte de la valeur d'extracte de la valeur d'extracte de la valeur de la valeur d'extracte de la valeur d'extracte de la valeur d'extracte de la valeur de la valeur d'extracte de la valeur de la valeur de la valeur de la valeur d'extracte de la valeur d'extracte de la valeur de la valeu la voleur d'asage, c'est qe'elle n'est plus une société dont le profit est la règle. »

C'est dans ce contexte-là qu'une nouvelle montère de voir, de sentir, de s'ébaucher.

Peut-être n'est-ce là qu'une utopie, mais qu'elle soit en gestation à l'intérieur même de notre temos est déià positif : l'utopie n'est-elle pos l'exigence, parfois l'annance, d'un autre type de sociélé? Car ce n'est pas dans les modèles de régulation et de gestion, les prévisions et les contre-prévisions, dans les pourcentages et les statistiques qui palarisent actuellement, telle une névrose absessionnelle, la réflexion de la majarité et de l'apposition que les grands rêves qui secouent les peuples peuvent prendre forme : un voleurs. Il ne se fortifie que dans une pensée de l'utopie, « qel n'est pas une pensée de la simple ction, qui est vraiment une pensée da désir = (R. Barthes).

A la pensée d'aujourd'hui, pensée de la séparation et de la division, il se peut que, demain, succède une « pensée de l'erticulation » (S. Moscuvici). Une pensée qui réarticule l'homme et la nature, l'hamme et la femme, le Français et l'immigré, l'intellectuel et le monuel - une pensée finalement, qui réconcille le mei et le toi, et tous les deux avec la vie.

(Copyright Maurice T. Maschino et le Monde diplomatique.) (Dessins de PLANTU.)

BIBLIOGRAPHIE

- J. Attali, la Parole et l'Outil. P.U.F., Paris.

— G. Beleedier, Anthropologiques.

P.U.F. Paris.

— G. Haupt, les Marxistes et la Cues-

tion nationale. Maspero, Paris. — Le Il Internationale, id.

M. Horkheimer, l'Eclipse de la raison. Pavot Paris - J.M. Lévy-Lebland (Auto-) Critique de la Science. Le Seuil, Paris. -L'Idealagie de/dans la physique

contemporaine, les Temps medernes, août-septembre 1974. S. Moscovici, la Société contre nature, 10/18, Paris. — Hommes sauvages. Hommes domestiques, id.

L. Mumford, le Mythe de la machinu, Fayard, Paris. J.F. Revel, Pourquui des philosophes et la Cabale des dévôts, nouvelle édition complétée Julijard, Paris.

D. Rousset, la Société éclatée, Grasset, - M. Rubel. Marx critique du marxisme

Payot, Paris. - Syndicat de la magistrature, Au nom du peuple français, Stock/2, Paris. On suivra également avec intérêt deux nouvelles revues « critiques » : Impascienco (1, rue des Fossès-Saint-Jacques, Paris), animée, entre eutres, par J.-M. Lévy-Leblond, et Actes (54, boul. Raspail, Paris), dirigée par P. Bourdieu.

POUSSÉE DE LA GAUCHE, TENTATIONS DE DROITE

LE PIÈGE ITALIEN

(Suite de la première page.)

Cependant, le parti catholique avait, dès le début, conçu cette alliance comme un moyen de diviser la gauche et d'évincer les communistes. Le centre-gauche, qui avait duré dix ans, a échoué lamentablement — du fait, notamment, des socialistes, qui ont souvent négligé le besoin de renouveau éprouvé par le pays en se bornant à disputer à la démocratie-chrétienne quelques miettes de pouvoir qu'ils géraient ensuite avec les mêmes méthodes de « clientèle ». Les socismethodes de « cientele ». Les socia-listes, bien entendu, vivaient eux aussi les transformations profondes qui remnaient la société, et leurs rapports avec les démocrates-chrétiens ont toujours été difficles et contradic-

toires.

Les démocrates-chrétiens, en réalité, n'ont pas compris grand-chose à ces transformations, et M. Fanfani le tout premier, revenu au bout de quinze ans, après de difficiles tractations, à la tête du parti pour le mener d'abord à la défaite du référendum sur le divorce, puis à celle du 15 juin. La campagne de M. Fanfani lors du référendum, fondée sur une image de l'Italie vieille de vingt ans, avait été extra-ordinairement primitive au plan culordinairement primitive au plan cul-turel; mais la défaite qu'il a essuyée ne l'a fait changer ni de méthodes ni de stratégie politique.

Cette stratégie était celle d'une droite placée sous l'hégémonie de la démocratie-chrétienne et décidée à défendre coûte que coûte les intérêts du bloc parasitaire de la décentralisation, qu'inquiétaient les progrès de la gauche; ces méthodes étaient celles de la courte de la c la gauche; ces methodes étaient celles d'un anticommunisme datant de la c guerre froide », faisant eppel au parti de l'ordre pour s'opposer à la violence politique et criminelle dont il est désormais patent qu'elle a été en partie utilisée, sans que l'on ait rien fait pour la freiner, précisément en vue de servir ce dessein.

Les élections ont condamné sans appel cette stratégie. Ce qui s'est passé va, en fait, au-delà de la baisse — somme toute marginale — du nombre des voix obtenues par la démocratie-chrétienne. L'essentiel est que ces élections éliminent, arithmétiquement

et politiquement, toute solution de rechange de centre-droite, qui ne pourrait qu'aboutir à l'aventure fas-

Il resteratt encore à analyser de n'esteran encors a analyser de près dans quelle mesure la démocratie-chrétienne elle-même s'est irouvée transformée par le vote. Bouleversé par le résultat des élections, un haut responsable de l'aile gauche du parti catholique a affirmé que la démocra-tie-chrétienne avait perdu 30 % de tie-chrétienne avait perdu 30 % de son électorat populaire et qu'il fallait attribuer son maintien à un reflux des voix fascistes ainsi qu'à la disparition du centre. S'il en était ainsi (comme

O N peut déduire de cette analyse que, paradoxalement, les élections qui ont ébranlé une Italie apparem-ment condamnée à l'immobilisme électoral risquent d'acculer le pays à l'impasse politique la plus délicate de son histoire récente.

La démocratie-chrétienne, en réalité, cherche à relancer la balle aux socialistes en les invitant à reconstituer un gouvernement de centre-gauche, afin de rejeter sur eux la responsabilité d'un éventuel refus. C'est une façon de jouer la politique de l'autrelle et d'accepter de general de l'autrelle et d'accepter de general de l'accepter de l'accepter de l'accepter de la controlle de l'accepter de l'accepter de la controlle de l'accepter de la controlle de l'accepter de la controlle de l'accepter de l'accepter de la controlle de l'accepter de l'accepter de l'accepter de l'accepter de l'accepter de la controlle de l'accepter truche et d'essayer de gagner du temps. Les socialistes, quant à eux, réclament un nouveau style de gou-vernement. Mais que peut offrir de neuf une démocratie-chrétienne que les élections ont transformée encore les élections ont transformée encore davantage en parti conservateur? Accepter de reconstituer le centre gauche sur les bases précédentes reviendrait, pour les socialistes dont le score électoral a été modeste, à se faire écraser à la prochaine occasion par les attaques des démocrates-chrétiens et par celles du P.C.L.

Les communistes, toutefois, se trou Les communistes, toutefois, se trouvent également dans l'impasse, ainsi qu'en témoignent le fait qu'eux-mêmes minimisent leur victoire et la prudence dont ils font preuve pour l'exploiter. Ils ne considèrent pas en réalité le « compromis historique » comme une perspective immédiate. De surcroît, les interprétations qui sont données de cette politique au sein

le donnerait à penser l'ampleur du succès communiste), la démocratie-chrétienne se verrait transformée toujours plus nettement en parti de droite et perdrait une bonne part de l'image de regroupement « interclasses » que lui conférait le fait de se réclamer de l'idéologie catholique. Les seules régions dans lesquelles le parti de M. Fanfani ait conservé ses positions sont d'ailleurs les plus arrièrées économiquement et socialement parlant, à savoir la Sicile, la Molise et la Vénétie. Il risque de se transformer en un parti agraire et méridional à la Salazar.

Les revers d'une victoire

même du P.C.I. varient considérable-ment. Pour la gauche syndicale et celle d'Ingrao, par exemple, il s'agit d'un phénomène qui concerne les masses elles-mêmes et vide la démo-cratie-chrétienne de son contenu populaire. Pour l'état-major de M. Ber-l'ingrappe qui l'état-major de M. Berlinguer, qui l'a proposée, il s'agit en revanche d'une perspective d'accord avec la démocratie-chrétienne qui avec la démocratie-chrétienne qui présuppose la conquête d'une partie des classes moyennes productives et de certains secteurs de l'industrie, mais aussi une transformation profonde de la situation internationale. La participation au pouvoir d'un parti communiste puissant comme le P.C.I. constituerait effectivement, pour au vui est de la situation géo-politique. ce qui est de la situation géo-politique particulière de l'Italie, un facteur de première importance dans la construction d'une Europe nouvelle, indépen-dante à la fois de l'URSS, et des Etats-Unis — Europe dont les deux superpuissances ne veulent ni l'une ni l'autre, mais qui semble commencer à se dessiner concrètement dans la partie méridionale du continent. La « trop éclatante » victoire remportée par le P.C.I. laisse au demeurant ce dernier face à face avec une démodarnier lace à lace avec une demo-cratie-chrétienne en crise, abandon-née par les couches populaires et que seule la crainte de perdre le pouvoir empêche de s'effondrer; et cela au moment même où les Etats-Unis entendent reprendre en main avec fer-meté le leadership de l'Europe et n'admettent que fort mal certains

rend parfaitement compte en se repor-tant aux commentaires de M. Kissinger après les résultats des élections ita-liennes: il ne faut s'attendre de la names: il ne raut s'attendre de la part des Américains à auteune bien-veillance à l'égard du « compromis historique ». Les communistes le savent, de même qu'ils savent que leur succès revêt surtout la signifi-cation d'une protestation à l'encontre du régime démocrate-chrétien. Ces élections traduisent en définitive une élections traduisent en définitive une orientation vers la gauche beaucoup plus qu'un désir de compromis. Cette orientation, rendue possible grâce à l'attitude modérée du P.C.I., qui a renoncé à de très nombreuses options fondamentales (dictature du prolétariat, retrait de l'OTAN), pousse paradoxalement le parti communiste vers l'affrontement. Le P.C.I. fers certainement tout pour éviter un tel affrontement et n'utilisera qu'avec le maximum de précautions l'arme de sa victoire dans ses exigences politiques. Il est néaumoins très probable qu'à Il est néanmoins très probable qu'à la suite de la victoire de la gauche on assistera en Italie à une imposante reprise du mouvement revendicatif des masses et que le P.C.L sera contraint de diriger ce mouvement dans le sens de la lutte.

La démocratie-chrétienne, de son côté, se trouve, en raison de sa défaire, placée au pled du mur. Elle devra choisir : ou bien rénover radicalement ses hommes et ses méthodes, ou bien courir à la catastrophe. C'est cette rénovation que réclame son alle gauche, consciente de ce qu'elle serait la première à faire les frais d'une « salazarisation » du parti.

première à faire les frais d'une « salazarisation » du parti.

Il s'agit de tenter de mettre en ceuvre una gestion nouvelle de type technocratique et libéral, que souhaitent d'ailleurs une partie du capitalisme italien — représentée par Aguelli — et aussi, semble-t-Il, une partie de l'Egilse. On a vu toutefois combien il était difficile de toucher aux réseaux d'intérêts et de privilèges des politiciens locaux sur lesquels se fonde le pouvoir démocrate-chrétien. Et puis, il y a la crise économique, avec toutes ses implications internationales, qui est loin d'être résolue.

La démocratie-chrétienne (comme

du reste tous les gouvernants euro-péens) doit, pour pouvoir tirer son épingle du jeu lors des prochaînes élections politiques, relancer l'écono-mie. Mais cette exigence va à l'en-contre de celles, à la fois identiques et contraires, des dirigeants améri-cains, qui doivent, eux aussi, faire face à des échéances électorales et entendent faire payer à l'Europe, comme ils le font déjà, une partie de leur propre relance et de l'infiation qui en découle movennant la dévalua-tion continue du dollar.

La grande ressource de la classe

tion continue du dollar.

La grande ressource de la classe dirigeante italienne, qui consiste à ne rien entreprendre pour vaincre les difficultés, ne semble pas pouvoir être utilisée bien longtemps maintenant. La démocratie-chrétienne — et surtout toute une série d'intérêts qui se sentent menacès, comme en temoignent la chute de la Bourse après les élections et la reprise de la fuite des capitaux — pourrait donc être tentée de jouer la carte de la droite.

Le thème de ce choix a, nous

Le thème de ce choix a, nous semble-t-s, été esquissé par l'ancien président de la République, le social-démocrate Saragat, qui, ainsi que son parti, s'est toujours sentil très proche des Étaiz-Unis : « Nous serons tous libres quec l'Amérique, a déclaré M. Saragat, ou tous esclaves avec l'Union soviétique : les Italiens devront choist. »

La solution pourrait consister à se La solution pourrait consister à se servir de la crise économique pour parvenir, en plein chaos politique et social, à des élections présentées comme une alternative de régime : communisme ou démocratie.

C'est là une stratégie susceptible d'amener l'Italie à devenir l'Espagne des années 70. Elle pourrait toutefois se révéler dangereuse, et en premier premier.

des années 70. Ella pourrait toutefois se révéler dangereuse, et en premier lieu pour ses auteurs ; il y a déjà des années que la violence de type fasciste est utilisée comme « stratégie de la tension » en vue de semer la panique en Italie et de pousser la pays vers la droîte.

Les Italiens ont prouvé qu'ils n'étaient pas tombés dans le plège. Ils ont compris d'où viennent les périls qui menacent la liberté et la démocratie.

PREDINANDO SCIANNA.

FERDINANDO SCIANNA.

Dans les revues.

El LA REVUE NOUVELLE, éditée en Belgique, consacre un numéro spécial à l'U.R.S.S. et à la société soviétique actuelle. Les auteurs, venus d'horizons différents, s'interrogent sur l'économie (Ernest Mandel), le « société des managers » (Jean-Marie Chauvier), les nationalités ou encore sur les institutions et la liberté. (Juillet-noût 1975, mensuel, 25 F.F. — 305, av. Van-Volkem, 1198 Bruvalles.)

51 POLITIQUE AUJOURD'HUI revient, dans son nº 5-6, sur la « crise »: l'analyse des responsabilités de l'Amérique figure en bonne place sous la signature d'André Granou (« Contre-offentive américaine et maturation de la crise ») et d'André Fahri et Fiere Jérôme (« La politique étrappère (des Etats-Juis) et la crise ». étrangère (des Etats-Unis) et la crise ». (Mai-juin 1975, 17 F. - 14-16, rue des Petits-Hôtels, Paris.)

El Le problème érythréen et la « révolution » éthiopienne fournissent le thème essentiel du numéro de juliet d'ALTRA-FRICA, revue italienne de recherche et de documentation sur l'Afrique de l'Est.

l'étude de Loretta Caponi sur la question agraire et le problème national en Erythrée, en Ethiopie et en Somalie, et un article de Bekele Anless sur la lutte de classes en Ethiopie, (Juillet 1975, trois numéros par an, 1,208 lires (en italien). – Via Ferruccio 44, Rouse.)

El Un dialogue entre partisans de la non-violence et représentants du courant autogestionnaire peut-il déboucher sur une action politique? ALTERNATIVES NON VIOLENTES (n° 12) livre le résultat d'une table ronde organisée autour de cette idée avec la participation de Louis Besson, Jacques de Bollandière, Boger Garaudy, etc., et des militants du Mouvement pour une alternative non violents (MAN), (Bimestriel, 6 F. - 3, rue Lemot.

El Le fonctionnement du délégation de pouvoir dans les organisa-tions et communautés autogestionnaires en Yougoalavie fait l'objet d'une descrip-tion détaillée dans YUGOSLAY SURVEY (vol. XVI. n° 1) en deux études publiées sous la signature de responsables politiques an collaboration avec des char-cheurs spécialistes des sciences sociales. (Février 1975, trimestriei, 3,50 dollars. -Sugoslovensit Pregied Publishing House, F.O. Box 677, Belgrade.)

F.O. BOX 677, Bengraue.)

El Dans ETHNO-PSYCHOLOGIE (nº 4. 1974), Cl. Rivière donne une étude très révélatrice sur le maintien des interdits dans les nouveaux Etats africains et aux leux utilisation, spontanée ou systèmatique par le pouvoir politique. (Trimestriel, 29 F. - Centre de psychologie des peuples, 56, rue A.-France, Le Havre.)

ELE BULLETIN DU CENTRE DE DOCUMENTATION ET DE RECHERCHE (vol. 5. n° 4) publis un gros cahier consacré à l'Aste du Bud-Est et à l'Insulinde: littérature et sthnographie, (Tri-mestriel, 15 F. – Publication de l'École des hautes études, ASEMI, 4, rue de Chevreuse, Paris.)

6) Un important numéro d'AFEIQUE CONTEMPORAINE (qui change sa pré-sentation) consacré au Portugal et à l'Afrique (n° 77). Des études de E. Be-

nezra et G. Fargues font le point, terri-toire par territoire, sur l'accession à l'indépendance et sur la situation vue de Lisbonne, (Bimestriel, 6,50 F. - 29, quai Voltaire, Paris.)

M La REVUE FRANÇAISE DE SCIENCE FI Le REVUE FRANÇAISE DE SCHENCE POLITIQUE (vol. XXV, n. 3) contient une étude très développée de Placre Feure sur le modèle léniniste d'articulation parti-syndicate-masses, se persistance dans les divers partis communistes, et l'appli-cation qu'en fait le parti communiste italien dans se dottrine de l'unité syn-ticale, (Juin 1975, bimestriel, 20 F. P.U.F., Paris.)

E Dans LA NOUVELLE REVUE DES DEUX MONDES (nº 6), Jules Moch donne une suite à un premier article paru dans le numéro de mars. Le titre est à la fois allusif et explicite: « Les lisisons dangereuses ou les politiques étrangères de l'U.E.S.S. » C'est l'analyse d'un « double jeu » prêté au Valmont soviétque. Le but est toujours, bien entendn — séduction ou rupture, — de conquérir. Le même numéro publie l'intervention de M. Amir Abbas Hovayda au colloque du « Nouveau contrat aocial » tenu à Politiers sous la présidence d'Edgar Faure, où la premier ministre d'Iran expose ce qu'est, selon lui, le propre « nouveau contrat social » conclu dans son pays. (Juin 1975, mensuel, le n° 2, 10, F. — 15, rue de l'Université, Paris.)

PAIS.)

EL BULBETIN DE L'INSTITUT INTERNATIONAL D'ADMINISTRATION PUBLIQUE présente son numéro 34 sous la forme d'un volume de plus de 500 pages, où sont décrites dans leur statut, leurs organes et leur fonctionnement, les nonvelles institutions régionales. (Avril-juin 1975, trimestriel, abonnement: 52 F. - 2, sr. de l'Observatoire, Paris.)

of Une revue nouvelle: AUTHEMENT, dont chaque eahler ouvrirs un « dosder » mutations, changements, contestation. Dans le premier: « Jeunes en rupture »; dans le second: « L'Eglise, l'épreuve du vide ». (N° 1 et Z. trimestriel, abonnement: 80 F. − 129, Ed Saint-Germain, Paris.)

El Le BULLETIN DU CENTRE EURO-PEEN DE LA CULTURE public des frag-ments très récents du Jonanai d'un Européen de Denis de Rougemont. (Nu-méros 2.3, XIVª année. Trimestriel, abon-nement : 45 F. - 122, rue de Lausanne, Genève.)

Genève.)

El FRANCE-FORUM consacre un numéro double (133-139), illustré, à Machiavel et à son actualité. B. Guillemain l'examine sous l'angle de la violence; et Etienne Borne, tout en faisant justice du « machiavelisme » prêté à Machiavel, prévient les tentations de « fabriquer », sur nouvelle lecture, una « énigme » imaginaire qu'on prétendrait trouver chez l'auteur du Prince. (Mai-juin 1975, huit numéros par an, d F. — 6, rue F.-L.—Courier, Paris.)

Calendrier des fêtes nationales

10-16 AOUT

Fête nationale Fête de l'indépen-

dance
Fête nationale
Fête nationale de
la libération
Fête nationale
Fête de l'indépen-

Tête de l'indépen-dance

dance Fête de l'indépen-

Fête de Pindépen-

Anniversaire de l'indépendance

Fête de l'indépen-

Witness and

767

. . . . H

– (PUBLICITÉ) ·

COUP DOUBLE POUR L'INDUSTRIE FRANÇAISE

La 51° Foire de Marseille, première Foire internationale de France, sera aussi l'une des plus importantes manifestations du tiers-monde en Europe

Les résultats de la 50° Foire Les résultats de la 50° Foire sont là qui le prouvent : tous les records de participation en matière de fréquentation, volume des affaires traitées et représentations ont été battus. Ces résultats, spectaeulaires, ne s'expliquent que par la qualité professionnelle des interlocuteurs qui se sont rencontrés à Marseille, la qualité et la nouveauté des productions industrielles qui y ont été présentées, la nouveauté des marchés qui se sont ouverts.

CES NOUVEAUX DÉCIDEURS.

la sur foire, venus de 61 pays du monde : jeunes managers du Proche-Orient ou jeunes « décideurs » d'Asie et d'Amérique du Sud, ils sont attirés par la qualité et la compétitivité de nos productions, qui bénéficient, là comme en Afrique, d'un préjugé favora-

Marselile, europort de demain

Au moment même en de ré-entes réalisations industrielcentes réalisations industriel-les (i m p c r t a n t e usine de chlore, dans la région de Fos, construction d'uns usine d'en-richissement d'uraniam pour EURODIF, au sud de Pierre-latte, etc.) témoignent de la vitalité sans cesse croissante du Sud-Est français, une chance nouvelle s'offre à toute la région : la réouversure du Canal de Suez.

Admirablement situè, le complexe Marseille-Fos a, en effet, l'ambition et les meyens de devenir le véritable « europort » du Sud, grâce à un ensemble exceptionnel de liaisons Méditerranée - Mer du Nord, l'Allemagne et la Suisse. La prochaine électrification des voies ferrées sur la rive droite du Rhône, le raccordement des autoroutes avec le réseau suisse et allemand et, rescau suisse et allemand et, surtout, la réalisation d'un ssein, le plus pas

MAIS QUI SONT-ILS?

Quelque 30 000 visiteurs profes-sionnels ont été recensés lors de la 50° Poire, venus de 61 pays du

nant, le plus fructLeux sur le plan des infrastructures, le canal Rhin-Rhône, feront de Marseille l'aboutissement naturel et privilègié du trafic en provenance des grands ensem-bles industriels de l'Europe du

Nord.

Devant de pareilles perspectives, un tel développement économique, incluctable, il est essentiel d'être présent au rendez-vous que la Foire internationale de Marseille donne en septembre à tous les industriels. Liet de ren-contre privilégié, carrefour de tous les grands courants tons les grands courants d'idées, d'hommes et de tech-niques, la Foire Internationale de Marseille peut apporter sur le « terrain », à l'endroit et au moment précis où se dessine le grand essor industriel et commercial du Sad-Ext francommercial du San-Est fran-cais, les contacts et les mar-chés dont les responsables in-dustriels français out plus que jamais besoin.

ble grandissant. Que représen-tent-ils? Des pays en pleine ex-pansion, qui amorcent leur décol-lage industriel. Donc, à portée de la main, à Marseille, des marchés nouveaux, vitaux, en cette période cruciale de relance économique où l'aids de l'Etat aux entreprises qui exportent se monte actuellement à 7 milliards de

de francs.

Une enquête, réalisée selon les normes INSEE, précise d'ailleurs le profil du « décideur » qu'on rencontre désormais à la Fotre.

Foire.

Un visiteur sur deux est un jeune cadre d'entreprise; 27 % out un âge compris entre 35 et 49 ans, 22 % entre 25 et 34 ans. Pour 52 %, ils désirent s'informer sur un achat envisagé. Pour 13 %, Marseille, c'est déjà l'occasion de signer un nouveau marché Enfin, 62 % apportent une conclusion sans appel : ils se déclarent satisfaits de leur visite.

Parallèlement, dans l'immense l'arc Chanot, dans des halls et palais parfaitement adaptés aux

palais parfaitement adaptés aux normes des présentations inter-nationales, l'exposition des pro-ductions nouvelles, issues des technologies les plus avancées, assure à la Foire un retentisse-men, commercial executionne!

FOIRE INTERNATIONALE DE MARSEILLE

13266 Marseille - Cedex 2 Tél.: (91) 54-15-60 - Télex 41021 F



La conclusion s'impose d'elle-même. Etre présent à Marseille comme exposant, bien sûr, mais même comme visiteur, est l'acte le plus prometteur qui puisse être actuellement proposé à un res-ponsable d'entreprise.

Un marché régional en pieine expansion

Associée à tout le développe-ment économique du Sud-Est français, la Foire Internatio-nale de Marseille a déjà pro-jondément modifié les habi-tudes d'achat dans le Sud de la France. Son retentissement innuel fait que les acheteurs professionnels ne « montent » plus automatiquement à Pa-ris, à l'occasion de telle ou "Elle manifestation. Une chose 115, à l'occasion de lette ou "Els manifestation. Une chose est surs : les responsables d'industries implantées dans le Midi se retrouveront tous le 19 septembre à la FOIRE INTERNATIONALE DE MAR-SEILLE.

LISEZ

28 PEROU

1 DAMOMEY 1 JAMAIQUE

1 SUISSE

e BOLIVIE

7 COTE-D'IVOIRE 7 ILES MAL-DIVES 9 SINGAPOUR

18 EQUATEUR



Specimen sur simple demande. 11 bis, bd Housemann, 75009 PARIS.

5 ECHANGES

PECOSLOVAG

ter sou me Par viet dire tion fais

TERROSEOVA OFFICE

Les subtilités de la politique de normalisation

Jeu d'équilibre à la direction du pays

ELECTION le 28 mai de M. Husak à la présidence de la République tchécoslovaque est apparemment un acte sans importance. Dans les pays socialistes, le chef de l'Etat a essentiellement des tâches protocolaires. Certes, en Tchécoslovaquie, Masaryk, Bénès puis Gottwald ont conféré à ce poste un prestige certain, mais M. Husak n'est pas plus puissant maintenant qu'il a ajouté à son titre de secrétaire général du parti communiste celui de président de la République. Le fait qu'il ait été impossible de trouver un autre candidat à la succession du général Svoboda montre même la fragilité de l'actuel numéro un du régime.

Il y à quelques années, en effet.

numero un du régime.

Il y a quelques années, en effet, M. Husak avait mené une campagne vigoureuse contre le cumui des responsabilités. Il est vrai qu'en ce temps-là il avait un compte à régier avec Novotny, l'un des hommes qui l'avaient fait jeter en prison, puis avaient refusé de lui accorder la réhabilitation totale à laquelle il avait droit. A la différence des autres dirigeants du « printemps de Prague », il ne voulait pas critiquer trop sévèrement la politique suivie jusqu'en 1968 et dont il avait été la victime, mais qui avait et le soutien de l'Union soviétique. Il mit l'accent sur les pouvoirs exprbitants de Novotny, à la fois secrétaire général du parti et président da la République.

M. Husak a d'ailleurs l'art de trouver

M. Husak a d'ailleurs l'art de trouver des moyens pour éliminer les hommes dont il veut se débarrasser. Ainsi, en 1969, les Soviétiques avaient décidé de chasser du pouvoir Joseph Smrkovsky, alors président du Parlement. M. Husak, qui n'était pas encore le maitre du parti, se chargea d'enaucer leur désir. Il se garda d'insister sur les raisons véritables — l'hostilité du Kremlin — mais il exigea que Tchèques et Slovaques fussent à égalité dans les principaux postes du parti et de l'Etat. M. Smrkovsky, tchèque, devait donc cèder sa place à un Slovaque.

Les doctrines dictées par les cir-

constances ont l'inconvénient de lier ceux qui les ont formulées même lorsque les circonstances changent. C'est ainsi que, pendant des mois, la magistrature suprème est restée vacanta. Gravement malade, le président Svoboda aurait dû normalement se retirer à l'expiration de son premier mendat en 1973. Mais le choix de son successeur risquait de mettre en péril l'équilibre précaire réalisé à la faveur de la « normalisation ».

ON peut distinguer à la direction de la Tchécoslovaquie deux courants principaux. L'un est constitué par les hommes qui, au fond, n'avaient jamais rien accepté du « printempe de Prague ». Ils représentent les fonctionnaires qui ont eu peur en 1968 et qui, après avoir pris leur revanche, es garantissent contre tout retour à la « démocratisation ». Ils ont imposé des mesures draconiennes, telle la loi du ler juillet 1974 qui renforce les pouvoirs de la police. Aux termes de cette loi, « justifiée par l'expérience des années de crise 1958-1959, le corpe de la sécurité nationale et ces membres peupent porter atteinte aux droits et aux libertés des citoyens si la protection de l'ordre public, la sécurité des personnes et des biens l'extigent ». Le texte précise que, pour renforcer « la sécurité des Etats de la communauté coclaisite mondiale », la police « coopère ance les cervices de sécurité de ces Etats ».

M. Husak lui-même est plutôt re-

M. Husak lui-même est plutôt représentatif de l'autre tendance, celle qui, dès le début, a admis la « normalisation » comme une nécessité mais qui rechigna à désavouer totalement la période du « printemps de Prague ». L'actuel secrétaire général ne fut-il pas, il y a sept ans, un avocat modéré, mais un avocat tout de même, de la « démocratisation » ? N'accéda-t-il pas, en avril 1969, à la responsabilité suprême en promettant de sauvegarder de cette période ce qui pouvait et devait l'être? Sur quelles forces comptait-il s'appuyer pour réaliser le programme qu'il annonçait ? Par BERNARD FERON

Pendant quelques mois, le nouveau escrétaire général du parti donna l'impression de vouloir mener une politique dite de « kadarisation ». Comma son collègue hongrois, après avoir remis de l'ordre, il aurait fait appel au concours de tous ceux qui acceptaient son pouvoir on qui e'y résignalent. Il tenta même de reprendre à son compte le fameux mot d'ordre de M. Kadar : « Celui qui n'est pui contre nous est avec nous. » Encore fallait-il pour cela obtenir la confiance des « libéraux modérés » et empêcher les nostalgiques des périodes stalinienne et nécstalmienne de faire un retour tonitruant.

M. Husak na put, ou ne sut, oréer

M. Husak ne put, ou ne sut, créer les conditions du succès d'une telle politique. Il laissa ses nouveaux collaborateurs mener une épuration impltoyable, organiser ce « Biajra da Pasprit » qui allait radicaliser l'opposition. D'ailleurs, l'appareil du parti a poussé son secrétaire général au-delà du point où il souhaitait aller. Jusqu'en 1970. M. Husak s'en prenait à ses compatriotes qui refusalent la « normalisation». Il se gardait — et pour cause — de rejeter ceux qui avaient regretté ou même condamné l'occupation. Or, en juin 1970, le comité central imposa une nouvelle version : les vrais communistes étaient ceux qui, en 1968, avaient réclamé l' « aide fraternelle » des pays du pacte de Varsovie. Obligé de cautionner de son autorité une ligne qui lui avait été imposée, il passait définitivement pour un « traitre » aux yeux de ceux qui étaient prêts à l'accepter comme un moindre mal.

Alors l' « opposition communiste » de l'intérieur, relayée par les militants qui ont émigré, releva la tête. Non contents de refuser l'autocritique attendue d'eux, J. Smrkovsky et M. Dubcek mirent leurs successeurs en accusation dans des documents diffusés clandestinement. Ainsi, dans una longue lettre adressée le 28 octo-

bre 1974 à l'Assemblée fédérale, M. Duboek dénonçait la surveillance dont il était l'objet : « La démocratie socialiste et la légalité sont foulées aux pieds », écrit-il. La direction du parti demande a à juste titre la liberté pour les patriotes chiliens », mais est-clie bien placée pour le faire alors que s'est créé dans ce pays « un climat terroriste »? L'homme que l'on croyait à jamais condamné au silence, dont on avait apprécié la sincérité plus que la force, jette un défi au pouvoir. Il se fait le porte-parole de tous ceux qui exigent le respect des droits de l'homme dans une société socialiste (1). Quelle menace représente-t-il alors pour les dirigeants qui partagent actuellement le pouvoir? Les démocraties populaires ne pratiquent pas l'alternance à la manière de certaines démocraties occidentales. Il fallut des circonstances tragiques et exceptionnelles pour que M. Gomulka ou, à un moindre degré, MM. Kadar et Husak, prennent ou reprennent la barre après avoir été ignominieusement traités. Encore avaient-ils àté jadis épurés sans qu'il fût besoin pour les écarter de faire intervenir les troupes soviétiques. La rentrée en scène de M. Duboek constituerait pour l'U.R.S.S. un tel camourfiet qu'il est inconcevable

M. Dubcek constituerait pour l'U.R.S.S. un tel camouflet qu'il est inconcevable dans la situation présente.

Mais l'ancien dirigeant pose on problème en ce sens que sa tranquille fermeté cristalites une sorte de résistance. Comment lui rèpondre?

M. Husak l'a invité à quitter le pays s'il n'était pas content de son sort. D'autres, notamment ceux qui oot inspiré les articles de Rude Pravo, ont réciamé un châtiment plus sévère et en sont venus à se plaindre de la clémence dont ferait preuve l'autorité suprème.

U NE fois encore, M. Husak devrat-il a'incliner devant sesa nitras »? Compte tenu du climat à l'intérieur du parti, il parait lui-même parfois menacé. Logiquement, le pouvoir devrait revenir aux cadres décidés à appliquer de façon implacable la normalisation. Mais l'Union soviétique ne peut de gaieté de cœur susciter ou accepter de nouvelles crises à propos de la Tchécoslovaquie.

La conférence sur la sécurité et la coopération en Europe doit se conclure au plus haut niveau, et les communistes de ce continent comptent tenir une réunion cette année. Or pusieurs partis, notamment le P.C. italien, n'ont toujours pas accepté ce qui s'est passé à Prague après acott 1988. Ils citent les témoignages de personnalités évincées après l'occupation et font parfois écho à leurs protestations. Lors de la conférence mondiale du mouvement, en 1969, M. Rusak avait réussi à détourner l'orage; il avait priè les communistes étrangers de ne pas se mèler de ses affaires. L'Union soviétique a tout intérêt à ce que la question techécoslovaque tombe dans l'oubli.

Ainsi s'explique que, sans avoir à l'intérieur des avents très solides.

l'aubli.

Ainsi s'explique que, sans avoir à l'intérieur des appuis très solides, M. Husak soit devenu président de la République. Le choix d'une autre personnalité risquait de déséquilibrer à son détriment les forces au « sommet ». Une solution encore plus fâcheuse pour lui semblait pariois envisagée : il serait porté à la magistrature suprême, mais, pour s'en tenir aux principes qu'il avait défendus, il renoncerait à la direction quotidienne du parti. Les « uitras » auraient ainsi remporté une victoire décisive.

Il est vraisemblable que le débat a été tranché le 3 mars dernier lorsque M. Husak est allé s'entretenir à Moscou avec M. Breinev. Les deux hommes d'Etat ont échangé, selon l'agence Tass, « des informations sur la marche de la construction socialiste et communiste ». Le Kremlin souhaite visiblement que le secrétaire général du P.C. tchécoslovaque reste à la barre. Mais pour quoi faire? Depuis dix ans, le numéro un a mis son habileté à éviter les récifs sur sa route, at non à réaliser le programme relativement modéré qui, à tort ou à raison, lui était prêté.

(1) Le Monde du 17 avril 1973 a publié de larges extraits de ce document.

LES ÉCHANGES ENTRE L'U.R.S.S. ET LA FRANCE

Internationales les plus élevées. Pour-

tant, leur percée eur la marchà français

(Suite de la première page)

La conclusion, en 1957, du premier eccord commercial à long terme, c'étendant II est vrai sur una période de tons ans, ouvrit la pluse sulvante. Il fut suivi da deux accords triennaux eemblables.

La conclusion, à la fin de 1964, d'un accord commercial, cette fois d'une vall-dité de cinq ans, constitue un pas extrémement important. Durant la période couverte par cet accord, le courant d'échanges fut muttiplià par 2,5 et atteignit, en cinq ans, la somme déjà considérable de 9,6 millions de francs.

Une nouvelle phase fut ouverte en 1969 par la conclusion d'un second accord quinquennal. Il convient de e'y arrêter, cer I comportait de nombreux éléments fondamentaux nouveaux : premièrement, ce ne fut pas simplement un accord portant eur des échanges commerciaux, mais sur une coopération économique : deuxlèmement, l'encienne pratique consistant à établir des listes de marchandises devant faire l'objet d'échanges mutuels fut supprimés. Enfin, l'engagement prie par la partie trançaise d'abroger, au cours de cette période, les contingentements discriminatolres à l'Importetion de marchandises soviétiques était égalemant tout à fait nouveau.

Depuis cinq ans, le volume du commerce mutuel e'est considérablement accru. La doublement du courent d'échanges a été atteint, puisque les échanges se sont élevés à 18 millierde de francs dont 5,5 milliards en 1974. Ainsi, les liens économiques ont propressé selon une courbe ascendante. En vingt ene, notre commerce mutuel a augmenté de près de trente fots i

L'adoption, le 10 juillet 1973, du programme d'approlondissement de la coopération dans le domains de l'économie et de l'industrie pour une période décennale e été d'une Importance exceptionnelle pour le développement des relations commercieles et économiques soviéto-trançaises. Il e été signé du côté français par M. Valéry Giscard d'Estaing, alors aministre de l'économie et des finances. Le programme décennal prévoit cinq orientations tondamentales :

— 1) Coopération à la construction de complexes industriels en U.R.S.S. at en Franca. Les opérations antrant dans ce cadre doivent généralement faire l'objet de crédits bancaires à long terma. L'usine de camions de la Kama, le complexe aldérurgique de Fos-sur-Mer, font partie de ces objectifs:

— 2) Coopération dans le domains de le construction en U.R.S.S. d'entreprises don: les équipements et les licences de tabrication eeront payés par des produite de ces entreprises. Font notamment partie de cette forme de coopération le construction du complexa de l'industrie du bois d'Oust-Ilim qui sera payée par das livraisons de cellulose; le fourniture à la France de gaz naturel soviétique servire à payer les livraisons françaises de tubes, d'équipements et da matériaux pour l'industrie du gez et d'autres objectifs;

— 3) Production commune et développement de le coopération industrielle entre organisations soviétiques et sociétés trançaises;

- 4) La réalisation du programme de coopération économique ouvre des pars-

des échanges équilibrée. La développement des exportations de machines et d'équipements soviétiques en France demeure un problème sérieux. Jusqu'à présent, le poids spécifique de cette catégorie dans les exportations soviétiques en France demeure peu Important. Alors qu'eu cours des cinq damières années l'U.R.S.S., a echeté en France pour environ 5,5 millards de france de machinesoutile at d'équipements, les achats francais en produits de cette catégorie ne représentent que 400 millons de francs. Et ce n'est pas parce que noue n'avons de machines susceptibles d'intéresser les entreprises françaises. De nombreux types d'équipements soviàtiques, que nous avons eu de la difficulté é vendra en France. par exemple, pour la construction de leura qualités. D'eutres types de machines et d'équipements soviétiques ont également falt l'objet d'epprécietions élogieuses. Notre pays produit une gamme très étendue de machines répondant eux normes

se heurie é des difficultés. La cause an est, parfols, la manque de dynemisma de certaines eoclàtés Irançaises. Il peut y avoir eussi d'autres causes. Nous avons l'intention de faire en sorte que, tout en augmentant les exportatione de marchandises soviàtiques, les initietives visant à eccroître les livraisons de machines, d'équipements et d'autres erticles industriels français solent encouragées. A cette fin, le conclusion de contrats à long terme est prévue;

— 5) La coopération doit permettre d'augmenter les importations en U.R.S.S.

terme est prave;

— 5) La coopération doit permettre d'augmenter les importations en U.R.S.S. de biens d'équipements français. Nous prévoyone d'echeter en France, sur la base de crédits bencaires à long terme, des équipements et de le documentation technique pour le chimie et la pétrochimie, l'industrie légère, les constructions mécaniques, le sidérurgie, l'électrolectrique et les constructions navales. Nous envisageons également d'eugmenter les echets en France de produits eldérurgiques et de biene de consommellon.

Des projets de grande envergure

L A rencontre de Rambouillet entre MM. L.l. Breinev, secrétaire génàral du comité central du P.C.U.S., at V. Giscard d'Estaing, président de la République française, a'est echevée par le eignature de l'Accord de coopération économique pour la période de 1971-1979.

La France nous a consenti un nouveau crédit qui contribuera à élargir les exportations françaises en blens d'équipement et da certains matérieux. Ce nouveau crédit se monte à 12,5 milliards de trancs. Tenant compte des 20 % de palament en espèces, ta France pourra exporter pendent cinq ane des blens d'équipement et certains matériaux pour une somme de près da 16 milliards de trancs.

A Rambouillet, le programme décannal e été complété par une série de nouveaux projets importants et notamment de caractère compensatoira, dont le montant est d'environ 15 millierds de francs.

Au cours de la visite officielle en U.R.S.S. du premier ministre français, M. Jacques Chirac, on e eccordé une très grande attention eux problèmes économiques. La presse trançaise e noté éce sujet qu'il est envisagé de conclure, avant le fin de l'année, des contrats d'un montant de 18 milliards de francs rien que pour les grands projets, et, en y incluant les projets moindres, de 20 milliarde de francs. Cela, sans compter les contrats déjà conclus.

On prévoit da réaliser d'importants projets à long terme de grande envergura, comme la construction de gran de complexes induetriels, en particulier pour le production d'alumine et d'aluminium, d'antreprises de l'industrie chimiqua, de centrales nucléaires, de la troisième trancha du complex. de l'Industrie du gaz d'Orenbourg, ainsi que d'un certain nombre d'entreprises de l'industrie légère et alimentaire. Dans ce cadre, des entretiens ont lieu an vue d'impulser le coopération à long terme dans le domatne da l'information, notamment pour la fabrication de composants électroniques, d'équipements pour le tabrication d'apparaits ande envergure

pour les centraux téléphoniques, de certaine types d'équipements de commande
autometique. Des entretiens sont égalemant antamés sur le coopération dans la
prospection et l'exploitation des gisements
de pétrois et de gaz sur le pieleau

continents), evec l'utilisation de la techno-

logie francaise. SI des reletione commerciales et économiques evec la France et les autres pays occidentsux se sont établies pratiq ment dès les premières ennées de l'existence de l'U.R.S.S., les liens eclanti et techniques n'ont commencé à se déve lopper qu'au cours des dix ou quinze coopération dans ces domeines existe d'une facon permanents avec seize pays France, Italie, Finlande, Autriche, Gran Bretagne, Elate-Unis, Canada, Japon, Bei-gique, Hollande, Suède, Danemark, Norrège, Australle, R.F.A. et Sulsse), c'està-dira pratiquament avec l'écrasants majorité des pays capitalletes hautement développés. Notons que le France est le première des grandes puissances occidentales avec laquelle l'Union soviétique elt étabil de telles reletions.

étabil de telles reletions.

L'extansion des domaines de cette coopération a rendu nécessaire la conclusion d'accords esctoriels. Parmi ces accorda figurent, par exemple, le conclusion en mers, pendant la visite du premier ministre français, d'eccords sur la protection de l'environnement et l'agriculture.

Pour mettre cette coopération en pratique, une afructure e été créée et tonctionne avec euccès : le «petits» et la « grands » commission mixte pour le coopération eclentifique, tschnique et économique. En outre, seize groupes esctoriels mixtes, dont le tâche est de rechercher les conditions les plue favorables é l'examen des problèmes choleis en commun, ont été constitués. La procheine session de le « grande commission » aura lleu fin juillet é Mospou.

De nombreuses études aclentifiques et techniques coviétiques servent de base à de nouveaux travaux de racherche et à

des àludes et des projets commune et sont également utilisés dans le production industrialle à l'étranger. Par exemple, é la suite des traveux commune du ministère de le géologie de l'U.R.S.S. et de la société française Serselle, un système d'enregistrement elsmique muiticeneux e été créé. Ce faisant, un certain nombre d'enaembles soviétiques ont été utilisés, en particuller, un système de régulation autometique d'emplification à action instante. Ce nouveau système est ectuellement fabriqué par l'industrie frençaise et largement utilisà en Union soviédque et en France dans les études géophysiques et exportà dans les études géophysiques

Les industriets français manifestent également de l'intérêt pour l'utilisation d'un certain nombre de travaux soviétiques dane les constructions électriques, le métallurgle et les constructions màcaniques tourdes. Aisthom, notamment, e mis eu point, conjointement avec l'usine Metellitcheski de Leningrad, des turbines hydrauliques qui sont exportées vers des peys tiers. Interforge a commandé en U.R.S.S. una presse hydreutique d'une puissance de 85 000 tonnes, dont le livreieon et le montage commenceroni prochelnement. On pourrait c'it er d'autres exemples.

La coopération franco-soviétique eclantiflique et technique se concantre sur les problémes majeurs de l'heure, sur les études d'àcisives pour le solution pretique des tâches immédiates, mels e u s e l d'avenir.

La coopération entre savants trançais el soviétiques e pris une grande ampieur dans les sciances fondamentales et appliquées, y comprie dans is prospection des ressources des océans, la protection da Fenvironnement, l'application des méthodes methémetiques at de l'informa à la planification et à la gestion, les recharches sur le protection de le esnté at la médecina, l'urbanisme, le science agricole, etc. Les tonnes de coopération sont diverses. Souvent elles eboutissen à des publications communes. En voici un exemple : en juin-août 1974, un symposium Aloes-Ceucase in situ e été organisé. Sur la base des metériaux recuellis et des discussione auxquelles ils ont donné tieu, un ouvrege commun consecré eux questions de l'utilisation des ressources neiurelles pour le développe da l'énergétique, de la production euricole. inisation du rapos el des ectivités sportivee et touristiques, ainsi qu'é le protection du milieu asturel des régions de haute montagne est en préparation.

Permi les expériences communes, on peut citer le dépôt sur le soi lunaira des Lunokhods mobiles soviétiques 1 et 2 équipés de réflecteurs taser irançais, l'étude des propriétés de l'etmosphére, de l'ionosphére et de la magnélosphére tarrestres, l'établissement, grâce eu catellite soviétique Molnya-1, d'une communication radiophonique et téléphonique fieble entre Moscou et Paris. Une coopération étroite est également prévue pour l'epplication pratique des résultats des recherches de télédétection epetiele des ressources naturelles terrestres.

Depuis plusieure années, Soviétiques et Françaie réalisent des expériences communes en physique des hautes énergies sur le gigantesque eccélératsur soviétique de 70 GeV construit à Serpoukhov et doté de le chambre à bulles é hydrogène liquide françelse Mirabelle.

Toutelois, on ne peut dissimuler qu'une certaine lenteur se manifeste dans la réalisation pretique des décisione et des eccords. La responsabilité an revient non seulement à certaines envices et à certaines sociétés françaises, mais aussi à des organismes soviétiques qui, periols, ont mis du temps à examiner les propocitions françaises. Les deux perties foni preuve de lenteur lors de le signature de contrets, surtout de contrets imporients, et, à notre siècle où le technologie es développe à des rythmes extrêmement repides, cele risque d'entrainer un vieillissement moral de certains objectifs.

Il importe d'effirer l'eltention sur le fail

que, bien que ces demiéres ennées les liene économiques entre noe peys eient considérablement progressé, l'importance de le France dans le commerce extérieur de l'U.R.S.S. et colle da l'U.R.S.S. dans la commerce extàrieur de le France ne constituent jusqu'é présent respectivement que 2,4 % et 1,2 %. Pourtent, les possibilités de copération sont infinies, sans limites. En effet un élément important milite en teveur de cette information : la développement da l'économia soviétiqua est carectérisé par des rythmes élevés et stables. Par exemple, depuis dix ans les tonds de production de base ont augmenté de 2,3 tois. Cela algnifie que l'on a é nouvesu créé un potentiel de production, dépassant de beaucoup celul qui evalt été eccumulé durant toute l'histoire entérieure de la société sovié-

En 1874, l'U.R.S.S. e atteint la croissance industrielle la plus élevée de tout la quinquennet (8 % contra 6,8 % prévue). En dépit de conditions climatiques difficiles, on e obtenu la deuxième récolta da céréales la plus importents de toute l'histoire du pays (195,6 millions de ionnes), une récolte da colon (9,41 millions de tonnes); le pien d'achats de produits de l'élevage est dépassé.

Concernant pluaieura Indices économiques importants, notre paye a déjà dépassé les Etets-Unis d'Amérique.

Au début de l'année prochaine, le XXV° Congrès du P.C.U.S. examinera le dixième plan quinquennel, qui permettra de taire un nouveau pas en evant dene la créetion de le base matérielle et technique du communisme grâce é une combinaison toujours plus organique des réellestions de la révolution sciantifique et technique avec les avantages du socie-

Nous sommes convelncus qua l'Union soviétique at le Frence, qui ee eont prononcées pour une politique de détente, d'entente et de coopération, et qui ont beaucoup tait pour qu'ella devienne un processue irréversible, seront eu pramier rang de ceux qui déploieroni de nouveaux afforts vers le réorganisation des reletions internationales, y compris économiques et techniques, aur la base d'une coopération mutuellement eventegeuse, de la non-ingérence dane les effeires intérieures, de le création d'une etmosphére de bonne voionté et d'amitié entre les pauples, dans l'intérêt nationel et dene l'intérêt de l'Europe pacifique et du monde antier.

STEPAN TCHERVONENKO.

POUR ATTÉNUER LES EFFETS DE LA CRISE DU MONDE INDUSTRIALISÉ

L'Amérique latine renforce sa solidarité économique

'ACCELERATION de le croissance économique de l'Amèrique letine et l'eugmentation considérable de ses échanges commercieux en 1973 el en 1974 ne suffisent pas é satisfeire le CEPAL (Commission économique des Nations unles pour l'Amérique letine), qui a tenu sa quinzième session en mai à Port-of-Spain (Trinité-el-Tobago). D'abord parce que les pays de le région es sont déve-loppés à des rythmes inégaux, mela eurtout parce que l'élévation du taux de croissance du produit intérieur brut n'e pse contribué à améliorer les conditions de vie de la grande majorità des habitants. La conjoncture Internetionale a pourtant âté transitoirement favorable et le Commission regrette que le plupart des gouvernements n'eient pas su en profiter.

Une nouvelle occasion perdue? On est tanté de le croire en lisant le texte approuvé é Port-oi-Spain par les repréeentants des pays membres, un bilan qui n'est pas plus optimiste que le précéde dressé II y e deux ans à Quito ; « S'II est vrai que l'économie de l'Amérique letine dene son ensemble s'est daveloppae à un rythme relativement rapide - 7% et 4% par tête. - cette croissance tient à certaines tendances précaires de l'économie internetionale, en particuller à l'évolution des prix des matières pramières (...) Les problèmes socieux les plus graves eub-eistent : création insuffisante d'emplois dans le secteur moderne; existance de eccleurs considérables de le population vivant dans un élat de peuvretà critique ; inégalité de le distribution des revenus (__); renforcement, eu bénéfice de minorités urbaines, d'habitudes de consommetton qui eont en contradiction avec les objectifs d'investissemente et d'amélioration du blen-être des masees majoritaires. »

Certes, des réformes institutionnelles ont àté entreprises tandent à moderniser l'Etat et à nationaliser les ressources nalurelies, mais les gouvernements, dans leur grande mejorité, se refusent à prendre les mesures qui e'imposent pour modifier le répartition des fruits de le production.

La CEPAL reconnaît que des progrès oni au lieu dens le domeine de l'éducation et de le santé, mais signale qu'il n'y e pas d'emélioretion sensible en ca qui concerne l'alimentation et le logement. L'inégalité de le répertition des revenue tend à e accentuer et, si l'on constats dans certains peys un gonliement des classes moyennes, le participation reletive des secteure les plus délavorisés tend à dimtnuer. Pour ta Commtssion, qui, sur ce point, semble evoir changé d'avis au fil des ans, le problème du chômage n'est pas eussi greve que celul de la feiblasse des rémunérations d'une grende partie de le population. « On e trop longtemps ignoré le phénomène de la plus-value, a décleré M. Raul Prebisch, secréteire général adjoint des Nations unies et conseller de le CEPAL; ceux qui posaèdent les moyens de production possèdent aussi le pouvoir de s'approprier les banéfices de l'amélioration de la productivité. Seule les syndicats sont en masura de limiter la capacité d'absorption de le plus-value par les eacteurs supérieurs. »

Les représentants des couvernements latino-americains ont vivement eppleudi le vieil économiste; lle ont approuvé les fièses des experts de la Commission et les ont encouragés é poursulvre leurs travaux. En tiandront-lie compts dans le formulation de leurs politiques ? Les responsables de le CEPAL ne se toni guére d'illustons à ce eujet. Plue que dans la force de leurs idées, ils fondent leurs espoire sur celle des falts : la caturetton du marché des produits manufecturés el surtout des biens de consommation durables, qui contraindre les gouvernemente à redistribuer les revenus pour relances le demande ; le crise dans les pays industrielisés et le réduction consécutive des échanges commerciaux et des flux de capiteux, qui contribuera à revitaliser les projets d'intégration régionals.

L A CEPAL e Insieté sur la crise des peys industrielisés et sur le grevità de ses répercussions. Car el l'accéléraPar PHILIPPE LABREVEUX

tion de le croissance en 1973 et en 1974 comme le rétraction constelée à partir de la fin de l'ennée passée mettent en rellet le même phénomène de dépendance à l'égard des économies « centrales ». c'est la crise de ces demières et ses conséquences sur les économies de la « pariphérie » qui entraine des réactions de défense pouvant être sajutaires à long terme.

La Banqua Interaméricaine de dévalop-

pement (BID), qui viant de tenir ses assises

annualles à le Jemelque, formule un diagnostic moins pessimiste. Maie la CEPAL et le BID ont lieu de craîndre que la récession dane les pays industrisitsés elt des répercussions délavorables sur le commerce de l'Amérique latine. Si les exportations de la région ont progressé à un rythme rapide (passant de 15 millierda de dollers an 1870 è plus de 44 milliants en 1974), c'est dans une très large mesure an reison de la hausse des cours des produits de base et des metieres premières. Or, depuis l'année dernière, le tandance pour l'ensemble des produits intéressant le région est è le balese. La crise des pays développés a aussi antreiné un renchérissement des prix des produits manufacturés, une réduction de l'assistance financière et des nenta privás. Vanant e'ajouter eux problèmes permanenta que posent le service d'une lourde dette et les transtarts da bénéficas des compagnies atrangères, le altuation nouvalle risque de causer de sérieux décéquilibres de balance de palements.

En fait, les pays non exportateurs de pétrole ont d'ores et déjà été affectés par la crise. Le déficit de leur balance des pelamants, qui éteit de 640 millions de dollere en 1973, est passé à 8.7 millierds en 1974 et etteindralt cette année 13 milllards. Trole pays (Brésti, Chili, Uruguay) ont particulièrement souttert. Quelle que soil l'évolution des prix des mattères pre-

de ces trois pays n'est pas près de s'améliorer. C'est pourquoi le CEPAL a lance t'idée d'une opération permanente de sauvetage qui a reçu l'approbation unanime des gouvernements : il s'agiralt de créer un fonds de sécurité de 4 milliarde de dollare (le tiere environ du déficit moyen des pays non exportateurs de pétrole en 1974, 1975 et 1978) pour relayer ou complater l'elde des organismes Internationaux. Principal producteur de la zone at troleième exportateur mondial de pétrole, le Venezuale e donné son accord de principe pour une contri-

A PRES avoir longtempa prônă un modăle de développement « tourné vere l'extérieur », la CEPAL ne peut que se féliciter du bon comporte merce extérieur latino-américain. Sans doute n'e-t-il été que le reffet d'une tendance mondiele. Sans doute aussi le perticipation de l'Amérique latine dans le commarce mondiel e-t-elle diminué en termes reletits. Mels la développement des àchanges commerciaux de la région, « mireculeux » au gré de M. Enrique Igleeise, escrétaire général de la CEPAL, a été su-delà des espoirs des experts de la

La CEPAL e trouvé dans la crise des pava Industrialisés un nouveau motif pour encourager les pays membres è renlorces leurs liens sur te plan commercial et économique Les efforts d'inlégration entrepris au début des annaes 60 sont loin d'evoir produit des fruits epectaculaires. Le Groupe andin, plus ambitieux, n'en est qu'à ses débuts. Le seul sujet réel de estisfaction reete l'accroisses exportatione de produits manufacturés dont la part dans le total des échanges régionaux est passée de 9,5 % en 1965 à 18 % an 1974. L'Amérique letine est dana ce domeine devenu son premier fournisseur, avant même les Etats-Unis.

L'essentiel des importations lefino-amé-

el des prodults intermédiaires, que la région ne produit pas. Le développement de ces industries e pris du retard par repport é d'autres secteurs, car elles ont des économies d'échelle qui exigent des efforts techniques et financiers hors de portée des pays de la zone, même les plus grands. C'est pourquoi la CEPAL qui appuie les tentetives de programma-tion industrielle du Groupe andin, défend également l'idée de concerter à l'écheion régional des politiques de développement dans les secteure qu'individuallement les pays ne peuvent aborder et de mettre sur pied des entreprises multinationales latinoaméricalnes. Parrainé par le Mexique et le Vanezuela, le SELA aureit pour objectif principal de promouvoir de telles entre-

En attendant qu'elles voient le jour et que le région subvienne à ses besoins ou du moins réduise sa dépendance à l'égard des pays développés, l'Amérique lafine devre continuer de e'accommoder de cette réalité que la CEPAL préfère appeler Interdépendance. C'est une façon de souligner que, al le comportemant économique de le région dépend de celui des pays développés, ceux-cl ont de leur côté tout intérêt à prendre l'Amérique latine en considération

La région e, en effet, acquis depuis le fin de le deuxième guerre mondiala une dimension nouvelle : eon produit intérieur brut est égal é celui de l'Europe en 1950 et, eu rythme actuel de croissance, devrait atteindre en 1985 ceiui de l'Europe d'aulourd'hul. L'Amérique latine, qui importe pour 30 milliarde de dollers par an, représente pour les Etats-Unie un marché presque égal à celui de la C.E.E. et, pour la Communeuté, un marché égal aux trole quarts de celul des Etats-Unis. Cele donne du poids é la région qui, dans la mesure où alle est cepable de formuler des revendicatione conjointes, dispose d'un pouvoir de négociation accru face à ses partenaires industrialisés.

imidités

4.792

6 4-14-5-2-54

10 mg

the thinks

and the same

ATTENDED TO THE PROPERTY OF THE PARTY OF THE

THE STATE OF THE S

Company of the contract of the

CHEMO

PLITIQUE

Le Commonwealth, la

WEST-CE que trois pays comme le Canada, la Sierra-Leone et le Pakistan peuvent bien avoir en commun? » A un scep-tique qui s'interrogeait ainsi un jour sur la raison d'être et l'utilité du Commonwealth, M. Arnold Smith, ancien secrétaire genéral du «club», avait répondu que les hommes ont besoin «d'apprendre à partager cette planete s, et qu' « être membre du Commonwealth peut aider a y parvenir s.

C'est ce qu'ont tenté de prouver les représentants des trente-trois pays membres réunis du 29 avril au 6 mai dernier à Kingston. Pour la première fois, en effet, ce n'était pas des ques-tions particullères aux Etats membres ou é l'ensemble du «cinb » qui constitusient le point essentiel de leur ordre du jour.

La priorité fut accordée, au cours de ce vingtième « sommet », aux moyens de restructurer l'ordre économique international, et le Common-wealth envisage maintenant de soumettre à la communauté internationale un projet de solution eur lequel un comité d'experts a été chargé de pré-

comité d'experts à eté charge de pre-parer un rapport.

Sans doute les chefs de gouver-nement du Commonwealth avaient-ils espéré que ce plan verrait le jour à Kingston. D'autant qu'une récente étude du secrétariat de l'association semblait constituer, selon les propres termes du premier ministre britan-nique, M. Harold Wilson, une base gencouragrante à de discussion. « encourageante » de discussion.

Le prix des matières premières

M AIS le compromis entre le projet britannique et le pian des pays de la zone caraïbe présenté par le chef du gouvernement de la Guyana, M. Forbes Burnham, s'est révéle impossible à Kingston. Dans un mêmorandum soumis à la conféreuce, la délégation britannique a explique les raisons de ses réticences envers l'indexation du prix des matières predexation du prix des matières pre-mières sur celui des produits manufactures, qui constitue, même au sein du Commonwealth, la revendication essentielle du tiers-monde. « Un tel essendelle du hers-monde. « Un tel système, y lit-on notamment, serati inflexible et ne saurait constituer à lui seul une garantie d'accroissement des recettes des pays producteurs. Il nécessiterait en outre des accords très élaborés entre les plus importants d'entre eux et les principaux pays consomma-teurs. S'il était tout à fait efficace, un tel système renjorcerati les pres-sions inflationnistes en cas de forte demande et accroîtrait les difficultés des pays en voie de développement ». flement du montant de leurs par gonfleme importations.

Le premier ministre guyanais a estimé pour sa part que le plan Wilson, « limité à des accords commerciaux » et qui propose des «replâtrages quand nous avons besoin d'une restructura-tion des courants d'échanges actuels », ne saurait satisfaire les besoins des pays en voie de développement. Reje-tant l'idée d'associations communes de tant l'idée d'associations communes de producteurs et de consommateurs, M. Burnham devait préciser : « Les groupements de producteurs devraient rester ce qu'ils sont. Si les pays consommateurs veulent constituer leurs propres associations, ils sont libres d'en prendre l'initiative. »

A Kingston, c'est donc moins le clivage habituel entre pays riches et pays pauvres qui a prévalu que celui entre producteurs et consommateurs de malières premières. L'Australle, par exemple, qui est membre de l'Association des pays exportateurs de bauxie

exemple, qui est membre de l'Associa-tion des pays exportateurs de bauxite aux côtés de la Jamaïque et de la Guyana, et le Canada, producteur de matières premières, n'étaient pas opposés au plan Burnham. Le comité d'experts constitué le 6 mai à Kingston s'attache depuis lors à rapprocher les points de vue, dans le but de soumettre à l'Assem-blée générale des Nations unies, en septembre prochain, un plan du Com-

me Par viel dire tion fais

septembre prochain, un plan du Com-monwealth pour l'instauration d'un nouvel ordre économique international.

Ainsi se confirme l'orientation défi-nie dans la « déclaration de prin-cipes » du club, élaborée à la confé-rence de Singapour en 1971, et définitivement adoptée lors du « sommet » d'Ottawa en 1973. Après e'être inter-

les années 80, le Commonwealth s'était fixé pour but de contribuer à réduire l'écart entre pays riches et pauvres dans le monde. Conscient toutefois des limites inhérentes à une « association volontaire », sans ponvoir contraignant, il s'est donné pour rôle de promouvoir les aspirations de ce quart de l'huma-nité qu'il représente, au sein d'antres

nité qu'il représente, au sein d'antres instances internationales.

Ainsi s'explique le changement fondamental d'attitude des pays du Commonwealth — confirmé à Kingston — à propos de l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté économique européenne. Depuis les négociations entre la C.E.E. et les quarantesix pays d'Afrique, des Carathes et du Pacifique (A.C.P.) signataires de la convention de Lomé en février der-nier (1), le Commonwealth estime en effet que la Communauté peut avoir

effet que la Communauté peut avoir une vue moins restrictive des problèmes du monde, grâce à la présence de la Grande-Bretagne, qui y plaide certaines des causes du «club».

Ainsi, après avoir exprimé les plus vives inquiétudes sur les conséquences pour eux de l'adhésion britannique à la C.E.E., les autres membres du Commonwealth ont estimé, dans une note publiée à la fin du vingtième « sommet », que leurs intérêts n'avaient nullement été affectes par cet événement.

ment.

St important que soit, pour les pays réunis à Kingston, leur effort nonveau pour contribuer au règlement des grands problèmes économiques du monde, il n'a pas supplanté leur préoccupation pius aucienne de lutter contre la domination coloniale et l'oppression raciale. A propos de la situation en Afrique australe, qui intéresse plus on moins directement plusieurs membres dn Commonwealth, on discerne aussi une certaine évolution du Commonwealth. Après s'être vainement efforés, au cours des précédentes réunions « eu sommet », d'obliger la Grande-Bretagne à une intervention directe en Rhodésie, les membres dn Commonwealth out, cette fois, opté pour la solution plus réaliste, memores en Commonwealth ent, cette fois, opté pour la solution plus réaliste, dans le cadre du « club », d'un renforcement des sanctions économiques contre le régime de M. Ian Smith. La décision prise à Kingston d'alder le Mozambique, qui allait accèder à l'indépendance, à surmonter les difficultés qu'entraînerait pour son économie la fermeture de ses principaux ports su commerce etérieur redé.

nomie la fermeture de ses principaux ports au commence extérieur rinodésien sera sans doute appuyée par d'autres membres de l'ONU.

Convaincus que les seuls moyens pacifiques ne suffiraient pas à assurer l'arrivée au pouvoir de la majorité noire en Rhodésie, certains membres du Commonwealth ont essaye d'annesses la commonwealth ont essaye la commonwealth ont essaye d'annesses la commonwealth ont essaye la commonwealth essaye la com ner la Grande-Bretagne à apporter

Grande-Bretagne et le tiers-monde

Par MARIE-CLAUDE CELESTE

son soutien aux combattants de la liberté en cas d'échec d'une éventuelle conféreuce constitutionnelle, ou si les sanctions économiques devalent se révèler inefficaces. Le gouvernement de Londres a vraisemblablement émis des reserves sur ce point, pulsque le communiqué final de Kingston se borne à reconnaître « l'incluctabilité d'une intensification de la lutte armée si le régime illégal et raciste de Salis-bury bloquait toute possibilité de règlement pacifiques du problème rho-

Du moins les pays membres ont-ils montré que leur « clnb » avait sur-monté sa crise d'identité et de croissance. Comme l'a souligné le nouvean secrétaire général de l'association, le Gnyanais M. S. Ramphal, avec un

sens très britannique de la mesure, la conscience des possibilités du Com-monwealth doit être «tempérée» par la connaissance de ses «limites», et la connaissance de ses «limites», et on ne dolt pas fonder sur lui d'« espoirs excessifs». Le temps n'est plus cù, comme le préconisaient certains pays membres il y a quelques années, l'on songeait à exclure la Grande-Bretagne en raison de certains aspects jugés « anti-africains » de sa politique au sud du continent.

En s'accommodant des faiblesses de l'association, ses membres confirment la thèse selon laquelle le Common-wealth est entre dans son « troisième âge ». Après avoir été un « club de gentlemen blanes », puis un champ de confrontation entre la Grande-Bretagne et ses auciennes possessions, le Commonwealth ne veut désormais Commonwealth ne veut désormais avoir d'autre raison d'être que «la

consultation et la coopération dans le but de promouvoir la coopération internationale ».

Comme l'a un jour remarqué un spécialiste britannique des problèmes de cette association, l'émergence du « troisième Commonvenith » date du jour où — c'était à Singapour en 1971 — M. Edward Heath, premier ministre britannique de l'époque, avait indiqué que son pays «se rejusuit désormais à puyer le prix de son leadership en subordonnunt ses propres intérêts à subordonnunt ses propres intérêts à ceux du groupe ».

Mais ces problèmes sont aujourd'hui dépassés. Le Commonwealth a prouvé que le leadership de la Grande-Bretagne n'était pas pour lui une

(1) Cf. le Monde diplomatique d'avril 1975.

M. Cesare Gnoli, consul général d'Italie, a donné une réception le lst juin à l'occasion de la féte natio-nale, et en présence de l'ambassadeur d'Italie M. Franco Malfatti.

• M. Saleh Mehdi Amash, ambassa-deur d'Irak, e offert une réception le 2 juin en l'honneur de M. Pierre Carles, ancien ambassadeur de France à Bagdad, nommé directeur du dépar-tement Afrique-levant au ministère des affaires étrangères.

● A l'occasion de la pose de la première plerre du monument à la mémoire des Polonais qui ont combattu pour la libération de la France, et de la visite en France de M. Miscayslaw Gradaien. ministre polonais des anciens combattants, M. Emil Wojtassek. ambassadeur de la République popu-laire de Pologne, a donné une récep-tion le 10 juin.

Le premier conseiller près l'am-bassade de Chypre et Mma Georges Lyconrgos ont offert une réception le 11 juin.

L'ambassadeur de Grande-Bre-tagne et Lady Tomkins ont donné le 12 juin une garden-party à l'occa-

sion de l'anniversaire de la reine Elisabeth

· A l'occasion de la fête nationale, l'ambassadeur de e Philippines et Mme Luis Moreno-Salcedo ont offert une réception le 12 juin.

dixième anniversaire du redressement historique (19 juin 1965-19 juin 1975), l'amicale des Algériens en Europe a donné le 19 juin une projection du film de Lakhdar Hamina « Chronique des années de braise qui e obtenu l'Oscar de la Palme d'or au festival de

M. André Guillabert, ambassa-deur du Sénégal, a donné une récep-tion le 17 juin dans les salons de

A l'occasion de la celebration du

Cannes 1975. A l'occasion de son départ, M. Pham Van Ba, ambassadeur de la mission permanente du gouvernement révolutionnaire provisoire de la Répu-blique du Vietnam du Sud en France, a offert un cocktail le 19 juin.

• L'ambassadeur de Cuba et Mme Gregorio Ortega Suares ont donné une réception le 23 juin en l'honneur de M. Alejo Carpentiar, ministre conseiller pour les affaires

culturelles près l'ambassade, lauréat du prix Cino del Duca. M. Mirko Zaric, conseiller de presse près l'ambassade de la Répu-blique socialiste fédérative de You-goslavie, e offert un cocktail le 23 juin.

 M. Rodrigo Botero, ministre des finances de Colombie, a donné une réception le 24 juin à l'ambassade de Colombie en l'honneur des membres du groupe consultatif pour la Colom-

• Le gronpe d'amitié France-Japon du Sénat, présidé par M. Louis Gros, vice-président du Sénat, a donné une réception le 27 juin dans les salons de l'hôtel de la présidence du Sénat en l'honneur de M. Hidéo Kitahara, nouvel ambassadeur du Jepon en France.

• M. S.K. Kathpalia, conseiller près l'ambassade de l'Inde, a offert une réception le 30 juin.

NECROLOGIE M. Alicunde Sissoko, ambassa-deur du Mali en Belgique, est décédé le 18 juin 1975 à Bruxelles.

Le Département à l'intention de Messieurs des Relations Internationales de Citroën Champ-de-Mars, 6/10, rue de la Cavalerie, 75015 Paris, Filiale de Ventes directes de la S.A. Automobiles Citroën créé, particulièrement,

CITROEN CHAMP-DE-MARS S.A. Télex: TT CITRO-24833 - Tél. 567.99.20 - 783.52.76

CITROEN *

les Membres du Corps Diplomatique et des Organismes Internationaux,

 $i,j,\ldots,$

se tient à leur entière disposition pour

tout renseignement

qu'il leur plairait d'obtenir.



L'antimilitarisme à l'écran

ARMÉE, DÉMOCRATIE, RÉVOLUTION

Le discours untimilitariste au cinéma se fonda sur le projet politique de dénunté milituira et lu pour la raison

cer lu différence radicale qui existe entre la société milituira et lu société civile. Cette différence est un scandale pour la raison démocratique qui établit, comme garantie de la conviviulité sociele, deux valeurs essentielles, naquises au cours des luttes du XIX' siècle : lu liberté et l'égalité. Au sein de l'ormée, ce n'est pan l'égalité qui est la règle mais la hiérarchie; ce n'est point la liberté qui est le principe mais la soumission, l'obéissance; c'est en termes d'ugression, de destruction (valeurs négatives) qu'elle exprime son progrès, so modernité. Envers de la société libérale, nostalgique de conservatisme, elle manifeste un attachement crispé pour les valeurs de naguère.

Les cinéastes progressistes américains ont été les premiers et les plus attentifs à dénoncer les prérogatives antidémocratiques et les contre-valeurs dont se soutient cette société militaire qui possède, en marge de la société civile, ses propres écoles (Demain ce seront des hommes, de J. Garfein, 1957), ses propres hôpitaux (MASH, de R. Altman, 1970), son propre drait pésal (Condamné au silence, de Preminger, 1955), ses tribuneux répressifs (les Sentiers de la gloire, do 5. Kubrick, 1958, on Pour l'example, de

Lossy, 1965), ses propres bagues (la Colline des hommes perdus, de S. Lumet, 1965), toutes institutions tendues vers la défense d'on but suprême, le gandeur nationale, et qui font de l'ordre et de la discipline, de l'héroïsme et du patriotisme, les mayens naiques de parvenir à cette grandeur. L'armée se bôtit ainsi un univers clos, socramental, nù fleurissent les dévations sexuelles et les molodies mentales : c'est John Huston qu'i n le mieux décrit ce pour-issement affectif dans Reflets dans un ceil d'or (1967), où homosexualité, voyeurisme, adultère, fétichisme, mochisme et folie dessinent un herizon névrotique.

En France, les millions de morts de la première guerre, gérés avec susceptibilité par une urmée à la conscience peu tranquille, ont longtemps empêché qu'un cinému véritablement autimilitariste dénance les aberrations structurelles de la société militaire. Au mieux, quelques films pacifistes (les Croix de bois, de R. Bernard, 1932, un la Fin du monde, d'Abel Gance, 1931) ont réclamé piece sement la suppression des goerres et prêné une fraternisation utopique basée sur la « compréhension mutuelle ». C'est avec la guerre d'Algèrie et dans le sillage des meilleurs films américains qu'un certain untimilitairisme français apparaître dans l'Harizon, de J. Rouffia (1967), qui évoque les insurrections militaires de 1917, on R.A.S., d'Yves Boisset (1973), qui traite de la tentation de la désertion durant la goerre d'Algérie.

Français au uméricains, ces films critiquent le militarisme d'un paint de vue démocratique et, ca foisant, ils expriment lu crointe, fort aléatoire, de voir l'armée militariser une société industrielle. C'est sur un terrain politiquement périmé qu'ils situent ainsi le débat. Le danger, aujourd'bui, ce se trouve pas dans le domaine des superstructures, dans la militarisation de la vie, mais blen au plan des infrastructures, l'influence du très grand nombre d'afficiers supérieurs reclassée ducs les canseils d'administration de grandes sociétés et l'importance du complexe militaire-industriel modifient les données de la vie écaucomique. C'est danc l'emprise des militaires sur les infrastructures et sa répercussion dans l'idéologie qu'il conviendrait d'étudier dans un film qui se voudrait, dans une société industrielle, ambitiquement untimilitariste.

En Amérique latine, le problème est tout nutre : l'armée se présente encore comme un élément de cahésion nutionale, mois est fréquemment au service des bourgeoisies lacoles. En conséquence, l'objectif des cinéastes est double ; situés d'emblée nu-delà du simple autimilitarisme, ils dénaucent la répression brutale à laquelle se livre l'armée, mais ils expriment l'espoir que des afficiers nationalistes soutiendrant les protestations populaires et se joindrant aux groupes armés qui combattent pour rendre le pouvoir nu peuple commun.

IGNACIO RAMONET.

Timidités françaises

ANS les circonstances actuelles, nous voyons mal un film francais appréhender la réalité historique sons l'angle des fusilés pour
l'exemple de Verdum et autres lieux
ou sous celui do la ganache galonnée
faisant tirer sur ses propres troupes...

En outre, avant 1945 tout s'est passé comme si les réalisateurs français n'avaient pas ressenti la nécessité de s'intégrer dans l'évolution historique derrière laquelle ils se trainaient avec de bonnes vieilles histoires de légionnaires, de mauvais garçons, ou avec des drames d'atmosphère aussi sombres que le ciel crépusculaire des années à venir. Certes, il y eut des exceptions comme N'oubliez jamais, de L. Perret, ou la Grande Hlusion, de J. Renoir. Mais le défaut de ces films réside en leur pacifisme plus ou moins romantique. On déplore que la guerre ait eu lieu, qu'elle ait été aussi cruelle et, en même temps, on affirme sa confiance béate en l'avenir, en la renaissance de la vie sur les amas de ruines et autres tartes à la crème qui soulèvent le cœur de qui se veut tant soit peu réaliste. Ce n'est la fanté de personne et les choses s'arrangeront bien toutes seules; alors qu'à la même époque, un Lewis Milestone écrivait déjà : « Un film de guerre n'a d'intérêt que s'il aide à dégoûter les gens de la guerre et de toute la fausse littérature qui l'accompagne...»

Le cinéma français contemporain nous offre de substantielles compensations, même si les réalisateurs paraissent souvent être obligés à biaiser, à traiter incidemment d'un thème brulant (la guerre d'Algérie, par exemple) parmi d'autres sujets, à jeter un regard accusateur sur la guerre au détour de telle ou telle intrigne, ou encore à la flétrir par sujet interposé : Hôtel des Invalides, de Georges Franju, commandité par le ministère des armées, réussit le tour de force d'être le seul pamphlet antimilitariste du cinéma français i

Eternel franc-tireur, Claude Autant-Lara établit quant à lui une sorte de jonction entre les « anciens » et les « modernes ». Parfois chaussé de ses gros sabots, il n'en eut pas moins le mérite de passer du pacifisme bélant au pacifisme agressif avec deux films remarquables : la Traversée de Paris et le Diable au corps. Même si ses autres tentatives furent moins henreuses (Tu ne tuerus point), tout au moins le sentons-nous profondément concerné autant par la « morale militaire » que par la manière dont se comporte l'homme ordinaire durant la guerre...

Le traumatisme

de la guerre d'Algérie

Q UANT à la guerre d'Algèrie, elle a été rarement évoquée, si ce n'est dans des films condamnés au « circuit parallèle » tels ceux de René Vauthier, ou en filigrane dans la Belle Vie, de Robert Enrico, qui met l'accent sur les difficultés de la réadaptation de son personnage, le Combat dans l'ûe, d'Alain Cavalier, et surtout Adieu Philippine, de Jacques Rozier, avec ses jeunes personnages pour qui le service militaire signifie la perte définitive du temps heureux de l'adolescence.

Muriel demeure finalement plus explicita avec un courage et un taient rares de la part de son réalisateur (A. Beenais), metiant en seène un jeune homme tellement traumatisé par ce qu'il a vu et a été obligé de faire en Algérie qu'il en arrivers à commettre un meurtre par lucidité, par dégoût et, en queique sorte, pour se racheter d'avoir participé à la touture de cette Muriel morte bien avant que ne débute le film. Ce personnage, estnistré de corps et d'âme » selon Jean Cayrol, est une victime exemplaire en même temps qu'un coupable

Parmi les œuvres franchement antimilitaristes nons pouvons rappeler
encore le très honnète Biribi, de
Daniel Moosman, dont l'action se
situe malheureusement en 1883, le
nihiliste et féroce les Carabiniers, de
Jean-Luc Godard, les Honneurs de la
guerrs, d'un Jean Dewever lucide et
sans illusions, de même qua Roi de
Cœur, de Philippe de Brocs, qui fait
des pensionnaires d'un asile d'aliènés
des êtres charmants, sensibles et profondément sains par rapport aux militaires en action.

Nous n'avons pu tout citer, mais cet échantillonnage prouve à tout le moins la présence d'un antimilitarisme constant dans la coulée historique du cinéma français, qui n'atteint pas toutefois à la virulence manifestée par plusieurs films étrangers.

JACQUES BELMANS

(auteur de le Cinéma et l'homme en état de guerre, Edit. André Derachs, Bruxelles, 1975).

MAUVAIS SOLDAT OU MAUVAISE ARMÉE ?

E film de guerre, dans le cinème eméricain en particulier, e'ast très tôt constitué an ganre. Très tôt égelement, des films de guerre ont adopté une position critique ou contestatrice. Soit par le blaie de le comédie destructrice (de Chariot soidat, tourné evant le fin de le première guerre mondiale evec un réalisme qui nous atupéfie eujourd'hui, é MASH, ou Catch 22), soit en mettani en évidence les contradictions superficialies de l'institution.

Ce cinéma vite étiqueté - antimiliteriste portait en fail les qualités et les timites du libératisme américain, Certee on pouvall dire qu'il y avait dans l'armée américaine (ou dans l'ermée trançaise vue per les Américains) des généraux cerriéristes, des officiers supérieurs pieutres ou sadiques ou elmplement atupides. Certes c'étail beaucoup, é l'époque de nos guerres colonieles, quand le censure frencalse exigealt de Claude Bernard-Aubert que sa Patroullie sans espoir devienne une Petrouille de choc... Mels ce cinéme bardé de bons sentiments portait en lui son propre démenti : l'institution (l'ermée) n'étalt jamaie envisagée comme telle, mais atomisão en un ensemble d'individus singullers : les soldats-viclimes, le colonel, lea généraux, s'effrontalent dens un

Le courant libéral s'estompe eprès 1950, sous le pression d'une réalité qui elerme queiques journelistes, queiques intellectuels. Depuis 1961, Robert McNemera, ancien président de Ford, est secrétaire é la défense, nommé par Kennedy, meintenu per Johnson. C'est le temps où les Etats-Unis découvrent à le lois le lormidable puissence de leur arsenet, le collusion entre l'armée et l'industrie, et la menece etonique permenents. Peur panique ou crainte raisonnée, caulionnées per John Kennedy lui-même : « Tout homme, toute temme, tout entent, vil sous une épée de Democlès de type nucléaire qui est maintenue per les fils les plus ténus et qui peuvent casser é tout moment par accident, maladresse ou tolle »...

Le cinéme prend à son compte cette inquiétude. Docteur Folemour, de Kubrick, el Aux postee de combet, de J.B. Herrie, soni construits sur l'hypothèse de la folle : un chet responsable - perd les pédales et précipile le mécanisma litréversible de la guerre etomique. Dans l'un et l'autra cas, le lolie n'est point innocente : c'est une exaspérellon délirante de l'anticommunisme.

Dens Point Limhe, de S. Lumet, c'est l'accident qui déclenche la catastrophe. Des 8-52 en menœuvra foncent sur l'U.R.S.S., quelque chose se brise, il n'est plus possible de les reppeter. Le président des Elats-Unis prévient son homologue soviétique, tente l'impossible pour détruire ses propres avions, et finelement teit etamiser New-York en même temps que Moscou pour prouver sa bonne loi é l'edversaire. Logique absurde...

Dans Sept jours en mai, de Frenkenheimer, enfin, c'est une volonlé politique cohérente qui pousse un querteron de généraux techniciens é fomenter un complat qui vise simplement à renverser le pouvoir civil. La machine s'onreye par le teit du hesard et du civisme inébranieble d'un cotonel pur et dur (incarné per la même Kirk Douglas qui était déjé l'officier positif des Sentiers de ta groire).

Ces quatre films, nés de l'ère kennedienne, fonctionnent, par le blaie de le politique-fiction, comme des sonnettes d'elerme. L'armée y est perçue et montrée comme un corps dangereux per son excès de puissance technologique et économique.

L'extension, sous Johnson et Nixon, de le guerre eu Vietnem justifia eneulte d'eutres soucis. La guerre tue, démoratles, détruit des hommes. Des hommes a'opposent é le guerre. Le cinéme prend é eon compte une tigne d'opposition de plue en plus délibérée, de plus en plue politique. Des tilms militants soutiennent le lutte de ceux qui refueent : te Plus beeu jour de notre vie au Winter sotdiere (tous deux en 1972), illustrent ce courant.

Deux ane plue tard, le Cœur et l'Esprit,

de Peter Davie, dépasse la prise de poel-tion ponctuelle. Partant d'une description des raveges que le guerre tait dens le chair des hommes, le film élève le prapoe et pose le question de l'insertion de l'ermée dans le corps sociel américain. Per un montage d'interviewe de responsebles civits (Jahnson surtaut) et milltatres (Westmoreland, Patton III), et de séquences de reportege, Davis écletra le lien prolond qui unit le société et son ermée. Le Viemem n'a pas été un eccident. ni une tolle : le viglance quarrière. c'est dans les perades de rue ou dens les vestiaires des stedes que l'Amérique la prépara et l'entrettent (déjà M.A.S.H. nous disait le lien qui unit le tcotball et le totle eangiente, meie noue n'avions pas eu, ators, lire le propes d'Altmen

Le Cœur et l'Esprit est sans doute le premier film qui, evec la rigueur d'un essai, démontre à quel point l'armée américaine est le praduit de la civilisation eméricaine. Ce serait un film désespérent si son existence même ne prouvait que la même civilisation est capable de aécréter les enticorpe.

JEAN-PIERRE JEANCOLAS.

PEUPLE ET «GORILLES»

fusiliés, des ouvriers déposent, silencieux et comme ébahis, leurs vêtements mouillés de sueur en de petits tes soigneux puis vont s'oligner, nus, embarrossés, contre un vieux mur face ou peloton de soldats boliviers séditieux.

Cette séquence d'exécution réelle o coûté la vie à l'opérateur qui l'avoit filmée clandestinement. Elle clàture un court-métrage militant, le Temps du general (1973), produit par un collectif bolivien pour analyser les circonstances qui permirent, en août 197), le coup d'Etat du général Banzer. Elle présente, en outre, un caractère exemplaire puisqu'elle condense, en une forme paraxystique, les difficultés de la résistance populaire face à une armée dont les fonctions répressives voudraient également empêcher la constitution d'une archive des luttes du peuple. Déjà, le réalisateur bolivlen Jorge Sanjines, dans la Courage du peuple (1971), expliquait comment, oprès le premier massacre de Catavi, qui fir quatre cents morts on décembre 1942, l'ormée oisperso les orphelins oux quatre coins du pays, enterra les corps dans des cimetières oloignes et interdit que figurat sur lo croix lo dote de la mort, afin de brouiller lo reconstitution du crime.

Dans un tel contexte, un film qui se bornerait à illustrer simplement la thèse de l'antimilitarisme limiteroit et réduirait la complexité de la situation politique. En fuit, il existe un seul film qui corresponde oux règles de ce genre, le Salpètre sanglant (Soto, 1969) produit au Chili. Il illustre un épisode de la guerre (1879) entre le Chili d'une port, le Pérou et le Bollvie d'autre port, pour la possession des mines de salpètre d'Atocama, dont les actionnaires àtalent tous Européens : l'auteur met en occusation le carps des afficiers chiliens qui exigèrent de leurs hommes des sacrifices obsurées.

En général, les cinéastes d'Amérique

l' « essence perverse » de l'Institution militaire, mois à sa foaction répressive et antipopulaire au service des aligarchies. C'est dans le contexte culturel du « cinema nova » que Rui Guerra, dans l'admirable Os Fuzis (1965), posait pour la première fois, de manière violente, le problème de l'armée de classe : il présentait des militaires dans le Nordeste brésilien affomé, qui finissaient par tirer sur le peuple en quêta de nourriture; mais cette dénonciation du rôle de chien de gorde de l'armée étalt accompagnée d'une sorte de foscination pour son efficacité et sa puissance (le personnage principal, Gaucho, est le seul à s'opposer au déport des vivres dont les paysans ont tant besoin, Il le foit en se servant d'un fusil au'il soit utiliser parce que c'est un onclen soldat). Il y o chez Rui Guerra l'espoir de voir d'outres militoires imiter cet ex-soldet qui meurt pour la couse du peuple; il y a oussi une allusion a des hommes comme Carlos Marighela, oncien officier de l'ormée brésilienne, devenu le théoricien de lo guérillo

D'autres films révêlent comment les oligarchies, incapables de proposer une perspective de développement économique et de progrès social, utilisent l'armée qui protique une terreur aveugle pour isoler les guérilleros des populations locales. Dans le Courage do ple, Sanjines montre le massacre des ouvriers de l'étain por une ormée Inquiête du développement de la guérillo du « Che » et voulant empecher que s'effectue une jonction entre les mineurs at les guérilleros. Sanjines distingue toutefois le comportement des officiers de celui des simples soldats; ceux-ci sont amenés de l'autre bout du pays, par train de nuit, pour éviter lee scrupules des recrues à tirer sur leur propre ethnie.

Au service des nantis et protégeant les biens des grands propriétaires fonciers, mais également ou service de l'impérialisme uméricain, c'est ainsi



« OS FUZIS » (1965), FILM BRESILIEN DE RUI GUERRA. L'armée latino-américaine dénoncée dans sa fonction répressive et ontipopulaire.

qu'apparaît l'armée gonille dans le dernier film de Sanjines, l'Enuemi principal, qui montre la nécessité pour le peuple de prendre le fusil et de s'organiser au sein d'une armée de libération.

L'ormée qui massacre encore est celle que l'on voit, dans la Terre promise, de Miguel Littin (1974), omihiler une expérience callectiviste au sud du Chill; c'est aussi celle qui, dans Opération Massacre, de Jarge Cedron, exècute sommairement un groupe d'auvriers péronistes; ou encore celle qui extermine les populations indiennes de Colombie et dont quelques survivante macontent la sauvagerie dons Planas, témoignege sur un génacide, de J. Silva et M. Radriguez (1974).

Les cinéastes latino-oméricains, tout en reconnaissant l'existence d'afficiers patriates à l'intérieur de l'armée et en souhaitant voir celle-ci défendre les intérêts populaires, dénoncent avec rage et violence l'emploi des ormées nationoles par lee aligarchies et l'impérialisme pour défendre et étendre leurs privilèges.

C'est la brutalité de la répression militaire que les cinéastes révélent publiquement, ayec l'objectif culturel de constituer une archive au le peuple pourra puiser pour rélablir sa mémoire estompée par les « garilles » qui veillent de plus en plus à ne pas laisser de traces de leurs exactions; ils n'hésitent plus à exécuter les coméramen trop obstinée comme, encore, cet opérateur orgentin qui filma les soldats chilliens qui tiraient sur lui et le tualent lors du soulèvement contre Salvada Allende, le 29 juin 1973, et dant les images viennent fermer la Batúlla du Chili (1975), de Patricia Guzman, dernier en date des réquisitaires cantre les armées « gorilles » lotino-améri-

L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ONU

Triple veto à l'issue du débat sur la Namibie

A L'ISSUE du débat sur l'avenir de la Na-mibie qui s'était ouvert le 30 mai, trois membres permanents du Conseil de sécurité ont voté le 6 juin contre un projet de résolution qui demandait un embargo obligatoire sur les armes à destination de l'Afrique du Sud. Ce projet, présenté au nom des non-alignés par la Guyane, l'Trak, la Mauritanie, le Cameroun la Guyane, l'Trak, la Mauritanie, le Cameroun la Guyane, l'Irak, la Mauritanie, le Cameroun et la Tanzanie, a recueilli dix voix pour. Deux pays se sont abstenus : le Japon et l'Italie, tandis que la France, les Etats-Unis et le Royaume-Uni faisalent usage de leur droit de veto. Le texte demandalt en outre que des élections libres sous le contrôle des Nations unies soient organisées le 1st juillet 1976 au plus tard en Namibie.

> Prolongation du mandat de la Force à Chypre

Force à Chypre

Le 13 juin, le Consell de sécurité a décidé
une nouvelle fois de prolonger pour six mois
(jusqu'au 15 décembre) le mandat de la force
des Nations unies à Chypre (UNFICYP). Quatorze peys ont voté en faveur de cette mesure,
la Chime ne participant pas an serutin. En
même temps, le Conseil invite le secrétaire
général à poursuivre sa mission de bons offices
et à lui faire un rapport intérimaire le 15 septembre, puis un rapport définitif, au plus tard
le 15 décembre, sur les progrès accomplis.

La prochaine série d'entretiens intercommunautaires sur Chypre sous l'égide du secrétaire
général doit avoir lieu à Vienne du 24 au 27 juillet.

let.

SHARLA OCCIDENTAL. — Le secrétaire général de l'ONU a reçu le 23 mai une communication de l'ambassadeur d'Espagne l'informant que son pauvernement avait fait savoir officiellement qu'il a l'intention de se retirer du Sahars occidental. Dans une déclaration publiée le 28 mai, le Marco a pour sa part accusé l'Espagne de crier une situation équivoque et un climat de confusion dans cette affaire. Le mois dernier, le Eurit Waldheim s'est rendu en visite afficielle en Espagne, en Mauritanie, au Burco et en Algérie, où il s'est entretenu avec les responsables de ces paye de la question du Sahara occidental.

occidental.

De son côté, la Cour internationale de justice a ouvert le 25 juin les audiences publiques consucrées à l'audition des exposés craux des Klais sur les questions qui lui ont été soumises pour avis consultatif par l'Assemblés générale des Nations unies à propos

du Sahara occidental.

U.N.R.W.A. — Le 10 juin, M. Waldheim a lancă un appel urgent aux Etats membres pour qu'ils apportent leurs contributions au budget de l'Office de secours et de transux des Nations unles pour les réjugiés de Palectine dens le Proche-Orient (U.N.R.W.A.). Un déficit de 30 millions de dollars compromet en effet le réalisation des programmes dans le seconde moitié de 1975.

dans le seconde moitié de 1975.

CONSEIL DE TUTELLE.— Le Conseil de tutelle a ajourné le 2 juin, pour un mois ou deux, les travaux de sa quarante-deuxième session, qui avoit commencé le 27 mai. Il s'est précourgé de la stituation en Papouasie-Nouvelle-Cuinés (administrée par l'Australle, et qui doit accéder à l'indépendance à la fin de l'année) et dans les lles du Pacifique administrées par les Etats-Unis. A ce propos, le Conseil a exprimé le désir que l'unité de la Micronésie soit préservés.

préservés.

DECOLONISATION. — Le comité de le décolonisation a tenu pour la première fois une session en Europe, du 12 au 18 juin. A propos de la décolonisation des territoires sous administration portugaise, le comité a exprimé sa satisfaction et su solidarité avec les mouvements de libération. Dans une resolution sur la Namible, il demande au Conseil de sécurité de rendre obligatoira l'embargo sur les armes a an tre l'Afrique du Sul « saus réseve aucune ». Enfin, il a demandé un élargissement des sanctions contre la Rhodésie.

PROCEANE SESSION EXTRAORIDINAIRE DE

PROCHAME SESSION EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE. — Le comité préparatoire de la prochaine sezion extraordinaire de
l'Assemblée générale des Nations unies (qui cura
lieu du 1º au 12 décembre 1975) a tenu sa deuxième
sezion d Neu-Fork du 16 au 37 juin. Il a examiné
un rapport falsont le point de la situation économique mondiale au milieu de la Décennie et indiquant les obstacles politiques d'ordre général d
l'application du programme d'action et de la Stratégis intornationale du développement. Le comité
préparatoire à aussi pris connaissance des propositions d'un groupe d'experts en vue d'apporter
certains changements dans le structure des hatums
unies pour lui permettre de fonctionner avec plus
de vigueur dans les problèmes de coopération économique. L'Assemblee Generale. — Le comité prépa

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT. — A la neille de l'auverture, le 11 juin d'New-York, de la vingtième session du conseil d'administration du Programme des Natione unies pour le développement (P.N.D.), le secritariet de cet organisme a publié le rapport annuel joisant le point des activités au cours de l'année écoulée. L'inflation, le récession, le pénurie des produite alimentaires, des carburants et des engrais ont porté de rudes coups aux plans de développement des page les plus pauvres : telle est la conclusion essentielle du rapport.

OUEAN INDIEN. — Le comité sur l'océan Indien

OCEAN INDIEN. — Le comité sur l'océan Indien a consacré une session, le mois dernier, d'l'examen de la mise en courre de la déclaration Intent de l'océan Indien une sons de paix, adoptée en 1971 par l'Assemblée générale.

CONFERENCE MONDIALE DE LA FEMME. -- La conférence de l'Année internationale de la femme a siègé pendant deux semaines le mois dernier d Mezico. On trouvers, dans la prochain numéro du Monde diplomatique, un bref résumé de ses traveux

Réfugiés

Le rapatriement des Indochinois réfugiés à l'étranger

réjugiés à l'étranger

A LA demande des autorités sud-vietnaA miennes, le haut commissariat des Nations
unies pour les réfugiés a entrepris des la fin
mai d'organiser le retour de tous les Vietnamiens qui souhaitent revenir dans leur pays.
Un appel a été lancé à cet effet à la communauté internationale.

Selon les estimations du haut commissariat,
plus de 140 000 personnes se trouveraient en
dehors du Vietnam du Sud : quelque 120 000
aux Etats-Unis, sur le continent américain et
dans les lies du Pacifique ; quelque 12 000 dispersées dans divers pays asiatiques. Environ
8 000 Cambodgiens seraient en Thallande et
quelque 2 000 aux Etats-Unis.

Dans les pays où les personnes originaires du
Vietnam et du Cambodge ont reçu un asile temporaire, le haut commissariat a pris les dispositions nécessaires pour qu'elles reçuivent une
aide et des soins en attendant leur rapatriement
ou leur réinstallation dans un pays tiets. Il enregistre les personnes qui désirent être rapatriées
et est contract à ce griet avec les autorités

gistre les personnes qui désirent être rapatrièes et est en contact à ce sujet avec les autorités concernées. Celles qui désirent être réinstallées dans d'autres pays d'accueil sont également enregistrées. Une assistance pour leur transport ur sera accordée. Le haut commissariat a annonce d'autre part

le 13 juin la conclusion d'un accord avec le G.R.P. sud-vietnamien portant sur l'action humanitaire menée actuellement. Le 11 juin, un accord avait été conclu avec le gouvernament de Hanoï pour l'ouverture d'un bureau du haut commissariat dans cette ville.

commissariat dans cette ville,

ACTIVITES EN APRIQUE. — Le haut commissariat pour les rélugiés a entrepris des opérations de
repairiement et de réinstallation en labeur des
rélugiés de la Guinée-Blesau et du Mocambique.
Dans ca dernier pags, il s'agit d'eider les autorités
d réinstaller sur place des dizaines de milliars de
personnes qui avalent fui les zones de combat : la
réclisation du programme représenta 7 150 000 dollars
de dépenses pour le haut commissariat. En GuinéeBisseu, un programme similaire se monte à 4 millions de dollars. Des appels ont été lancés à la
communauté internationale.

Fonds des Nations unies pour l'enfance

Session du conseil d'administration Session du conseil d'administration

A U cours de sa session annuelle tenue à New
A York du 14 au 30 mai dernier, le conseil
d'administration du Fonds des Nations unies
pour l'enfance (UNICEF ou FISE) a approuvé
un programme de dépenses d'un montant de
1122 millions de dollars, dont 98,7 millions de
dollars pour ses activités d'assistance.

La répartition par régions s'effectue de la
façon sulvante: Afrique: 14 millions de dollars;
Asie de l'Est et Pakistan: 32 millions de dollars;
Asie centrale et Asie du Sud: 8,5 millions de
dollars; Méditerranée crientale: 7 millions de
dollars; Amériques: 9 millions de dollars;
Europe: 3 millions de dollars;
D'autre part, le conseil a approuvé divers pro-

D'autre part, le conseil a approuvé divers pro-ets d'assistance spéciale se montant à 90 miljets d'assistance spéciale se montant à 90 mil-lions de dollars, à l'exclusion des dons en aliments aux enfants et en soulignant qu'il était encore impossible d'évaluer exactement les besoins de la péninsule indochinoise. Un appel a été lancé à la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU pour attirer l'attention sur les besoins des enfants et les services dont ils dépendent (alimentation, pureté des eaux, soins médicaux, planification des nais-sances, services de soutien aux mères, etc.), sances, services de soutien aux mères, etc.), problèmes qui ont d'ailleurs fait l'objet d'une étude présentée au conseil d'administration et dans laquelle on propose des moyens nouveaux pour répondre aux besoins sanitaires des enfants et des mères vivant dans les villages ou les bidonvilles des pays en voie de développement. Enfin le conseil a demandé que soient inten-sifiés les efforts consentis par les pays industria-lisés et qu'une action parallèle soit menée dans les pays en voie de développement pour amé-liorer les prestations en faveur de l'enfance.

Santé

Les travaux de la vingt-huitième assemblée mondiale

A vingt-huitième Assemblée mondiale de la santé, réunie à Genève depuis le 13 mai, a terminé ses travaux le 30 mai après avoir porté le nombre des membres du conseil exècutif de l'Organisation mondiale de la santé (OMS.) de vingt-quatre à trente et adopté le budget de l'organisation pour 1976 (137,1 millions de doilars). L'assemblée a décidé de renforcer la lutte contre la schistosomiase (bilharziose) et la lèpre, et a dressé le bilan de la intte contre certaines autres maladies (variote et maladies mortelles de l'enfance); elle a également décidé d'apporter une aide sanitaire aux réfugiès du Procheter une aide sanitaire sux réfugiés du Proche-Orient et de fournir une assistance pour remédier aux séquelles de la guerre dans les anciennes colonies portugaises d'Afrique, au Cambodge, en République démocratique du Vietnam et en Républiqua du Sud-Vietnam, L'assemblée a Republiqua du Sul-Vielnam. L'assemblée a aussi examiné un rapport sur le trafin du sang humain par des entreprises commerciales (elle a recommandé à ce propos la mise en place de services nationaux de transfusion sanguine à partir de dons de sang gratuits et bénévoles) et approuvé un système de certification de la qualité des produits pharmaceutiques pour le commerce international. commerce international

PONDS BENÉVOLE POUR LA SANTE. -- Seion un rapport rendu public par la comilé exécuti/ de

l'O.M.S., réuni les 2 et 3 juin à Genève, les contri-builons versées au Fonds bénévole pour la santé (créé en 1989 pour des activités spéciales que l'Orga-nisation n'est pas en mesure de financer sur son budget ordinaire) s'élevalent au 31 décembre 1974 d 18 millions de dollars, soit uns augmentation de 29 % par rapport aux contributions versées au cours de l'année précédente.

Une première session peu encourageante du conseil mondial de **l'alimentation**

E conseil mondial de l'alimentation, nouvei organisme des Netions unies créé lors de la onférence mondiale de l'alimentation à Rome en novembre dernier, a tenu sa première session à Rome du 23 au 27 juin. Ministres et ambas-sadeurs des trente-six pays qui y sont repré-sentes se sont efforcés d'examiner à nouveau les sentès se sont efforcés d'eraminer à nouvean les mesures à prendre pour améliorer la situation alimentaire mondiale, toujours préoccupante, et les programmes d'aide internationale. Ils ont aussi fait le point des offres de contribution au futur fonds international pour le développement agricole, appelé à favoriser l'accroissement de la production alimentaire.

Le conseil a d'abord adopté le rapport qui lui fait soumie sur le citration alimentaire dans de la production alimentaire.

Le conseil a d'abord adopté le rapport qui lui était soumis sur la situation alimentaire dans le monde, et sur les efforts abrepris depuis la conférence de Rome. Efforts décevants à certains égards puisque l'objectif de 10 millions de tonnes qui avait été fixé au volume giobal de l'aide cette année ne sera pas atteint. Les engagements ne dépasseraient pas 8,6 millions de tonnes. D'autre part un seul pays aurait accepté, selon le rapport, le principe de la planification de l'aide alimentaire inscrit dans le système de sécurité alimentaire mondial mis en

fication de l'aide alimentaire inscrit dans le système de sécurité alimentaire mondial mis en
place à Rome. En bref, peu de progrès auraient
été accomplis de la part des pays donateurs
depuis la conférence mondiale de l'alimentation.
D'où la déception des pays en vole de développement, encore avivée par leurs difficultés
avec le secrétariat du conseil mondial de l'alimentation. Finalement le conseil s'est séparé
sans qu'aucune résolution de nature à faire
avancer la solution du problème alimentaire ait
été adoptée. Mais, apparavant, le groupe africain été adoptée. Mais, auparavant, le groupe africain avait pris l'initiative de demander la démission immédiate de M. John Hannah (Etats-Unis), directeur exécutif du conseil mondial de l'ali-mentation.

> La soixante-sixième session du conseil

Cette première session du nouveau canseil mondial de l'alimentation avait été précédée d'une réunion du conseil de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.), qui à tenn sa soixante-sixième session à Rome du 9 au 20 juin. Le conseil — qui est l'organe directeur de la F.A.O. dans l'intervalle des conseils de la Conseil — qui est l'organe directeur de la F.A.O. dans l'intervalle des conseils de la Conseil — qui est l'appendirecteur de la conférence de la confér des sessions de la conférence — a lui aussi estimé que, malgré une certaine amélioration récente de la atuation alimentaire due à de bonnes récoltes, les perspectives à moyen terme restent critiques. Il a jugé que trois questions prioritaires extrealent l'attention immédiate des gouvernements en 1975-1976 :

 Des mesures de sauvegarde en faveur des pays les plus éprouvés par la crise économique mondiale pour les mettre en mesure de couvrir leurs principaux besoins d'importation de céreales, d'engrais et de pesticides; 2) la recons-titution des stocks mondiaux de ceréales de façon coordonnée, conformément à l'engagement international sur le sécurité alimentaire mondiale; 3) l'accroissement de la production ali-mentaire, aussi bien dans les pays développés qu'en voie de développement.

qu'en voie de developpement.

REUNION DU COMITE DES PECHES. — Le comité F.A.O. des péches s'est réuni d Rome du 3 au 10 juin, avec le participation de quatre-vingt-dix jonctionnaires et experts des péches de cinquante-six pags. Il s'est préoccupé cette année d'acorotire le rendement des péches des pags en développement grâce d l'amélioration des statistiques et d le formation des techniciens. Le comité a estimé que la responsabilité des progrès dans ce domains incombe en premier lieu aux diférents gouvernements, qui ont été invités à s'engager d recueillir, d classer et d diffuser des statistiques suffisantes, surtout sur

les pêcheries exploitées par plus d'un pays à la fois.

ENGRAIS. — Des mesures destinées à résoudre les problèmes d court terme que pose la péu ar i e d'engrais dans les pays en développement et, à plus long terme, à stabiliser le marché mondial des engrais ont été établies par la commission des engrais de la F.A.O. (aréée en novembre 1973, lorsque de graves pénuries d'engrais et l'élévation anomale de leurs cours aggrandient la criss altmentaire mondiale), qui a tenu sa seconde session à Rome début juin. Des réprésentants de l'industrie des engrais ont participé aux travaux qui ant permis d'étudier la suite à donner aux recommandations de la conférence mondiale de l'alimentation.

Un appel a été adressé à tous les pays pour qu'uls mattent de nouvelles ressources en espèces, vature at services à la disposition des pays les plus affectés, soit par le truchement de l'eide bilatérale, soit par le fruchement de l'eide bilatérale, soit par les fruchements en engrais, afin que ces pays puissent importer tous les ferifiseats dont ils ont besoin.

PAS D'ACCORD SUB LE FELX DU JUTE. — Le

les ferilisents dont ils ont besoin.

PAS D'ACCORD SUE LE PRIX DU JUTE. — Le groupe intergouvernemental F.A.O. sur la juie, le kenal et les fibres apparentées, qui s'ext réuni d'Rome du 21 au 21 mai, n'a pu se metire d'accord cette année sur une fourcheite de prix indicatifs. Cet échae est du principalement à la concurrence acharnée dez produits synthétiques dans les pags consommateurs et. dans les pags producteurs, à une tendance croissante d'es convertir d'la culture des céréeles. Le groupe a souligné tontejois que les accords afficieux restent en vigueur malgré le jait qu'aucun accord ne puisse être réalisé à l'heure actuelle.

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL. — A la suite d'une situation difficile qui s'ext créée dans les les Maldines — les pêcheurs de thom, qui constituent les trois quarts de la population de cet archipel de l'océan Indien, prennent de moins en moins de poisson, — le Programme alimentaire mondial (PAM) a décidé d'envoyer une aide elimentaire de 456 000 dollars en complément des rations fournics par le gouvernement local.

NOUVELLES CONTRIBUTIONS POUR LE SAHEL NOUVELLES CONTRIBUTIONS POUR LE SAHEL.

— Un programme de protection des récoltes, destiné

è empêcher le retour des dissites catastrophiques
qui ont séni récomment dans la cone schélique
d'Afrique, a reçu d'importantes contributions de le
part du Canada, des Pays-Bas et des Etats-Unis, a
annoncé le mois dernier le bureau des opérations de
secours dans la zone subélienne (OSEO). On croint
en effet qu'ux hiver doux ne provoque des formations massives d'insoctes sur les nouvelles récoltes
tant attendues dans cette immense région qui tente
de surmonter les effets de six années de sécheresse.
Les pays les plus durement touchés sont la Mauritanie, le Sénégal, la Gambie, le Mali, la Haute-Volta,
le Niger et le Tehed.

212 la Banque mondiale

matique.

— Le conseil d'administration du Bureau international du traveil (BIT) a invité la gouvernement du Chiii d lui présenter avant le

1^{es} actobre un rapport sur les suites données aux
recommaniations lornulées par une commission
du BIT chargée d'enquêter sur la situation syndicale dans ce pays (voir le numéro d'avril 1975 du
Monde diplomatique).

Monde diplomatique).

a AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE. — L'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.) a annoncé, au mois de juin, la nomination du M. Ivan Jelouden (U.E.S.S.) au poste de directeur général adjoint et de Mel. John P. Abbadessa (Etats-Unis) et Adolf von Basckmann (Alemagne jédérale) comme directeurs.

— L'A.I.E.A. a créé un groupe consultatif intergouvernemental sur les explosions nucléaires à des j'ins partifiques, auquel tous les Etats membres de l'Agence pourront être représentés.

— Des représentants de l'Inde, de l'Indonésie. des Phülppines, de la Thailande et de l'Al.E.A., réunis à Djakarta du 25 au 30 mai, ont créé, en se constituant en constité directeur, un projet régional asiatique de rudioconservation du poisson et des produtes de la pêche, en application de l'accord régional de coopération stir le développement, la recherche et la formation dans le domains de la science et de la technologie nualéaires, conclu sous les suspices de l'Agence. les auspices de l'Agence.

· ORGANISATION METEOROLOGIQUE MON-DIALE. — Le comité exécutif de l'Organisation mê-téorologique mondiale (O.M.M.) s'est réuni à Genère du 26 eu 30 mai pour metire en œuvre les décisions prises par le septième congrès météoro-logique dont les travaux s'étalent terminés le 23 mai (voir les Monde diplomatique du mois de juin 1975). Le comité a défini les activités de l'O.M.M. pour 1976 dans les domaines suivenis : assistance météorologique d la production alimen-taire, modification artificielle du temps, augmen-tation des précipitations, surveillance de la pollution des mers et de l'atmosphère, effets des chan-gements climatiques sur l'environnement naturel de l'homme at la production alimentaire mondiale. Le budget de l'O.M.M. a été [ixé à 9,4 millions de dollers. — M. Baymond Jean Scheider (Suisse) a été

dollars.

M. Baymond Jean Scheider (Suisse) a été nommé au poste de secrétaire général adjaint de l'O.M.M., en remplacement de M. Haars Lengla (Noveège). Cette nomination prendra effet le 1° novembrs.

• TELECOMMUNICATIONS. — L'Union interna-tionale des télécommunications (U.I.T.) a organisé, la 6 fuin, d Paris, un colloque « Espace et radio-communications » qui avait pour thême : les estal-lites dans l'aéronautique.

CHONING TO STATE OF THE

Fonds monétaire international

Deux réunions à Paris sur la réforme du système monétaire et l'aide au tiers-monde

DEUX organismes créés l'automne dernier à l'issue de la vingt-neuvième Assemblée générale des conseils des gouverneurs du Fonds monétaire international (F.M.I.) et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale ou BIRD) ont tenn chacun leur troisième session à Paris le mois dernier.

Le premier, dit « comité intérimaire de conseil des couragnement du Bande monétaire la conseil des couragnement du Bande monétaire la conseil

des gouverneurs du Fonds monétaire interna-tional» a siégé les 10 et 11 juin pour tenter de faire progresser la sointion des problèmes actuels du système monétaire international. Les discus-sions ont porté essentiellement sur le rôle de l'or et le régime des changes, mais aussi sur la réforme des statuts du F.M.I. et sur une nou-velle répartition des quotas entre les pays membres.

En l'absence d'un accord d'ensemble sur ces divers points, il a été convenu que le comité intérimaire tiendralt une nouvelle réunion à Washington le 31 zoût, avant la trentième assemblée annuelle commune du F.M.L et de la

Le communiqué final publié à l'issue de la réunion de Paris pose les principes généraux sur lesquels devrait reposer un accord sur le futur rôle de l'or. Notamment : 1) renforcement dn rôle des droits de tirage spéciaux (D.T.S.);
2) abolition du prix officiel de l'or; 3) abrogation de l'obligation d'utiliser l'or pour les paisments entre le P.M.L et les pays membres. Une

partie de l'or du F.M.I. devrait être vendue partie de l'or du F.M.L devrait être vendue approximativement su prix du marché au bénéfice des pays en voie de développement; 1) une
formule raisonnable devrait être trouvée au
sujet des transactions en or effectnées entre les
autorités monétaires et sur le marché pour éviter le rétablissement du prix officiel de l'or.

ter le rétablissement du prix officiel de l'or. L'accord sur la création d'un « troisième guichet » pour l'aide an tiers-monde.

Saisi d'un rapport de la Banque mondiale sur les besoins en capitaux des pays en voie de développement jusqu'à la fin de l'actuelle décennie, le « comité ministériel conjoint des conseils des gouverneurs de la Banque et du Fonds sur le transfert de ressources réelles aux pays en voie de développement » (dit comité du développement » (dit comité du développement) s'est réuni quant à lui les 12 et 13 juin. Il a décidé, pour amorcer une action concrète, d'accorder son soutien unanime à la création, pour un an, d'un nouveau mécanisme de finand'accorder son soutien unanime à la création, pour un an, d'un nouveau mécanisme de financement à la Banque mondiale (appelé « troisième guichet »), grâce auquel des prêts seraient accordés à des conditions intermédiaires entre celles de la Banque (intérêt de 8 1/2 %) et celles de sa fillale, l'Association internationale de développement (crédits sans intérêt): les intérêts pourraient être de l'ordre de 4,5 %. La Banque mondiale est invitée à créer ce mécanisme au cours de l'exercice commençant le 1st juilles 1975: les fonds pourraient s'élever jusqu'à 1 milliard de dollars. Onse pays ont fait l milliard de dollars. Onse pays ont fait comaître leur intention de participer à cet effort supplémentaire, parmi les Etats indus-trialisés et les pays producteurs de pétrole. M les Etats-Unis, ni la R.F.A., ni la France n'ont annoncé leur participation.

A propos de la création d'un fonds fiduciaire spécial destiné à « fournir à des conditions très favorables des ressources supplémentaires de

l'actualite sociale INTERNATIONALE chaque mois

intersocial

vous apporte

un dossier (l'Europe des Neuf face au chômage, humanisation du travail: une expérience américaine, les "Lip" en Europe, CEE: conditions de travail ...)

des informations, des analyses, des reportages, des interviews, des "brêves" (conditions de travail, emploi, multinationales, politique économique, relations du traveil, saleiresrevenus, syndicats...)

des statistiques — inédites — commentées et un tableau de bord

intersocial

liaisons 75541 Paris Cedex 11 SOCIALES T. 805.91.05

Diffusé par abonn numéros 400 F Pour les abonnements servis hors de

Numero specimen sur demande

mer Par viet dire

nature à répondre aux besoins en mailère de balance des paiements des pays en voie de déve-loppement à faible revenu », les administrateurs du Fonds ont été invités à étudier tous les aspects de la question, sans prendre d'autre décision.

Enfin le comité du développement est convenu de créer un groupe de travail qui examinera les entraves à l'accès des pays en voie de dévelop-pement aux marchés financiers.

La prochaine réunion du comité se tiendra an début septembre à Washington, lors de l'assem-blée annuelle de la Banque mondiale et du F.M.I.

début septembre à Wardington, lors de l'assemblée annuelle de la Banque mondiale et du F.M.I.

FINANCEMENT DU « MECANISME PETROLIER ».

Le Fonds monétaire à annoncé le 10 fain qu'il s'était entenda apec onze pays membres pour assurs jusqu'au 31 m ars 1976 le financement des emprunis qui aideront les pays membres victimes de l'augmentation du coût de leurs importations de pétrole, ainsi que le prévoit le « mécanisme pétrolier » mus en place en 1974. Les bailleurs de fonds et le mai ent de leurs prèts (exprimés en droits de tirage spéciaux) sont les sutoauxs :

Banque nationale de Selgique : 100 000 000 J.T.S.;
Banque nationale de Belgique : 100 000 000 J.T.S.;
Banque nationale de Belgique : 100 000 000 J.T.S.;
Banque nationale de Belgique : 200 000 000 j. Deutsche Bundesbank : 300 000 000 Banque centrale d'Iran : 410 000 000; Banque centrale d'Iran : 410 000 000; Banque centrale d'Iran : 50 000 000 j. Banque des Norvège : 50 000 000 j. Agence monétaire d'Arabie saoudite : 1000 000 000; Agence monétaire d'Arabie saoudite : 1000 000 000; Banque de Norvège : 50 000 000 j. Agence monétaire d'Arabie saoudite : 1000 000 000; Banque centrale du Venezuela : 200 000 000;

Au 10 juin, des accords avaient déjà été formellement conclus aver le Banque nationale d'Autriche, la Deutsche Bundesbank, le Banque centrale du Koueit; la Banque centrale du Koueit; la Banque centrale du Koueit; la Banque centrale de Roueit, le F.M.I. disposera donc de 2860 millions de dollars au titre du « mécanisme pétrolier », sur ut total de 5 millions de dollars prévuier pour ce genre d'opérations en 1975. Mais d'autres contacts ont été pris, soit avec des pays producteurs de pétrole, soit avec des pays prévuies contacts ont été pris, soit avec des pays producteurs de pétrole, soit avec des pays producteurs de pétrole, soit avec des pay

plêter les ressources disponibles.

CREDITS « STAND-BY » AUX PHILIPPINES ET À LA FINLANDE. — Le 30 mai, le Fonds monétaire a accordé un arédit « stand-by » aux Philippines, his permettant d'effectuer au cours des douss prochains mois un tirage équivalent d 29,06 millions de D.T.S. en monnaies étrangères. Le Fonds a d'autre part approuvé le 4 fuin un crédit « stand-by » qui permettra d la Finlande d'acheire en devises l'équivalent de 95 millions de D.T.S., et le 18 fuin un crédit « stand-by » de 5 millions de D.T.S., en monnaies étrangères d la Guyane.

EMPRUNT DU GHANA AU TITLE DU « MECANISME PETROIAER ». — Pour jaire jave au délicit de ca balance des paiements, le Ghana a, le 11 juin dernier, effectué un titre du « mécanisme pérrolier » du Fonds un a e h at d'un montant équivalant d 32,5 millions de D.T.S. Deux autres pays ont, le 18 juin, en recours au « mécanisme pérrolier » le 18 juin, en recours au « mécanisme pérrolier » le 18 juin, en recours au « mécanisme pérrolier » le 18 juin, en recours au « mécanisme pérrolier » la Finlande a emprenté pour 11 250 000 D.T.S. et l'Uruquay 21 560 000 D.T.S.

Groupe de la Banque mondiale

Douze prêts

A Banque internationale pour la reconstruc-tion et le développement 2 accordé durant le mois de juin une série de prèts en faveur des pays et organismes suivants :

— Bolivie, le 5 juin : 32 millions de dollars pour la réalisation d'un projet ferroviaire ;

— Grèce, le 5 juin : 45 millions de dollars qui financeront un projet d'enseignement ;

— Tanzanie, le 5 juin : 15 millions de dollars affectés à l'accroissement de la production co-tonnière ;

- Banque nationale d'investissement pour le

— Banque nationale d'investissement pour le développement industriel en Grèce, le 9 juin : 25 millions de doilars pour l'aider à poursuivre sa politique de développement des régions grecques les moins développées;

— Yougoslavie, le 9 juin : deux prêts d'un montant total de 120 millions de doilars pour améliorer la production d'énergie électrique (70 millions de doilars) et développer les crédits à l'agriculture (50 millions de doilars);

— Brésil, le 10 juin : deux prêts d'un montant total de 118 millions de doilars, 95 millions de doilars financeront l'extension de l'usine de Voita Redonda de la Société nationale sidérurgique; 23 millions de doilars seront consacrés à un projet de protection des sols;

à un projet de protection des sols;

— Instituto Costarricense de Electricidad du
Costa-Rica, le 10 juin : 41 millions de dollars costa-Rica, le 10 juin : 41 millions de dollars pour ameliorer la production d'électricité ; — Ghana, le 10 juin : 23 millions de dollars pour l'amélioration des télécommunications ; — Indonésie, le 10 juin : 41 millions de dollars

affectés à un projet de production de l'énergie électrique dans la partie occidentale de Java; — Singapour, le 20 inin : 25 millions de doilars pour la protection de l'environnement. CREDITS DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE

CREDITS DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT. — L'Association internationale de développement (IDA), filiale de la Banque mondiale, a aunoncé une série de crédits en cours des dernières senaines : 25 millions de dollars, le 5 juin, au Zaire pour le développement de son réseau de transport « rail-cours d'éau »; 9 millions de dollars, le 9 juin, d'l'Afghanistan pour le financement d'un projet d'adduction d'eau et de sustèmes d'éconts dans la ville de Reboui; 20 millions de dollars, le 9 juin, d'halti pour le financement de la remise en état du réseau routier; 14 millions de dollars, le 23 juin, au Marco pour la réalisation d'un projet de développement de l'agriculture; 7 500 000 dollars, le 20 juin, à la Bolloie pour l'aider à développer se production agricole et améliorer itérage; 4 millions de dollars, le 20 juin, au Debomey, destinés d'un programme de formation et d'enseignement rural; enfin, 1 million de dollars, le 20 fuin, d'un projet-phôte de production de potasse.

PRET CONJOINT DE LA BANQUE ET DE L'IDA

PRET CONJOINT DE LA BANQUE ET DE L'IDA AU KENYA. — Deux prêts de la Banque mondiale et un crédit de l'IDA, d'un montant total de 40 millions de dollars, ont été accordés le 20 juin au Kenya pour lui pernetire de réalizer un projet de sylviculture et la construction d'un pipe-line reliant le port de Mombasa à Nairobl.

PORT de MOMOGRA à NAMOON.

INVESTISSEMENTS DE LA S.F.I. — La Société financière internationale (S.F.I.) a effectué, la 11 juin, un investissement de 1 millan de dallars dans la Société Century Packages de Zambie pour la création d'une usine d'articles de conditionne-

nent. Deux autres opérations ant été réalisées le mois Deux autres opérations ant été réalisées le mois dernier :

— Le 17 juin, un prêt de 12 millions de dollars. assort d'une participation an capital d'un montant de 3,6 millions de dallars dans la Mexinox S.A. du Mexique, destinés à financer la construction d'une trine de production d'acier inoxydable :

— Le 18 juin, un prêt de 7500 000 dollars, assort d'une prise de participation au capital de la Société d'une prise de participation au capital de la Société d'une prise de participation au capital de la Société d'ontes Dokumeuluk Tiener ve Sonayi de Turquie, paur aider cette entreprise d construire une nouvelle fonderie.

forderie.

EMISSION D'OBLIGATIONS DE LA BIRD EN REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE. — La Bauque monduale a annoncé, la 5 juin, qu'elle apaticoncin avec la Denische Genosenschaftskasse Zentralbank der Genosenschaften de Francjort-eur-le-Main un arcard portant sur un placement pricé de bons libeliés en deutschemarks pour un montant de 150 millions de deutschemarks. Ces abligations portent intérêt à 8,25 % payable annuellement le 15 juin de chaque année; elles seront remboursées au petren cinq tranches d'égale valeur de 37 500 000 deutschemarks les 15 juin des années 1979, 1981, 1983 et 1985.

1985.

Une autre émission d'obligations de la Banque mondiale en République fédérale d'Allemagne a été annonée la 20 juin. Cette émission, prise serme par un syndicat de banques ellemandes ayant pour ches de serieschemantes. Elle porte intérêt de 350 millions de derischemante. Elle porte intérêt de 355 % l'an payable annuellement et sara remboursable au pair le 14 juillet 1983; elle ne pourra pas être rembourse par anticipation.

see par anticipation.

GROUPE D'AIDE AU BANGLADESE. — Les é et 5 juin dernier s'est réuni à Paris la groupe d'aide 22 Bavoladesh. pour discuter de la coordination de l'aide étrangère à ce page. Les participants, après croir 2016 que l'aide fouraie most permie su Banciadesh de a triompher des difficultés en 1974 sont convenus de porter le montant de leurs nouveaux engagements à 1200 millions de dollars, dont

80 % seront attribués sous forme de marchandises et de denrées altmentaires

Banque africaine de développement

Onzième session du conseil des

E conseil des gouverneurs de la Banque africaine de développement, réuni pour sa onzième assemblée annuelle à Dakar du 5 au 9 mai, a approuvé le rapport annuel qui lui était présenté par M. A. Ladim, président de la Banque. Selon ce document, le moutant total des prêts de la Banque dans les pays membres s'éleva à 73,45 millions d'u.c. pour l'année 1974 coutre 35,75 millions d'u.c. pour l'année 1974 coutre 35,75 millions d'u.c. pour l'année 1974 coutre 35,75 millions d'u.c. en 1973. Après avoir pris uote de la décision de M. Ladibi de ne pas se représenter à la présidence de la Banque, les participants sont convenus de prolonger son mandat d'une année à partir du le septembre 1975. Ils out également souscrit à l'adhésion de deux nouveaux Etats membres : la Guinée-Bissau et la Guinée-Equatoriale.

FONDS APRICAIN DE DEVELOPPEMENT. FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT.

Après avoir pris counaissance du rapport annuel, is conseil des gouverneurs du Fonds airtain de déseloppemens, réun i pour sa deuxième assemblés annuelle à Dakar du 5 au 9 mai dernier, a approude le blian et l'état des recettes et dépenses du Fonds pour 1974. Les participants ant entériné les souscriptions de trois nouveaux participants : l'état (10 000 000 d'u.c.), l'Arabie saoudite (9 000 000 d'u.c.) et l'Argentine (2 000 000 d'n.c.) et provoné la création d'un comité directeur.

Banque asiatique de développement

Prêts aux Philippines et à la République de Carée

Dique de Carée

L A Banque asiatique de développement a corde le 27 mai un prêt de 22,7 millions de dollars aux Philippines (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour viugt-deux ans et à 8,75 %) pour la réalisation de la deuxième étape du programme de production d'énergie de Mindanao. Le même jour, la République de Corée a reçu de la Banque un prêt de 17,5 millions de dollars (à l'aida des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt ans et à 8,75 %) qui financera le coût en devises étrangères requis par la construction d'une étrangères requis par la construction d'une fabrique de machines.

DONS D'ASSISTANCE TECHNIQUE. — La Banque asiatique a ennoncé sa participation à trois projets saus forme d'assistance technique: son aide financera les éludes préparatoires du programme d'irrigation de Eama, en Afghanistan (13 mai); elle permettra d'autre part à le République socialists de Birmanie de mattre au point la réalisation du projet de Sedangyi, qui prévott l'implantation de rissaux d'irrigation dans la région agricole de Mondalay (27 mai); enfin, elle souttendra le Banque des dans ses efforts pour améliorer sa production de céréales, c el le du riz plus particulièrement (29 mai).

PRET A LA REPUBLIQUE DE COREE. — Un prêt de I million de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque), assorti d'un don d'assistance technique de 100 000 dollars, a été attribué le 20 nuel de la République de Corée; ils permetironi à la Korea Electric Company (KECO) de mettre au point le projet de construction de le centrale de Samrangjim.

Banque centraméricaine d'intégration économique

Prêts au Honduras et au Guatemala

QUATRE prêts d'un montant de 3.600.000 dol-lars ont été accordés par la Banque centraméricaire d'intégration économique (B.C.LE.) le 15 mars dernier an gouvernement dn Hondura

I.650.000 dollars destinés à financer les travaux de reconstruction des chemins de fer, l'installation d'un nouveau système de signali-sation et le remplacement de véhicules auxqueis s'ajoutent 560.000 dollars pour le fonctionnement

des installations;

— 1.200.000 dollars qui serunt affectés à la réconstruction du réseau des télécommunications national et international;

— 250.000 dollars qui financeront les études en vue de l'amélioration de trois tronçons rontiers;

en vue de l'amenorazion de mois avolute ron-tiers; Ce même jour, la Banque a accordé un prêt d'un montant de 2.188.000 dollars à l'entreprise privée Guatel du Guatemals pour financer la

VILLE D'ART, DE TOURISME ET DE CONGRES

Allie ou prestige de ses monuments auclem l'énergie souriente d'une joune cité qui, dens elen tans reinche. construit son avanti ELLE VOUS OFFRE.



LE PALAIS DES PAPES. LE PUNT CAINT-RENEZET, popularisé à travers le monde par le tégende et la cassison ses gombreus éditions civils et réligieu; LES TRESCIES DE SES MUSIES; DE WAGNIFIQUES EXCURSIONS A TRAVERS LA PROVENCE. SON FULKLORE ISSUES ET VICUIES tradi-tions!

tions). UN FESTIVAL URAMATIQUE (15 juillet -15 april Tréatre choregraphie, cinèma mu-

IS and I Treatre choregraphie cinema musique.

IRS SALLES OB REUNIUR,
UEN SERVICES REGULIERS OB TRAINS
cauter courbeller, allet et retout au depart
de PARIS STAPLES ILE TOUQUEL BUILOUNE LIEGE BRUKELLES AMSTERUAM
NUSSELDONF HAMBOURG KARLSRUHE;
SON IMPURTANT MARCHE GUOTHIEN UF
FRUITS ET PRIMEURS;
NES SATISFACTIONS GASTRONOMIQUES et
des vins de grande crue (Chateaudeut-duPape. Côtes-du-Rhôde, Oigondas, Tovel, ale.);
LE PALAIS UES EXPOSITIONS avec sod
equipement pout toutes les mazifestations et
congrés, ses grandes at luxuruses exiles de
conférences de restaurant, son fum et a ce
parions.

PAREIRE AVIGNON : La Sonneuse de Joie L. Benseignements Mauron du Tourums, cours leun-leurés

construction d'un central téléphonique dans la capitale.

Banque européenne d'investissement

Au conseil des gauverneurs: un bilan de l'année 1974

bilan de l'année 1974

T'ASSEMBLEE annuelle du conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement (BEL), réunie le 16 juin à Bruxelles, a appronvé le rapport de la Banque pour l'année 1974. Il ressort de cette étude que, comparé à farmée précèdente, le montant des prêts accordés a augmenté de 22 %, atteignant 9964 millions d'uc. Le rapport souligne pourtant que cette progression a été réalisée « dans un contente économique plus difficile car l'économie mondiale est entrée en 1974 dans une phase d'adaptations structurelles profondes et de croissance afjaibile». Deux faits importants sont à signaler par aillieurs : une augmentation de 50 % des prêts accordés en faveur de projets dans les nouveaux Etais membres (Danemark, Irlande et Royaume-Uni), et de ceux destinés

dans les nouveaux Etats membres (Danemark, Irlande et Royaume-Uni), et de ceux desdinés à l'Italie (oins de 50 %). Les opérations de financement à la Turquie et aux pays associés (Etats africains malgache et maurielen) se sont aussi notablement accrues.

Sofin, le total du bilan de la BEL s'élevait, d'après ce rapport, à 4503 millions d'u.c. contre 3,484 millions d'u.c. au 31 décembre 1973, soit une progression de 23,2 %. A cette même date, l'ensemble des ressources de la Banque (capital versé ressources statutaires, provisions et emprunts émis) attelgnaient 3,804,2 millious d'u.c., contre 2,856,5 millions d'u.c. au 31 décembre 1973. contre 1856.5 millions d'a.c. au 31 décembre 1973.
EMISSION D'UN EMPRUNT OBLIGATAIRE EN
BELGIQUE. — Le 30 mai, la B.E.J. a émis en Belgique un emprunt obligataire de 1,5 milliord de
france belges pris ferme par un syndicat de banques.
Ces obligations, d'une valeur nominale de 10 000 F
belges, parient intérât un taux de 8,75 % payable
annuellement. Elles ont été offerles au pair en
souscription publique du 9 au 13 juin au rendement
de 8,75 %.

DIMINUTION DU TAUX D'INTERET DES PRETS DIMINUTION DU TAUX D'INTERET INS PRETS.

— Au cours de sa réunion du 16 juin 1975, le conseid d'administration de le Bonque européenne d'impestissement a décidé d'abaisser de 1/4 % le taux
l'initrêt des prêts ordinaires de la Banque et de le
fizer à 9 1/4 %, quelle que soit le durés des prêts.

PRETS DE LA BANQUE. — La Banque européenne
a accordé, le 2 juin, un prêt de 7,8 millions de livres
(14,5 millions d'u.c. pour douze aus et d 9,50 %) à
la South of Scotland Electricity Board pour la
construction de la centrale nucléaire d'Hunterston
dans l'Ayrshire (Econse). Autres opérations annoncées:

construction de la centrale nucléaire d'Hunterston dens l'Airahtre (Ecose). Autres opérations annoncées:

— Un prét d'une contre-valeur de 10 millions de francs français (12 millions d'u.c. pour sept ans d 3,50 %), le 5 juin, pour la construction en Fronce d'un système technologique de pointe permettant la soudure de conduites sous-marines destriées au transport de produits pétroliers;

— Un prét de 7,2 millions de libres (13,4 millions d'u.e. pour d'u ens et d 9,50 %), le 6 juin, d la National Coal Board du Royaume-Uni pour financer l'ouverture de deux mines ainst que le modornisation de plusieurs autres;

— Un prét d'uae contre-valeur de 10 millians de couronnes suédoises (1,4 million d'u.c. pour dix ens et d 9,50 %), accordé le 12 juin, d la Société denaise Thrips-Titan pour financer l'extension de l'usine de estie société à Aalborg dans le Juliand.

Le 2 juin, un accord de prêt a été conclu entre la commission des Communautés européennes et la B.E.I., agissant en qualité de mandatire de la C.E.E. et le département français de le Guadeloupe. Ce prêt d conditions spéciales, d'une contre-valeur de 720 000 u.c. (environ 4 millions de francs français), financara l'aménagement du port de Pointe-à Pière, Accordé pour une durée de vingt-cinq ans, il parte la lérêt d 3 % l'an.

Banque interaméricaine de développement

Prêts à l'Uruguay et au Chili

L à Banque interaméricaine de développement a annoncé le 6 juin l'octroi d'un prêt de 7 millions de dollars à l'Uruguay (à l'aide dn Fonds d'opérations spéciales, pour trente-cinq aus et à 2 %) pour aider ce pays à déve-lopper et à améliorer les réseaux d'adduction lopper et à améliorer les réseaux d'adduction d'eau dans les grandes villes de l'intérieur. D'autre part, le 19 juin, un prêt de 35,5 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt ans et à 8 % y compris une commission de 1 % destinée aux réserves spéciales de la Banque) a été attribué au Chili pour le développement des télécommunications à longue distance.

ASSISTANCE TECHNIQUE AU PEROU. — Un don d'assistance technique, d'un montant de 64 560 del-lar, a été accordé le 12 juin au Pérou paur aider au développement touristique et culturel de ce pays.

Banque des règlements internationaux

Quarante-cinquième session de l'assemblée générale

Dans son quarante-cinquième rapport annuel présenté le 9 juin à l'assemblée générale, la Banqne des règlements internationaux

fait le point de la situation économique et financière du monde occidental en 1974-1975. Elle constate le déséquilibre exceptionnel qui a marqué l'année passée, tant à l'intérieur des pays qu'à l'écheile internationale. Elle estime aussi que le monde industriel est entré dans la récession la plus grave de toutes ces dernières années. Un grand nombre de données chiffrées viennent étayer ce bilan pessimiste.

chiffrées viennent étayer ce bilan pessimiste.

Réuni à Bâle pour sa quarante-cinquienne session, l'assemblée générale a pris acte de ce rapport. Elle a aussi approuvé le bilan au 31 mars 1975, qui fait apparaître un excédent net d'exploitation de 187 622 476 francs-or contre 163 212 066 francs-or pour l'exercice précédent. Après transfert de 5 559 195 francs-or à la provision pour frais d'administration exceptionnels, le bénéfice net a été de 183 063 281 francs-or, contre 145 063 281 francs-or pour l'exercice précédent.

Sur recommandation du conseil d'administration.

Sur recommandation du conseil d'administra-tion, l'assemblee générale ordinaire a décidé de distribuer un montant de 37,50 francs-or au titre du dividende prioritaire de 6 % l'an et un mon-tant de 18,75 francs-or au titre du dividende maximum supplémeutaire de 3 % l'an sur les 481 125 actions, libérées de 625 francs-or chacune, 481 125 actions, libérèes de 625 francs-or chacune, représentant le capital versé de la Banque. La somme ainsi répartie correspond à un dividende de 56,25 francs-or par action. La conversion en francs suisses du dividende exprimé en francs-or a été faite sur la base de la parité-or officielle du franc suisses. Le divideude était payable le 1° juillet 1975, à raison de 75,05 francs suisses par action, aux actionnaires inscrits sur les registres de la Banque à la date du 20 juin 1975. L'assemblée a également décidé de transférer 82 000 000 francs-or au « fonds de réserve générale», et 93 000 000 francs-or su « fonds de réserve libre».

Corporation and ine de développement

Une série de prêts aux industries

A direction de la Corporation andine de développement (CAF) a tenu une nouvelle réunion à Caracas du 21 au 25 mai dernier au cours de laquelle elle a examiné les résultats de l'exercice 1974 et créé un nouveau fonds spécial d'un montant de 100 000 dollars dout les ressources seront affectées au financement d'études et d'autres initiatives en faveur de l'intégration des six pass du Groupe andin l'intégration des six pays du Groupe andin.

Un accord d'assistance technique a été signé avec la République fédérale d'Allemagne en vertu duquel le gouvernement de Bonn accordera son aide, notamment dans l'évaluation des projets prévus dans le cadre de la programmation iets prevus dans le cadre de la programmation industrielle. D'anire part, un accord avec la Banque centrale du Chili a été ratifié : il concerne l'ouverture par cette institutiou financière d'une ligne de crédits de 5000 000 de dollars pour l'achat de biens et de services eu provenance du Chili, dans le cadre du système andin de financement du commerce sous-

andin de financement du commerce sous-régional.

Des crédits pour un montant de 20 375 000 dol-lars ont aussi été accordés aux industries privées de la sous-région ; 17 425 000 dollars à la firme Minero-Peru de Bayovar du Péron ; 300.000 dol-lars à Parada, S.A. dn Chili ; 500 000 dollars à Sindelen - Transformadores E.A. du Chili ; 2 150 000 dollars à Malterias Unidas S.A. du

Enfin, l'organe directeur de la CAF a donné son autorisation pour une émission de titres CAF de 50 millions de dollars sur le marché de New-York.

Fonds européen de développement

Quatre nouvelles décisions de fi-

nancement

A LA SUITE de l'avis favorable émis par le
A comité du Fonds européen de développement (FED) à l'issue de sa quatre-vingt-disneuvième session, le 20 mai 1975, la Commission
de la C.E.E. a approuvé le 3 juin quatre décisions de financement pour un montant de
2,935 millions d'u.c. sur les aides non remboursables du deuxième et du troisième FED. Il
s'agit de la prise en charge de crédits supplémentaires qui, en raison des hausses des prix
des matériaux et des salaires, sont nécessaires
pour l'archévement des projets suivants:

1) République dn Mali. — Reconstruction de
deux ponts sur la Bagoé et le Bafing : 130 millions de F.M. équivalant à envirou 234 000 u.e.
(deuxième PED) ;

lons de F.M. equivalant a chvirou 252 000 m.c. (deuxième PED);

2) République démocratique de Somalie. —
Système de télécommunications par faisceaux
hertziens et équipement de deux centraux téléphoniques urbains: 11,624 millions de Sh. So.
soit environ 1,546 million d'u.c. (troisième FED);

2) Démonstrue du Dahannes — Route Portosoit environ 1,546 million d'u.c. (troisième FED);

3) République du Dahomsy. — Route PortoNovo-Yoko-Pobé : 109 millions de F C.F.A. soit
environ 393 000 u.c. (troisième FED);

4) Antilles néerlandaises. — Appontement de
Saint-Eustache : 1 645 millions de Fl. Ant. équivalant à environ 762 000 u.c. (troisième FED).

II COMBINIANA

Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement

Canclusion d'un nouvel accard international sur l'étain

International sur l'étain

A confèrence des Nations unles sur l'étain, qui siègeait depuis le 20 mai à Geuève, s'est terminée le 21 juin après avoir élaboré le texte d'un nouvel accord international sur l'étain. Il entrers en vigueur pour cinq ans le le juillet 1976 après expiration de l'accord existant. L'accord est ouvert à la signature jusqu'au 30 avril 1976. Il a pour but d'empècher des fluctuations expessives du prix de l'étain, d'augmenter les recettes d'exportation tirées de ce métal et d'assurer un approvisionnement suffisant, à des prix équitables pour les consimmateurs et réminérateurs pour les pays produeteurs.

Comme ses prédècesseurs, le nouvel accord comprend deux mécanismes principaux de fonctionnement : l'utilisation d'un stock régulateur et l'application provisoire et souple de coutrôles à l'exportation atin d'ajuster l'offre à la demande et de maintenir les prix à l'intérieur d'une marge convenue. Le fonctionnement du stock régulateur se fait par rapport à une marge stuée entre un prix-placond divisée en trois tranches. On pourra même

recourir aux contrôles à l'exportation pour renforcer le stock régulateur dans certaines con-

GATT

Rolentissement de la croissance du commerce mondial

Le secrétariat général du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) juge, dans son rapport annuel publié le mois dernier, que maigré l'ampleur des problèmes conjoncturels la situation du commerce juternational est relativement bonne.

olemes conjonctures la situation de commerce luternational est relativement bonne.

« Le contexte économique général est certainement sombre, indique le rapport, mais, dans le domaine de la politique et de la coopération commerciales internationales, les éléments encourageants ne manquent pas. » Il est vrai cependant que « dans un elimat de récession économique largement répandue, la croissance du commerce mondial s'est raientie, et de nombreux pays, développés et en pote de développement, se sont heuriés à de graves problèmes de balance des paiements ».

Analysant les éléments qui permettent de nourrir un certain sentiment d'optimisme, le secrétarist général du GATT met en valeur l'attitude prise par nombre de pays : a Les principales nations industrialisées ant reconnu les graves dangers que comporterait une capi-

DEVEL OPPENEN

tulation générale devant les forces du protectionnisme, et elles se sont engagées à ne pas tenter d'exporter leurs problèmes de balances des palements en instituant des restrictions commerciales unilatérales. »

« Elles ont donné, ajoute le rapport, des preuves concrètes de leur désir de chercher à résoudre leurs problèmes commerciaux par la consultation et la négociation. »

O.C.D.E.

Le conseil ministériel se préoccupe de l'approvisionnement en matières premières

Les relations avec les pays en voie de déve-loppement, à propos des problèmes de l'èner-gie et des matières premières en général, ont occupé une grande partie des travaux do conseil ministériei de l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.), réuni les 28 et 29 mai dernier à Paris.

Après l'échec de la comférence préparatoire sur l'énergte en avril dernier, les ministres ont souhaité une reprise rapide du dialogue sur l'énergie et ils sont convenus qu'une coopération accrue entre pays producteurs et consommateurs était nécessaire.

etait nécessaire.

Mais surtout ils ont tenu à rappeler que des opprovisionnement adéquats en produits de base à des prix équitables et rémunérateurs sont essentiels pour l'économie mondiale. Une approche plus active et plus large devrait, à leur evis, permertre : 1) d'arriver à réduire l'instabilité des marchés, au moyen éventuellement d'accords par produits; 2) d'assurer des niveaux d'investissements adéquats dans les secteurs de la production; 3) d'améliorer et accroître les débouchés ainsi que les activités de transformation sur le plan local. En outre, les ministres se sont dits prêts à considérer des mécanismes internationaux améliorés pour stabiliser les recettes d'exportation des pays en voie de développement producteurs.

Un groupe ad hoc à haut niveau a été institué

Un groupe ad hoc à haut niveau a été institué eu sein de l'O.C.D.E., avec mission de dégager les positions des pays membres sur les politiques en matière de produits de base aussi bien que sur les actions spécifiques visant des produits particuliers. Il devra remettre un rapport préliminaire avant la fin de ce mois.

D'une manière plus générale, le conseil est couvenu de la nécessité de poursuivre le dialo-gue entre pays industrialisés et pays en voie de directement de la conseil de la conseil est

(7-

A l'issue du débat sur la situation économique dans la zone de l'O.C.D.E., les ministres se sont déclarés convaincus que les politiques adoptées « conduiront à un redressement de la demande et de l'emploi » et que « ce redressement tra de pair erre de nouvelles réductions du taux moyen d'inflation ».

D'antre part, tous les pays membres, à l'exception du Portugal, ont décidé de proroger pour un an la déclaration commerciale (« Trade Pledge»), signée en mai 1974, dans laquelle ils s'engageaient à ne pas réduire leurs importations ui à stimuler artificiellement leurs exportations.

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENEROIE. —
Le conseil de direction de l'Agence internationale de l'énergie (A.L.) a tenu sa première réunion au niveau ministèriel le 27 mai à Paris, Les ministres ont noté les progrès accomplis en vue de l'instruration d'un mécanisme d'urgence destiné à réduire la consommation de pétrole et d répartir les appropisionnements en cas de pénurie, ainsi que les progrès relatifs à la conservation de l'énergie et à la préparation d'un programme de coopération à long terme, ils ont per alleurs défini les priorités pour les traouux de l'Agence : mise au point définitive du mécanisme d'urgence et relèvement des réserves d'urgence et un niveau correspondant à quatrevingt-dix jours d'approvisionnement : examen des objectifs pour 1976 dans le domaine de la conservation de l'énergie (mise en œuvre accilérée de sources d'énergie de substitution; inlensification de la coopération en matière de recherche et de douaine de l'énergie nucléaire.

Les ministres se sont déclarés disposés à poursuivre le dialogue avec les pays producteurs « à la date et dans les termes couvenant d'un commun accord », y compris sous la forme de entacts biles

date et dans les termes couvenant d'un commun accord », y compris sous la forme de contacts bila-téraux.

RECENTES PUBLICATIONS

• L'éducation récurrente : tendances et problèmes, 31 pages, 1975.

• Dans la zérie • Etudes économiques » : la
Canada.

COMECON

Vingt-neuvième session à Budapest E Conseil d'entraide économique (COMECON) Le Conseil d'entraide économique (COMECON)

a tenu sa vingt-neuvième session à Budapest du 24 an 25 juin. Selon le communiqué
publié à l'issue de la rencontre, les débats
auraient porté principalement sur les moyens
de renforcer l'intégration économique des pays
membres en 1976-1980, en particulier dans le
domaine de l'énergie et des matières premières.
Les pays membres européens auraient aussi
signé evec Cuba, qui fait partie du COMECON,
un accord de coopération pour la fabrication un accord de coopération pour la fabrication des produits dérivés du nickel et du cobalt.

Les promiers ministres de l'U.R.S.S., de la Bulgarie, de la Tchécoslovaquie, de l'Allemagne de l'Est, de la Elongrie, de la Mongolie, de la Pologne et de la Roumanie ont pris part à la session. De leur côté, Cuba, membre de plein droit, et la Yougoslavie, membre associé, étaient représentés par un premier ministre adjoint. Le Vietnam du Nord y avait envoyé un observateur.

NICE capitale de la Côte d'Azur

centre mondial des congrès

e Un Paixo des congrès pontant recevoir 20 000 personnes;

• Viogt salles de capacités diverses;

• Traduction simultanée;

• Trois ceuts hôtels totalisans plus de dix mille

chambres;

D'innombrables possibilités d'exensions et de distractions.

An centre de la Côte d'Azur, desservie par un

aéroport international, des liaisons ferrovaires, routières et maritimes la reliact à toutes les capitales

OFFICE DE POURISMS

SYNDICAT D'INITIATIVE : 12, rue Hôtel-des-Postes - Tél : 85-25-25/29. Télez : accusil Nice : 460-42.

IDEALE UES CONGRES

EN TOUTES SAISONS NICE EST LA VILLE

Côte d'Azur

Organisation des pays exportateurs de pétrole

Le prix du pétrole augmentera le I'r octobre

L'actobre

L'actobre

L'actobre

L'rielle de l'Organisation des pays exportateurs
de pétrole (OPEP), qui s'est tenue du 9 au
11 juin à Libreville (Gabon), a décidé de
réajuster les prix du pétrole brut à partir du
1° octobre prochain, mettant ainsi fin au « gel »
des prix qui avait été instauré le l° janvier
pour une période de neuf mois. La conférence
a également décidé de remplacer le dollar par
les D.T.S. (droits de tirage spéciaux) comme
unité de compte pour le calcul des revenus des
pays producteurs : comme la monnaie amériunité de compte pour le calcul des revenus des pays producteurs; comme la monnaie américaine s'est dépréciée depuis plus d'un an, le prix du pétrole libellé en D.T.S. sera donc réévalué en conséquence, ce qui entraînera une hausse du coût du brut pour les Etats importateurs. L'ampleur de la hausse prévue pour le 1° octobre ainsi que les modalités d'application (dates de référence et d'entrée en vigueur) du remplacement du dollar par les D.T.S. seront définies eu cours d'une réunion extraordinaire de l'OPEP qui se tiendra à Vienne le 24 septembre.

extraordinaire de l'OPEP qui se tiendra à Vienne le 24 septembre.

En outre, les ministres ont décidé de coordonner les politiques de prix du gaz naturel dans les pays membres de l'Organisation, parallèlement à ce qui a été fait pour le pétrole ; ils se sont également mis d'accord pour promovoir la coopération entre les compagnies pétrolières nationales de leurs pays, notamment dans le domaine de la vente.

Au cours de cette conférence ministérielle, le Gabon, qui était membre associé de l'OPEP depuis novembre 1973, est devenu membre à part entière de l'Organisation.

Groupe andin

Un bilon à l'occasion du sixième onniversaire

ES représentants de la Bolivie, de la Colom-bie, du Chili, de l'Equateur, du Pérou et du Venezuela ont célébré le 26 mai à Lima le sixième anniversaire de la signature de l'accord de Cartagena instituant le Groupe

andin.

A cette occasion, le comité (la Junta) e évoque les progrès des institutions et l'accroissement des échanges entre les six pays. Pour les exportations ceux-ci sont en effet passés de 143 millions de dollars en 1964 à 317 millions de dollars en 1974. Il faut uoter d'eutre part que le commerce extérieur global du Groupe andin s'élève à 33 milliards de dollars et peut être compare à celui des trois « Grands » de l'Amérique latine réunis : l'Argentine, le Brésil et le Mexique.

le Mexique.

PRODUTE CHIMIQUES ET PHARMACEUTIQUES.

— Dans le cadre de l'accord « Ripolito Unanue », souscrit par les ministres de la santé le 15 décembre 1971 en vue du développement de la coopération des six pays dans le domaine de la santé, une réunion d'experts consacrée oux problèmes des industries chimiques et pharmaceutiques s'est tenue à Lima les 15 et 16 mars. Ses travaux out porté notamment sur l'examen des perspectives de ce marché et les moyens de le développer.

moyens de le développer,

OONSEIL CONSULTATIF ECONOMIQUE ET SOCIAL. — La quatrième session ordinaire du Conseil consultatif économique et social (C.A.E.S.) s'est tenue dans la capitale péruvienne du 20 au 25 mai. Les participants ont pris connaisance de deux rapports du comité (la Junta), d'une série d'études portant notamment sur les possibilités tou-ristiques de la région, duers problèmes agricoles, ainsi que du programme approuvé par la troisième conférence des ministres du travail.

Communauté des Caraîbes

Conférence annuelle des ministres de la santé

Les ministres de la santé de la Communauté des Caraïbes (Caricom) ont tenu leur conférence annuelle à Kingston (Jamaīque) du conférence annuelle a kingston (Jamaique) du 16 au 20 juin. Divers problèmes figuraient à l'ordre du jour : l'établissement, sous la responsabilité du conseil de la recherche médicale des Caralbes, d'unités de soins médicaux ; le « pool » de spécialistes en service des pays les moins développés de la régiou ; le renforcement des centres de protection de la mère et de l'enfent ; le programme régional pour l'amélioration de la qualité de l'eau de consommation, etc. etc.

ACCORD AVEC LE PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT. — Le 6 juin. le secrétariet de la Communauté des Caraïdes et le PNUU ont signé à Georgetoum (Guyane) un accord de coopération en vertu duquel le PNUD accordera de Communauté une side juancière d'un montent de 696 500 dollars destinée d'inancer le première étape d'un projet de formation d'auxiliaires médicaux.

LES NEGOCIATIONS COMMERCIALES MULTILA-TERALES. — Un séminaire réunissant des experts du secrétariat de la Communauté des Carables et du secrétariat du Commonwealth s'est tenu d'Geor-getoum du 10 au 13 fuin pour étudier les aspects techniques des négociations multilatérales engagées au sein du GATT.

Marché commun centraméricain

Le plan de restructuration de l'agriculture

Une réunion ad hoc des secrétaires d'Etat à l'agriculture des pays membres du Marché commun centraméricain (M.C.C.A.) s'est tenoe à San-José les 4 et 5 juin. Il s'agissait de déterminer la nature des travaux qui seront confiés miner la nature des travaix qui seront confies aux services gonvernementaux et aux spécia-listes du secrétariat de l'intégration (SIECA) en vue de l'élaboration d'un plan d'amélioration du cadre de vie et des conditions de travail des populations rursles centraméricaines. La trans-formation des conditions socio-économiques des agriculteurs constitue en effet l'un des aspects d'un vaste programme tendant à insérer l'agri-culture centraméricaine dans le processus de restructuration de l'intégration régionale entre-

restructuration de l'intégration régionale entre-prise par le haut comité.

Les principaux points de cette transformation concernent, notamment : l'organisation d'on secteur public dans l'agriculture, le développe-ment d'un marché de la viande, l'exploitation forestière, etc. Ce plan sera soumis aux ministres de l'agriculture pour adoption définitive, à l'occasion de leur quatrième réunion prévue pour octobre prochain à San Salvador.

octobre prochain à San Salvador.

VERS L'ADHESION DE L'AMERIQUE CENTRALE AU CONSEIL DE COOPERATION DOUANTERS.—
Après avoir créé, en mars dernier, un 9 r o u p « d'experts chargés de l'examen du texte du projet d'adoption de la Nomenclature d o u a n'ê r e de Bruxelles (ND.B.), mis au point par les services spécialisés du secrétariat de l'intégration, les directeurs des douanes nationales des cinq pays membres, qui ont tenu leur cinquième réunion dans la ceptuale du Costa-Rica les 3 ct 4 juin, ont à leur tour étudié ce texte, dont l'adoption marquers un progrès certain dans la voie de modernisation de la législation douanière centraméricaine.

Les directeurs des douanes ont, en outre, poursuivi l'analyse de l'avent-projet de protocole centraméricain sur la valeur en douane des marchandises et ont confié aux services du SIECA l'étude des perspectives d'une éventuelle adhésion de l'Amérique centrale au Conseil de la coopération douanière de Bruxelles.

PREFERENCES GENERALISEES. — Le système des préférences généralisées a fait l'objet, les 2 et 3 mars dernier, à Guatemala, d'un nouveau séminaire réunissant une importante délégation de la commission des Communautés européennes et des représentants des cinq paye membres du Marché commun centraméricain.

Association latino-américaine de libre-commerce

Ajournement de la reprise des négociations collectives

L A reprise des négociations collectives, qui avait été fixée au mois de juin par la conférence de l'Association latino-américaine de libre commerce (ALALC) en décembre dernier, a été ajournée à la suite d'une décision unanime du comité exécutif permanent le 16 mai, lors de sa huit cent treixième séance ordinaire à

de sa huit cent treizième seance ordinaire a Montevideo.

Ces négociations s'étalent tenues pour la première fois dans le courant de l'année passée : ajournées à plusieurs reprises, elles se sont finalement déroulées en trois étapes : à Buenos-Aires du 19 au 25 août, à Quito du 23 ao 25 septembre et à Montevideo du 7 au 11 décembre. La prochaine réunion doit avoir lieu du 7 au 29 août prochain.

LEGISLATION DOUANIERE. — La septième réu-nion du groupe d'experts des problèmes de la défini-tion de la valeur en douane s'est tenus à Montevideo du 2 eu 4 fuin., evec la participation d'obsérvateurs de la direction générale des douanes d'Espagne. Cette réunion anail pour put de donner à chaque délé-gation l'occasion d'exposer les progrès réalisés dans leur pays en vue de l'application des deux principes de base de la politique d'harmonisation des législa-tions douanières nationales des membres du traité de Monterideo: les droits et valorem et la défini-tion de la valeur de Bruxelles.

• CONSEIL INTERNATIONAL DU CAFE. — La session plénière du Conseil international du cujé, réunie à Londres la 24 juin dernier, e pris comnaissence d'un rapport qui lui était présenté par un groupe d'experis chargés d'étudier, depuis septembre 1974, les causes des difficultés rencontrées dans l'établissement d'un nouvel accord international su le cujé. Il en ressort qu'aucune solution n'a encore été troupée au problème du mécanisme des prix.

été trousée au problème du mécanisme des prix.

• CONFERENCE EUROPEÉNNE DES MINISTRES
DES TRANSPORTS. — Le conseil des ministres de la Conférence européanne des ministres des transports (C.E.M.T.) e tenu sa quaranté et unième session les té et 19 juin à Copenhague. A son ordre du jour : l'influence des préoccupations nouvelles (environnement, qualité de la vie, conservation de l'énergie) sur la potitique générale des transports ; les problèmes posés par la situation financière des chemins de ler; la définition de la nationalité des véhicules routiers couplés ; le sécurité des enfants en bas dge dans les réhicules automodiles : les transports guidés d grande vitesse ; l'activité des Communautés européennes dans la domaine des transports.

Marché commun

La C.E.E. demande la reprise du dialogue avec les pays producteurs de pétrole

L entre producteurs et consommateurs de pétrole, et prête è accepter de mener parallèlement les travaux sur l'énergie et les matières premières. M. Henri Simonet, commissaire européen chargé des questions de l'énergie, e précisé le 12 juin eu cours d'une conférence de presse à Bruxelles que la Commission européenne proposait la création d'un cadre permanent entre pays producteurs et consommateurs de pétrole afin de faire avancer la négociation. Il e estimé dans ce contexte qu'il faut éviter de centrer les travaux d'une nouvelle conférence préparatoire sur des questions de procédure comme cela e été le cas an mois d'avril à Paris.

Parmi les thèmes qui nouvent être évoqués. A C.E.E. est favorable à la reprise du dialogue

le cas an mois d'avril a Paris.

Parmi les thèmes qui pourront être évoqués,
M. Simonet a cité les problèmes où consommateurs et producteurs de pétrole out une responsabilité partagée, c'est-à-dire, par exemple, le
mécanisme de formation des prix, la concertation entre producteurs et consommateurs,
notamment la création d'un cadre permanent
qui puisse servir de structure d'accueil eux deux
parties, et enfin une meilleure information réciparties, et entit que mengeure information reci-proque sur les problèmes qui intéressent aussi blen producteurs que consommateurs de pétrole. Le commissaire européen a également déve-loppé quelques nouvelles idées sur la politique énergétique commune de la C.E.E.

L'objectif prioritaire, selon M. Simonet, n'est plus la fixation d'un niveau minimum de protection des ressources de remplacement, c'est-à-dire un prix-plancher pour le pétrole importé, mais la mise sur pied d'un programme d'économies d'énergie à long terme.

Cet objectif devrait être complété par le début d'une veritable politique des ressources de rem-placement, avec l'adoption d'un programme indicatif de financement. Selon la Commission de la C.E.E., ce programme doit coûter, d'ici 1985, 180 milliards d'unités de compte (1 u.c. = 1,20 dollar) si l'on veut réduire à 50 % la dépendance de la Communauté européenne à l'égard du pétrole importé.

> La Commission propose une autorité commune pour l'aéronautique eurobéenne

La Commission de la C.E.E. prépare un ambi-tieux plan de relance de l'industrie aéronautique européenne : dans un document devant être soumls aux ministres, elle propose uotamment de mettre l'industrie aéronautique européenne us le coutrôle d'une autorité commune

sous le coutrôle d'une autorité commune et de créer une agence commune d'équipements aéronautiques militaires.

L'action à entreprendre devrait donc porter en priorité sur le marché intérieur européen et ses possibilités de développement — tant dans le secteur militaire que dans le secteur civil.

Pour le marché militaire européen, les gouvernements des pays membres de la C.E.E. devraient décider la création d'une agence commune d'équipements aéronautiques militaires qui aurait quaire tâches:

— Etudier les possibilités d'acheter systématiquement du matériel militaire européen, notamment les avions de combat Mirage FI, M.R.C.A. et Jaguar;

— Déterminer en commun les besoins futurs,

Déterminer en commun les besoins futurs, par exemple la construction d'un avion de

combat en commun;

— Utiliser toutes les possibilités techniques et industrielles existant dans les pays membres de la C.E.E. et enfin négocier avec les Etats-Unis

des achats réciproques de matériel.

Four le secteur civil, la Commission propose au conseil des ministres des Neuf d'introduire le transport aérien civil dans la sphère des politiques communes. Jusque-là, aucune politique commune n'existe dans ce secteur.

Une telle politique devrait, selon la Commission, comporter la création d'un espace aérien européen, la mise sur pied d'un système central réalisant à l'intérieur de cette zone européenne réalisant à l'intérieur de cette zone européenne un régime de concurrence plus libre, une rationalisation optimale des services au niveau européen par la vole du marché et de la réglementation, et enfin la négociation en commun des accords extérieurs de la C.E.B. en ce qui concerne les droits d'atterrissage.

Enfin, la tutelle de l'industrie et du marché aéronautique européen devrait être confiée à la Commission de la C.E.E. en contact étroit et avec la coopération des producteurs, des ntilisateurs et des partenaires publics nationaux.

A la Cour de justice : l' « affaire du sucre v européen

M. H. Mayras. l'avocat général commis dans « l'affaire du sucre» qui oppose la C.E.R. à seize entreprises sucrières européennes, a présenté ses conclusions le 17 juin devant la Cour de justice des Communactés européennes.

Il a notamment demandé l'annulation des amendes proposées contre les producteurs les amendes proposées contre les producteurs les

amendes prononcées coutre les producteurs lta-liens et la réduction do montant de celles infligées eux producteurs allemands, heiges, français et néeriandais. Il a en effet estimé que les griefs adressés aux Italiens n'étaient pas fondés et que ceux faits aux producteurs des quatre autres pays n'étaient fondés qu'en partie, même si des

infractions avaient été reconnues sur certains L'arrêt de la cour sur cette importante affaire d'infractiou à la concurrence est attendu après les vacances d'été.

RENTREE PORMELLE DU FRANC FRANÇAIS
DANS LE « BERPENT ». — Le franc français rentrera formellement dans la « serpent » monétaire
européen le 19 juillet, data de la prochaina session
des ministres des finances des Neuf à Bruxelles.

M. Jean-Pierre Fourcade, ministre français de
l'économie et des finances, a précisé le 16 juin à
Luxembourg que la 19 juillet les bauques contrales
des pays du » mini-serpent » (R.F.A., pays du Bénélux et Danemark) répondraient au mémorandum
français sur les aménagements proposés de l'accord
monétaire européen.

français sur les aménagements proposés de l'accord monétaire européen.

M. Fourcade a souligné que le problème de l'association du franc suisse au « serpent » interférait avec la question du retour du franc français. Sur les problèmes techniques, on a précisé du édié belge que la fixation d'un niveau communautaire du dollar posait encore des « problèmes ». En revanche, on semblait s'acheminer vers un accord en ca qui concerne les interventions plus fréquentes des banques centrales, aussi bien au cours plajond que plancher et les aménagements des délais de remboursement.

boursement.

LA GRECE DEMANDE OFFICIELLEMENT SON ADHESION A LA GRECE—La Grèce a afficiellement remis, la 12 fuin, sa demande d'adhésion d la Communauté, européenne, L'ambassadeur grec auprès des Communautés, M. Stephanos Staphatos, a remis une ustre à M. Breadon Dinnon, ambassadour triandais auprès des Communautés, qui assure d'Ineure actuelle la présidence du conseil des ministres des Neuf, et dans laquelle Athènes pose sa cardidature au Marché commun.

E PEU VERT DONIE

didature au Marché connain.

« PRU VERT POUR L'OUVERTURE DE NECOCIATIONS AVEC LE PORTUGAL. — Le comité mirie
C.E.E.-Portugal, réuni la 28 mai à Bruxellea, a décidé
de recommander l'ouverture de négociations entre
la Communanté européenne et le Portugal en vue
de resserrer les itens entre les deux parties. Les
demandes portugaises de développement de la coopération économique commerciale industrielle et
financière avec le Marché commun feront l'objet de
propositions concrètes au conseil des ministres des
uffaires étrangères des Neuf.

CONVENTION DE LOMK. — Réuni début fuin à
Georpetonn, la conseil ministériel des quarante-six
pays d'Afrique, d'Asie et du Pocifique (A.C.F.) a

pays d'Afrique, d'Aste et du Pacifique (A.C.P.) a déposé une plainte auprès de la C.E.E., estimant qu'elle bloque la convention de Lomé signée le 23. février. Les ministres ont refusé de nommer un secrétaire général permanent à Bruxelles. Ils ont d'autre part edmis parmi eux la Nauvelle-Guinée-Papountie.

CECA

Les limitations des productions

Comme nous l'avions laissé prévoir dans notre dernier uuméro, la Commission européenne a profité de la révision des objectifs de sou « programme acier » pour inviter les sidérurgistes des différents pays de la CECA à limiter volontairement leur production durant le troisième trimestre à un niveau inférieur de 15 % en moyenne à celui de la période correspoudante de l'an dernier. L'acier coulé de juin à septembre ne devre pas excéder 42,8 millions de tonnes, eu lieu de 50,55 un an plus tôt.

Le taux de réfaction retenu est donc intermédiaire enure la baisse de la production des Neuf (de l'ordre de 10 % depuis le début de l'année) et le fléchissement des commandes enregistrées (environ 30 %). Les services de Bruxelles veulent donc encourager les usines à limiter leur activité, pour stimuler le déstockage, mais simultanément les inviter à ne pas trop l'abalsser, de peur d'avoir à opérer, une fois la reprise constatée, une remise en marche de COMME nous l'avions laissé prévoir dans notre

TRES ORGANISATIONS TECHNIQUES ET SOC

1

d'acier correspondent à peu près au statu quo



حكدامن رياصل

東 本義に は株品 1 ter apen

hants fourneaux trop coûteuse. L'événement montrera si l'objectif retenn est judicleux.

montrera si l'objectif retenn est judicieux.

• Le caicul, qui a servi de base au choix de la Comndssion européenne, est la suivant : la consommation sera cette année, pendant la période considérée, de 37 millions de tonnes (au lieu de 40.2, il y a un an), diminnée d'alleurs de 2,7 millions de tonnes pour déstockage souhaité (au lieu d'un stockage de 1.1 million en 1974) ; le solde des échanges extérieurs d'acter nécessitera en outre une production de 3 millions de tonnes (10,15 d'exportation, mais 2,10 d'importation), contre 9,15 un an plus tôt (11,25 de ventes et 2,10 d'achaits). De sorte que les Neuf pourront se contenuer de produire, se l o n Bruxelles, 42,3 millions de tonnes, an lieu de 50,55 l'année précédente.

So.55 l'année precédente.

O La diminution de production proposée pour chaque pays tient compte, évidemment, des particularités de la conjoncture nationale. L'Allemagne où la production d'acter est particulièrement faible actuellement (— 15 %), ainsi que la Belgique et le Luxembourg (respectivement — 20 % et — 18 %) qui s'adonnent plus spécialement à la grande exportation, victime principale de la crise, se voient conseiller un niveau d'activité inférieur de 20 % à 18 % à celni de 1974. La France, qui produit depuis le début de l'année 14 % d'acter de moins qu'il y a un an verrait sa production du troisième trimestre limitée à 87 % seulement de celle de 1974. L'Italie ne serait pas mieux iraitée (86 %). En revanche, la Grande-Bretagne, qui produit 6 % de moins qu'il y a un an (mais 10 % de plus si l'om table sur la période partant de janvier, vu la longue grève du printemps 1974), serait autorisée à produire 93 % de l'acter coulé de pini à septembre 1974. Commo on le voit, les objectifs retenus sont très voisins de la situation actuelle.

■ Répétons qu'il ne s'agit pas d'interdiction de produire davantage. La Commission européenne, qui a refusé, il y a deux mois, la demande de M. Perry d'une déclaration de « crise manifeste » se contente d'inviter les entreprises à la « sagesse ». Mais le caractère concerté des chiffres retenus, laur réalisme et le fort degré de concentration des sidérurgles européennes aboutiront probablement au même résultat.

Le coût de l'effort énergétique

Les consequences sur l'économie charbonnière des nouvelles orientations des Neuf après l'enchérissement du pétrole continuent à faire l'objet d'actives réflexions dans las services de la Communauté. Dans la communication qua M. Simonnet a adressée aux Neuf, au nom de la Commission de Bruxelles, le vice-président de celle-ci note qu'il importe moins de discuter d'un éventuel prix-plancher du pétrole (comme l'avait demandé M. Kissinger) que d'étudier la coût financier des investissements énergétiques à entreprendre pour atteindre l'objectif déjà fixé par les Neuf : ramener de 63 % à 50 % en 1985 (et si possible 40 %) la dépendance énergétique de la Communanté à l'égard de l'extérieur.

Selon lui, il faudrait dépenser 180 milliards d'unités de compte (près de 1.000 milliards de francs) dans la première hypothèse, et 204 milliards d'unités de compte (1.150 milliards de francs) dans la seconde, Sur ces totaux, l'effort de la Communauté pour le financement des investissements énergétiques devrait être porté de 570 milliards de compte de compte de surveilssements énergétiques devrait être potté de 570 milliards de compte de compte de compte de compte de compte de financement des investissements énergétiques devrait être potté de 570 milliards de compte de la Communante pour le financement des in-restissements énergétiques devrait être porté de 570 millions d'unités de compte (32 milliarde de francs). l'an dernier, au « minimum raisonnable » de 3 milliards d'unités de compte par an (17 mil-liards de francs) de prêts, auxquels s'ajoute-ralent 330 millions d'unités de compte de sub-ventions budgétaires. Le système d'aidd des

Etats à la production charbonnière devrait être modifié et le recrutement des mineurs stimulé. AIDE AUX HOUILLERES BRITANNIQUES.—
Un nouveau crédit de 30 millions de libres vient d'être accordé par la Commission européenne au National Coal Board (N.C.B.) pour jaciliter la financement d'équipements modernes d'extraction charcomière dont le coût total est évalut à 63,5 millions de livres, et qui seront réalisés d'ici à 1977. Le tour de l'intérêt pour les crédits d'investissement CECA c'élève actuellement d 9 %.
Compte tenu de ce crédit, les prêts CECA accordés jusqu'd présent au N.C.B. rédévent à 195 millions de livres.

AIDE A LA READAPTATION DE MINEURS.—
Deux aides, d'un montent global de 4,97 millions
de deutschemurks, ont été allouées par lo Commission de Bruxelles en javeur des travailleure
jrappés par lo jermeture de la mine Werne
(Westphalie) et de la cokerné Friedrich der Grosse
de Berne, qui entraînera le licenciement de 478
mineurs et le déplacement de 3 158 autres.

LA CREATION DES ACIERIES D'OTTERSHRIM par irois groupe sidérusques européens (Sacilor, Korf Stahl, de Baden-Baden, et Van Moos, de Lucerne) à été autorisée par la Commission, chacun des trois propriétaires oardant son Indépendance commerciale; la nouvelle firme produira 450 000 tonnes de fil-machine par as.

QUATRE CENT CINQUANTE EMPLOIS DE SIDERURGISTES ONT ETE SUPPRIMES en juin aux Pays-Bus et en Grande-Bretagne, donnant lieu à crédit pour téadaptation de la part des nutorités de la CECA. Cela concesne la suppression de six jours Martin à l'actèrie néerlandaise d'ijmuiden et lo réduction des production dans deux usines de lo British Steel à Shotton et d Newport.

Parlement européen

Résolution sur la politique agricole

Le Parlement européen estime que le bilan de la politique agricole commune établi par la Commission de la C.E.E. devrait déboucher sur un instrument permanent de prévision et d'action dont l'élaboration devrait faire l'objet de consultations à tous les niveaux.

Dans la résolution qu'elle a adoptée le 17 juin, l'Assemblée des Neuf se prononce, compte tenu de la nécessité pour la Communauté de demeurer à la fois importateur et exportateur de produits agricoles, pour l'établissement de programmes quinquennaux revus annuellement et fixant des objectife de production.

La fixation de ces objectifs à titre d'orientation générale pourrait contribuer utilement à l'instantation d'un équilibre durable du marché et à la sécurité de l'approvisionnement en denrées alimentaires.

rées alimentaires.
Le Parlement reconnaît, avec la Commission

dd la C.E.E., qud les principes sur lesquels repose la politique agricole commune restent, dans l'ensemble, valables pour l'avenir mais que les instruments politiques auraient toutefois pu être utilisés de manière plus appropriée et detent appare être ambienée.

pn être utilisés da manière plus appropriée et doivent encore être améliorés.

Il estime que da sérieux problèmes demeurent dans les secteurs de la vianda bovine, du lait, des céréales, du vin et da la volaille.

Il regrette que le revenu des agriculteurs reste inférieur à celui des travaillaurs de l'industrie et déplore les disparités croissantes entre les revenus agricoles des différentes régions, ainsi que les disparités persistantes entre la secteur de l'élavage et celui des céréales.

Il constate que la politiqua des prix est fondée sur la notion d'exploitation agricole moderna de estime qua des politiques supplémentaires sont indispensables pour compléter les mécanismes d'intervention améliorés.

es deux requêtes introduites par la gonvernement de Chypre contre la Turquie, après l'intervention aurque dans l'île. Elle s'est également prononcée en faveur de la recevabilité de la requête de M. König centre l'Allemagne fédérale dans une

M. Konig contre l'Allemagne rederale dans une affaire qui concerne la duréd de procédures engagées par ce médecin allemand contre des décisions administratives lui retirant l'autorisa-tyion d'exercer la médecine et de diriger une

La commission a déclaré irrecevables soixantetreize autres requêtes, et notamment la requête
de Baader, Meinhof et consorts contre l'Allamagne fédérale sur les conditions de leur détention et de la préparation de leur défense.
MINISTRES EUROPERNS DE L'EDUCATION. —
La conférence permanente des ministres européens
de l'éteuation, composée des représentants de vingt
et un pays. n tenu sa neuvième session à Slockholm, du 10 ou 12 juin, sous l'égide eu Conseil
de l'Europe. Les ministres ont recommandé un effort
particulier en faceur des groupes défacorisés sur
les plans social et édacutif et préconisé un enseignément plus approfondi de la lanque maternelle
des enfaits des transileurs migrants installés en
Europe. La conférence n d'autre part défini les secteurs prioritaires de la future coopération européenne en matière d'éducation : éducation présociales et primaire, rapports de l'éducation apecla Communauté et prémier cycle de l'enseignement
secondaire.

LOISIES ET CONSERVATION DE LA NATURE. —

LOISIRS ET CONSERVATION DE LA NATURE. -LOISURS ET CONSERVATION DE LA NATURE.

Cent cinquante experts et hauts ionctionnaires
senus de vingt-trois pays européens ont participé,
du 9 au 13 juin à Hambourg, d'une conférence sur
les iotsirs et la conservation de la nature organisée
par le Conseil de l'Europe. Leurs trasaux s'appuyatent ser deux rapports concernant les régions
menacées par les migrations des estivants et des
touristes et sur un rapport traitant de la protection
de la nature dans les régions jortement peuplées.

OTAN

A la session de printemps du conseil: maintenir la cohésion de PAlliance

L'Alliance

A session de printemps du conseil de l'Atlantique nord s'est tenue à Brurselles les 29 et 30 mai, avec la participation de chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres. Dans le communiqué publié à l'issue des travaux, le conseil affirme la détermination des dirigeants alliés de «maintenir la cohésion de l'Alliance et de la rétablir là où elle s'est affaiblie » et de maintenir « sans faiblesse » l'effort de défense allié malgré les difficultés de la situation économique mondiale, face aux forces armées du pacte de Varsovie qui se renforcent « au-delà des besoins inparents de la défense ». Le conseil souligne que « la sécurité de chacun est d'intérét vital pour tous » et rappelle les principes et rét vitol pour tous » et rappelle les principes et l'esprit de solidarité et d'assistance mutuelle contenus dans le traité de l'Atlantique nord, et particulierement les dispositions de l'article s concernant la défense commune. Le conseil concernant la défense commune. Le conseil souhaite également une conclusion satisfaisante de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et des progrès dans les négociations sur la réduction unituelle et équilibrée des forces. Les pays membres de l'Alliance se déclarent prèts « à coopérer avec les autres pays de la communauté internationale sur des problèmes d'ensemble », et notamment la démographia l'allianciation l'étaperde les matières una pita l'allimentation. phie, l'alimentation, l'énergie, les matières pre-mières et l'environnement.

mières et l'environnement.

GROUPE DES PLANS NUCLEAIRES, — Le groupe des plans nucléaires de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) s'est réuni ou niveau ministèriel les 16 et 17 juin à Monterey (Californie).

A l'ordre du jour : l'équilibre des lorces atratégiques des Etats-Unis et de l'Union sopiétique dans les âtz années à venir, compte tenu des négociations en cours sur le limitation des ammenents stratégiques : le déroulement du programme de travail concernant l'emploi tactique déjensif d'armes nucléaires ; un rapport du secrétaire anéricain à le défense sur le dispositif des forces nucléaires du théâtre d'opérations en Europe et les incidences des proprès de le technologie sur le dispositif de dissuasion de l'OTAN et sur ses capavités de défense classiques et nucléaires.

Union de l'Europe occidentale

L'Assemblée adopte des résolutions divergentes sur la sécurité eurobéenne

L'ASSEMBLEE de l'Union de l'Europe occi-dentald (U.E.O.) s'est réunie à Bonn du 26 au 29 mai pour sa vingtième session, qui coin-cidait avec le vingtième anniversaire de sa

Les débats essentiels portaient cette fois sur l'organisation de la sécurité européenne et la coopération avec les Etats-Unis. Les divergences entre parlementaires européens se sont traduites dans la teneur des deux résolutions adoptées : l'une « pro-Atlantique » (51 voix pour, 30 contre, 3 abstentions) attire l'attention « sur l'importance de l'Eurogroupe en tant qu'organisme le plus approprié, à l'heure actuelle, pour règler concrètement les questions de coopération européenne en matière de déjense qui ne sont pas traités efficacement du sein de l'OTAN »; la de uxième recommandation (52 voix pour, 25 contre et 7 abstentions) met l'accent sur la nécessité de mettre en place une défense euro-péenne indépendante sur la base du traité qui a donné naissance à l'U.E.O.

Parmi les autres problèmes ayant fait également l'objet de résolutions : la crise de l'énergia et la sécurité européenne, les relations Est-Ouest, les activités politiques du conseil de l'U.S.O., l'application du traité de Bruxelles, la couvelle Agence spatiale européenne, enfin l'industrie aéronantique européenne et l'aviation civile.

Agence spatiale européenne

Entrée en activité de l'Agence, qui succède à l'ESRO

DIX pays européens (Belgique, Danemark, Espagne, France, Italie, Pays-Bas, Allemagne fédérale, Grande-Bretagne, Suède, Suisse) ont signé, le 30 mai à Paris, la convention de la nouvelle Agence spatiale européenne (ESA, European Space Agency), dont ils avalent arrêté ld texte le 15 avril dernier (voir le numéro de mai 1975 dn Monde diplomatique). L'ESA, qui succède à l'Organisation européenne de recherches spatiales (ESRO), a commencé à fonctionner dès le lendemain, 31 mai.

JOURNEES EUROPEENNES DE L'ESPACE. - Près JOURNELS EUROPEENNES DE L'ESPACE. — Pres de deux cents personnes venues d'une trentaine de pays ont participé, du 27 ou 29 mai, sux journées européennes de l'espace, organisées à Noordulje (Pays-Bas) par l'ESRO/ESA et consucrées eux satel-lites européens de communications et aux nutres missions d'applications spatiales et au programme de ianceur Ariane.

PROGRAMME SPACELAB. — La NASA, en coopération avec l'ESA, n procédé, dans lo semaine du 2 au 8 puin. À une simulation d'un vol-type du laboratoire Spacelab, qui dott être opérationnel en

• ORGANISATION DES ETATS AMERICAINS. —
Le département de la coopération extérieure de l'Organisation des États américains (O.E.A.) a tenu. les 7 et 8 mai, à Gracienala, en collaboration avec le secrétariat de l'intégration (SIECA) et en présence de personnalités des cinq pays membres du M.C.C.A., un séminaire consacré d la politique commerciale du sous-continent. L'ordre du jour des travaux a porté sur les perspectives de l'économique autopéenne et les pays en vois de développement, les perspectives de la politique commerciale des Etais-Unis ouvertes par la loi sur le commerce extérieur, l'intégration centraméricaine et lo politique extérieure commune du M.C.C.A.

• ORGANISATION DE L'INITE APELCAINE.

e ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE. —
Le comité de décolonisation de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.), qui d siégé à Rabat du 9 nu 13 juin, o confirmé les résolutions adoptées pur le conseil des ministres de l'O.U.A. lors de sa session extraordinaire au mois d'auril, à l'égard des régimes minoritaires d'Airique australe. Il a, d'autre part, lancé un appel à l'unité aux mouvements nationalistes d'Angola, l'Union nationale pour l'indépendance totals de l'Angola (UNITA), la Mouvement populaire de libération de l'Angola (M.P.L.A.) et le Pront national de l'Angola (F.N.L.A.), à la suite des affronisments qui opposaient, depuis plusieurs semaines, les partisans du M.P.L.A. et ceux du F.N.L.A. Le comité de décolonisation n également étudié un projet de création d'un bureau régional du comité de libération de lo côte des Somalis. . UNION INTERPARLEMENTAIRE. - L'Union • UNION INTERPARLEMENTAIRE. — L'Union interpariementaire o convoqué, d'Bucarest. du 28 au 31 mai, un colloque sur le thème : « Un Couveau système de relations économiques internationales » qui rassemblait des purlementaires de quarante-sept pays et des dirigeants ou hauts fonctionnaires de certaines orvenisations internationales, dont MM. Gamani Corea, secrétaire général de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, et Paul-More Henry, directeur du centre de développement de l'Organisation de coopération et de téveloppement économiques. e CROIX-ROUGE. — Les forces révolutionnaires ayant demande, le 27 avril. l'évacuation de la zone santiaire et de sécurité élablie par les délépués du comité de lo Croix-Rouge internationale à Phnom-Penh, le personnel est arrivé à la frontière thailandaise le 3 mai. La Croix-Rouge internationale n'o donc plus de personnel ni d'activités en cours eu Cambodge. cours ou Cambodge.

— Près de 7700 tonnes de secours, représentant une valeur de 232 millions de francs suissex, avaient été acheminées ou étaient en route pour le Vietnam du Sud d'la date du 20 mai, les délégués du — Aux mois d'avril et de mai, les délégués du -- Aux mois d'avril et de mai, les délégués du Comité international de la Croix-Rouge (CLCR.) ont visité un certain nombre de prisons dans différents pags : Afrique du Sud (trois cents prisonniers), Chili (mille sept cents détenus dans vingtneuf lieux de détention), Guatemala (deux mille deux ceots personnes emprisonnées dans six lieux de détention).

CECA

VAINGRE LA PAUVRETE DANS LES PAYS RICHES. — Lionel Stoleru

Turquie

Conseil de l'Europe

Droits de l'homme : recevabilité

des requêtes de Chypre contre la

A U cours de la session qu'elle a tenue à Stras-péenne des droits de l'homme a déclaré recevables

* Editione Fiammarion, eoliection e Textes politiques », Paris, 1974, 313 pages.

* Editione Flammarion, collection of Textes politiques a, Paris, 1974, 113 pages.

Le erise actuelle tient autant à la raréfaction des matières premières qu'à l'écart grandissaot entre pays riches et pays pauvres. Le solution, pour Lionel Stoleru, consiste done à modérer la croissance dans les pays riches et à l'acrélérer dans les pays pauvres. De ces deux objectifs, e'est le premier qui fait l'objet de cet ouvrage. En effet, la clef de la croissance modérée réside dans les pays riches. Car s'il est facile de casser la croissance infecession en provoquaot la chômage, il est plus difficile de la raientir en conservant le pleio emplot. La recette pour vainers eette difficulté est donble. D'une part, modérer la demande eo eupprimant le a renoovellement artificiel des produits a. L'Etat pourrait, par exemple, définir, en association avec les producteurs et les consommateurs. pour certains blens d'usage courant lentomobiles, réfrigérateurs...), un produit standard exonéré de la T.V.A. sur lequel toute publicité de mardue serait interdite, et cont les caractéristiques techniques seraient publiées de mardue serait interdite, et cont les caractéristiques techniques seraient publiées en résulterait n'aurait pas d'influence eur l'emploi, car, entre temps, on nurait transformé les conditions générales ée travail en offrant à tous la positistif de travailler moins (avec un revenu moinde) et en garantissant à tous un recenn minimum. Cette garantie donnerant aux pauvres l'alec nécessaire pour se hisser à un niveau de raient sur pauvreis la certituée de ne jamais descendre au-dessous étre obligés de faire des benres aupplémentaires doublement unisibles puisqu'elles augmentant la production et consomment des matières premières : elle donnerait aux unn-pauvres la certituée de ne jamais descendre au-dessous de ce niveau minimum, même e'ils consacrent tout leur temps aux recyclage de leurs capacités. La pauvreté étant étiminée, la consommation ne sersit plus le signe d'un statut social, et la gaspillage des matières premières ser

BIBLIOGRAPHIE

de la République a aujourd'hni une allure monarchique, e Tous les pauvres du royaume sont conviés à la table de Sa Majesté! » proclamera biontôt un édit élyséen. Noël 1 Noël toute l'anoée i eriera la populace. C'est si simple... F. L.

L'INTERNATIONALE DD CAPITAL - Pierre Dockès.

* P.U.F., collection a Economie et liberté n, dirigée par J. Attali. Paris, 1975, 288 pages, 42 F. Marz s'est déclaré pour le libre-échange international, parce du'il y voyait un facteur d'accelération pour l'avènement du socialisme.

l'avenement de socialisme.

Qu'en est-il? L'auteur apporte une efficique radicale des relations économiques s'ilbérales a à l'échelle mondiale. Pour lui, la « mondialisation de capital crée enne division impérialiste de travail »: elle e élimine des classes entières, assassine des populations, asservit des nations, réduit le niveste de vie des salariés ». Jone-t-elle tont au moina ce rôle d'accélérateur prèru par Marx? Après avoir analysé la thèse néo-classique, puis la dialectique marxiste. l'auteur expose les conditions difficiles et nécessaires pour qu'il soit réponen affirmativement à la question.

CRBISSANCE ET CRISE CAPITALISTE. -Bernard Rosier.

* P.U.F., collection a Sconnmic et liberté », Paris. 1975, 384 pages, 45 F. Ge livre et ceini de Pierre Dockés sont étroitement counexes. La croissance-panacte est le produit en cepitalisme moudal, Or, le mythe ée la croissance se dégourle sous nos yeux, et la croissance même est meosoée. L'anteur analyse le phénomène et sa portée; il concint, nou au repli sur une e croissance zéro n, mais à une « autre logique de dévelopment p impliquant « un chângement radical des rapports sociaux ».

Y. P.

MUNNAIE EUROPEENNE ET ETAT FEDERAL. -Mario Albertini.

* Fédérop, collection a Textes fédéra-listes n. 11, ruo Ferrachat - 69803 Lyon, 1975, 202 pages, 36 F. Ce volume réquit des textes de Mario

Albertini et de dustre autres universi-taires et spécialistes Italiens qui concer-gent dans la démonstration de la même thèse, l'affirmation de la même convie-tion: tout projet d'union économique et monétaire européenne est voué à l'incohèrence sans l'édification préalable d'institutions politiques communes.

L'UTILISATION DES REVENUS DO PETROLE ARABE ET IRANIEN. - J.-Y. Chapin. * East-West éditeur, 13, rue Hobbems, 1848 Brusshes.

Y. P.

L'auteur conteste les tibèses alarmistes relatives à l'énorme masse des revenus des producteurs de pétrole. Non qu'il sooge à minimiser la réalité de cette richesse eroissante et de plus en plus disponible : au contraire, il a'attache à l'évaluer, pour montrer qu'elle dépasse de loin les investissements a intérieurs » possibles. L'essentiel de son étude réside dans les bypothèses d'utilisation et d'investissements à l'extérieur. Si la situation monétaire actuelle rend plus incertaine une appréciation exacte, il apparaît à l'anteur que les capitaux arabes pouront sutrer dans des circuits d'investissements, sans éommages, au coutraire, pour l'économie ées pays lodustrialisés. Y. P.

PETROLE ET VIOLENCE, TERREUR BLANCHE ET RESISTANCE EN IRAN. — Abol Hassan Banisadr, Paul Vieille et al.

* Anthropos, Paris, 1975, 348 pages, 40 F. * Anthropos, Paris, 1975, 348 pages, 40 f.

Voici l'Iran caebé, l'Iran de la répression et de la misère, de l'aggravation ées
disparité- sociales liée à un mode d'exploitation. Le division internationale en travall, estiment les anteurs, assigne à l'Iran
la fonction de fournisseur de matières
premières (mais qu'en est-il de son rôis
croissant de transformateur d'articles
semi-finis ou (inis ?). Dépendant des décisions et des activités de production extériennes, le pays ne jone son rôle du'an
prix d'une désarticulation de se société,
d'une oégation de ses capacités de création et d'innovation: telle est l'origine
et la touction — on n'ose écrive: la justilication — de la répression.

Les institutions et les pratiques du

Les institutions et les pratiques du système répressif sont longuement analysées, à 'aide sotamment de documents souvent inédits de la rédistance. Un sutre

mérite de l'ouvrage — outre l'admirable eri-poème de Rezvani en ouverture (« à l'ombre du dellar-rol l'au toi qu'on nommait Petre je te nomme prison n), — est de poser le problème de la presse occidentale « trop soovent complice, par son silence, de la violence dui rème en Iran ». Même si les remarques de Cinude Bourdet à ce sujet datect de la fin 1971, elles demeurent actuelles et pertinentes. Le décousu du livre — dû à use juxtaposition de contributions variées — comme de trop nombreuses « coquilles » ne écivent cependant pas empéeber « Pétrole et violence » de prenère place parmi les ouvrages de référence sur l'Iran.

M. Br.

CROISSANCE ECONOMIQUE ET SOUS-DEVELOP-PEMENT COLTUREL. — Osiris Cecconi

★ P.U.F., Paris, 1975, 689 pages, 98 F. * P.U.F., Paris, 1975, 688 pages, 78 s.

Ce livre n'est pas nn procès, une dénonclation sans suites, mais une réflexion très poussée, à la fois synthétique et enalytique, sur le mécanisme de ce double mouvement inacceptable. Elle débouche sur la politique dui seule peut maîtriser l'économique pour qu'il cesse de dicter ses fins à la culture. C'est l'enjeu même de l'avenir de l'horame.

Y. F.

CHOIX COLLECTIF ET PREFERENCES INDIVI-**DOELLES.** — Kenneth J. Arrow ★ Calmann-Lévy, Paris, 1974, 224 pages, 32 F.

A Calmans-Levy, Faria, 1974, 224 jages, 32 F.

D s'agit de la traduction française d'un ouvrage paru pour la première fola en 1951, augmenté d'un commentaire de l'auteur sur l'évolution rétente de la théorie et une réponse à duclques critiques (chapitre VII) parues en 1963. Béaliser un optimum social isau des aspirations individuelles, voilà le problème qui est au cœur de l'économie du blen-être. Mais on pent se demander afil est formellement possible é'établir une relation entre un ensemble de préférences individuelles exprimées et un modéis de prise ée décision collective, cette relation evant satisfaire un eretain nombre és conditions fondamentales. Ao terme ê'une saire de démonstrations logiques, mettant co jeu la notion d'utilité. K.J. Arrow aboutit à une réponse négative : aucune procédure de choix collectif ne peut satisfaire en même temps tous les criètres de la démocratie. Signe des temps i

La traduction, bien due collective, laisse à désirer, ce qui est regrettable pour un ouvrage où chaque mot compte. Les amateurs de ce genre d'exercice intellectuel trouveront so fin de volume une abondente bibliographie sur le sujet, dressée par Christian Schmidt et les traducteurs. P. L.

LES NATIONS UNIES ET L'ASSURANCE. REASSURANCE. - Raymond J. Kromme-

★ Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1975, 215 pages, 65 F. ** Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1975, 215 pages, 65 F. A la différence des autres titres de la collection ététudes sur le droit des assurances a, dont il est le tome XLVI. cet ouvrage touche ée près des problèmes économiques importants et peu coonus. Boo sons-titre explique mieux soo contenn : « L'assurance-réassurance de droit privé danc les relatione entre pays développés et des pays en voie de dévalopment et l'action des niganisations internationales, n Le lecteur non spécialiste des problèmes, étonnamment complexes, de l'assurance y trouve à glaner de nombreux aperçus intéressants, du'il s'agisse des revenus que tirent la Suisse, la Orande-Erréague on les États-Unis ée isur rôle de centres luternationaux e'assurance. Ces affets négatifs ées transactions d'assurance sur la balance ces palements ées pays eo voie de développement, on ée la corrélation entre niveau de vie et part ess primes equaissées par rapport au P.N.B. (8 % aux Etats-Unis, d.8 % au Paissan). Les discussions critiques, abondentes et précises sur les statistiques c'assurances dans les pays en vole de développement sont un premier pas indispensable vers une véritable analyse économique du problème, dui n'est du'esquissée.

L'ouvrage est divisé en ceux parties de la su dimen-

dui n'est du'esquissée.

L'ouvrage est divisé en éeux parties égales La première traite de la s'dimension économique et juridique » ée l'assurance dans les pays en voie de éveloppement et étudie, notamment, l'effet des opérations internationales é'assurance-réassurance sur le marché de plusiants pays choisis à titre d'assumple : Turquie, Colombie, Inée, Nigéria, Sénégal, Sondan et Tunisie. Une deuxième partie retrace les tentatives meaétes au sein de la CNUCED, notamment en vue de créer un système é'assurance réassurance apécifique aux peys su voie de éveloppement.

Un ouvrage qui mériteralt uo plus lerge public que esini anquel son prix, prohibitif pour le chercheur individuel, le cestine saus coute.

La rupture du "pacte national"

Par SAMIR FRANGIÉ *

A crise libanaise, qui a éclaté après la massacre d'Ain-Ei-Remmanen (vingt-sept Palestiniene tués la 13 avril 1975 par les miliciens du parti phalangiste de M. Pierre Gemayel), a révélé au grand jour les contrae montré l'incapacité du régime actuel à les résorber. L'eccord conclu le 1° juillet par le ouvernement de M. Rechid Karamé e mis fin à l'effusion de sang mais, de toute évidence, Il laisse intactes les causes mêmes de la crise.

A l'origine de cette crise, le présence de la résistance palestinienne eu Liban, qui a boule-varsé l'équilibre savamment mie au point en 1943 entre les leedere traditionnels des deux communautés religieuses, chrétienne at musui-mans. Jusqu'en 1969, cet équilibre avait été préservé, malgré la guerra civile de 1958, qui n'avait eu pour effet que d'assurer une mell-leure représentation de la féodalité politique musulmane at une plus grande participation de le bourgeolaie à la direction du pays.

La résistance palestinienne devait, par se présence même au Liben, modifier cette altustion en servant de pôle d'attraction à toute une tion l'ordre établi. Le mot d'ordre d'appui à la résistance palesdnienna a en effet permis après 1968 de mobiliser contre la régime des forces disparetes qui par la suite as regroupèrent au sein de trole partis (le P.C., l'Organisation d'action communiste au Liban et le Parti eccla-liste progressiete de M. Kamal Joumblett) qui constituent aujourd'hul l'essentiel de le gauche

Le dévaloppement de cette dernière et son alliance avec la résistance paisstinienne ont bouleversé l'équilibre existant. La droite libanaise a résgi à ce changement en tentani é deux reprises, en 1969 et en 1973, de l'quider la résistance. Ces tentatives oni échoué particullèrement en raison du fait que les leaders musulmans ne pouvaient donner leur caution à une telle entreprise sans se trouver coupés de

Les événements de mai 1973 ont d'allieurs montré le iragilité du système libeneis. La crise libano-palestinianne s'est repidement transfor-mée en crise intérieure en raison de l'oppo-sition des leaders musulmans, soumis à da fortes pressions populaires, eux lesders chrétiens et è l'armée. Cette demière, qui jusqu'à cette période étail considérée comme la seule force non confessionnella du pays, a été assi-milée à le communauté chrédenne et e'est trouvée de ce fait paralysée dans son action. Les leaders musulmans ont été de leur côlé forces, pour conserver leurs positions, de soulever la estion de la « participation » de la communeuté musulmene eu pouvoir, portant ainsi un nouveau coup à l'équilibre défini par le - pscte national = de 1943 et donnant à la geuche une caudon indirecte dans sa lutte contre le régime.

EITE altuation s'est aggravée depuis 1973 en raison des difficultés économiques et sociales que connaît le pays. La hauses constante du coût de la vie et l'accroissemant sensible du chômage et du sous-emploi ont profondément affacté les classes moyennes de la société libanaise qui représentaient jus-qu'elors le facteur principal de stabilité, ils loppement epectaculaire, non seulement en milleu ouvrier al paysan, mels également auprès de le petite bourgeoisie citadine. Ce développement a'est traduit par un accroissement des luttes ouvrières, par la créadon de syndicats de paysans et d'ouvriers egricoles, par le prise de contrôle de l'Université libanaise (124 sièges eur 148), par la formation de milices puissam-

Cette contestation eoclale e ébranlé les principales institutions politiques et religieuses du pays. C'est ainsi que l'Eglise gracque-catholique a cubi une crise très grave qui a aboud à la suspension de l'archeveque de Beyrouth. Mgr Grégoirs Haddad, de toutes ses fonctions. L'Eglise maronite, de son côté, a connu un malaise profond après le farmeture d'un séminaire à Ghazir, localité du Mont-Liban. Un des principaux partis d'extrême droire, le Perti syrien nadonal social (ex-P.P.S.), qui avait joué un rôle important en 1958, a éclaté après qu'une grande partie de ses membres eurent opté pour l'appui à le résistance palestinienne et à la gauche contre le régime. La communautà chilte,

le plus importante numériquement su Liban et le plus défavorisée, e'est regroupée autour de l'Imam Moussa Sadre et a défini ses revendications, qui remettent également en quesdon

Tout cele ne pouvait manquer de susciter les craintes de le droite libanaise, qui tente, après les affrontements de mai 1973, de rompre t'alliance entre la résistance pelestinienne al la geucha libanaise. Le parti phalengiste a même noué un dialogue svec des dirigeante palestiniens — parmi lesqueis Abou Ayad, le numéro 2 du Fath — qui a'est poursulvi pendant plueleurs mois. Mais cetto tentativa n'e pas réusis car, prisonnière de ses propres contradictions, le droite n'e été an mesure de donner satisfaction ni à la résistance palestinienne en assurant le détense du pays contre larael (trola mille trentesix violations de la souveraineté libenaise da 1968 à 1974 seion les chiffres officiels), ni au mouvement musulman en limitant les privilèges confessionnels et en révisant le loi sur l'ermée et cella reledve aux naturalisations, ni évidemment à la gauche en démocratisant les insti-tutions politiques et en réalisant certaines réformes acclales. Ella se trouve donc confrontée à un front uni capable de mettre en échec toute action dirigée contre lui.

TEST dans ce contexte que se situs le nouvelle crise. Depuis le début de cette ennée, la parti phalangiate mêne active-ment campagna contre le résistance palestinienne et le gauche. Les événements de Salda (février 1975) ont été pour lui l'occasion de mani-fester se volonté de liquider le gauche. Ces événements evalent débuté par une manifestation de pêcheura dirigée par l'ancien député de la ville, Maaroul Saad : l'armée avait tiré sur la foule, et blessé mortellemen! Saad. Aussitét, une greve générale avait été décrétée par la gauche L'ermée avait alors tenté d'investir la villa de Salda, mais avait subl une cultante détaits devani les milicians de geuche, Les phalangistes avaient réagi en organisant à Beyrouth une menllestation d'appul à l'armée, qui ne regroups que les habitants des quarilers est de la capitale, à mejorité chrétianne ; le caractère confessionnel de l'armée s'an trouva consi-

Cette situation, qui a eu des répercussions au sein mêma de l'armée, explique dans une lerge mesure la non-intervention de cette dermassacre du 13 avril. Les phalangistes, qui evalent basé toute leur stratégie sur la particourt et dépassés par l'ampieur et le violence des attrontements (environ sept cents morts) au cours desquele il a été fait usage pour la première fols d'armes lourdes. Na prévoyant pas une telle riposte, lle oni été forcés, après t'échec de toutes les médiations entreprises à leur demande, d'accepter la 17 avril le cessezle-leu proposé par l'Etat, qui était demeuné prudemment à l'écart de la mêlée.

Ces cinq jours de combels auxquels le geuche a participé d'une manièra très ective — la résistance palestinienne a'étani limitée à la délense des camps — se sont soldés par un sérieux échec pour les phalangistes, d'autant plus difficile à supporter qu'un « congrès natio-nal », convoqué à l'initiative de la gauche, avait appelé toutes es du pays notamment les leaders musulmans, à ne plus colleborer avec le parti de M. Gemayal au sein d'un même gouvernement.

TEST pour aorlir les phalangistes de cette Impasse que la président de la Répubilaus. M. Soleiman Francië, evait décidé le 23 mai la formation d'un gouvernement milid' - assurer la réconciliation netionale -. Le chel de l'Etat, sous estimant le force de le geuche, comptail sur le passivité des leaders musulmans el sur la ellence de le résistance palestinienna pour assurer le succès de son entreprise.

Ses calculs se sont révélés faux car, dès militaire, la caucha et la mouvement musulman auxqueis se sont jointe plusieure leaders chrébens (notammant M Raymond Eddé, président du Bioc nadonal) hostiles à un pouvoir militaire, ont présenté un front uni. Des berricades ont été dressées dans les principales villes du

pays et une grève générale e été décrètée jusqu'à la chute du gouvernement, qui devait intervenir quarante-huit heures plus tard.

chef de l'Etat, déconsidéré chez les musulmans et soumis à de fortes critiques de la part de la

gauche, s'est trouvé forcé de ller son sort é

celui du parti phalangiste, réclament notamme

le participation de ce demier au pouvoir maigré l'opposition de la gauche et des leaders musul-mans. Son insistance dans ce domaine e retardé la formation du notiveau gouvernement et aggravé da ce fait les contradictions entre leaders chrétiens et musulmans. Sa prise de position, intervenant on an avant le fin de son mandat, e accentué con isolement intérieur et fait de lui une cible facile pour les atteques fait da lui une cible facile pour les attaques da la gauche et da l'opposition traditionnelle. Les phalangistes sont également affaiblle par le crise, qui a déjà beaucoup coûté é la communauté chrétienne. Les milleux d'affaires, jusqu'ici favorables au parti de M. Gemayel, commencent en effet à marquer des signes d'impetience, car ils risquent de payer cher l'errêt des activités économiques. La paralysia du part l'absence de maind'iranve syrienne. du port, l'absence de main-d'œuvre syrienne (qui a été victime d'une persécution systéma-tique de la part des phalangistes), l'arrêt total de travall dens les principaux centres industriels situés dens les régions de combats, les dangers qui pèsent aur le tourisme, les menaces de boycottage formulées per certains pays arabes é l'encontre des entréprises appartenant à des phalungistes ont profondément affecté le tiourgeoisie. Le détérioretion des relations evec le monde arabe ne peut d'ellieurs manquer de l'inquiéter. Cent querante mille Libanais travaillent en effet dans les pays pétrollers. Les sommes repportées par le transit et les autres services sont évaluées é 1 milliard de livres libanalses. Les investissements arabes au Liban sont, quant é aux, ávalués entre 300 et 400 miltions de livres par en. 90 % des dépôts bancaires au Liban proviennent des pays pétrollers. Ces chiffres, qui montrent la dépendance du Liban à l'égard du monda arabe, expliquent l'hostilité da la bourgeoisia à l'égard des projets de partidon défendus per l'extrême

qui préserverait ses intérêts. Les phalangistes doivent également faire face è una opposidon chrétienne qui commence à se structurer. De nombreux incidents mettant aux prises des chrétiens progressistes aux mill-ciens du parti de M. Gemayel ont eu lieu dans la région do Mont-Liban. Cette opposidon regroupe toutefois des forces assez disparates, de la droite libérale représentée par le Bloc national de M. Eddé é l'extrêma gauche en passant par le parti Destour de M. Michel Khoury, la parti démocrate de M. Emile Biter, le Mouvement des chrêtiens engagés al les nombreux mouvements de jeunesse (dominés par le gauche) existent dans les régions

'ARMEE, quent à elle, a été aussi très affai-blie. La formation du gouvernement militaire el se chute rapida l'ont profondément affectée. Les dissensions confessionnelles existant an son sein et les accusations portées par les principaux leadars politiques al religieux musulmans contre ses dirigeants l'ont para-lysée, rendant sinsi très improbable un éventuel COUP of ETRIL

Per contre, la gauche - en particuller le P.C. al l'Organisation d'action communiste au Liben - se trouve renforcée. Dans les régions de combat et dans les principales villes du pays, alla e'est imposée comma la force principale d'opposition aux phalangistes et è l'arméa. Sa force est telle aujourd'hul qu'ella est en mesure da disputer le leadership des quartiers ovest de la capitale à la lécdaillé policique mana qui en avait lusqua là la contrôle. Sur la plan policique, elle a réussi è imposer son point-de-vue eux leaders musulmans et à les empêcher de collaborer avec les phalanglates qui vont se retrouver, du fait même de l'absence d'interlocuteur musulman, contraints de céder la représentation de le communauté chrétianna è des forces plus modérées suscepdbies d'être acceptées par l'autre communauté. Mais ce bilan n'est que provisoire, et il faut

s'attendre à de nouveaux développements da le crise, en raison notamment de ses Implications sor la situation en Proche-Orient.

* Journaliste libanals.

Dans ce numéro :

P. 2 et 3: LES PROJETS POLITIQUES DE M. ROCKEFELLER, par Ingrid Car-

P. 4 et 5: Le référendum auropéen en Grande-Bretagne, par Françoise de la Serre et Jacques Lernez et par Monica Charlot.

SOCIALISME ET PAYSANNERIE AU P. 6:

PORTUGAL, par Michel et Daniele

P. 7 à 15: LES MILITAIRES ET LE POUVOIR EN AMERIQUE LATINE : Les trois âges du militarisme, par Elena da la Souchère: Evolution des Etats et des coups d'Etats, par Alain Jose : L'alde des Etats-Unis aux forces armées, par Michael T. Klare : Les mythes de l' « apolitisme » et du « progressisme », par Alain Labrousse. - Bresil : interdépendance et sécurité, A. B.; Argen-

tine : puissance économique et parti politique, par François Gèze et Alain Labrousse: Bolivie : les divisions d'une armée de mercenaires, par Jaime Pax Zamora: Colombie: une « démocratie » fortement militarisée, par Cecilia Cadena : Cuba : l'armée la plus nombreuse étroitement associée au pouvoir, par Jose Gabriel Bost,

Les mystères du « Mayaguez », par Jacques Decornoy. — Correspondance.

CONFLIT IDECLOGIQUE ET P. 17: CONFRONTATION SING-INDIENNE EN ASIE, par Mohan Ram.

P. 18 à 21 : LA MACHINE A PENSER SEST-ELLE DETRAQUEE ? Enquête de Maurice

Suite de l'article de Ferdinando Scianna P. 22: sur le plèga italien. — Dans les revues...

Les subtilités de la politique de P. 23: normalisation en Tchécoslovaquie, par Bernard Féron. — Suite de l'article de Stepan Tchervonenko sur les échanges entre l'U.R.S.S. et la France.

L'Amérique latine renforce sa solidarité economique, par Philippe Labreveux. - Le Commonwealth, la Grande-Bretagne at le tiers-monde, par Marie-Claude Cèleste.

CINEMA POLITIQUE : L'antimilita-P. 25: risme à l'écran, par Ignacio Ramonet, Jacques Belmans et Jean-Pierre Jean-

P. 26 à 29 : L'activité des organisations inter-

INSTITUT FRANÇAIS DE POLEMOLOGIE (Président-Fondateur et Directeur des Recherches : Gaston BOUTHOUL, Secrétaire Géoéral et Sous-Directeur des Recharches : René CARRÈRE,

ÉTUDES POLÉMOLOGIQUES

Nº 17 - JUILLET 1975

- Julien FREUND : Le rôle du tiers dons les couffits. - Hedi MABROUK : Pour la paix au Méditerragée.

— André RETIF: Pierre Larousse et la guerre au XIX siècle.
— Gaston BOUTHOUL: De l'univers de la guerre à l'univers de la paix.
— Renà CARRERE at Pierre VALAT-MORIO: La violence mondiale en 1974 (550 cos comparés à 2 800 cas de 1968-1973).

I.F.P.: Chronique de la violence (février-ovril 1975).

Le oumero, France : 18 F : étranger 11 F - Souscription & soutien . 500 F.
Abonnement à 4 oumeros (un an). France : 38 F : étranger · 42 F

ETUDES POLEMOLOGIQUES, 7, rue Gutanberg, 75015 PARIS. Trêléphone : 577-94-67). C.C.P. Nº 33-034-01 LA SOURCE.

A paraître prochainement:

LE DEFI DE LA GUERRE

 Deux siècles de guerres et de révolutions : 1740-1974 (364 conflits ormés majeurs onolysés avec ordinateur at interprétés) -

Juillet 1975

مكذامن ريامل

Carrier of the con-

FORCES ARMÉES ET SECTEURS PROGI